



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries avril 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril

CAUSERIE

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

Ce qui leur manque le plus : un prophète !

Hier, porte de Versailles, Sarkozy a proclamé l'avènement d'un «*nouvel humanisme*». Car il sent venir «*un désir nouveau de fraternité*» et même «*un besoin d'amour*». (liberation.fr 31.03)

Faites monter la sauce. L'UMP sur les traces du FN. La dictature en marche. Mode d'emploi.

Le ministre français de l'Intérieur Claude Guéant estime qu'il existe "*un risque tangible de dérive*" des actes antisémites après les tueries de Toulouse, dans un entretien au journal *Le Parisien* publié samedi.

"*Indéniablement, la tension est montée*", déclare M. Guéant. (liberation.fr 31.03)

Avez-vous remarqué que les représentants des mouvements antiracistes ou dénonçant l'antisémitisme, l'islamophobie, sont généralement des réactionnaires patentés, de droite, d'extrême droite, de gauche ou d'extrême gauche ? J'ai décidément l'art de me faire des amis...

A ce titre l'accueil réservé au traitement de l'affaire d'Etat Merah est un modèle du genre. Ces défenseurs "*cdes droits de l'homme*" n'ont rien trouvé à redire à la multitude de contradictions que nous avons relevées depuis la liquidation de M. Merah par le Raid sur ordre de Sarkozy.

Lors de l'affaire des Irlandais de Vincennes (1982), il s'est avéré que c'était les services secrets français qui avaient déposé des armes dans leur cache pour ensuite les accuser de terrorisme. Personne ne s'est étonné que M. Merah ait accepté de converser avec les policiers par talkie-walkie interposé à condition de lui remettre une arme, alors qu'il était soi-disant en possession d'une armurerie. Personne n'a demandé quelle était la nature des balles que M. Merah avait tirées, une trentaine au dire des policiers. Provenaient-elle de l'arme que les policiers lui avait remise ou d'autres armes ? Personne ne le sait, secret de l'instruction sans doute. Dans le cas des Irlandais de Vincennes, ces derniers avaient servi de faux coupables pour couvrir les vrais qui n'ont évidemment jamais été découverts, l'enquête ayant été enterrée définitivement en 2002.

Répétons-le encore, ils auraient pu le prendre vivant très facilement, c'était un jeu d'enfant. Cela ne trouble pas un instant nos antifascistes, nos antiracistes d'opérette qui ne voient rien à redire à ce qu'il faut bien appeler un assassinat de sang froid et programmé.

Nos antiracistes autoproclamés n'ont rien trouvé non plus à redire à ce jeune embastillé (3 mois fermes) pour s'être livré à une stupide provocation verbale devant des policiers à Toulouse, dont il a nié les termes par la suite.

On ne les a pas entendu pour défendre Adlène Hicheur embastillé depuis plus de deux ans par un juge ayant plaidé à charge, sur la foi de quelques dizaines de courriels (35) échangés avec un supposé islamiste radical. Il a toujours nié avoir décidé de passer à l'acte, peu importe, le procureur a jugé que la menace contenue dans ces mails constituait un crime. Son avocat Me Baudouin a souligné : "*Si des propos excessifs et violents sont de nature à embastiller quelqu'un, les prisons françaises ne seront pas aptes à accueillir tout le monde*".

Dorénavant, personne en France n'est à l'abri d'une incarcération arbitraire pour avoir simplement prononcé des paroles jugées attentatoires à l'intégrité de l'Etat. Comme c'était déjà le cas aux Etats-Unis depuis 2001.

Comment l'AFP manipule une information pour le compte de Sarkozy.

Le père de Mohamed Merah a affirmé vendredi soir à la chaîne BFMTV qu'il n'avait jamais eu l'intention de poursuivre l'Etat français pour la mort de son fils, son avocate algérienne précisant ensuite à l'AFP qu'elle avait bien été mandatée pour entamer des poursuites, mais contre le Raid.

Les poursuites pour lesquelles l'a mandatée le père du Mohamed Merah ne sont pas «*contre la France et le gouvernement français mais contre le Raid, qui est responsable de la mort de son fils*», a souligné Me Zahia Mokhtari, interrogée par l'AFP à Alger après la diffusion sur BFMTV d'un entretien avec Merah père.

Ce journaliste «*a transformé mes propos et a dit que je poursuivrai en justice l'Etat. Comment voulez-vous que je poursuive un Etat? Il a menti*», a-t-il ajouté.

Lundi dernier, Merah père avait pourtant déclaré à l'AFP, dans un entretien téléphonique: «*Je vais engager les plus grands avocats et travailler le reste de ma vie pour payer les frais. Je vais porter plainte contre la France pour avoir tué mon fils*». (20minutes.fr 31.03)

L'AFP, qui est une officine au service du régime et au ordre du locataire du Palais, a interprété les propos du père de M. Merah de façon à ce que Sarkozy estime légitime de réagir et se pose en défenseur de l'Etat, ce qu'il s'est empressé de faire avec emphase.

La crasse mauvaise foi de l'AFP est avérée dans la mesure où leurs journalistes sont capables de discerner l'emploi d'un mot à caractère générique, une synecdoque ou une métonymie, l'Etat signifiant ici le service de l'Etat responsable de la mort de son fils, le Raid qui l'a liquidé pour l'empêcher de parler.

Les boucs émissaires privilégiés de l'UMP et du FN.

Selon un commissaire de la DCRI (Libération des 24 et 25 mars), Merah a été «surveillé tout le premier semestre 2011, lignes téléphoniques, Internet». Ces «*1 000 à 1 200 heures de surveillance*», filatures physiques et «*techniques*», moyens vidéo et exploration des fadettes, n'ont «pas permis», selon la DCRI «de déceler un activisme idéologique, de contacts avec des groupes ou des sites islamistes suspects, pas même de fréquentation d'une mosquée». (liberation.fr 27.03)

Que cela ne tienne, il ne faut pas que la tension et le climat de psychose retombe.

Selon des journalistes des policiers, s'il existe "*un troisième, un quatrième, un cinquième ou un dixième homme ayant participé à ces crimes, nous les trouverons*" ou nous les fabriquerons, sinon il existe un autre moyen d'entretenir la peur, le climat délétère qui prévaut en France.

A défaut de complices, la chasse aux islamistes a repris de plus belle.

Dix-sept islamistes radicaux présumés, interpellés vendredi lors d'un coup de filet critiqué comme "électorale" par une partie de l'opposition, ont vu leur garde à vue prolongée samedi, la police affirmant de son côté que certains "*semblaient préparer un enlèvement*".

Selon le ministre de l'Intérieur Claude Guéant et Nicolas Sarkozy, ce coup de filet a permis la saisie d'armes, notamment des kalachnikov. Cependant, au moins deux de ces kalachnikov sont démilitarisées, c'est-à-dire inaptes au tir, a dit une source proche de l'enquête, confirmant une information d'Europe 1.

Ces interpellations ont eu lieu vendredi à l'aube en Ile-de-France, en région nantaise, dans l'agglomération lyonnaise, en Provence-Alpes-Côte d'Azur et à Toulouse.

Pour le chef de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), Bernard Squarcini, ce coup de filet, largement médiatisé un peu plus d'une semaine après la mort de Mohamed Merah, se justifie par la "*dangerosité*" des membres de Forsane Alizza.

Des accusations que conteste l'avocat du leader de Forsane Alizza, Me Benoit Poquet. "*Il est scandaleux que des accusations extrêmement graves soient portées par voie de presse à l'encontre de mon client avant même que celui-ci ne puisse répondre*", a-t-il dit à l'AFP. Il s'est offusqué de voir le secret de l'instruction "*balayé d'un revers de la main pour des motifs électoralistes et politiques*", a-t-il ajouté.

A Toulouse, un proche d'un des interpellés a dit à l'AFP que la famille tombait des nues et n'arrivait pas à savoir ce qui se passe. Il n'a jamais eu affaire à la justice ni "*mis les pieds dans un commissariat*", était très cadré par la famille qui lui a interdit "*certaines fréquentations*" à la mosquée où il n'allait même plus pour cette raison, selon ce proche qui a requis l'anonymat. (AFP 31.03)

Où est passée la présomption d'innocence dès lors qu'il suffit de "*sembler*" avoir eu l'intention de commettre un acte délictueux pour être considéré comme coupable ? Monsieur Badinter est muet, ainsi que les supposés "*démocrates*", étrange, non, normal !

Pendant ce temps-là le grand banditisme trempé dans tous les trafics et principal dépositaire des armes circulant illégalement en France peut vaquer tranquillement à ses affaires.

Sarkozy et Guéant en font trop. En réalisant ce "coup de filet aux quatre coins de l'hexagone en claquant des doigts, ils démontrent ainsi que la police connaissait parfaitement où localiser ces "islamistes" ou autres truands, il ne leur restait plus qu'à décider du moment opportun pour procéder à leur interpellation, par exemple à quelques semaines d'un scrutin majeur annoncé comme perdu d'avance pour Sarkozy, qui désormais par miracle pourrait être réélu.

Deux sujets de réflexion pour bien commencer le mois d'avril

1- Le piège des blocs

Après la seconde guerre mondiale, à l'époque de l'existence de l'URSS et ses satellites des pays de l'Est, staliniens et crypto-staliniens défendaient la théorie des deux blocs opposant le bloc constitué des principales puissances capitalistes derrière les Etats-Unis, à celui de l'URSS et ses satellites, pour finalement justifier leur soutien au stalinisme. Pour être franc avec vous, je n'ai jamais vraiment étudié cette question-là.

Elle m'est revenue à l'esprit en lisant les articles publiés par le Réseau Voltaire et le portail Mondialisation.ca, dans la mesure où leurs auteurs se posent en ennemi de "*l'Empire*, entendez principalement l'impérialisme américain qui exerce une hégémonie économique et politique sur le monde, tout en soutenant pratiquement sans réserve les régimes où le capitalisme avait été exproprié ainsi que des régimes étiquetés à gauche en Amérique latine ou encore des pays dominés, comme si les peuples de ces pays-là avaient le bonheur d'être délivré du règne de la nécessité ou que la lutte de classe que le prolétariat ou la paysannerie pauvre menaient pour obtenir des droits nouveaux ou tout simplement améliorer leurs conditions d'existence et de travail passait au second plan ou était injustifiée.

Pour ces auteurs le monde est divisé en blocs antagonistes dont l'un domine l'autre, le plus puissant sur le plan économique, par conséquent il faudrait soutenir sans condition le plus faible dont font partie par exemple la Chine, la Russie, le Venezuela, Cuba, la Libye, la Syrie et bien d'autres dictatures ou régimes foncièrement antidémocratiques.

Ces auteurs ne se plaçant pas sur le terrain de la lutte des classes qu'il récuse apparemment, il ne leur reste plus qu'à s'en remettre à l'ONU pour résoudre les conflits qui peuvent éclater dans le monde ici ou là ou pour résoudre tout autre question d'ailleurs, par exemple celle liée à la protection de l'environnement.

Par ignorance, le plus souvent parce qu'ils se proclament anticommunistes ou ennemis du marxisme qu'ils confondent avec le stalinisme, il ne leur reste plus qu'à se jeter dans la gueule du lion ou faire acte de soumission envers l'ONU qui représente les intérêts du capitalisme mondial, dont l'impérialisme américain est justement le chef de file. Refusant l'interprétation du monde que propose le marxisme et considérant le capitalisme indépassable, leurs analyses aboutissent infailliblement à une impasse.

Lors du traitement de la situation en Libye et en Syrie ces derniers mois, ils se sont dressés contre l'intervention militaire occidentale, et dans le même temps ils ont tenu à ménager leurs critiques envers les régimes de Kadhafi et d'Assad comme s'ils étaient fréquentables ou recommandables, ce qui de notre point de vue est insupportable évidemment.

Dans leur manière de traiter la situation dans tous ces pays-là, le mouvement ouvrier, la lutte de classe du prolétariat, la véritable opposition aux régimes en place passe systématiquement à la trappe, comme si les masses opprimées ne pouvaient pas ou ne devaient pas avoir le droit de s'exprimer en toute indépendance vis-à-vis des autres classes, théorie que nous récusons, rien ne peut justifier la prétention d'interdire à la classe ouvrière de défendre librement ses intérêts indépendamment du régime en place.

Pour ces auteurs provenant d'horizons très divers à travers le monde, journalistes, intellectuels, historiens, anciens diplomates, etc. la lutte des classes se réduit à un combat entre différentes couches de la bourgeoisie dont l'une serait plus présentable que les autres parce qu'elle serait en relation principalement avec la Chine ou la Russie, qui comme chacun sait sont des modèles de démocratie, tandis que le prolétariat aurait tout juste le droit de la soutenir, oubliant au passage que lorsqu'elle accède au pouvoir elle s'empresse de museler la classe ouvrière ou bien pire encore, ce qui fut le cas de tous les régimes soutenus autrefois par l'URSS ou la Chine, on pourrait ajouter, les imitant en instituant des régimes à parti unique et réprimant féroce toute forme d'opposition ou de regroupement politique.

Il existe donc un parti pris évident dans ces articles qui ne peut pas nous convenir. Vous remarquerez que c'est aussi celui de Mélenchon, pas tout à fait cependant, par exemple il n'a pas les mêmes rapports envers la Russie qu'envers la Chine, Cuba ou le Venezuela ou encore la Bolivie, à la fois au nom d'un antistalinisme qu'il n'a jamais été capable d'assumer jusqu'au bout ce qui lui permet aujourd'hui de s'allier au PCF, on ne voit pas vraiment ce qui distingue la version russe du stalinisme de la chinoise ou de la cubaine, et par pur nationalisme, ce qui n'est pas incompatible avec son rapprochement avec les staliniens adeptes du socialisme dans un seul pays symbolisé par le mot d'ordre produisons français ou la mise en oeuvre de mesures protectionnistes.

Ces auteurs dénie au prolétariat la capacité de gouverner et de décider de son propre sort, qui en dernier ressort devrait dépendre d'une ou plusieurs couches de la bourgeoisie plus aptes à s'en charger à sa place, ce qu'on retrouve sur le plan politique chez tous ceux qui se refusent à rompre avec le capitalisme et ses institutions, dont Mélenchon.

Si tous les régimes ne sont pas équivalents, en règle générale on prendra position pour le plus faible contre le plus puissant en cas de conflit ouvert. Où cela pose problème, c'est lorsque ce régime est une dictature, dans ce cas-là on soutiendra le mouvement ouvrier de ce pays engagé dans le combat en défense de son indépendance nationale face à l'impérialisme quel qu'il soit, en s'abstenant de soutenir le tyran en place ou sans le cautionner, en fonction de la situation on peut imaginer qu'en échange d'une relative neutralité provisoire envers le régime, celui-ci satisfasse certaines revendications sociales et politiques, concession que l'on peut concevoir uniquement en cas d'urgence.

Certains y verront une capitulation parce qu'ils refusent de regarder la réalité en face ou l'ignorent tout simplement. Ils décrètent ou s'imaginent que ce serait trahir notre cause, alors que dans ces pays-là, la Syrie par exemple, le prolétariat est dans l'impossibilité de poser la question du pouvoir et le restera encore longtemps, c'est peut-être triste à dire, mais dans certains cas pour continuer d'exister le mouvement ouvrier doit s'allier à la couche de la bourgeoisie qui lui semble la moins hostile ou la moins dangereuse pour ses intérêts et la suite de son combat, sans pour autant y perdre son âme ou renoncer à son indépendance de classe que paradoxalement il défend de la sorte. De notre côté, le meilleur moyen de soutenir le mouvement ouvrier syrien dans son combat, consiste à combattre notre propre bourgeoisie nostalgique de l'époque coloniale, sans oublier ceux qui en appellent à l'ONU qui légitime les visées guerrières à travers le monde de Sarkozy, Obama, Cameron, etc.

Il y en a toujours parmi nous pour vouloir que les choses se passent comme ils le voudraient ou comme ils les ont lues dans des livres, sauf que les choses se passent souvent autrement pour ne pas dire presque toujours. Il y a bien des choses difficiles à avaler et à comprendre, et de nos jours de plus en plus de paradoxes à gérer qui sont autant de situations inédites et de défis à relever, sur le terrain et pour l'intelligence humaine, essentiellement dues à la survie du capitalisme au-delà des limites du concevable et du supportable pour peu qu'il ait été supportable un jour ; je n'irai pas jusqu'à dire raisonnable, puisque la raison, pas plus qu'autre chose, ne peut légitimer l'existence du capitalisme.

On se retrouve face à des contradictions inextricables, des situations sans issues, des questions sans réponses valables, au point de s'y perdre, de perdre patience aussi, de se recroqueviller sur soi-même, ce qui débouche sur le sectarisme et le dogmatisme, on refait le monde à huis clos, ou au contraire sur une forme d'éclectisme débridée qui laisse la porte ouverte aux interprétations les plus farfelues dont profitent les charlatans et autres vendeurs de potions magiques, miracles ou paradis artificiels, chimères que balaie la lutte des classes.

2- Schengen favorise tous les trafics en Europe.

Ce passage pourrait être la suite de la causerie d'hier *Un scénario devenu un classique du genre* sur une autre échelle. Les frontières de l'UE sont devenues des passoires et ce n'est certainement pas un hasard.

Nous sommes pour la suppression des frontières et la libre circulation de tous les peuples à travers le monde, sauf que lorsque ce sont les représentants du vieux monde qui prennent cette décision, elle se retourne en son contraire contre les peuples. La liberté, tout comme l'égalité, est un leurre en régime capitaliste. Que les gauchistes et les anarchistes se refusent à l'admettre, témoigne que finalement le capitalisme leur va très bien.

Dans chaque pays il existe des cellules terroristes dormantes connues des services de renseignement qui n'attendent qu'un signe pour passer à l'action, signal dont ils ignorent la provenance, quand elles ne sont pas encouragées à agir de leur propre chef histoire de mieux brouiller les pistes. L'existence de cette menace permanente permet de faire voter des lois de plus en plus liberticides, et qui en d'autres occasions seront prêtes à être utilisées contre le mouvement ouvrier une fois diabolisé.

Bruit de campagne

Votera, votera pas, pour qui ? Ils n'en savent rien et extrapolent.

Cette campagne intéresse-t-elle suffisamment les Français pour qu'ils se rendent aux urnes ? Prévoir l'abstention est, pour les sondeurs, l'un des exercices les plus difficiles.

"On ne semble pas se diriger vers le record d'abstention de 2002, ni vers la forte participation de 2007", estime Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. "Si l'idée que les jeux ne sont pas faits s'installe, ce peut être aussi un facteur de mobilisation", estime-t-il.

Autre indicateur, le niveau d'intérêt déclaré par les Français. Il était plutôt élevé en début de campagne. Mais différentes études montrent une stagnation, ou un fléchissement. "L'intérêt devrait augmenter, et ce n'est pas le cas", observe Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'IFOP. Les audiences en recul des émissions politiques, les mauvais chiffres de vente des journaux sont aussi des signes qui peuvent laisser songeur.

Pour Pascal Perrineau, le directeur du Centre de recherches de Sciences Po (Cevipof), il existe des similitudes entre 2002 et 2012 : "On sent un même flottement de l'opinion dans la dernière période de campagne. On observe du désappointement. Cela peut se traduire par une sortie du système, c'est-à-dire de l'abstention, ou un vote protestataire." Il voit aussi, cependant, de vraies différences : "On ne sort pas d'une cohabitation qui laissait, au fond, l'idée qu'il y avait peu de différences entre Lionel Jospin et Jacques Chirac. Et la crise économique fait que l'opinion considère l'heure grave."

Pour le politologue Vincent Tiberj, coordinateur scientifique du programme Trierlec, M. Tiberj, "il n'y a pas d'adhésion, ni à gauche pour François Hollande, ni à droite pour Nicolas Sarkozy". (lemonde.fr 31.03)

C'est bien ce qui les désole le plus !

Cambadélis cache mal son désarroi.

François Hollande, selon M. Cambadélis, "n'est pas à l'abri d'une combinaison politique qui verrait Sarkozy virer en tête au premier tour et accueillir le ralliement de Bayrou ou d'autres...".

M. Cambadélis, dans une interview publiée samedi dans Le Parisien, "lance donc un appel à l'ensemble de la gauche : on ne peut laisser Sarkozy en tête au premier tour, c'est prendre trop de risques pour le second". (AFP 31.03)

Monsieur Cambadélis, si Sarkozy était réélu, cela prouverait que les conditions pour qu'il en soit autrement n'était pas réunies tout simplement. Cela ne ferait pas votre affaire, sauf si l'UMP remportait les législatives, mais on ne voit pas comment cela pourrait se produire, le PS et le FdG obtiendraient la majorité et devront gouverner avec l'hystérique du Palais, on voit le tableau d'ici, vous nous excuserez de ne pas vous plaindre puisque vous porterez la responsabilité de cette situation. Votre parti a pavé la voie à deux guerres mondiales, puis à l'avènement de la Ve République, ce "coup d'Etat permanent" que vous n'avez pas hésité à reprendre avec votre compte quand votre parti était au pouvoir pour assurer la survie d'un régime bonapartiste usé jusqu'à la corde, mais dont nous n'hésitez pas à vous revendiquer, comme de "l'économie de marché" ou plutôt du capitalisme qui conduit le pays et l'humanité au chaos et à la barbarie.

Le PS en docile serviteur des institutions du capital apparaît une fois de plus à travers son candidat pour ce qu'il est, la réplique ou le supplétif du parti de l'ordre responsable de la situation insupportable, détestable, dans laquelle se trouvent plonger des millions de travailleurs et leurs familles, tandis que les autres craignent dans un proche avenir de connaître le même triste sort, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils votent pour votre candidat qui s'alligne sur la politique réactionnaire de l'UMP.

Votre parti, en refusant de se placer au côté des masses exploitées pendant la durée du mandat de Sarkozy, a prouvé une nouvelle fois qu'il était totalement incapable de leur proposer une issue politique conforme à leurs intérêts, en conséquence il est naturel, sinon normal, qu'ils s'en souviennent et refusent de voter pour votre candidat.

Le masque est tombé, le voile de l'illusion s'est envolé. Votre parti a largement contribué à l'embourgeoisement des masses qui n'ont rien de révolutionnaire aujourd'hui, voilà qui devrait vous rassurer. Cependant, à la faveur de la crise du capitalisme qui les frappe de plein fouet, alors qu'elles ne sont pas toutes logées à la même enseigne, les couches inférieures du prolétariat et de la petite-bourgeoisie en voie de prolétarianisation se tourne vers le candidat qui leur tient un discours en phase avec leurs attentes

ou leurs besoins, en apparence seulement mais c'est une autre question, monsieur Mélenchon, tandis que leurs couches supérieures solidement amarrées au capitalisme s'orientent logiquement vers le ou les candidats les plus à même de défendre leurs intérêts, celui ou ceux qui représentent officiellement le capital, monsieur Sarkozy ou Bayrou ou encore madame Le Pen, votre candidat présentant l'ambiguïté incompréhensible à leurs yeux de vouloir représenter à la fois le capital et le travail ce qui jette un trouble dans leur esprit en proie à déjà tant de tourments, d'autant plus qu'ils estiment injuste de voir leur niveau de vie baisser au profit des plus déshérités, il est donc logique que leurs voix aillent de préférence vers le candidat qui se présente comme le plus virulent défenseur du capitalisme dont dépend leurs privilèges.

Quelque part, il n'y a plus de place pour un parti tel que le vôtre sur la scène politique, le PS apparaît comme le supplétif ou le complément naturel de l'UMP, au point que de nombreux électeurs se disent favorable à un gouvernement d'union nationale, tandis que le FdG semble incarner la vraie gauche, à tort certes, mais laissons cela de côté ici.

Votre parti a toujours trompé les travailleurs sur sa véritable nature de classe, il a profité de leur ignorance. Au détour de la crise du capitalisme, les travailleurs sont amenés à se poser davantage de questions et à se radicaliser dans un sens ou dans l'autre, ce qui laisse peu de place aux illusions centristes genre MoDem ou EE-Les Verts, et s'ils ne se dirigent pas en masse vers les partis d'extrême gauche, le NPA et LO, c'est uniquement parce qu'ils ne leur semblent pas crédibles, à raison d'ailleurs.

En conclusion, on ne vous demandera pas de franchir la barricade dans l'autre sens, puisque l'on sait que c'est totalement impossible. Si Sarkozy était réélu, votre parti en porterait l'entière responsabilité. De notre côté, nous refusons de voter et d'appeler à voter au premier comme au second tour de la présidentielle pour votre candidat, qui n'est rien d'autre qu'un candidat du capital.

Quand Mélenchon se livre à un amalgame

Jeudi 23 mars à Villeneuve-Saint-Georges, suite au ralliement de quelques membres de la Gauche anticapitaliste du NPA, il a lancé : "*Les trotskistes du NPA sont les bienvenus !*" (libération.fr 23.03)

Erreur ou amalgame, ces militants s'opposent à la direction trotskiste du NPA représentée par Poutou. Il existe d'autres fractions ou tendances trotskistes minoritaires au sein du NPA, la Tendance Claire et les militants de l'ex-groupe La Commune notamment. Mélenchon fait comme s'il ignorait qu'il n'y avait pas que des militants se revendiquant du trotskisme au NPA, il emploie le même langage que les médias ou l'UMP pour désigner ce parti.

A lire les commentaires des internautes à la suite de cet article, il ressort que l'affaire de la candidate voilée et le traitement qu'ils lui ont infligé, est resté en travers de la gorge de bien des électeurs du NPA. Quand on accepte dans son parti un ou une militante qui affiche ses convictions religieuses, on se doit de l'assumer jusqu'au bout dès lors qu'elle a adhéré à son programme et qu'elle respecte le principe de la laïcité. Une militante qui porte le voile et combat sur le terrain de la lutte des classes mérite le même traitement que n'importe quel militant.

Si on ne voit pas d'inconvénient à ce qu'elle milite avec son voile sur la tête, il y en a aucun à ce qu'elle se présente à une élection, dans le cas contraire il faut le dire dès le départ et la refuser dans son parti, par honnêteté et respect pour elle et l'ensemble des militants. C'est élémentaire, alors quand on voit que la direction du NPA n'est pas en mesure de régler cette affaire sereinement, on se dit qu'elle est vraiment en dessous de tout.

Le Point croit avoir trouvé de qui Mélenchon tire son inspiration.

Jean-Luc Mélenchon, c'est un concentré, corsé et épicié, de Stéphane Hessel, qui lui-même s'indigne de tout et nous fait injonction de résister à tout ce qui se présente, de se révolter contre la méchanceté du monde, la bêtise des hommes et, si nécessaire, les lois de la gravitation universelle. Mélenchon s'emploie à traduire ce vaste programme en politique. Il est à la présidentielle ce que Hessel est à l'édition. Mélenchon-Hessel, un fils et son père spirituel, l'un qui grimpe dans les sondages, l'autre dans la liste des meilleures ventes de livres. (lepoint.fr 29.03)

Parole d'internaute

- "*L'Institut pour la justice est surtout lié aux réseaux de l'Heritage Foundation via Contribuables Associés. L'Heritage Foundation fut fondée après les Accords de Bretton Woods par les vainqueurs de la guerre par la famille Mellon des Mellon's Banks & Enterprise, le père Mellon étant un dirigeant de l'OSS, ancêtre de la CIA, et multi milliardaire par son complexe axé sur les matières premières (je vous laisse réfléchir là-dessus ...).*

Oui, le mondialisme et l'extrême-droite ne font qu'un, et si la gauche montre quelques pudeur, il y est dans les faits toute acquise. En effet, l'Heritage Foundation est liée à l'American Enterprise Institute, lui-même lié au Cercle de l'Industrie qui est dirigé tant par Alain Lamassoure pour l'UMP, que par Pierre Moscovici pour le PS. Dois-je détailler ? Et le Collard à la colle avec les réseaux de Contribuables Associés n'est qu'un infiltré mondialiste au sein de la mouvance nationale qui, a priori, n'avait rien à voir là-dedans, pour Dupond-Aignan, ce n'est pas nouveau." (lexpress.fr 31.03)

INFOS EN BREF

Politique

Bahreïn

Un Bahreïni de 22 ans a été déclaré mort à l'hôpital, samedi, après avoir été blessé par balles la veille au cours d'une manifestation anti-gouvernementale, ont annoncé ses proches et l'opposition, qui accusent des membres d'une milice loyaliste d'être à l'origine des tirs.

Le jeune homme prenait des photos de la manifestation quand des hommes circulant en voiture ont ouvert le feu sur lui, selon sa famille.

"Il y avait des voitures de police banalisées et des miliciens armés. L'un d'eux a tiré cinq fois à balles réelles en direction des manifestants et en l'air", a ajouté le principal parti d'opposition, Al Wefaq. (Reuters 31.03)

Social

1- Allemagne

1.1- Deux millions de fonctionnaires allemands vont être augmentés de 6,3% sur deux ans, a annoncé samedi le ministre de l'Intérieur Hans-Peter Friedrich à l'issue d'une nuit de négociations avec les représentants du syndicat Verdi.

L'accord met fin à un conflit social qui a entraîné des perturbations dans les services publics ces dernières semaines et dissipe la menace de mouvements de plus grande ampleur.

"Ce n'était pas un marathon, mais un Ironman (triathlon)", a déclaré le ministre de l'Intérieur, s'adressant à la presse, peu avant 07h00 (05h00 GMT). Les employeurs, a-t-il estimé, sont allés à la limite de l'acceptable.

Expliquant lui aussi que l'accord avait été difficile à accepter, Frank Bsirske, secrétaire général de Verdi, s'est réjoui que l'écart avec le secteur privé ait été réduit.

Le syndicat, qui représente deux millions de salariés de la fonction publique, réclamait 6,5% d'augmentation et avait repoussé une offre de 3,3% sur deux ans. L'inflation allemande se situe aux alentours de 2% par an.

"C'est un résultat qui va à l'extrême limite de ce que peuvent offrir le gouvernement fédéral et les collectivités locales mais c'est en fin de compte un résultat raisonnable", a commenté dans la journée le ministre des Finances Wolfgang Schäuble. *"C'est une bonne chose que nous évitions une nouvelle semaine de grèves."*

Plusieurs années de stagnation des salaires ont beaucoup favorisé la compétitivité de l'économie allemande et contribué à la baisse du taux de chômage.

Au total, les salaires de près de neuf millions d'Allemands doivent être renégociés cette année.

Le président de la Bundesbank, Jens Weidmann, a jugé que l'accord ne devrait pas servir de modèle aux autres syndicats, un avis que certains économistes ne partagent pas. (Reuters 31.03)

1.2- De violents affrontements ont opposé policiers et manifestants venus protester contre la politique d'austérité imposée par l'UE et la BCE aux pays méditerranéens, samedi à Francfort (ouest de l'Allemagne), a-t-on appris auprès de la police.

Elle a évalué à 4.300 le nombre de manifestants venus à l'appel du collectif "M-31" (pour 31 mars), dans le cadre d'une *"journée d'action européenne contre le capitalisme"*.

Du côté des organisateurs, on parlait de 6.000 participants, d'*"au moins 200 interpellations"* et de *"nombreux blessés"*.

"De nombreuses personnes ont des hématomes, il y a au moins une fracture avérée, et de très nombreuses personnes incommodées par le gaz lacrymogène utilisé par la police", a expliqué à l'AFP un porte-parole.

Il a estimé que c'était la charge des policiers armés de matraques, après des jets de sachets de peinture sur la façade du siège de

la Banque centrale européenne (BCE) à Francfort, qui avait fait dégénérer la situation.

Jusque là "*nous (étions) plutôt satisfaits du déroulement de la manifestation et du nombre de gens venus pour montrer leur solidarité avec la lutte sociale des pays méditerranéens touchés par la politique d'austérité*", a-t-il raconté.

"*Je peux comprendre les gens qui ont jeté la peinture, même si ce n'était pas l'objet de la manifestation. (Mais) après la charge (de la police), on a dû appeler à la dispersion du cortège et de petits groupes se sont dispersés dans la ville*", a-t-il ajouté. (AFP 31.03)

2- Belgique

Au début du mois de février, Bert De Graeve, le patron de Bekaert, leader mondial du fil d'acier, annonçait la restructuration la plus importante de son histoire pour cette entreprise flamande. Mais il espérait, soulignait-il, "*réduire au maximum les dégâts sociaux*" liés à cette opération qui a traumatisé plusieurs municipalités où Bekaert était une véritable institution ainsi qu'un gage de prospérité et de stabilité.

Quelques semaines plus tard, alors que la négociation d'un plan social se déroule dans un climat très difficile, les travailleurs des divers sièges sont partis spontanément en grève car, le vendredi 30 mars, un quotidien leur a appris le matin même que M. De Graeve avait vu son salaire grimper de 30% en 2011, passant de 1,35 à 1,78 million d'euros. Le patron s'est manifestement mis, lui aussi, à l'abri des "*dégâts sociaux*" qu'il voulait prévenir...

Dans une tentative maladroite, le président du conseil d'administration et du comité de rémunération de la société, le baron Paul Buysse, a tenté de justifier, vendredi, la hausse spectaculaire de la rémunération du patron, affirmant que celui-ci avait "*atteint ses objectifs*" et qu'il convenait, dès lors, de "*respecter scrupuleusement*" les règles salariales en vigueur. La direction précisait toutefois qu'elle comprenait "*la frustration*" du personnel.

Les organisations syndicales ont demandé à M. De Graeve de "*s'excuser*" avant toute reprise des pourparlers et ils veulent, cette fois, que les pourparlers soient "*sérieux*".

Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 3,3 milliards d'euros en 2011 (+ 2,4%), mais son bénéfice net est passé de 367,6 à 192,6 millions, ce qui rendrait obligatoire une réduction annuelle de ses coûts à hauteur de 100 millions. (lemonde.fr 31.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 2 avril

CAUSERIE

Les causeries et infos en bref ainsi que les articles de presse de mars sont disponibles au format pdf. On a bien bossé, même si je suis complètement crevé. Il faut dire que la chaleur écrasante et les coupures de courant ne me facilitent pas la vie. Mais bon, il y a pire.

Terrorisme d'Etat. Le vrai visage des chantres de la démocratie. L'union nationale du POI au FN au chevet de l'Etat.

Contre tous (les partis) une nouvelle fois, j'ai eu raison de suivre de près l'affaire Merah qui s'avère être une affaire d'Etat mettant directement en cause Sarkozy, Guéant, Longuet et Juppé.

Je ne suis parti d'aucun a priori dans un sens ou dans un autre. J'ai attendu de voir au fil des jours les éléments qui seraient portés à notre connaissance, pour ensuite les analyser et les mettre en rapport entre eux, avant de me forger une conviction ou non, puisqu'il arrive aussi que cela soit impossible quand on ne dispose pas de suffisamment de preuves pour formuler une version précise des faits.

Dans cette affaire il restait deux points à éclaircir, le premier concernait l'arme ou les armes utilisées par M. Merah lors de l'assaut lancé par le Raid pour l'éliminer, nous n'en savons toujours rien ; le second, s'il avait bien tenu les propos que les policiers lui prêtaient quand il était cerné et si une tierce personne les aurait entendus et enregistrés, il semble que oui désormais.

On pourrait ajouter un troisième élément, le scooter et la voiture retrouvée avec des pièces détachées de scooter. Voiture identique à la sienne, appartenant à une personne habitant dans la même rue que lui, étrangement une voiture volée, la présence à l'intérieur de pièces détachées d'un scooter identique au sien, quelle coïncidence ! avant que les enquêteurs abandonnent soudainement

cette "fausse" piste, à croire qu'ils avaient voulu en faire trop et qu'ils s'étaient plantés quelque part, peut-être que les pièces de scooter retrouvées dans cette voiture ne correspondaient pas tout à fait à celles du scooter de M. Merah, une simple expertise aurait permis de le déterminer facilement.

Cette voiture, son propriétaire, ces pièces de scooter, le scooter de M. Merah, comment il aurait procédé pour transformer son scooter, où sont passées la peinture ou les pièces détachées, les images prises par les caméras de vidéosurveillance de l'école, le témoin qui avait vu le visage du tueur, les douilles relevées après la fusillade entre Merah et le Raid, voilà autant d'éléments qui sont passés à la trappe ou qui n'ont pas fait l'objet d'une communication de la part des enquêteurs, et pour cause, ils seraient sans doute à charge contre les véritables auteurs de ces crimes. A ce jour, aucun élément ne permet de prouver formellement que M. Merah a bien été l'auteur des crimes qui lui étaient reprochés.

Pour comprendre cette affaire, je vous invite à la reprendre depuis le début et à lire les précédentes causeries où j'ai abordé ce sujet.

Je reproduis plus loin l'essentiel d'un article de l'AFP dont voici un bref extrait :

"Nous détenons deux vidéos identiques de 20 minutes chacune dans lesquelles Mohamed Merah dit aux policiers +pourquoi vous me tuez?+ (...) +je suis innocent+", a déclaré lors d'une conférence de presse Me Zahia Mokhtari, qui devrait se rendre en France dans les jours à venir pour déposer plainte devant la justice française. (AFP 01.04)

Les dirigeants du POI, du NPA et de LO ont adopté sans sourciller la version officielle délivrée par le flic-président-candidat sans se poser la moindre question.

A travers leurs prises de position, ils ont démontré une nouvelle fois qu'ils étaient décidément en dessous de tout, dévoilant ainsi leur véritable nature. Ce sont de misérables imposteurs doublés de lâches, à force ils nous inspirent le plus profond mépris pour oser continuer de parler en notre nom et celui du socialisme.

Certes M. Merah était un voyou, mais jusqu'à preuve du contraire il méritait le même traitement que tout citoyen bénéficiant du principe de présomption d'innocence.

Contrairement au tueur de Toulouse et Montauban il ne portait pas de cicatrice sur la joue gauche et il n'était pas corpulent, et en dehors de l'arme que lui ont remise les policiers il n'en possédait aucune, il n'a jamais avoué publiquement ces crimes pour la bonne raison que ce n'est pas lui qui les a perpétrés.

Sarkozy, Guéant, Longuet, Juppé, Squarcini (DCRI) et Corbin de Mangoux (DGSE) sont des menteurs et des manipulateurs, les véritables commanditaires et responsables de ces tueries, comment ont-ils opéré au juste, il y a fort à parier qu'on ne le saura jamais.

On attend de voir la suite.

En craignant d'être la victime de la théorie du complot et d'être ainsi catalogués parmi ses adeptes, les dirigeants de ces partis tombent dans le travers qui consiste à craindre la vérité, à s'en écarter pour couvrir finalement les activités criminelles d'un Etat qu'ils prétendent combattre. Ah vous avez le droit de vous interroger sur leurs réelles intentions, plutôt deux fois qu'une ! Pour nous l'affaire est entendue depuis longtemps.

Dès lors, l'impuissance qui caractérise leur politique et l'impasse à laquelle elle conduit infailliblement n'ont plus rien d'étonnant pour qui est encore capable de regarder la réalité en face. Ces charlatans ou ces ignares s'emploient à montrer au régime qu'il respecte scrupuleusement la légalité, y compris au-delà du minimum qu'il attend d'eux, de telle sorte que ses représentants n'aient rien à leur reprocher et leur permettent de vaquer tranquillement à leurs occupations, qui se réduisent à tromper militants et travailleurs, tout en entretenant leur lobbying corporatiste et leurs misérables appareils.

Vous pouvez agir à votre guise sur votre propre terrain, vous pouvez compter sur nous pour garder le silence ou vous soutenir si nécessaire, voilà à quoi se résume leur discours et leur attitude envers l'Etat. Je ne trouve pas les mots pour caractériser leur comportement tellement ils me dégoûtent, scandaleux, abjecte, infâme.

Ne parlons pas de Mélenchon qui a été secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, donc un maillon de l'Etat, et qui en tant que tel couvre logiquement tous ses crimes.

Mondialisation.ca, Koffi Cadjehoun, 30 mars 2012 : "... les dénonciateurs du complotisme se démasquent de plus en plus pour ce qu'ils sont : des défenseurs de la loi du plus fort et du pouvoir en place. Il est deux sortes de négationnistes : les complotistes rigoureux, qui voient des complots partout et expliquent le fonctionnement humain par le complot (pour notre part on dirait la lutte des classes - Ndlr) ; et ceux qui refusent que des complots surviennent, singulièrement dans les allées du pouvoir, alors que l'histoire est jonchée de complots. Encore faudrait-il préciser que le complot signale l'affaiblissement du pouvoir officiel

et visible, qui essaye ainsi de prolonger son pouvoir déclinant alors qu'il ne fait que l'affaiblir."

Ce qui est désolant, c'est que ce ne soit pas un dirigeant d'un parti ouvrier qui prenne sa plume pour écrire ces lignes.

Sarkozy assassin. La preuve arrive.

L'avocate algérienne mandatée par le père de Mohamed Merah pour porter plainte contre le Raid (unité d'élite de la police française) a affirmé dimanche à Alger détenir des preuves de *"la liquidation"* du tueur de Toulouse.

"Nous détenons deux vidéos identiques de 20 minutes chacune dans lesquelles Mohamed Merah dit aux policiers +pourquoi vous me tuez?+ (...) +je suis innocent+", a déclaré lors d'une conférence de presse Me Zahia Mokhtari, qui devrait se rendre en France dans les jours à venir pour déposer plainte devant la justice française.

"Des personnes au coeur de l'événement, et qui voulaient que la vérité éclate, m'ont remis ces vidéos", a ajouté l'avocate. Elle a précisé qu'elle en réservait la *"divulgation"* à la justice française et insisté sur leur authenticité.

Sollicité par l'AFP, le ministère de l'Intérieur français n'a fait aucun commentaire.

Selon Me Mokhtari, *"Merah (Mohamed) a été manipulé et utilisé dans ces opérations par les services français et a ensuite été liquidé pour que la vérité ne voie pas le jour"*.

Me Mokhtari a indiqué qu'elle remettrait à la justice française *"une première liste de trois noms, ceux d'un responsable des services français et de deux autres personnes de nationalités différentes qui +travaillaient+ avec Mohamed Merah pour qu'elles soient entendues dans cette affaire"*.

Par ailleurs, une source proche de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) avait qualifié de *"grotesques"* des informations du quotidien italien Il Foglio qui assure sur son site internet que Mohamed Merah voyageait avec la couverture des services secrets français.

Selon l'avocate, Mohamed Merah avait par ailleurs *"demandé à parler avec la presse mais cela lui avait été refusé"*.

Des avocats français *"veulent nous aider"*, a ajouté Me Mokhtari, sans citer de nom. Elle a ajouté avoir *"confiance en la probité et l'impartialité de la justice française"*. (AFP 01.04)

Peut-on parler de coïncidence en présence de faits à répétition qui se produisent trois semaines avant le premier tour de la présidentielle quand Sarkozy est donné battu ?

Un engin explosif, qui n'a pas fonctionné, a été découvert dans la nuit de samedi à dimanche dans la cour de la sous-préfecture de Corte, dont la grille avait été forcée par un véhicule, le préfet de Haute-Corse condamnant un *"attentat visant un symbole fort de la République"*.

"De mémoire, il ne s'en était pas produit depuis très longtemps", a-t-il relevé, précisant que la section anti-terroriste du parquet de Paris était chargée de l'affaire.

"Une patrouille de gendarmes a constaté la présence de plusieurs individus qui ont fui à pied", a ajouté le procureur lors de la conférence de presse.

Concernant l'engin explosif, le magistrat n'a donné aucune précision, indiquant que les investigations techniques étaient en cours. (AFP 01.04)

Bruit de campagne

Les institutions rejetées.

Le JDD a publié un sondage montrant qu'à peine plus de quatre électeurs sur dix (43%) souhaitent que le second tour de la présidentielle oppose MM. Hollande et Sarkozy. (AFP 01.04)

A travers la méfiance ou le rejet des deux principaux partis institutionnels, ce sont les institutions qui sont rejetées. L'élection présidentielle est tellement antidémocratique que les électeurs s'en détournent ou vont aller voter à reculons, par dépit et parfois avec dégoût, car ils se disent qu'on les trompe, qu'on leur ment et ils ne le supportent plus, pas encore assez pour ne

plus participer à cette mascarade dont ils feront les frais dans les mois et les années à venir si aucune explosion sociale ne se produisait.

Elle est souhaitée, elle est souhaitable, urgente, mais il nous faut être patient, la maturation des consciences est longue à se concrétiser et à se réaliser, qui aboutira à poser la question du pouvoir qui concentre toutes les autres. On ne peut la poser qu'en lui donnant un contenu, c'est cela qui nous intéresse.

Précipiter les choses ne servirait à rien, c'est le niveau d'organisation des masses et leur niveau de conscience politique qui détermineront la marche en avant de la révolution prolétarienne. Ces deux conditions sont-elles réunies ? La réponse est manifestement non, en attendant il faut donc travailler sur ces deux fronts. Voilà en quoi il y a urgence au lieu de faire des plans sur la comète ou de baisser les bras.

Ayons confiance dans les travailleurs et le reste suivra. Ce n'est possible qu'à partir du moment où l'on privilégie leurs couches les plus avancées politiquement qui entraîneront plus tard les couches les plus arriérées, c'est la seule manière de garder le cap sur notre objectif : la prise du pouvoir. Dans le cas contraire, il y aura forcément de quoi être démoralisé. C'est plus facile de garder le moral quand on est organisé dans un parti, bien qu'on puisse en douter quand on voit où leurs dirigeants en sont rendus. Des dirigeants qui ne sont pas élus à vie, cela se change aussi.

Les militants disent aux travailleurs qu'ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces, et bien c'est la même chose pour chaque militant du POI, du NPA et de LO, qu'ils n'attendent pas tout de leurs dirigeants car ils risquent d'être déçus et de tomber de haut un jour...

Il nous promet de la sueur, des larmes et du sang...

Le programme complet de Nicolas Sarkozy pour une seconde mandature se chiffrera à 115 milliards d'euros d'efforts demandés aux Français, a confirmé le candidat sortant, dans un entretien à paraître lundi dans l'Est Républicain, le Républicain Lorrain et Vosges Matin. (AFP 01.04)

L'hyper austérité à la grecque...

L'ancien ministre UMP Philippe Douste-Blazy, soutien de François Bayrou (MoDem) pour la présidentielle, a estimé dimanche sur RTL que "la dérive droite" du candidat UMP Nicolas Sarkozy "s'est accélérée" et qu'elle est même "assumée".

"Nous souhaitons une union nationale pour que la France ne soit pas dirigée par un clan de droite, nous souhaitons prendre les meilleurs qu'ils soient à droite ou à gauche, et les plus compétents", a-t-il aussi plaidé. (AFP 01.04)

Que craint monsieur Hollande ?

"Le danger du premier tour, ce n'est pas la dispersion (des voix, NDLR), c'est l'abstention", a dit François Hollande. Il souhaite, en effet, distancer le plus possible ses rivaux dès le 22 avril, au premier rang desquels Jean-Luc Mélenchon. (lepoint.fr 01.04)

Il ne faut pas prendre à la lettre les déclarations de Hollande, il craint davantage la montée de Mélenchon que l'abstention qui ne profiterait pas à ce dernier, donc qui ne lui profiterait pas non plus au second tour s'il était qualifié.

Hollande inspire tellement confiance, il respire tellement le "*changement*", qu'il donne déjà envie de dormir à bon nombre de ses électeurs potentiels le 22 avril ! Ce qui n'est pas pour nous déplaire, au contraire, plus il baisse et plus Mélenchon monte, plus ils seront dans la merde pour aborder les législatives, et pire encore le lendemain, ce dont je me réjouis d'avance. A vrai dire, c'est le seul élément de satisfaction que j'ai trouvé lors de cette campagne électorale.

Franchement, comment le PS pourrait-il se tromper de "*camp*" ?

Jean-Luc Mélenchon, hier à La Grande Borne, à Grigny (Essonne), a vanté la dynamique enclenchée, «*ce mouvement qui n'est plus simplement le mouvement du Front de gauche, mais qui commence à être déjà le mouvement du "front du peuple", dont personne ne se débarrassera quel que soit le résultat des élections, même s'ils se débarrassent de moi!*».

Il a averti les socialistes qu'il ne fallait «*pas se tromper de camp*», déplorant qu'au moment où il arrive «*au-dessus de Mme Le Pen*» se constitue «*un tir de barrage incroyable*».

«*Qu'est ce que ça peut bien vouloir dire de s'en prendre à moi (...) alors qu'ils se disent de gauche! Occupez-vous de l'extrême-droite, occupez-vous de Sarkozy, foutez nous la paix!*», a-t-il lancé sous les applaudissements. (20minutes.fr 01.04)

Actualité en titres

La dictature en marche.

- Douste-Blazy estime que la "*dérive droite*" de Sarkozy "*s'est accélérée*" - AFP
- Sarkozy confirme 115 milliards d'euros d'efforts pour son programme présidentiel - AFP

Opération déstabilisation, instrumentalisation, manipulation, récupération.

- L'avancée des rebelles dans le nord du Mali inquiète - LeFigaro.fr
- Le Kenya secoué par deux attaques à la Grenade, 15 blessés - Reuters
- Thaïlande: 13 morts dans une série d'attaques à la bombe dans le Sud - AFP
- Yémen: sept policiers tués dans une attaque attribuée à Al-Qaïda - AFP
- En Egypte, le numéro deux des Frères musulmans candidat à la présidentielle - Liberation.fr

Comme dirait Oulianov : pour le compte de qui ? Poser la question, c'est y répondre...

INFOS EN BREF

Politique

Mali

Le chef des officiers putschistes maliens, le capitaine Amadou Sanogo, a promis de rétablir ce dimanche la Constitution et les institutions, et de remettre à terme le pouvoir aux civils.

"Nous prenons l'engagement solennel de rétablir à compter de ce jour la Constitution de la République du Mali du 25 février 1992, ainsi que les institutions républicaines", a-t-il annoncé à des journalistes dans sa garnison proche de Bamako.

Amadou Sanogo a ajouté que la junte avait accepté de consulter les forces politiques locales pour mettre en place un organisme de transition afin d'organiser des élections pacifiques, libres, ouvertes et démocratiques "*auxquelles nous ne participerons pas*". (Reuters 01.04)

Economie

Japon

Le géant japonais de l'électronique Panasonic envisage de transférer à l'étranger la totalité de sa production de téléphones portables, dès cet été, selon des informations de presse parues dimanche.

La firme, qui a entamé un processus de restructuration en raison de pertes historiques, réfléchit à stopper la production de son usine située dans la préfecture de Shizuoka (centre), où sont fabriqués la moitié de ses téléphones portables, rapporte le quotidien des affaires Nikkei.

L'autre moitié est déjà fabriquée à l'étranger.

Panasonic, numéro trois des fabricants de portables au Japon, derrière Sharp et Fujitsu, maintiendra cette usine pour la réparation et les services après-vente, a ajouté le quotidien, précisant qu'il n'y aurait pas de licenciements pour le moment.

La fabrication serait transférée en Malaisie et en Chine, selon le Nikkei.

Panasonic a lancé une vaste restructuration toujours en cours, avec des fermetures d'usines, de sa production de dalles d'écrans de téléviseurs à cristaux liquides (LCD) et plasma, une activité lourdement déficitaire.

Le groupe s'attend à terminer l'exercice d'avril 2011 à mars 2012 sur une perte nette historique de 780 milliards de yens (7,2 milliards d'euros au taux de change actuel), à cause de ventes en repli, de la hausse du yen ainsi que des effets du séisme au Japon et des inondations en Thaïlande. (AFP 01.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 3 avril

CAUSERIE

A lire dans cette page, M. Merah aurait ciblé des victimes "*aux apparences*" (Sarkozy) musulmanes et juives alors qu'une partie de sa famille était musulmane ou juive, comme s'il voulait tuer sa propre famille quoi, encore un élément qui ne colle pas.

Je pense avoir résumé en une formule concise et précise la signification politique de notre appel à voter Mélenchon, dans le bandeau défilant en haut de l'écran : Voter Mélenchon pour amplifier les contradictions du régime et des partis qui le soutiennent (le régime).

J'ai précisé "*le régime*", car cela concerne également les partis (ou groupes) ouvriers qui ne soutiennent pas la candidature de Mélenchon et qui sont également traversés par des contradictions qui vont s'avérer insupportables dans les mois qui viennent.

A la place des dirigeants du NPA et de LO, je me rallierais à la candidature de Mélenchon, histoire de le faire monter encore plus haut face à Hollande.

A l'arrivée, c'est le PCF qui ne va plus savoir sur quel pied danser, s'allier avec le PS en vue des législatives ou tenter l'aventure avec le PdG au risque d'y laisser des plumes, le FdG pourrait ne pas y survivre ou sans le PCF, son appareil et ses militants, le plus dur est devant eux, un casse-tête qui pourrait rapidement se transformer en cauchemar et nous nous en réjouissons d'avance.

Le courant dit de gauche du PS commence à s'impatienter, c'est une bonne chose, personnellement je considère qu'ils sont encore plus droitiers que le courant officiellement droitier du PS, comme autrefois le CERES de Chevènement, c'est ce qu'ils sont en train de démontrer et nous nous en félicitons.

Quant au candidat du parti de l'ordre, il le revendique un peu plus chaque jour. Quelque part on le regrette, car cela donne lieu à des commentaires plus hypocrites les uns que les autres, à commencer par Chérèque, qui de la sorte peut se poser en opposant au régime, alors qu'il en est un des principaux maillons.

A propos du site

3 115 visites en mars, 2 760 fichiers téléchargés.

Le top 10 :

/justice/justice78.pdf
/tribune/IO189_2.pdf
/tribune/IO192_2.pdf
/tribune/RS37.pdf
/marxisme/broue_pbolch.pdf
/tribune/IO193_2.pdf
/marxisme/ical.pdf
/service/texte_poi_230212.pdf
/tribune/IO191_2.pdf
/construction/klberg.pdf

J'ai mis en ligne un article publié par le portail Mondialisation.ca "*Adieu l'Amérique et bon vent*", rédigé par un personnage infréquentable au premier abord selon les standards établis dont on se fout autant que les élucubrations ou les gesticulations de nos dirigeants qui nous ont conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui, c'est-à-dire à une impasse.

Voici la notice biographique que Mondialisation.ca a inséré à la suite de cette article.

- "Philip Giraldi est un ancien officier de la CIA et contributeur au magazine The American Conservative et directeur exécutif du Council for the National Interest, spécialiste en contre-terrorisme. Il s'était distingué en 2005 en révélant les plans de Cheney de préparation d'une attaque nucléaire contre l'Iran. En 2008, il a publié dans le Huffington Post "*Le retour de Dick Cheney*" (traduit par ReOpenNews), une analyse de l'évolution des discours de l'administration US vis-à-vis de l'Iran. Il est aussi l'auteur d'un article retentissant paru dans le journal The American Conservative, "*Administration américaine : y aurait-il une pieuvre ?*" où, avec la whistleblower (lanceuse d'alerte) Sibel Edmonds, il analysait l'étendue de la corruption au sein du FBI et de l'administration US. Il publie régulièrement sur le site AntiWar."

Vu sous cet angle, on se dit qu'il ne peut qu'apporter de l'eau à notre moulin et on ne crachera pas dessus. On ne choisit pas forcément les sources de nos informations et tant pis pour ceux parmi nous qui ne le comprendraient pas, qu'ils restent dans leur ignorance et qu'ils la ferment surtout. Ils peuvent aussi décréter que je travaille pour la CIA ou qui ils veulent on s'en contrefout totalement. Marx citait régulièrement les pires réactionnaires de son époque, des esclavagistes fiers de l'être, excusez du peu, personne n'osera soupçonner Marx d'intelligence avec l'ennemi.

Les camarades qui sont particulièrement bien disposés envers le site que j'anime, seraient bien avisés de me faire connaître l'adresse de portails comparables à celui-ci, merci d'avance à eux. Je suis de tout coeur et davantage encore avec vous, imaginez qu'il fait entre 35 et 40°C à l'ombre, qu'il y a une piscine gratuite à 50 mètres de chez moi et qu'en 6 mois je n'ai pas trouvé le temps d'y mettre les pieds une seule fois. Si vous vous posiez des questions sur la nature et le niveau de mon engagement politique, vous avez là un début de réponse.

A bâtons rompus

Hier j'étais fatigué et j'ai laissé de nombreuses fautes que j'ai corrigées en partie le soir. Parfois je ne me relis même pas, je me demande à quoi bon se casser la tête, j'ai l'impression de perdre mon temps avec ce site. Mais bon. On va continuer au moins jusqu'aux législatives.

Je comprends parfaitement pourquoi de nombreux travailleurs préfèrent s'engager dans des associations où ils ont l'impression d'être utiles à quelque chose plutôt que dans des partis ouvriers où on leur raconte des salades à longueur de temps, ou pourquoi des militants préfèrent rester inorganisés pour les mêmes raisons.

Quand on évoquait la nécessité de construire un nouveau parti, on nous prenait pour des farfelus, des idéalistes, on nous tournait en ridicule, Mélenchon l'a fait et a prouvé que c'était possible. Si tous les militants, cadres, responsables et éventuellement dirigeants proche des idées que je défends décidaient de se rassembler ce serait également possible.

Avec Internet on pourrait facilement briser la censure des médias, notre manque de moyens humains et financier pour lancer un parti qui s'imposerait dans le cours des choses pourrait être compensé grâce à ce moyen de transmission des informations, de notre presse, de notre politique... En s'entourant d'informaticiens professionnels parmi les militants, on figurerait dans des centaines de pages de moteurs de recherche, notre message serait accessible à tous.

Cela ne remplace pas le contact direct, cela le précède, ce n'est pas incompatible, donc cela doit être pris en compte, le négliger serait une erreur, en embrayant ensuite sur le terrain en allant au contact des travailleurs et en leur proposant de s'organiser avec nous sur un objectif : préparer et se préparer à la chute du capitalisme, attention, si on loupe cette opportunité, on va le payer mille fois.

Il faudrait plutôt dire les travailleurs les plus défavorisés vont le sentir passer plus que les autres, car en réalité la plupart des militants des syndicats et des partis n'appartiennent pas à ces couches de travailleurs, et si finalement leur syndicat et leur parti leur vont très bien, c'est parce qu'ils trouvent leur compte dans le combat qu'ils mènent, ce qui me fait dire que leur objectif n'est pas de préparer les conditions pour renverser le régime mais s'en accommoder aussi longtemps qu'il garantira leur niveau de vie, ce qui se traduit politiquement par un appel à voter Hollande au premier ou au second tour, tout est dans l'ordre des choses.

Je n'ai peut-être pas le talent ou les qualités qu'il faudrait pour exprimer ces idées, j'essaie de comprendre, je me donne beaucoup de mal pour cela, j'y consacre tout mon temps en vérité. L'avantage de ne pas être un génie, c'est qu'on peut toujours s'améliorer ou descendre toujours plus bas jusqu'à être en rupture avec la société et péter les plombs. La lucidité, on doit commencer par se l'appliquer à soi-même, dans le cas contraire il ne faut pas se plaindre qu'on vous balance que les conseillers ne sont pas les payeurs.

Un brin de lecture pour nous rafraîchir les idées.

- "*Dans les temps anciens, quand un même individu devenait démagogue et stratège la constitution se changeait en tyrannie. Car la grande majorité des anciens tyrans étaient sortis des rangs des démagogues. La cause pour laquelle il en était ainsi à cette époque, alors que ce n'est plus le cas aujourd'hui, c'est qu'alors les démagogues étaient pris parmi les chefs militaires, car on n'était pas encore habiles dans l'art des discours, alors qu'aujourd'hui avec le développement de la rhétorique ceux qui sont capables de parler deviennent démagogues...*" (Aristote - Les politiques V, 5, 1304-b -édition Flammarion)

De nos jours, quand parvenu au pouvoir un militaire ou un représentant du capital habité par un esprit policier se fait à la fois démagogue et stratège, la constitution se change en tyrannie et le régime tend de plus en plus vers une dictature impitoyable.

On aurait pu préciser que de nos jours on peut devenir démagogue sans avoir le talent nécessaire pour manier la rhétorique, il suffit d'écouter Sarkozy et son langage de charretier ou encore ses fautes de syntaxe à répétition quand il n'a pas son nègre pour lui mâcher ses discours.

Avis aux parieurs.

- *"Un pronostic est valable, non pas dans la mesure où il exprime ou trouve une confirmation photographique exacte des développements ultérieurs, mais plutôt s'il nous aide, en projetant devant nous les facteurs historiques, à nous orienter dans le cours réel des événements."* (Trotsky : *La révolution d'Octobre a-t-elle été un échec ?* - mai 1940 - CERMTRI)

Parfois on lit des analyses ou des articles qui comportent des erreurs, c'est parfois inévitable, peu importe car l'essentiel est ailleurs, dans l'orientation vers laquelle tend leurs auteurs. Mais pour faire cette distinction, il faut déjà avoir un certain niveau politique, d'où la nécessité de travailler pour l'améliorer encore et encore.

Le piège consiste aussi à s'identifier aux idées auxquelles on a adhéré, de telle sorte qu'on ne peut plus s'en séparer sans avoir l'impression de subir une castration dirait Freud, dit autrement, d'être orphelin, perdu, de perdre sa propre identité et son esprit critique surtout.

Un volet de notre méthode.

- *"Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment."* (id)

Sans une vision globale, mondiale de la situation, dans tous ses aspects, on ne comprendra pas grand chose en vérité. Le piège consiste ainsi à théoriser une expérience alors qu'on ne possède pas les matériaux suffisants pour se livrer à cet exercice et le mener à son terme de manière satisfaisante.

Les militants qui travaillent n'ont pas les moyens (le temps) de réunir ces matériaux afin de se livrer à une analyse de la situation mondiale, ils doivent donc s'en remettre à des analyses réalisées par d'autres, par leurs dirigeants dont cela être une des fonctions essentielles, sauf que la plupart du temps ces derniers se dispersent pour se livrer à des tâches secondaires, ne laissant le soin à personne d'exercer le moindre contrôle sur leur appareil, à supposer qu'ils en soient capables évidemment.

Avis aux "**sorciers**".

- *"L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un "ingénieur" qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie."* (id)

- *"En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas."* (id)

Comme lorsqu'on est en minorité dans un parti, il faut l'assumer. Même dans le parti les conditions objectives l'emportent ou peuvent le conduire à la ruine à force de les ignorer, d'où l'état actuel du POI, du NPA et LO...

L'essentiel, c'est d'assumer, alors assumons, quand j'appelle à voter Mélenchon, c'est pour participer au mouvement qui conduit à faire exploser le PS, tandis qu'à l'intérieur il y en a aussi qui s'y emploient déjà, cela va finir en fondue savoyarde !

Notre vote est tourné contre Sarkozy et contre Hollande, l'hypocrisie revêt des masques différents sous lesquels les personnages demeurent les mêmes, avec une dose de mépris et de cynisme en prime dans lesquels ils se distinguent et qui du même coup permet d'établir une distinction entre eux, et donner l'illusion toujours utile qu'ils sont différents, que l'un présenterait plus d'avantages que l'autre. En route pour le cirque!

On réinventera les jeux du cirque et les instruments de torture en usage au Moyen-Age pour satisfaire la nostalgie malsaine de madame Parisot, sans oublier l'Empire colonial, passer du Fouquet's à Cayenne, c'est normal que cela procure un choc, vos amis du CAC40 pourront continuer de jouer au casino avec des cailloux, petit à petit ils retomberont en enfance et finiront débiles, certains rongés par le remords, trop tard hélas !

Secrètement Hollande négocie avec Merkel son ralliement à sa politique, de telle sorte que tout le monde sera placé devant le fait accompli, ce qui ne nous concerne pas plus que cela puisque nous observions ou subissions déjà celle de Sarkozy, la même en fait. On ne veut pas du MES et du TSCG, donc on ne veut pas plus Hollande que Sarkozy. On ne veut pas de l'ONU, donc on ne veut pas davantage Mélenchon, c'est la signification de notre vote.

Citations

- "Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers, et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au dessus de la main qui reçoit. [...] L'argent n'a pas de patrie ; les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence ; leur unique objectif est le gain". (Napoléon Bonaparte)

- "«La véritable menace pour notre république est le gouvernement invisible, qui comme une pieuvre géante, étend ses tentacules gluants autour de nos villes, états et nations.» (John F. Hylan (1868-1936), maire de New York)

Leur vieux monde tel qu'il est.

Dehors et dedans.

"*Ceci dit, après ce qui s'est passé à Toulouse et Montauban nous devons être encore plus vigilants que d'habitude*", a il dit Claude Guéant sur BFM-TV.

"*J'adresse un avertissement très clair mais qui doit être bien entendu : tous ceux qui tiendront des propos contraires aux valeurs de la République seront instantanément mis dehors du territoire de la République française*", a déclaré Nicolas Sarkozy lors d'un meeting à Nancy. (Reuters 02.04)

Question : que faites-vous de ceux qui tiennent les mêmes discours et qu'il est impossible d'expulser parce qu'ils sont de nationalité française, vous les embastillez, mais dites-donc, il va falloir doubler la capacité carcérale !

Je ne partage pas votre idéologie et je tiens des propos contraires à votre conception ou vos valeurs de la République dont je conteste la légitimité, je suis Français, donc à défaut de pouvoir me mettre "*dehors*" pour pourriez être tenté si je suis votre raisonnement de me mettre "*dedans*", où, mais en prison voyons.

Mais dites-moi monsieur le justicier, madame et monsieur Le Pen entre autres ne tiendraient-ils pas des propos contraires "*aux valeurs de la République*", qu'attendez-vous pour les embastiller, impossible, parce qu'ils vous sont bien utiles, à quoi, à la mise en place d'une législation liberticide digne d'une dictature militaire qui pourra être utilisée le moment venu contre le mouvement ouvrier et ses dirigeants, on comprend, on comprend que vos préoccupations ne puissent pas être les nôtres et que vous leur préféreriez celles de l'extrême droite.

Liberté d'expression sous surveillance rapprochée.

Les associations de défense des libertés publiques en Grande-Bretagne ont violemment critiqué les projets révélés par le Sunday Times du gouvernement cherchant à accroître la surveillance des échanges de courriels et de consultations de sites Web.

Selon ces projets de nouvelles réglementations qui devraient être révélés le mois prochain, les entreprises de l'Internet devraient installer des équipements permettant aux services de renseignements électroniques d'avoir accès en temps réel aux données concernant chaque message ou courriel envoyé, les sites Internet consultés et les appels téléphoniques composés.

Cette politique constituerait "*une étape sans précédent, où l'on verrait la Grande-Bretagne adopter le même type de surveillance que l'on voit en Chine et en Iran*", a dénoncé Nick Pickles, directeur de l'association Big Brother Watch Campaign. De son côté, Shami Chakrabarti, directrice du groupe Liberty, a qualifié ce projet de "*démarche assez catastrophique contre la démocratie*".

Le ministère de l'intérieur a indiqué que le gouvernement se prépare à légiférer à ce sujet "*aussitôt que les parlementaires en trouveraient le temps*". "*Il est vital que la police et les services de sécurité soient en mesure d'obtenir des données sur les communications dans certaines circonstances afin d'enquêter sur les crimes et les actes terroristes et de protéger le public*", a déclaré un porte-parole du ministère. (lemonde.fr 02.04)

Les "**valeurs chrétiennes**" peuvent rendre fou !

Sept personnes ont été tuées et trois autres blessées ce lundi dans une fusillade survenue dans une université religieuse près de San Francisco, selon les autorités locales, alors que la police a annoncé avoir arrêté le tireur présumé.

Selon un témoin cité par le *San Francisco Chronicle*, le tireur présumé assistait à un cours quand il s'est brusquement levé et à commencé à tirer sur l'assistance.

L'université d'Oikos affirme sur son site internet qu'elle s'efforce de «*fournir les plus hauts standards éducatifs, avec une inspiration et des valeurs chrétiennes*».

Selon le site internet du journal *The Oakland Tribune*, qui cite un témoin de l'arrestation, le tireur présumé aurait été interpellé à environ 8 km de l'université, dans la ville d'Alameda, devant un supermarché.

Selon la victime, le tireur suivait avec elles les cours de l'école d'infirmiers. Il se serait levé au milieu de la classe, aurait tiré à bout portant sur une personne, avant de tirer sur toute la salle.

«*Elle a dit qu'il avait toujours l'air fou*», a déclaré Mme Johnson, citant la victime. Mais elle ne savait pas "*jusqu'où il pourrait aller*". (libération.fr 02.04)

Rien de nouveau et d'étrange dans tout cela.

Les services secrets pakistanais (ISI) ont rendu public le 29 mars un rapport sur la "*fuite*" pendant 10 ans de Ben Laden, dont les principales conclusions émanent de l'interrogatoire de la plus jeune femme yéménite du milliardaire et terroriste saoudien.

Étrangement, le procès-verbal de l'interrogatoire reste très évasif quant au nom des individus ayant favorisé cette longue fuite en avant. (lefigaro.fr 02.04)

Outre ce roman qui voulait absolument que Ben Laden soit mort des mains de la soldatesque de l'Empire le 2 mai 2011 et qu'il ait survécu 10 ans après la guerre déclenchée par Bush contre l'Afghanistan, vous ne voudriez tout de même pas mouiller ceux qui vous servent utilement à accréditer cette thèse que vous seriez sinon dans l'incapacité d'avancer.

La question de l'éditorialiste du *New York Times* que celui du *Figaro* a reprise était tout simplement grotesque : «*La vraie question (...) c'est de savoir qui a offert son aide (à Ben Laden) (...) qui a facilité ses déplacements? Qui dans la chaîne de commandement était au courant de ses changements de domicile?*»

J'ai une question à leur poser : qui a assassiné ou fait assassiner B. Butto au Pakistan, Harriri au Liban, qui a orchestré la chute de S. Hussein en Irak, de Ben Ali en Tunisie, de Moubarak en Egypte, de Saleh au Yémen, de Kadhafi en Lybie, demain d'Assad en Syrie, etc. alors qu'ils se posaient tous en farouches ennemis de l'islamisme radical que les puissances occidentales prétendent combattre ? Poser la question c'est y répondre. Ceux qui ont fabriqué Al-Qaïda et financent les Frères musulmans ou encore les mouvements salafistes et djihadistes qui les ont remplacés au pouvoir ou leur réserve une place de choix dans la société de ces pays-là. Qui alors ? Bush, Obama, Sarkozy, Blair, Cameron, l'émir du Qatar, d'Arabie Saoudite...

Suite de l'affaire d'Etat Merah

Dix avocats, dont trois français, vont représenter en France le père du tueur en série Mohamed Merah qui veut engager des poursuites contre le RAID (unité d'élite de la police française) pour la mort de son fils, a indiqué lundi à l'AFP l'un d'eux, Me Zahia Mokhtari.

"*Sept avocats algériens et trois avocats français vont représenter le père de Mohamed Merah en France*", a dit Me Mokhtari, mandatée par le père du tueur.

"*Parmi eux figure un célèbre avocat français*", a ajouté Me Mokhtari qui n'a pas dévoilé son identité.

L'avocate algérienne a précisé avoir remis au barreau d'Alger sa demande de visa qui doit la transmettre au Consulat de France à Alger.

"*En principe, j'obtiendrai mon visa jeudi. Je partirai aussitôt en France. Je vais déposer la plainte contre le RAID à Paris*", a-t-elle précisé. (AFP 02.04)

Domage qu'elle n'en dise pas davantage pour le moment. Elle a précisé que M. Merah n'avait pas tiré les balles qui lui avaient été imputées. Il semblerait également qu'il ne pouvait pas être au Pakistan selon les dates fournies par les enquêteurs, pour la bonne raison qu'au même moment il purgeait une peine de prison en France, ce point est à vérifier. (A suivre)

Une comédie bien orchestrée où chacun assume son rôle.

1- Le temps d'une campagne électorale qu'il espère encore gagner.

Lancé à la chasse aux voix de droite, Nicolas Sarkozy n'a cessé de mettre en scène un divorce très médiatisé avec des syndicats sur lesquels il s'est pourtant appuyé pendant son quinquennat pour obtenir une relative paix sociale.

Des analystes interrogés par Reuters jugent cependant ce divorce conjoncturel et estiment que le chef de l'Etat sortant sera contraint de renouer le dialogue s'il est réélu le 6 mai.

Les analystes politiques, experts en relations sociales et dirigeants syndicaux, l'escalade de ces dernières semaines est clairement liée à la campagne présidentielle.

Pour Guy Groux, du Centre de recherches politiques Cévipof, ses attaques ne sont possibles qu'en raison du faible taux de syndicalisation (8%) des salariés français.

Il estime en outre qu'elle ne dureront que le temps de la campagne, tout gouvernement, de droite ou de gauche, ayant selon lui besoin du dialogue social pour conduire sa politique. Un avis partagé par la plupart des analystes interrogés.

Certains estiment cependant que la campagne du chef de l'Etat laissera des traces. *"Il est clair que s'il est réélu, on risque de connaître une sorte de guerre froide pendant un petit moment"*, dit ainsi Bernard Van Craeynest.

"Attention aux excès de comportement populiste", renchérit l'ancien porte-parole de l'UMP Dominique Paillé. *"En allant trop loin, il sera impossible de faire machine arrière."* (Reuters 02.04)

Pour une fois qu'il peut lâcher sa haine du mouvement ouvrier, car chacun aura compris que ce n'était pas les dirigeants vendus des syndicats qu'il visait, ses meilleurs alliés, mais bien les syndicats en tant que tels. Chacun a également encore en tête de quelle manière Sarkozy, Fillon et Bertrand se sont employés à louer le *"sens des responsabilités"* des dirigeants syndicaux lors de la mobilisation sur les retraites qui avait permis de faire passer cette contre-réforme.

2- Sous le masque : le capitaliste !

« Quand un président de la République attaque des syndicats, et les syndicats qui sont représentatifs, il n'attaque pas tel ou tel dirigeant, tel ou tel permanent, il attaque l'ensemble du monde salarié », lance le candidat PS, qui regrette que les représentants syndicaux soient *« méprisés, montrés du doigt »*.

« Le rôle d'un président de la République, c'est de respecter : les entreprises, les partenaires sociaux, les syndicats, ce qu'on appelle les corps intermédiaires », explique François Hollande. Qui ajoute : *« Ça changera. (...) Je souhaite qu'à partir du mois de mai, il y ait un Président qui réconcilie, qui apaise, qui rassemble »*. (publicsenat.fr 02.04)

Monsieur Hollande, si ces *"représentants syndicaux"* sont *"méprisés"* par Sarkozy, ce n'est pas pour ce qu'ils sont mais pour ce qu'ils représentent. Si Sarkozy les méprisait pour ce qu'ils sont vraiment, des lieutenants ouvriers du capital, nous n'y trouverions rien à redire, cela dit, cela resterait une affaire de famille.

Bruit de campagne

Du côté des candidats qui existent, les stats d'audience des sites officiels (chiffres Médiamétrie sur le mois de février):

- 680.000 visiteurs uniques (VU) pour francoishollande.fr (dont 2/3 de + de 50 ans)
- 337.000 VU pour lafranceforte.fr
- 220.000 VU pour bayrou.fr
- 182.000 VU pour marinelepen2012.fr
- 135.000 VU pour placeaupleuple2012.fr, le site de Mélenchon (slate.fr 02.04)

Il faut ajouter à ces chiffres, ceux de leurs blogs.

Normal, il n'en fait pas partie !

Lundi, refusant toujours de s'en prendre frontalement au candidat FG, François Hollande a assuré sur LCI qu'il n'était pas "*dans une bataille à l'intérieur de la gauche*". (lexpress.fr 02.04)

Le véritable programme du PS.

Le sénateur-maire de Lyon Gérard Collomb écrit lundi sur son blog que le programme économique de l'ex-sénateur PS est "*inapplicable*". Il a comparé ses propositions avec le régime des Khmers rouges au Cambodge. (lexpress.fr et liberation.fr 02.04)

Collomb et Parisot même combat : normal !

La privatisation des services municipaux dont celui du ramassage des ordures ménagères fait bien partie du programme du PS, sans aucun doute possible.

Le programme du PS compatible avec celui d'A. Merkel. Ne touchez pas à notre traité !

Selon Jean-Marc Ayrault, l'équipe de François Hollande aurait noué des contacts avec l'entourage de la chancellerie pour envisager l'ajout d'une annexe au nouveau traité européen. Mais rien n'est fait, loin de là. Et si Angela Merkel avait changé d'avis? Selon Der Spiegel, la chancellerie serait prête à envisager l'ajout d'une annexe au traité européen de stabilité concernant la croissance. Exactement ce que défend François Hollande.

Cité par le journal allemand, Jean-Marc Ayrault le confirme du bout des lèvres: "*Il n'y a pas de contacts officiels entre le PS et la chancellerie. Mais plutôt de manière officieuse, entre 'conseillers' qui s'échangent quelques 'messages*".

Un proche du candidat PS, cité par un journaliste du Nouvel Obs', veut également y croire: "*On ne touche pas au traité lui-même, et en particulier aux clauses concernant l'automatisme des sanctions et la réduction des déficits, souffle ce proche de François Hollande, mais on ajoute une annexe ou un protocole (les deux ayant valeur juridique) concernant la croissance (avec, par exemple, la création d'euro-obligations pour financer de grands chantiers européens)*". (lexpress.fr 02.04)

Le programme du PS serait-il compatible avec celui de monsieur Mélenchon ?

Entre augmenter le smic et favoriser les capitalistes, le PS choisit naturellement ces derniers.

Arnaud Montebourg était interrogé, ce dimanche soir à l'émission BFM TV/Le Point/RMC, sur la montée de Jean-Luc Mélenchon qu'il a comparé... à l'ancien patron du PCF et candidat à l'élection présidentielle de 1981. "*C'est le Georges Marchais des temps modernes*".

Selon lui, ce smic réévalué (une des propositions de Mélenchon - Ndlr) "*serait très bien si on pouvait le faire, mais je crois que nous avons besoin, dans un projet de redressement national, d'aider les entreprises à se développer et non pas à les déstabiliser*". (lexpress.fr 02.04)

Tout est dans l'ordre des choses, ce sont les travailleurs pauvres avec leurs revendications délirantes qui déstabilisent et menacent de ruiner le pays, c'est bien connu, c'est justement le discours de l'UMP et du Medef !

Cela ne risque pas de lui arriver !

Daniel Cohn-Bendit a ironisé: "*Claude François et Mélenchon, c'est la grande nostalgie: les années 70, les drapeaux rouges, on va tout renverser...!*" (lexpress.fr 02.04)

Cela dit, le très réactionnaire Cohn-Bendit ressemble davantage à Claude François, ce qui n'est pas vraiment un compliment dans ma bouche, il m'a toujours fait horreur.

Avis d'un touriste sexuel toujours ministre du chanoine de Latran.

Le ministre de la Culture et de la Communication, Frédéric Mitterrand, a estimé que "*l'arrivée de la gauche au pouvoir serait une catastrophe*" dans une interview publiée par Aujourd'hui en France/Le Parisien lundi. (liberation.fr 02.04)

INFOS EN BREF

Politique

Iran

Storytelling imperial : l'Iran formerait des armées de ninjas.

Le mois dernier, l'agence de presse atlantiste Reuters avait diffusé un reportage photographique de Caren Firouz et une vidéo intitulés « *Des milliers de femmes ninja s'entraînent pour devenir les assassins de l'Iran* » [1]. Des pratiquantes de ninjutsu, un art martial japonais, étaient présentées comme appartenant à une unité d'élite de tueuses « *capables de s'attaquer aux ennemis de l'Iran au corps à corps* ».

L'information avait été à la suite reprise sans vérification par de nombreux médias occidentaux, trop heureux de pouvoir conforter l'image d'une République islamique « *hostile* », conformément aux nécessités du storytelling officiel.

Malheureusement, il s'agissait en réalité de femmes pour lesquelles cet art martial, très populaire en Iran, est un loisir, comme peuvent l'être le karaté ou le judo pour de nombreux pratiquants à travers le monde [2]. Le journaliste de Reuters leur avait demandé ce qu'elles feraient si leur pays était attaqué et avait utilisé leurs réponses patriotiques pour les qualifier d'assassins « *au service du régime* ».

À la suite des protestations de nombreux médias iraniens, l'agence de presse avait accepté de changer le titre [3] et de modifier le reportage, mais refusé de présenter des excuses. Les athlètes et le club ont alors décidé de poursuivre l'agence en diffamation, et les autorités iraniennes ont retiré leurs accréditation aux journalistes de l'agence.

Le chef du bureau de Reuters a reconnu une faute, la qualifiant d'« *incident grave* ». Selon lui, l'agence a déjà procédé à une enquête interne et a pris les dispositions nécessaires en vue d'éviter que de telles « *erreurs* » se reproduisent.

Mais alors que l'information est infirmée par les faits et que Reuters a adressé un rectificatif à ses abonnés, le mythe des Iraniennes « *tueuses ninja* » continue à se répandre. Il est notamment relayé par TV5 Monde [4] et Le Monde.fr [5].

Comme l'a montré la couverture caricaturale de la crise en Syrie par les médias occidentaux et ceux du Golfe, il ne s'agit pas d'un cas isolé dans un appareil médiatique par ailleurs sain, mais de l'illustration grotesque d'un système d'information où la réalité des faits est désormais systématiquement sacrifiée au profit d'une narration favorable à la guerre. [6]

[1] « *Thousands of Female Ninjas Train as Iran's Assassins* », Reuters, 4 février 2012.

[2] « *Iranian Ninjas* », Press TV

[3] « *Three Thousand Women Ninjas Train in Iran* », Reuters.

[4] « *Des femmes Ninjas pour défendre l'Iran* », par David Gilberg, TV5 Monde, 19 février 2012.

[5] « *Ninjutsu – L'Iran forme des femmes ninjas pour défendre la nation* », Le Monde/Big Browser, 21 février 2012.

[6] « *Les iPhone interdits en Syrie ? Regard sur un média-mensonge* », par Luc Chevallier, Réseau Voltaire, 10 janvier 2012.

Source : « *Storytelling imperial : l'Iran formerait des armées de ninjas* », Réseau Voltaire, 2 avril 2012, www.voltairenet.org/a173365

Social

Italie

Le taux de chômage corrigé des variables saisonnières s'est élevé à 9,3% en février en Italie, soit son niveau le plus haut depuis la mise en place de cette statistique en 2004.

Le taux d'emploi global a diminué à 56,9% en raison d'une baisse du travail féminin.

Les 15-24 ans sont la catégorie la plus touchée par la progression du chômage, avec 31,9%, en hausse de 0,9 point par rapport à janvier.

Selon l'Istat, le taux de chômage brut s'est établi à 10,9% en février contre 8,7% en février 2011. (Reuters 02.04)

Economie

Grèce

Les prévisions de la Fondation pour la recherche économique et industrielle (IOBE) sont plus pessimistes encore que celles de la Commission européenne et du Fonds monétaire international (FMI), qui tablent sur une contraction de 4,7% à 4,8% du produit intérieur brut (PIB) grec cette année.

D'après ce rapport, le taux de chômage devrait quant à lui s'envoler à 20%, alors qu'il avait déjà touché un niveau record en 2011, à 17,3%.

"*Il est important de sortir de la récession et de remettre l'économie sur les rails de la croissance*", a commenté Yannis Stournaras, directeur de l'IOBE, en appelant à une accélération des privatisations pour attirer les investissements étrangers.

La Grèce doit s'imposer toujours plus d'austérité budgétaire pour assainir ses finances publiques dans le cadre du nouveau plan de sauvetage accordé par la zone euro et le FMI, censé lui éviter un défaut désordonné sur sa dette publique.

Critiquant la politique suivie jusqu'à présent par le gouvernement, l'IOBE pointe une baisse trop brutale des dépenses publiques, des mesures destinées à renforcer la compétitivité inadaptées et un rythme de privatisations trop lent.

Les réformes visant à renforcer la compétitivité, essentielles pour relancer la croissance, doivent s'appliquer à tous les secteurs et à toutes les professions sans exception, ce qui pourrait générer des bénéfices à long terme estimés à 17% du PIB, selon l'institut. (Reuters 02.04)

Tout est dit dans le dernier paragraphe, des bénéfices pour financer la rente des banquiers... à la hauteur des sacrifices imposés aux travailleurs.

[Haut de page ↗](#)

Le 4 avril

CAUSERIE

On ne va pas s'éterniser sur l'affaire d'Etat Merah, disons que la manière dont elle a été montée et présentée, ainsi que les multiples contradictions qui l'ont émaillée, témoignent du degré de décomposition d'un régime aux l'aboies, qui ne recule devant aucun subterfuge pour permettre au parti de l'ordre de conserver le pouvoir.

On vient d'apprendre ce matin qu'il venait de réaliser une seconde rafle parmi les milieux islamistes réputés radicaux, à tort ou à raison, histoire d'entretenir un climat de peur dans le pays favorable au flic-président-candidat jusqu'à la veille du premier tour de la présidentielle et peut-être au-delà. Pourquoi Sarkozy persiste dans cette voie ? Parce qu'il a reçu le feu vert de la part de Hollande et la totalité des partis qui ont adopté en coeur la version officielle des tueries de Toulouse et Montauban. Il aurait tort de se gêner ! Comment ne pas donner raison à ceux qui disent : tous pourris en parlant des partis politiques, c'est la question que les militants devraient poser à leurs dirigeants. Ce n'est pas mon propos, mais je le comprends.

Au-delà du jeu institutionnel auquel se livrent principalement les partis participant à l'élection présidentielle, pour comprendre leurs discours et leur positionnement, alliances, appels au désistement, etc. il faut avoir à l'esprit la politique réactionnaire que le locataire du Palais appliquera dès le lendemain du 6 mai, à l'instar de ses collègues irlandais, britannique, grec, italien, portugais ou espagnol.

On peut penser qu'il avancera à pas feutré jusqu'aux législatives avant de déclencher un déluge de feu contre les travailleurs, surtout si Sarkozy était réélu. Au cas où ce serait Hollande qui l'emporterait, le PS et son allié du Front de gauche seraient en proie à de telles contradictions qu'ils pourraient étaler dans le temps leur offensive contre la classe ouvrière, une fois scellé un accord avec les dirigeants syndicaux et sous couvert de ce dernier.

Une chose est sûre, c'est qu'ils ne seront pas maîtres de la situation, car leur agenda leur sera dicté par les agences du capital, à savoir à quel moment et à quel rythme vont-elles déclencher leur offensive contre le gouvernement de front populaire, prendront-elles la décision de précipiter les choses au risque de déclencher une explosion sociale incontrôlable, personne n'en sait rien.

La question est aussi de savoir comment s'imbriquera leur plan contre le prolétariat français avec l'évolution de la situation mondiale, principalement la montée en puissance des Brics auxquels sont de plus en plus liés la plupart des Etats en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et la crise qui ronge les fondements de l'Amérique et mine son hégémonie mondiale de plus en plus contestée sur tous les continents, à l'exception de l'Europe.

10 millions de grévistes en Espagne et rien n'y fait, une douzaine de grèves générales en Grèce et rien n'y fait, des grèves et des manifestations à répétition en Italie, en Belgique, en Grande-Bretagne, au Portugal, plus rares en Allemagne, et rien n'y fait, dans tous ces pays cette mobilisation de millions et millions de travailleurs présentent un point commun : aucun n'est dirigé vers les institutions en place, aucun parti ouvrier n'axe son combat sur la nécessité de remettre en cause ces institutions pour ouvrir la voie à une issue politique favorable à la classe ouvrière, même ceux qui ne sont pas en position pour prétendre y participer directement ou obtenir des élus (députés) s'abstiennent d'indiquer aux travailleurs la voie à suivre pour aller de l'avant, dans ces conditions le mouvement ouvrier est et sera amené à piétiner et les travailleurs à subir des sacrifices de plus en plus insupportables... Jusqu'à quand, là non plus personne ne peut répondre à cette question, la seule chose dont on est sûr, c'est que cette situation ne durera pas éternellement et qu'un jour ou l'autre l'affrontement général entre les classes tant attendu, tant espéré, se produira. S'y préparer et y préparer les travailleurs et les militants devraient être notre devoir, notre priorité en les organisant.

Bruit de campagne

Pas "**sérieux**"... s'abstenir !

Interrogé par la presse en fin de meeting à Tours, M. Hollande a précisé : "*la gauche doit être pleinement à gauche, pleinement consciente des urgences, pleinement à l'unisson d'un certain nombre de forces et en même temps elle doit être sérieuse, sinon elle ne pourra pas réussir*". (AFP 03.04)

L'urgence, c'est de porter le smic et la retraite minimum à 1 500 ou 1 600 euros nets, revaloriser de 20 ou 30% les salaires inférieurs à 2 500 ou 3 000 euros, revenir au 37,5 annuités, voire 35 ou 30, à la retraite entre 50 et 60 ans à taux plein sans condition, interdire tous les licenciements, exproprier sans indemnité les capitalistes du CAC40, bref, éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté qui ronge la société et la conduit au chaos et à la barbarie...

Est-ce que ces mesures "*d'urgence*" font partie du programme de Hollande ? Non, il n'a donc aucune légitimité pour parler au nom de la gauche dont il ne fait manifestement pas partie, le candidat qui "*aime les riches*" est "*pleinement*" à droite.

Question inutile. Avec ou sans ce sera du pareil au même...

"*Le torrent révolutionnaire des Français est sorti de son lit*", "*la France des révolutions est de retour!*", a dit J-L Mélenchon hier, lors d'un meeting au Parc des Expositions de Vierzon (Cher), sous les "*résistance, résistance*" des près de 5.000 militants dont quelques centaines hors de la salle. "*1789!*", a-t-il lancé,

"*Fini le vote utile et toutes ces salades!*", a-t-il dit au PS. Selon lui, la capacité de rassemblement "*est plus grande*" au FG et s'il est en tête de la gauche au premier tour, "*il y aura des négociations*" avec "*tous ceux qui voudront discuter y compris les Verts, vassalisés*" par leur accord avec les socialistes.

A François Hollande, il a demandé : "*De quel côté vous voulez que se construise la majorité du pays?*", si c'est avec François Bayrou (MoDem) "*c'est sans nous!*", a-t-il répété. (AFP 03.04)

Que signifie faire appel à 1789 ?

Jouer une ou des couches de la bourgeoisie contre ou une ou d'autres couches de la même classe... Exactement comme ce qui se passe en Irak, en Afghanistan, en Tunisie, en Egypte, en Libye ou encore en Syrie et partout dans le monde où il existe des chefs d'Etat ou des gouvernements qui ne sont pas à la botte des puissances occidentales ou qui servent de préférence les intérêts d'autres puissances émergentes, les Brics.

Il y en a en France qui entretiennent des rapports privilégiés avec l'UIMM liée à une branche de l'UMP par le biais des dirigeants syndicaux au détriment du Medef qui représente l'aile la plus droitière de l'UMP. Ils n'hésitent pas à flirter avec le courant dit social de l'UMP, censé représenter le gaullisme historique, allant jusqu'à lisser leur discours et atténuer toute velléité anticapitalisme en témoignage de leur soumission au régime.

Les prétextes ne manquent pas pour s'encanailler avec l'ennemi, outre le volet social, on peut y ajouter la laïcité et bien entendu l'héritage de la Révolution française de 1789, qui rappelons-le avait porté au pouvoir la bourgeoisie et non le prolétariat, ce rappel pourrait en faire sourire certains qui semblent avoir une mémoire très sélective, c'est uniquement à eux qu'il

s'adressait d'ailleurs.

De la même manière qu'ils ont détourné la formule appelant à combattre les illusions des masses sur le terrain des illusions pour finalement s'y adapter une fois abandonné la nécessité de mener ce combat jusqu'au bout, c'est-à-dire en le liant à la question du pouvoir, les contradictions internes à la bourgeoisie et ses différentes couches qu'ils prétendent exploiter ne leur servent finalement qu'à s'adapter à celles liées à l'économie marchande ou productive, on dit encore l'économie réelle en opposition à l'économie financière, dont ils espèrent obtenir une sorte de légitimité en retour.

Pour eux, rompant avec la définition de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme dominé par l'aristocratie financière, la couche de la bourgeoisie représentée par les industriels remplirait encore un rôle progressiste qui s'exprimerait à travers son attachement à la démocratie et à la République, comme si elle avait une existence indépendante de la finance ou des banquiers, comme si leurs sorts n'étaient pas intimement liés et que l'industrie financière n'imposait pas son pouvoir à l'industrie marchande.

Cette collaboration de classes prend l'allure d'un marché de dupes dont les travailleurs sont les uniques victimes, tandis qu'il permet d'assurer à la fois la stabilité du régime et des appareils pourris des syndicats, on peut ajouter ceux des partis qui se livrent à cette comédie sordide, tous sans exception, hélas !

En Libye ou en Syrie a surgi une "opposition" étrangère au mouvement ouvrier ou à la classe ouvrière. Pour cette raison, cette opposition constituée d'une fraction de la bourgeoisie opposée à celle au pouvoir n'a aucune légitimité, pour la majorité des travailleurs qui refusent de la reconnaître, elle représente le camp de la réaction et non celui de leurs intérêts de classe, ajoutons, de la révolution prolétarienne.

En France, se revendiquer de 1789 (ou 1792) en 2012 revient à légitimer une couche de la bourgeoisie qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière mais la combat. Quant à nous, notre référence et les enseignements dont nous nous inspirons demeurent la Commune de Paris et la révolution d'Octobre, incompatibles avec toute conciliation avec les héritiers des Versaillais.

Réforme sociale ou révolution.

L'attitude des conciliateurs est motivée non pas par l'objectif du combat du mouvement ouvrier qu'ils ignorent ou rejettent, le renversement du régime capitaliste, auquel cas les rapports qu'ils ont établis avec des couches de la bourgeoisie seraient un non-sens, mais par la volonté de parvenir à un compromis avec leurs partenaires patronaux de telle sorte que le capitalisme demeurerait supportable à la majorité des masses exploitées, sans se soucier évidemment des travailleurs les plus défavorisés qui croupissent dans une misère noire et qui ne font pas partie de leur fond de commerce réciproque.

Le mouvement ouvrier et le prolétariat ainsi amarrés au capitalisme, à l'une ou l'autre de ses couches décrétée progressiste, démocratique ou républicaine, on comprend dès lors qu'aucun parti ouvrier ne soit en mesure de leur proposer une issue politique en rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Mélenchon ne saurait incarner la révolution prolétarienne et socialiste, alors que madame Parisot l'accuse de vouloir faire revivre "*la Terreur*" des jacobins, il n'a pas été capable de lui répondre que c'était ses amis qui s'étaient livrés à la pire des terreur en massacrant 30 000 hommes, femmes et enfants à l'issue de la Commune de Paris, toute référence à cette étape du développement du combat du mouvement ouvrier international étant banni jusqu'à présent de son discours (à ma connaissance).

Que M. Parisot se rassure ainsi que ses amis du CAC40, car finalement, en faisant référence à 1789, Mélenchon (inconsciemment) a signifié qu'il n'avait pas l'intention de s'attaquer aux fondements du capitalisme. Souvent les discours trahissent les véritables intentions de ceux qui les prononcent.

On peut concevoir de l'admiration pour les révolutionnaires de 1791, pour Robespierre et ses amis, mais lorsqu'on en fait le point de départ et d'arrivée de sa réflexion et de son combat politique, qui se traduit par exemple par le mot d'ordre de l'Assemblée constituante ou négocier avec le PS ou les Verts qui sont deux partis inféodés au capital, cela revient à capituler devant la bourgeoisie dont toutes les couches se retournent contre le prolétariat au moment des combats décisifs.

Au lieu d'éduquer les masses dans la perspective du socialisme et de nourrir la haine légitime qu'elles vouent au capitalisme qui leur réserve un destin épouvantable, certains s'emploient ainsi méticuleusement et avec constance à rendre à leurs yeux certaines couches du capitalisme auxquels devrait être lié leur sort tout à fait respectable. La situation que l'on a quotidiennement sous les yeux en découle logiquement, simple constat.

Le PCF en état de survie au jour le jour.

Interrogé sur la participation du Front de gauche à un gouvernement de François Hollande, M. Laurent a renvoyé la question '*au lendemain de la présidentielle*'.

'*Tout ce que nous faisons avec le Front de gauche vise à créer une politique de gauche réussie. Est-ce que les conditions sont réunies ? A l'heure actuelle non*', a insisté le numéro un communiste. La porte n'est cependant pas fermée aux discussions. '*La question de la majorité et du gouvernement se règlera après les législatives*', a précisé M. Laurent.

Pour le PCF, l'attitude du PS, qui consiste à dire que le programme de François Hollande est '*à prendre ou à laisser*', '*c'est pas possible*', a lancé l'alter ego de M. Mélenchon. Il faut, à ses yeux, que les propositions du Front de gauche soient '*discutées*' et pour avancer, que '*les conditions [d'une majorité de gauche] soient créées*'. Ce n'est pas encore le cas, a dit M. Laurent. (lemonde.fr 03.04)

Parole, parole, parole, il le dit lui-même !

Actualité en titres

Comment remettre en cause la souveraineté d'un Etat, en deux temps :

- Mali: les islamistes prennent le dessus au Nord, la junte sous embargo - AFP

On ne manque pas d'*inspiration* à l'UMP.

- Jean-Pierre Raffarin : "*Et si on s'inspirait de la Chine plutôt que d'en avoir peur ?*" - Atlantico.fr

- Raffarin: pourquoi pas Bayrou à Matignon si la victoire dépend de lui - AFP

- Raffarin : « *Mélenchon est un parasite pour la dynamique Hollande* » - Public Sénat

Enfin une nouvelle rassurante :

- La piscine privée se démocratise, un espoir pour les professionnels du secteur - AFP -

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le policier jugé pour avoir tiré avec un « lanceur de balles de défense » (LBD), un « *super flash-ball* » alors en expérimentation, sur un adolescent de 17 ans qui avait perdu l'usage de son œil droit a été relaxé par le tribunal correctionnel de Nantes (Loire-Atlantique). Le lycéen avait été blessé lors d'une manifestation dans la ville en 2007 contre la réforme des universités.

Le juge a suivi le raisonnement du substitut du procureur de la République qui avait estimé qu'il y avait bien un « *état de causalité certain et direct* » entre le tir de flash-ball du fonctionnaire et la blessure à l'œil du lycéen, mais que le prévenu bénéficiait également d'une « *irresponsabilité pénale* » car il a tiré sur ordre de son chef, une « *autorité légitime* » au regard du Code pénal, dont l'ordre n'était pas « *manifestement illégal* ».

De son côté, Pierre, la jeune victime, s'est déclaré « *plus révolté que jamais* ». « *On ne lâchera jamais. C'est révélateur du climat d'impunité absolue de la police française. C'est une décision injuste pour moi, pour toutes les victimes (de tirs de flash-ball), les amis des Droits de l'homme* », a-t-il ajouté.

Le père de l'adolescent, Luc Douillard, a annoncé qu'il avait lancé un recours devant le tribunal administratif: « *C'est ça qui est important. On va pouvoir mettre en cause la responsabilité de toute la chaîne de commandement, y compris celle du préfet, c'est beaucoup mieux. Ici (devant le tribunal correctionnel, ndr), on était bridé, on ne pouvait parler que du tireur.* » (20minutes.fr 03.04)

Le substitut du procureur de la République n'est pas là pour faire respecter l'égalité de droit théoriquement consentie à chaque citoyen, mais pour faire respecter l'ordre. Avis aux opportunistes qui prônent la liberté, l'égalité et la fraternité en régime capitaliste, c'est un leurre.

2- Israël

L'examen préliminaire mené par le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) sur des crimes de guerre présumés commis

par l'armée israélienne a été arrêté en attendant une décision des Nations unies sur le statut de la Palestine, a annoncé mardi le bureau du procureur.

Israël "se félicite de la décision prise sur la base de l'absence de compétence juridique de la CPI", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères dans un communiqué, rappelant que l'Etat hébreu avait "fait savoir, d'entrée de jeu et clairement, que la CPI n'avait pas compétence dans cette affaire".

L'Autorité palestinienne avait demandé le 22 janvier 2009 à la Cour d'exercer sa compétence à l'égard "d'actes commis sur le territoire palestinien à partir du 1er juillet 2002".

Un examen préliminaire avait alors été entamé par le procureur Luis Moreno-Ocampo afin de déterminer si la Cour était compétente pour mener une enquête sur les crimes allégués.

La Palestine a été reconnue comme un Etat dans le cadre de relations bilatérales par "plus de 130 pays et certaines organisations internationales", souligne le bureau du procureur, rappelant toutefois que le statut conféré par l'Assemblée générale de l'ONU est celui d'"observateur" et non "d'Etat non membre".

La compétence de la Cour, chargée de juger des génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis depuis 2002, n'est "pas fondée sur le principe de compétence universelle", a souligné le bureau du procureur, selon lequel "il revient au Conseil de sécurité de l'ONU ou à un ++Etat++ de lui attribuer cette compétence". (AFP 03.04)

La CPI est un tribunal d'exception qui n'a aucune légitimité, sinon de soutenir les puissances impérialistes qui mènent la guerre contre tous les régimes qui refusent de se soumettre à leur diktat... Ceux qui estimaient que la reconnaissance d'un Etat Palestinien passait par l'ONU ou une de ces agences (Unesco) en seront pour leurs frais.

3- Equateur

Le président de l'Équateur, Rafael Correa, a déclaré, lundi 2 avril 2012, dans une lettre adressée à son homologue colombien, Juan Manuel Santos, qu'il ne participera pas au sixième Sommet des Amériques, prévu les 14 et 15 avril prochains dans la ville colombienne de Carthagène, en raison de l'impossibilité pour Cuba de participer à cette réunion.

« J'ai décidé qu'en tant que président de la République de l'Équateur, je n'assisterai pas au Sommet des Amériques jusqu'à ce que les décisions qu'exige de nous la Patria Grande [1] soient prises », a déclaré le président équatorien.

En outre, le président équatorien fait remarquer que la réunion ne devrait plus être appelée Sommet des Amériques, puisqu'un des États du continent en est exclu, et alors même que cette exclusion a été rejetée lors du dernier sommet, tenu à Trinité-et-Tobago en 2009.

M. Correa précise dans sa lettre que son initiative n'a pas pour but de causer des problèmes à la Colombie, et qu'il souhaite un plein succès au sommet.

L'Équateur avait demandé aux États membres de l'Alternative Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) qu'ils ne se rendent pas au sommet mais la proposition a été repoussée.

Les États-Unis rejettent la présence de Cuba au Sommet, arguant du fait que seuls peuvent participer les pays les « démocratiques » qui sont membres actifs de l'Organisation des États Américains (OEA).

En 1962, Washington a poussé Cuba hors de l'OEA. Cependant, en 2009, la décision avait été annulée, mais les autorités cubaines n'ont jusqu'à présent pas officiellement notifié à l'organisation régionale de demande de réintégration. (Réseau Voltaire 03.04)

Social

1- France

1.1- Les salariés de Technicolor manifestent.

Plusieurs centaines de salariés de Technicolor, (ex-Thomson), ont manifesté mardi contre les menaces qui pèsent sur près de 1.100 emplois et pour réclamer l'intervention de l'État face aux risques de démantèlement du groupe, a constaté une journaliste de l'AFP.

600 manifestants, qui ont répondu à l'appel commun de la CFDT, CFE-CGC, CGT, UNSA et SUD (300 selon la police), ont défilé autour du siège du groupe à Issy-les-Moulineaux, près de Paris.

"On était 60.000 chez Thomson en 2003 et nous ne sommes plus que 17.000 aujourd'hui! On pense que l'on va vers le démantèlement du groupe", a dit à l'AFP Frédéric Suire, responsable syndical Unsa. (AFP 03.04)

1.2- Crise du logement. Quand se loger devient un sacrifice.

Plus d'un Français sur deux consacre au moins un tiers de ses revenus mensuels à son logement principal, d'après une étude de l'Ifop pour le site internet français d'annonces immobilières SeLoger.com publiée mardi.

Selon cette étude, intitulée *"Observatoire du logement SeLoger.com/Ifop"*, 55% des Français consacrent au moins un tiers de leurs revenus à leur logement, contre 47% à la fin de l'année 2010.

Parmi les personnes interrogées, 43% déclarent *"avoir conscience d'une dégradation"* de leurs conditions de logement. Ce sentiment de dégradation concerne aussi l'avenir: 33% des Français estiment qu'ils sont mieux logés que ne le seront leurs enfants.

"La hausse régulière du coût du logement est vécue comme une donnée inéluctable pour nombre de Français. Cela crée une véritable angoisse, ils ne savent pas comment leurs enfants vont pouvoir y faire face", analyse le sociologue Yankel Fijalkov, cité par SeLoger.com.

Parmi les sondés, 63% considèrent qu'une baisse des prix du logement aurait *"un impact positif"* pour eux. Mais ils ne sont que 31% à juger cette baisse crédible.

Les Français sont cependant heureux de se retrouver chez eux, 92% d'entre eux déclarant aimer y passer du temps, et 50% aimer y passer beaucoup de temps. (AFP 03.04)

2- Espagne

Il y a au total 4,75 millions d'Espagnols au chômage, selon les chiffres du ministère du Travail.

Le taux de chômage officieux, qui inclut les chômeurs non inscrits, s'est élevé à 22,9% au quatrième trimestre 2011, soit le taux le plus fort de tous les pays de l'Union européenne.

Près du tiers des habitants des 17 pays de la zone euro privés d'emploi sont Espagnols et la moitié des Espagnols de moins de 25 ans sont au chômage, selon les statistiques d'Eurostat.

Le plan d'austérité annoncé vendredi par le gouvernement de Madrid pour réduire le déficit budgétaire, qui inclut une baisse importante des dépenses de l'État, risque d'affecter davantage la croissance espagnole. Une réforme du marché du travail pour le rendre plus flexible pourrait en outre renforcer la hausse du chômage à court terme. (Reuters 03.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 avril

CAUSERIE

L'affaire Merah n'aurait pas eu lieu qu'il aurait fallu l'inventer, cela paraît tellement évident au regard des suites médiatico-policières que Sarkozy et Guéant lui ont donné ces derniers jours en désignant malicieusement à la vindicte publique les musulmans comme des terroristes potentiels.

Ce n'est apparemment pas suffisant pour que ceux qui ont repris (en coeur) à leur compte la version officielle de cette affaire, aient le courage de la remettre en cause ou reviennent sur leurs propres déclarations.

Un aphorisme que je fais mien pour l'occasion : *« A part la droite, il n'y a rien au monde que je méprise autant que la gauche. »* (Pierre Desproges)

Les commentateurs s'interrogent sur les convergences et les divergences qui existent entre les programmes du PS et du Front de gauche comme s'ils appartenait au même camp, ce qui n'est pas faux si l'on pense à leurs dirigeants, ce qui est erroné si l'on considère la manière dont leurs supporters interprètent leurs discours.

Finalement ils conviennent qu'ils sont faits pour s'entendre sur le dos de ceux qui placent leurs illusions dans l'un comme dans l'autre, avec un net avantage à Mélenchon sur lequel ils tirent à boulets rouges, visant à travers lui le prolétariat révolutionnaire.

- « *J'essaie de ne pas vivre en contradiction avec les idées que je ne défends pas.* » (Pierre Desproges)

La campagne électorale vous soûle, nous aussi : « *Par les temps qui courent, parler de rien, c'est déjà quelque chose !* » (Pierre Dac)

Savez-vous pourquoi Sarkozy et Hollande aiment les riches ?

- « *Les aspirations des pauvres ne sont pas très éloignées des réalités des riches.* » (Pierre Desproges)

Ajoutons : il n'y a que les moyens pour les réaliser qui changent ! Celles des riches sont illégitimes, car ils ne peuvent les satisfaire qu'au détriment de la majorité, alors que celles des pauvres sont légitimes, car ce sont les seuls à produire les richesses, sans exploiter une autre classe.

Voilà pourquoi je ne tiens pas particulièrement à me faire des amis parmi mes lecteurs :

- « *La caractéristique principale d'un ami est sa capacité à vous décevoir.* » (Pierre Desproges)

Inconsciemment, généralement, on attend beaucoup d'un ami, trop, y compris ce qu'il ne peut pas vous donner. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec Desproges, ce n'est pas parce qu'on a un ami qu'on doit se croire tout permis avec lui ou être en droit de tout attendre de lui, y compris exiger de lui l'impossible. Au contraire, je considère que le respect que l'on témoigne envers un ami, devrait se traduire par le refus de lui créer des problèmes ou de le mettre inutilement dans l'embarras sachant qu'il a aussi son lot de problèmes.

Les témoignages d'amitié tapageurs sont trompeurs et souvent accompagnés d'un manque de retenu à son égard quand on rencontre des difficultés. On ne devrait user de ses bonnes intentions à notre égard qu'en cas de situation inextricable ou d'urgence, quand on ne peut pas faire autrement.

Je vais vous faire une confidence. Plusieurs membres de ma famille se sont proposés pour m'envoyer de l'argent et des vivres ou encore ce dont j'aurais besoin et qui me ferait défaut ici en Inde. Je les ai remerciés poliment en refusant leurs offres sous prétexte que je n'avais besoin de rien et que c'était à moi de m'assumer, sachant qu'ils ne roulaient pas non plus sur l'or et qu'ils avaient leurs propres petites familles à faire vivre. J'ai toutefois ajouté, parce qu'ils insistaient, qu'on verrait cela un jour si besoin s'en faisait sentir, si je me retrouvais acculé et sans le sou. Ensuite, j'ai revendu ma maison pour éviter de me retrouver dans cette situation, en procédant de la sorte, je crois avoir agi conformément à mes principes et mes idées. Et puis je connais trop bien la nature humaine pour savoir qu'en acceptant quelque chose d'autrui, ce dernier se figure inconsciemment qu'on lui est redevable de quelque chose, rien que d'y penser cette idée m'est insupportable, mon indépendance ou ma liberté de pensée n'a pas de prix, c'est peut-être cher payer pour un principe, peu importe je l'assume.

En réalité, le réformisme et le stalinisme, c'est du pareil au même.

Selon le réformisme, dans un pays, il serait possible progressivement de passer au socialisme en régime capitaliste pour peu que la classe ouvrière le décide. Pour le stalinisme, il serait possible de passer au socialisme dans un seul pays.

L'économie de chaque pays dépendant largement (de plus en plus) du marché mondial, le passage au socialisme est inconcevable autrement qu'à l'échelle mondiale. Ce simple constat confirmé par la disparition de l'URSS suffit à balayer les deux théories précitées qui ne font qu'une en vérité ou plus exactement qui tirent leurs origines à la même source : le capitalisme et non le socialisme scientifique ou le bolchevisme.

Question : pourquoi ne pas y avoir pensé plus tôt et ne pas les avoir combattues de la même manière ?

Parce que nos soi-disant antistaliniens s'étaient alliés dans notre dos avec les réformistes qu'ils porteront au pouvoir en 1981, le trotskisme devant servir de couverture à leurs manoeuvres d'appareil et leur trahison.

C'est l'histoire du faible d'esprit ou de l'aventurier ou encore de l'imposteur, de l'usurpateur, qui est confronté à deux ennemis plus forts que lui et qui pour sauver sa peau croit bon de s'allier avec l'un pour combattre l'autre, qui, lorsqu'il est à terre en profite pour éliminer son allié ou le remettre à sa place en guise de solde de tout compte.

Il suffisait d'établir un parallèle entre le réformisme et le stalinisme pour tordre le cou facilement à la théorie selon laquelle le stalinisme serait issu du bolchevisme ou du socialisme.

Aujourd'hui on nous dit que le PCF ne serait plus un parti stalinien, il serait devenu un parti réformiste comme l'était le PS avant qu'il ne devienne un parti social-libéral, donc un parti respectable et fréquentable, alors qu'en réalité il n'a pas changé, on en veut pour preuve le nom que leurs dirigeants ont donné à leurs sections, Thorez, Cachin, Duclos, des staliniens purs et durs comme l'on disait autrefois, j'ai lu cela ce matin dans un article de *Libération* paru hier, *La seconde jeunesse du PCF*.

Autrement dit, on est face à une nouvelle arnaque qui consiste à faire croire que le PCF aurait changé ou plutôt, l'escroquerie continue une fois le PCF revêtu d'un nouveau masque plus présentable (en apparence), alors qu'en dessous son visage et sa politique sont demeurés les mêmes.

Pour ceux qui en douterait encore, ce n'est pas pour des prunes, mais parce que cela correspond à leurs véritables intentions, à la véritable nature contre-révolutionnaire des dirigeants du Front de gauche dont ceux du PCF, que lors de l'émission «Face au web», l'émission présidentielle de Newsring.fr et 20minutes.fr, le 29 mars dernier, Clémentine Autain avait rappelé que Jean-Luc Mélenchon ne prônait pas une révolution, au sens du Grand Soir, car «*c'est une aberration le Grand Soir*», quelle horreur !, précisant ensuite que l'idée, explique-t-elle était d'amorcer une révolution par petites touches... (Extrait de la causerie du 31 mars)

Nos trotskistes "*antistaliniens*" (POI-CCI) se sont tellement fondus dans le réformisme qu'ils se refusent à constituer une opposition au sein de l'appareil de FO.

Extrait de l'Éditorial de Jean-Claude Mailly daté du mercredi 28 mars 2012

- "*Le Comité confédéral national (CCN) –le «parlement» de FO– s'est réuni à Paris la semaine dernière. Il a adopté à l'unanimité une résolution sur les questions d'actualité que vous trouverez dans ce numéro de FO Hebdo.*"

La collusion ou la liaison organique entre l'appareil de FO et du POI est tellement parfaite qu'on en arrive à se demander lequel des deux détermine la ligne politique de l'autre. Le POI vient d'engager une campagne sur le thème du rejet du MES et du TSCG, sujet repris immédiatement par Mailly :

- "*Le Comité confédéral national a par ailleurs confirmé ses analyses et revendications sur le plan européen en condamnant les deux traités gigognes que sont le Mécanisme européen de stabilité (MES) et le futur traité sur la stabilité, la coopération et la gouvernance.*"

Ainsi, en cas de référendum comme en cas de réunion du Congrès (Assemblée nationale et Sénat), nous combattrions ce texte visant à préserver la rente et, en constitutionnalisant l'austérité, à faire supporter aux travailleurs une crise dont ils ne sont pas responsables." (même source)

Qu'on se comprenne bien, je ne remets pas en cause le bien-fondé de cette campagne à laquelle j'adhère, mais la supercherie des dirigeants du POI qui se présentent comme les chantres de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, alors qu'ils sont les premiers à brader quand les intérêts de leur appareil en dépend. Je ne leur reproche pas leur proximité (sic !) avec l'appareil de FO qui peut présenter des aspects positifs dans certaines circonstances, mais le fait de le nier ou de ne pas l'assumer publiquement.

Neu-neu, la gamelle de bouses qui a "*le coeur à gauche*" et le portefeuille à droite. On a les soutiens qu'on peut.

- « *Parler pour ne rien dire et ne rien dire pour parler sont les deux principes majeurs et rigoureux de tous ceux qui feraient mieux de la fermer avant de l'ouvrir.* » (Pierre Dac)

"*Votez François Hollande, directement au premier tour*", déclare dans Les Inrockuptibles le comédien Jamel Debbouze, qualifiant cependant de "*ridicule*" la taxe de 75% sur les revenus supérieurs à un million d'euros annuels avancée par le candidat PS.

"*Votez Hollande, cherchez pas*", "*le socialisme, oui j'y adhère*", ajoute-t-il, disant avoir "*le coeur à gauche*", dans une interview à l'hebdomadaire paru mercredi.

Pour autant, l'acteur qui, selon Le Figaro, a gagné en 2011 un million d'euros, sans compter ses 120 représentations au théâtre, est plus réservé sur une des mesures phares du programme fiscal du PS: la "*taxe à 75% sur les riches c'est ridicule*", lance-t-il. (20minutes.fr 04.04)

C'est le moment détente de la journée, je préfère vous prévenir.

Pire crétin, tu meurs ! J'ai toujours trouvé ce type particulièrement débile, comme beaucoup d'autres acteurs ou comédiens soi-disant humoristes ou réputés "*amuseurs publics*", qui suintent la connerie humaine, la flattent, l'entretiennent, et comme c'est une valeur largement répandue, vouée assurément à connaître un grand succès une fois portés au pinacle par leurs pairs, les médias au service de la propagande officielle.

On pourrait appeler cela la culture du caniveau puisée au fond du ruisseau asséché de l'inspiration désormais remplacée par des clichés qui ne coûtent pas cher, mais qui peuvent rapporter gros tant par l'étendu du public qui s'y reconnaîtra qu'à ceux qui en tirent un profit politique, en opposition à la culture populaire qui s'inspire de nos émotions pour les parer de la poésie des mots afin de les graver dans nos coeurs ou dans nos têtes, pour le meilleur ou le pire selon les convictions de leurs auteurs ou leurs interprétations du rapport de force entre les classes du moment.

Pour le meilleur, quand C. Trénet chantait *La mer* (1945) ou J. Ferrat *La montagne* (1964), ils ont fait rêver des millions de travailleurs qui ne les avaient jamais vues qu'en image, pour le pire quand E. Piaf célébrait le colonialisme en entonnant *Mon légionnaire* (1936).

On est passé de Jacques Prévert, Pierre Dac, Francis Blanche, Pierre Desproges, Raymond Devos, etc. à Jamel Debbouze, quelle chute !

- « *L'intelligence, c'est comme les parachutes, quand on n'en a pas, on s'écrase.* » (Pierre Desproges)

Allez, encore trois citations pour rester de bonne humeur :

- « *Il est quelquefois préférable de ne pas savoir ce qu'on dit que de dire ce qu'on ne sait pas.* » (Pierre Dac)

- « *Dieu est peut-être éternel, mais pas autant que la connerie humaine.* » (Pierre Desproges)

- « *Le rire n'est jamais gratuit : l'homme donne à pleurer mais prête à rire.* » (Pierre Desproges)

C'est sa façon à lui d'être généreux, ça c'est de moi.

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

1- Le président de la délégation parlementaire au renseignement, Guy Teissier (UMP), a indiqué mercredi qu'il n'y avait «*aucune ombre au tableau*» à l'issue de l'audition des chefs des services du renseignement français sur l'affaire Mohamed Merah.

Ce député, qui préside cette délégation - dont les travaux sont couverts par le secret défense - a indiqué que les auditions se sont déroulées mercredi matin «*dans un excellent climat*».

Interrogé sur le fait de savoir si les 4 députés et 4 sénateurs avaient été satisfaits par les réponses apportées à leurs questions au cours des deux heures et demi d'audition, M. Teissier a répondu : «*Pleinement satisfait.*»

Interrogé sur le fait de savoir s'il y avait «*aucune faille ou aucune ombre au tableau*» dans cette affaire, M. Teissier a répondu : «*Aucune ombre au tableau*». Le directeur central du renseignement intérieur (DCRI), Bernard Squarcini, et Erard Corbin de Mangoux, directeur général de la sécurité extérieure (DGSE) ainsi qu'Ange Mancini, coordonnateur national du renseignement, ont été auditionnés. Les responsables de Tracfin (cellule du renseignement financier) et des Douanes ont également participé à cette réunion, a-t-il précisé.

Initialement, une conférence de presse était prévue mercredi matin, mais elle a été annulée sans explications. Cette délégation parlementaire communique extrêmement rarement. (AFP 04.04)

2- Le coup de filet mené mercredi matin et visant des personnes isolées, présentant des profils similaires à celui de Mohamed Merah, a été effectué dans le cadre d'une enquête préliminaire et apparaît plus comme une opération préventive.

"*Il s'agit d'individus isolés, autoradicalisés, présentant pour certains des profils de petits délinquants, et qui se sont rendus ou projetaient de se rendre dans la zone pakistano-afghane et dans le Sahel*", dit-on de source policière. (Reuters 04.04)

Bruit de campagne.

Y a pas de quoi, ça soulage !

C'est à son arrivée sur le tarmac de l'aéroport de Saint-Denis que Nicolas Sarkozy s'est fait insulter par un jeune homme qui l'a traité de "*pauvre con*" avant d'ajouter "*on va te faire la mort dans les urnes*". Il a été immédiatement interpellé par la garde rapprochée du président-candidat. Imperturbable, ce dernier n'a eu aucune réaction et a continué son bain de foule sans sourciller en répétant simplement "*merci*". (Yahoo actualité 04.04)

Il a dû prendre l'habitude de se voir traiter de con à tout bout de champ. Cela ne changera rien, il ne s'en est jamais rendu compte...

L'ennemi à abattre.

"*Le programme économique du Front de gauche, est inapplicable*", estime Gérard Collomb. Le maire PS de Lyon fait partie des voix qui se sont élevées ces derniers jours pour critiquer le manque de crédibilité supposé du projet de Jean-Luc Mélenchon. Il "*manque de réalisme*" et "*va générer des désillusions*", a renchéri le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, dans Les Echos. A droite, Nathalie Kosciusko-Morizet, porte-parole de Nicolas Sarkozy, a employé un argument similaire : le candidat du Front de gauche "*promet la faillite*", comme en Grèce et en Espagne. (lemonde.fr 04.04)

Jean-Vincent Placé, président du comité de campagne d'Eva Joly, a estimé ce mercredi que le candidat du Front de gauche est conservateur, clientéliste et que ses solutions relèvent "*du passé*", au cours de l'émission "Questions d'info" sur LCP.

Jean-Luc Mélenchon pratique-t-il le clientélisme? "*Ah bah oui...*", a répondu Jean-Vincent Placé. "*Nous (à EELV) quand on va voir les différents syndicats, on essaie de dire: 'C'est compliqué... On va réfléchir, on peut pas injecter de l'argent (...)'*". Selon le sénateur de l'Essonne, pour le Front de gauche, il est "*plus facile de dire: 'Vous inquiétez pas, demain je suis président, je vais injecter de l'argent public - et je sais pas où il va le trouver - et on va sauver les emplois'*".

Nous, nous savons où en trouver.

Le Front de gauche défend une "*économie administrative du passé totalement éloignée des réalités de la vie*", a encore dit Jean-Vincent Placé. (lexpress.fr 04.04)

S'il entend par là défendre la fonction publique, nous sommes pour évidemment. Lui, Placé, il a choisi le modèle anglo-saxon qui privilégie le règne de la finance à outrance et qui détruit la planète, nos ressources, notre travail, notre avenir et celui de nos enfants et petits-enfants.

Je ferai remarquer à monsieur Placé que je ne me moque pas d'Eva Joly, qui fut une brillante et courageuse magistrate si mes informations sont bonnes.

Actualité en titres

La justice à la dérive.

- La justice va décider si elle annule la procédure liée à Michel Neyret - Liberation.fr

- Tarnac : le juge Thierry Fragnoli se dessaisit de l'enquête - AFP

- Nouvelles interpellations dans les milieux islamistes radicaux - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Ils ont toujours plus de détenus à encadrer et se disent "*sous-payés, surexploités*": des surveillants ont manifesté et bloqué l'accès aux prisons, mercredi, dans de nombreuses villes, pour réclamer recrutements massifs et meilleurs salaires, à 18 jours de la présidentielle.

Pour les syndicats pénitentiaires FO et CGT qui appelaient à la mobilisation, les surveillants souffrent avant tout d'"*un manque de personnel*", alors que le nombre de détenus a atteint le 1er mars un nouveau record, avec 66.445 personnes incarcérées.

"*Toutes les maisons d'arrêt sont surpeuplées*", dit Christophe Marquès, secrétaire général de FO pénitentiaire, assurant que "*plus de 550 postes sont vacants à ce jour*". (AFP 04.04)

1.2- Un magasin Ikea de la banlieue parisienne "*arrosait*" de "*bons cadeaux*" des policiers locaux, auprès desquels un de ses responsables, ancien gendarme, récupérait des informations sur des employés, a affirmé mercredi Mediapart.

Sous couvert d'anonymat, un autre ancien directeur a évoqué des pratiques remontant aux années 90, avec des dons "*fréquents, mais pour de petits montants*". "*Par la suite, ça s'est institutionnalisé*", a-t-il confié à Mediapart. "*Sinon, comment voulez-vous que la police passe quand on en a besoin, ou qu'elle nous confie les antécédents d'un syndicaliste?*", a-t-il ajouté pour les justifier.

Le site d'informations publie des fac-similés de courriels internes d'Ikea montrant que l'un des responsables du magasin "*a eu un accès direct à des informations confidentielles couvertes par le secret de l'enquête*". (AFP 04.04)

2- Grèce

2.1- Paquets de madeleines sous un bras, conserves sous l'autre, des dizaines de Grecs en situation précaire ont pris livraison mercredi près d'Athènes des trente tonnes de produits alimentaires collectés par le Secours Populaire français (SPF) pour sa première mission dans le pays en crise.

Un fonds d'urgence de 10.000 euros a été débloqué par le Secours populaire pour venir en aide à un millier de familles grecques.

Pour la distribution des produits, le Secours populaire et son partenaire grec du Comité grec pour la solidarité démocratique internationale ont choisi deux lieux symboliques du marasme économique et social dans lequel est plongé le pays.

Le chantier naval de Perama, près du port du Pirée, employait "*6.500 personnes en 2008 contre moins de 500 aujourd'hui*", selon le président du syndicat local des métallurgistes Sotiris Poulkogiannis. Sur les quais, au pied des paquebots géants, une foule discrète d'hommes peu loquaces ont défilé pour recevoir leur colis.

A quelques kilomètres de là, dans l'une des usines du groupe Halyvourgia, principal sidérurgiste grec, les salariés sont en grève depuis plus de cinq mois en réaction à un plan de licenciements et des projets de diminution du temps de travail associé à de fortes baisses de salaires.

"*Je n'ai pas touché de salaire depuis le mois de novembre (début de la grève, ndlr), nous tenons grâce à la solidarité de la population*", explique Kostas, employé depuis 22 ans, pour 1.500 euros mensuel, dans ce complexe industriel de 400 salariés.

Né en 1945, le Secours populaire est l'une des principales associations françaises luttant contre la précarité et l'exclusion. Aujourd'hui, l'association est confrontée dans l'Hexagone à "*un raz-de-marée de misère*" qui l'a conduit à aider 3 millions de personnes en 2011, selon Julien Lauprêtre.

"*Ce n'est pas une raison pour ne pas s'occuper de ce qui se passe ailleurs, au contraire*", estime M. Lauprêtre, qui souhaite amplifier le mouvement en lançant notamment un appel "*aux amis et vedettes grecs vivant en France*". Il a rappelé que le Secours populaire est engagé de longue date aux côtés de la Grèce dont il a soutenu les "*résistants communistes et démocrates*" pendant la guerre civile puis les prisonniers politiques sous le régime des colonels. (AFP 04.04)

2.2- Un septuagénaire se suicide d'une balle dans la tête devant le parlement grec

Un homme de 77 ans s'est tiré une balle dans la tête jeudi 4 avril devant le Parlement à Athènes, selon Reuters.

Le drame serait survenu avant 9 heures du matin, au moment où de nombreuses personnes se rendent au travail, relève le Parisien:

«*L'homme a mis fin à ses jours au pied des escaliers de la place Syntagma conduisant à l'esplanade du parlement, théâtre depuis deux ans de manifestations contre la cure d'austérité administrée à la Grèce.*»

Le coupable est bien la crise financière qui ravage le pays depuis 2010, entraînant des restrictions budgétaires, un taux de chômage s'élevant à 20,7% au dernier trimestre 2011, une population endettée...

Selon des témoins, l'homme, un pharmacien à la retraite, se serait écrié "*«j'ai des dettes, je n'en peux plus»*" et "*«je ne veux pas laisser mes dettes à mes enfants»*", avant de mettre fin à ses jours.

Une note écrite par le septuagénaire, retrouvée dans la poche de son manteau, ne fait aucun doute sur les raisons de son geste:

«Je préfère choisir une fin digne, plutôt que fouiller dans les poubelles à la recherche de ma subsistance.»

Les gens n'ont pas tardé à se recueillir sur les lieux, déposant fleurs et messages de détresse: «*Qui sera le prochain?*», pouvait-on lire sur l'un d'entre eux.

Pantelis Kapsis, le porte-parole du gouvernement, a qualifié le drame de «tragédie humaine».

Déjà en 2011 la crise financière faisait des ravages en Grèce. Comme nous vous disions sur Slate.fr, le taux de suicide dans le pays avait augmenté de 40% dans les cinq premiers mois de l'année selon le ministère de la Santé:

«*Klimaka est une organisation caritative qui tient une ligne téléphonique d'urgence de prévention du suicide, dont les employés témoignent recevoir plus de 100 appels par jour au lieu de 10 avant la crise. Ils estiment que la catégorie la plus concernée par le risque de suicide est des hommes entre 35 et 60 ans qui sont financièrement ruinés. Dans la ville de Thessalonique, un homme d'une cinquantaine d'années s'est immolé (attention, certaines images peuvent choquer) à l'entrée d'une banque; il a survécu après avoir été rapidement conduit à l'hôpital. "Ces hommes ont perdu une part de leur identité, en tant que mari et gagne-pain de la famille, et ne se considèrent plus comme des hommes d'après nos standards culturels", explique Aris Violatzis, psychologue de l'organisation Klimaka.*» (slate.fr 04.04)

C'est marrant, cela ne viendrait pas à l'esprit de nos dirigeants qui prendraient ainsi une décision salubre pour le mouvement ouvrier !

Economie

1- Internet

Yahoo a annoncé mercredi son intention de licencier 2.000 salariés, soit environ 15% de ses effectifs, une décision sans précédent depuis des années qui illustre la volonté du directeur général du groupe, Scott Thompson, de favoriser l'innovation tout en réduisant les coûts.

"*Les décisions annoncées ce mercredi constituent un pas important vers la constitution d'un nouveau Yahoo audacieux - plus petit, plus agile, plus rentable et mieux équipé pour innover aussi vite que nos concurrents*", a-t-il déclaré.

Yahoo, qui a terminé l'année 2011 avec quelque 14.000 salariés, a dit attendre des économies annuelles de 375 millions de dollars liées aux suppressions d'emplois annoncées. (Reuters 04.04)

2- France

Parmi les plus gros bailleurs de fonds, la France est apparue l'an dernier comme le principal cancre: son aide publique au développement (APD) a chuté de 5,6% par rapport à 2010, soit nettement plus que la moyenne.

Un document confidentiel de la Cour des comptes obtenu par Oxfam met en effet en lumière que le gouvernement est conscient depuis plusieurs années du fait que l'aide de la France ne devrait s'établir qu'environ à 0,41% en 2015, alors qu'il continue d'afficher l'objectif de 0,7%.

Pire, "*la qualité de l'aide française diminue également*", puisque l'essentiel "*profite aux pays émergents sous forme de prêts*", au détriment des dons aux Etats les plus démunis, affirme Coordination Sud. ONE ajoute que les chiffres officiels "*restent gonflés artificiellement par le remboursement de la dette*" ou des "*investissements dans les territoires français d'outre-mer*". (lexpansion.com 04.04)

3- Espagne

Madrid a adjugé 1,1 milliard d'euros de papier 2015 à un rendement moyen de 2,89%, contre 2,44% lors d'une précédente opération de ce type mi-mars.

Le Trésor a également placé pour 973 millions d'euros de papier à échéance 2016 et 489 millions d'euros de papier 2020, à des rendements moyens eux aussi en hausse, à 4,319% (contre 3,376% précédemment) et 5,338% (contre 5,156%) respectivement. (Reuters 04.04)

Haut de page ↗

Le 6 avril

CAUSERIE

Les uns et les autres s'entendent à reconnaître que les principes élémentaires de la démocratie sont foulés aux pieds quotidiennement, que les institutions en place sont antidémocratiques puisqu'elles ne respectent pas ou ne représentent pas la volonté exprimée par la majorité qui refuse tout plan d'austérité ou la politique réactionnaire mise en oeuvre par les représentants de l'Etat ou encore que la souveraineté des Etats serait mise à mal par l'Union européenne, etc.

Les uns et les autres s'entendent pour dénoncer une forme de dictature ou de tyrannie exercée par les différents régimes en place en Europe.

Les uns et les autres tournent autour du pot sans jamais poser la question que met à l'ordre du jour le déni permanent de la démocratie : la question de l'Etat, du pouvoir, du gouvernement et des institutions qu'il faudrait pour changer de politique et changer la société. Question qui ne pourrait être réglée qu'après avoir rompu avec le capitalisme et l'Etat dont il représente les intérêts, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. Or, ils s'y refusent tous, pire, tous s'emploient à participer au jeu faussé des institutions de la Ve République comme s'il pouvait en sortir quelque chose de valable pour les masses exploitées.

Avant-hier, à Athènes, un retraité se suicide sur les marches au pied du Parlement précisant qu'il préfèrerait en finir et conserver sa dignité plutôt que faire les poubelles pour survivre. Le lieu qu'il avait choisi n'était pas anodin. Et alors ? Alors rien, il se serait suicidé au fond de son jardin qu'on ne devrait pas en tirer davantage de conclusion, le Parlement est un lieu comme un autre, c'est bien connu, sauf que chacun s'incline devant bien bas sans oser s'y attaquer, lui voue un respect incommensurable, un culte quasi mystique, n'a-t-il pas une existence légale d'où il tire sa légitimité, ainsi en a-t-il été décrété une fois pour toute, au point qu'il ne viendrait à aucun dirigeant du mouvement ouvrier d'envisager de le remettre en cause par crainte de se retrouver dans les bras de Morphée (synonyme de mourir). Une belle mort qu'on envierait en vérité, si elle consistait à renouer avec la tradition révolutionnaire du prolétariat. Je vous rassure, nos dirigeants tiennent autant à la vie qu'à l'Etat.

La VIe République du Front de gauche et l'Assemblée constituante du POI ne sont que des parodies de la IVe et de la Ve République.

Hors de contrôle et sujet à bien des contradictions, des interrogations

Alors que feront ces militants au second tour si le FG n'est pas en tête ?

Guido Poncelet, 26 ans, dit qu'il votera pour le candidat socialiste "*en serrant les dents*", faisant écho à Pierre Laurent, secrétaire national du PCF qui assure que le FG ne "*reculera pas devant ses responsabilités*", battre le président sortant.

Mais d'autres, à l'instar de Jo Salla, qui a abandonné le PS pour le FG après 40 ans de militantisme, attendront de François Hollande qu'il "*gauchise son programme*" avant de lui donner leur voix.

"*Personnellement, j'en ai assez de voter par défaut*", poursuit Nadine Verdier. "*Il faudra que le candidat du second tour me convainque qu'il est décidé à régler les problèmes. Si Hollande n'annonce pas de mesures dans ce sens, j'aurai du mal à voter pour lui*".

Mais quel que soit le résultat de la présidentielle, les militants sont sûrs d'une chose: la "*dynamique de retour à la vraie gauche est engagée*", qui devra d'abord se traduire par la conquête de sièges de députés lors des législatives puis, sur le terrain, par "*la poursuite de la révolution citoyenne*", explique Guido Poncelet.

"*Le paysage politique ne sera plus jamais le même, c'est une vraie vague*", dit François Lemaréchal, ingénieur en environnement de la région de Montpellier. (liberation.fr 05.04)

A partir du moment où les militants et sympathisants des partis ouvriers sont incapables de concevoir une issue politique à la crise du capitalisme sans le PS, mieux, contre le PS qui est l'allié objectif du parti de l'ordre, ils s'interdisent du même coup de concevoir les moyens qui leur permettraient de faire sauter cet obstacle et de poursuivre leur combat au-delà de leur mobilisation autour du candidat Mélenchon, exactement comme en 2005. Ils n'en ont pas conscience évidemment.

Les contradictions qui existent au sein des différentes composantes du Front de gauche qu'illustre leur politique, sont pour le moment contenues ou remises à l'arrière-plan par l'enthousiasme qu'a suscité le discours et la personnalité de Mélenchon, chacun veut y croire sans trop réfléchir, mais elles jailliront au premier plan une fois la période électorale close, c'est là qu'on les attend, les dirigeants du PCF et du PG notamment.

C'est là qu'on s'aperçoit du rôle foncièrement réactionnaire, contre-révolutionnaire du PS, obstacle à l'unité du mouvement ouvrier

tant qu'on le considère comme un parti ouvrier ou ouvrier bourgeois, gardien des institutions, rempart du régime contre la révolution montante.

Ajoutons que ceux qui appellent à voter PS, démontrent ainsi qu'ils n'ont jamais rompu le cordon ombilical avec leur ancien parti, qu'ils n'ont été capable de tirer aucune leçon des 50 dernières années de lutte de classe. Ils peuvent continuer d'étudier les oeuvres des marxistes, cela ne leur servira pas plus demain qu'hier ou aujourd'hui, ils feraient mieux de commencer par réviser de fond en comble leur copie...

Personnellement j'ai une autre approche et je fais un autre emploi des enseignements des marxistes. Je ne les étudie plus pour ainsi dire, je m'en inspire uniquement, je ne cherche pas à les retranscrire dans la réalité, j'analyse la situation en essayant de comprendre comment s'articulent les différents facteurs en fonction de leurs rapports à l'Etat et à l'évolution du capitalisme mondial.

J'essaie d'éviter de tomber dans le travers qui consiste à analyser la situation en fonction de théories ou principes qui seraient gravés dans le marbre, alors que celle-ci n'a qu'un rapport lointain avec le contexte dans lesquels ils ont été formulés. Je me sers uniquement de la méthode du marxisme pour interpréter le monde en tenant compte des profondes transformations qu'il a subies, sans chercher à appliquer à tout prix les conclusions auxquelles étaient parvenus les marxistes et dont certaines sont devenues obsolètes, ne conservant que l'esprit ou les grandes tendances qui s'en dégagent, les objectifs généraux du combat du mouvement ouvrier qui demeureront valables jusqu'à l'avènement du socialisme.

Se situer résolument et strictement sur le terrain de classe du prolétariat est incompatible avec tout compromis politique avec un parti qui se situe dans le camp de la réaction, le PS, c'est également la condition à remplir pour construire le parti révolutionnaire indispensable pour prendre le pouvoir. Depuis la mort de Trotsky, aucun parti n'a adopté cette position, lui préférant des jeux d'appareils, privilégiant des alliances contre-nature plus confortables, force est de constater que cette stratégie ne pouvait mener qu'à un échec, une impasse, à désarmer théoriquement l'avant-garde de la classe ouvrière.

Perte de contrôle.

Deux Chinois ont été placés en garde à vue, soupçonnés de blanchiment d'argent après la découverte de 450.000 euros en liquide dans leur voiture lors d'un contrôle dans le Doubs, a-t-on appris jeudi de source proche de l'enquête.

Placés en garde à vue lundi soir, ils ont indiqué être chargés par une société chinoise de récupérer de l'argent chez des commerçants de la diaspora chinoise dans différents pays d'Europe.

D'après les premiers éléments de l'enquête, les deux hommes ne faisaient que traverser la France. (AFP 05.04)

Quand traverser seulement la France devient dangereux, c'est qu'on est en présence d'un régime policier.

En terrain conquis. Ils prêchent devant des convaincus : leur maître et allié.

Une délégation du Parti Liberté et Justice (PLJ), la branche politique de la confrérie, rencontre des responsables et des têtes pensantes de "think tanks" à Washington pour leur parler du rôle croissant des Frères musulmans sur la scène politique égyptienne.

"Nous reconnaissons le rôle prépondérant des Etats-Unis dans le monde et aimerions que s'améliorent nos relations avec Washington", a-t-il continué.

Les Frères musulmans, fondés en 1928, ont changé de position vis-à-vis de la présidentielle et annoncé récemment que finalement, ils présenteraient, sous les couleurs du PLJ, un candidat à ce scrutin, en la personne de l'homme d'affaires Khairat al Chater.

Ce dernier a déclaré en début de semaine que l'instauration de la charia, la loi islamique, serait son objectif numéro un mais à Washington, la délégation du PLJ s'est employée à dissiper les inquiétudes à ce propos.

Abdoul Maougoud Dardery, député du PLJ de Louxor, a assuré que son parti était attaché au principe d'"Etat civique" et aux objectifs généraux de la charia plutôt qu'à son application précise.

"Les principes sont universels: liberté, droits de l'homme, justice pour tous. Telles sont les priorités du Parti Liberté et Justice", a-t-il dit à l'université Georgetown.

Jay Carney, porte-parole de la Maison blanche, a indiqué que la délégation égyptienne avait rencontré des responsables "subalternes" du Conseil national de sécurité américain. Elle devait en outre être reçue par des responsables du département d'Etat. (Reuters 05.04)

Pas mal pour une mouvance politique qualifiée il y a quelques années encore d'extrémiste ou de terroriste. Les Américains les utiliseront et les manipuleront, et quand ils seront grillés, ils les sacrifieront, comme ils l'ont fait avec Ben Laden...

Actualité en titres

[La crise est finie \(Sarkozy\). La preuve... du contraire :](#)

- Le Portugal : face à "*des défis redoutables*", le FMI évoque une nouvelle aide - AFP

- Luis de Guindos exclut un renflouement européen de l'Espagne - Reuters

Traduisons : un "*renflouement européen de l'Espagne*" n'est pas souhaitable, mais il va rapidement s'avérer inévitable...

[Gaga de naissance, c'est précoce !](#)

- Carla Bruni-Sarkozy : "*À côté de Mme Pompidou, je suis Lady Gaga !*" - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Politique

Allemagne

Le Prix Nobel de littérature allemand Günter Grass, 84 ans, a créé un énorme scandale lundi 2 avril en publiant, sous forme de poème, un plaidoyer pour l'Iran dans lequel il accuse Israël de menacer la paix mondiale. Ce texte en vers intitulé "Ce qui doit être dit" et paru dans le grand quotidien de Munich, le *Süddeutsche Zeitung*, a valu à son auteur d'être violemment accusé d'antisémitisme.

Dans son poème, Günter Grass dénonce un "*prétendu droit à attaquer le premier*", faisant allusion à l'éventualité de frappes israéliennes contre Téhéran. Selon l'écrivain, une telle démarche pourrait mener à "*l'éradication du peuple iranien*". Il appelle les Allemands, "*déjà suffisamment accablés*", à ne pas devenir complices d'un "*crime prévisible*".

Pourquoi ne dis-je que maintenant [...] que la puissance atomique d'Israël menace la paix mondiale déjà fragile ?, questionne le Prix Nobel de littérature. Parce qu'il faut dire ce qui pourrait être trop tard demain.

Le numéro deux de l'ambassade de l'Etat hébreu à Berlin, Emmanuel Nahshon, dans un communiqué, reprenant le titre du texte de Grass. Le représentant israélien a regretté que son pays soit "*le seul au monde remis en cause publiquement dans son droit d'exister*", et a assuré que les Israéliens "*voulaient vivre en paix avec leurs voisins de la région*". (lemonde.fr 05.04)

Les sionistes sont les seuls dans le monde à avoir chassé un peuple et confisqué ses terres, le forçant à prendre la route de l'exil. L'Etat d'Israël n'a aucune légitimité et doit disparaître au profit d'une République sociale, laïque et démocratique reconnaissant les mêmes droits à tous ses citoyens sans distinction de croyance ou de mode de pensée.

Social

France

1- Des salariés de la Fnac Paris se sont rassemblés jeudi devant le magasin du quartier Saint-Lazare, empêchant son ouverture, pour réclamer une revalorisation salariale, ont indiqué les syndicats et la direction à l'AFP.

A l'appel d'une intersyndicale CGT, SUD, CNT, CFDT, FO, CFTC et Unsa, ils étaient "*au moins 150*" selon les syndicats et une centaine selon la direction.

"*Le magasin est bloqué depuis l'ouverture*", a indiqué Boris Lacharme (CGT), expliquant que les syndicats réclament une augmentation générale de 200 euros ainsi que le passage du salaire d'embauche à 1.700 euros.

Les syndicats dénoncent également des "*gros problèmes d'effectifs*" à la Fnac Paris, Sylvie Hembert (SUD), affirmant que "*804 postes ont été perdus en quatre ans*", cette situation conjuguée aux difficultés salariales provoquant "*un énorme désespoir et une énorme colère*".

Confrontée comme ses concurrents à une baisse de la consommation, la Fnac a annoncé à la mi-janvier la suppression de plus de 500 postes dans le monde, dont 310 en France dans les services administratifs via un plan de départs volontaires. Les magasins Fnac Paris, qui emploient 1.500 personnes sur les 7.500 salariés travaillant dans les magasins en France ne sont pas concernés.

Le groupe, qui emploie 11.000 personnes au total, compte également économiser 80 millions d'euros en année pleine, notamment via la modération salariale. (AFP 05.04)

2- Selon Anne-Sophie David et Benoît Broignard, auteurs de Syndicats filous, salariés floués, qui paraît le 5 avril chez Max Milo, le propriétaire de Molex avait engagé une équipe de gardiennage "pour écouter et surveiller les salariés et les grévistes", avant d'y faire embaucher une "taupe" issue d'une société spécialisée dans la gestion des conflits sociaux.

Cette taupe, placée à un poste clef, avait pour tâche de "profiler les leaders de la contestation". Tous les employés ont été licenciés, le site fermé et les brevets dupliqués par la maison mère aux Etats-Unis. Une usine en Europe de l'Est exploite le matériel des Molex français... (lexpress.fr 05.04)

3- Le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) affirme que "la majorité des chômeurs sont en-dessous du seuil de pauvreté", dans son premier rapport sur l'état du chômage en 2011, publié jeudi.

Dans le document, Robert Crémieux, le coordinateur du projet, conteste l'évaluation officielle du revenu moyen des chômeurs, estimé à 1.108 euros mensuels en mars 2011 par Pôle Emploi.

"Les rapports et études sur le sujet sont rares et lacunaires", affirme-t-il, ajoutant que "cette absence de documentation permet des approximations qui laissent courir une rumeur tenace : les chômeurs sont des privilégiés".

Les auteurs du rapport soutiennent au contraire que "d'après les données qui sont disponibles, la majorité des chômeurs sont en-dessous du seuil de pauvreté", fixé par l'Insee à 60% du revenu mensuel médian, soit 954 euros (mars 2009).

Le MNCP dénonce également la "stigmatisation des chômeurs", effectuée "sans relâche" et "selon une logique implacable" tout au long de l'année 2011.

Elle rappelle en particulier les propos controversés de l'ex-secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi, Laurent Wauquiez, sur l'assistantat, qu'il avait qualifié de "cancer de la société française" en mai dernier.

Le président du MNCP Marc Desplats a demandé que les chômeurs soient représentés dans les négociations. "Les chômeurs sont exclus de longue date des négociations sociales, c'est une chose qu'il faut changer", a-t-il dit à l'AFP.

Il a notamment cité la "négociation triennale de la convention Unedic", qui fixe le niveau des indemnités versées aux demandeurs d'emplois. (AFP 05.04)

Bientôt ils demanderont aux chômeurs qu'ils signent un document stipulant qu'ils sont satisfaits de l'allocation chômage qui leur est versée, j'ajouterais bien une clause précisant que les patrons et l'Etat ne sont ni coupables ni responsables du chômage et que tout recours contre eux serait injuste et illégitime. Sinon à quoi sert ce genre d'association franchement ?

Economie

France

Les ventes de LVMH, propriétaire entre autres de Louis Vuitton, du champagne Moët & Chandon ou des parfums Christian Dior, ont progressé de 20% en données publiées au quatrième trimestre 2011. La croissance organique (à taux de change constants) est quant à elle ressortie à 12%.

"Au premier trimestre, la croissance a été supérieure à ce qu'elle a été au dernier trimestre de l'an dernier", a dit Bernard Arnault lors de l'assemblée générale du groupe, sans cependant préciser s'il parlait de croissance à taux de change constants ou courants.

Rappelant que LVMH exportait près de 80% de sa production, Bernard Arnault a réaffirmé sa "relative confiance" pour le groupe en 2012, compte tenu de la forte croissance des pays émergents et des flux touristiques en Europe, capables de compenser la baisse de la demande sur le Vieux Continent pour cause de crise de la dette. (Reuters 05.04)

En quoi cet article est-il intéressant ? Parce qu'en filigrane y figure la tendance du capitalisme mondial orientée vers l'émergence ou

le développement d'une classe moyenne dans les pays dits émergents, tandis que celle des pays développées devrait s'appauvrir à l'image de la Grèce.

Les puissances d'hier vont être supplantées par celles qui disposent des richesses naturelles dont l'exploitation est à l'origine du profit... On a déjà expliqué tout cela en détail dans le site dans de précédentes causeries.

Haut de page ↗

Le 7 avril

CAUSERIE

Inadmissible !

Ni le Front de gauche ni le PS ne sont et ne seront en mesure de s'attaquer résolument au chômage, à la précarité et à la pauvreté, dans la mesure où ils refusent de rompre avec le capital et ses institutions.

En 1981, les uns et les autres (OCI-LCR-LO) ont fait acte de soumission envers le Front populaire (PS-PCF-MRG) en exigeant des députés du PS et du PCF qu'ils prennent des mesures favorables à la classe ouvrière, ce qui leur était impossible, puisque pour se faire il aurait fallu qu'ils rompent avec le capital, alors qu'en réalité ils étaient des représentants du capitalisme. Depuis, quand ils n'ont pas sombré dans une forme de gauchisme de circonstance, ils n'ont cessé d'entretenir des illusions dans ces partis qui servent de remparts au régime en décomposition de la Ve République.

En avril 1917 Lénine considérait que nous n'avions rien à exiger d'un "*gouvernement de capitalistes*", surtout pas qu'il "*cesse d'être impérialiste*". Contrairement à ces partis, jamais Lénine n'a élevé le front unique au rang de stratégie, privilégiant le combat politique sur la base du programme et des objectifs de son parti, le parti bolchevik, pour à la fois faire progresser le niveau de conscience politique des masses, les organiser et construire le parti indispensable au renversement du régime et à la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

"Aucun soutien au gouvernement provisoire ; démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses (...). Le démasquer, au lieu d'«exiger» — ce qui est inadmissible, car c'est semer des illusions — que ce gouvernement, ce gouvernement de capitalistes, cesse d'être impérialiste." (Extrait du rapport présenté à la réunion des bolcheviks participant à la Conférence panrusse des soviets de délégués ouvriers et soldats du 4 avril 1917 - CERMTRI)

Le POI fait pression sur les élus du PS et ses satellites pour qu'ils ne votent pas la ratification des deux derniers traités européens signés le mois derniers à Bruxelles, alors qu'ils ne peuvent y être que favorables en tant que partis inféodés au capital. Donc le POI reprend à son compte la stratégie que condamna Lénine.

Ainsi, au lieu de "*démasquer*" le PS et ses satellites et de "*démontrer le caractère entièrement mensonger de toutes (leurs) promesses*", le POI s'emploie à faire croire aux travailleurs et aux militants qu'ils seraient capables de rompre avec l'Union européenne pour peu qu'on fasse pression sur eux, autrement dit, ceux qui se détournent de ces partis ou n'ont aucune confiance en eux, ont tort d'agir de la sorte, pour un peu si on suivait ce raisonnement jusqu'au bout, ils feraient mieux de rejoindre ces partis pour en infléchir la politique droitière ou changer leurs dirigeants, s'ils ne le font pas, qu'ils ne viennent pas se plaindre ensuite, on en arrive implicitement à l'argument fétiche et fétide des staliniens.

Le double langage habituel.

On pourrait nous rétorquer que le POI ne ménage pas ses critiques envers le PS et ses satellites, certes, mais dans quelle perspective politique, la subordination du mouvement ouvrier à ces mêmes partis à travers la campagne qu'ils ont lancé en direction de leurs dirigeants, extrait de la résolution du bureau national du POI du 31 mars "*Continuer à s'adresser aux candidats du Front de gauche, du Parti socialiste pour leur proposer de se prononcer ensemble contre la ratification du traité de Bruxelles.*" (IO n° 194 page 8)

Leur objectif n'est pas que les masses prennent leur destin en main dans la perspective d'un gouvernement ouvrier dont seraient exclus le PS et ses satellites, mais de s'en remettre une nouvelle fois à ces partis, via la stratégie du front unique, véritable mystification et machine de guerre contre toute tentative des masses exploitées de se rassembler sur la base d'une politique indépendante des appareils.

Ce n'est pas nouveau. Extrait de la Contribution à la discussion préparatoire du XXVIII Congrès du PCI de Stéphane Just (1984) :

"... ce qui donne toute sa dimension à la lutte pour le front unique des organisations ouvrières n'est-ce pas la revendication adressée aux dirigeants, aux députés du PS et du PCF : " Vous êtes la majorité à l'Assemblée nationale, décidez qu'elle est souveraine, décidez que le gouvernement émane d'elle et réponde devant elle, décidez d'une autre politique qui rompe avec la bourgeoisie. " ?"

Discours qui à l'époque témoignait déjà de l'impuissance ou de l'incurie politique de ceux qui les tenaient, absolument rien n'a changé depuis. Au passage vous comprendrez pourquoi nous affirmons qu'ils sont sclérosés ou que nous avons à faire à des charlatans, des aventuriers.

28 ans plus tard, on retrouve les mêmes suppliques stériles adressées aux "*candidats du Front de gauche, du Parti socialiste*" : camarades, ne voyez-vous pas que vous êtes dans l'erreur, ne voyez-vous pas que vous faites le jeu de l'ennemi, le MES et le TSCG sont mauvais, si, si puisqu'on vous le dit, faites preuve de lucidité, prenez conscience que ces traités sont tournés contre les intérêts des travailleurs, ayez la bonté de penser aux conséquences catastrophiques qui en découleront pour eux et leurs familles, cessez de n'avoir d'yeux que pour le régime, cessez d'être ce que vous êtes ou vous avez toujours été on pourrait ajouter ; qu'allons-nous devenir, l'heure est grave, prenez enfin vos responsabilités, entre nous, ils les ont déjà prises... mais en sens inverse, ce qui est logique, normal, naturel chez eux, ce que justement les dirigeants du POI se refusent à reconnaître. Pourquoi ? Peut-être parce qu'ils ne peuvent décidément pas se passer de ces partis, pour ainsi dire ils seraient au mouvement ouvrier ce que la femme est à l'homme voyez-vous, ce dont je conçois volontiers quant à la seconde assertion ! Mais pourquoi, vous vous dérobez ou quoi ? Non, pas du tout, chaque chose en son temps, parce qu'ils ont abandonné la perspective de la révolution socialiste mondiale, ils n'y croient plus.

Mais encore ? Ils considèrent que toute solution politique passera obligatoirement par ces partis. Dites-donc et si c'était vrai ? Et alors qu'est-ce que cela changerait, cela n'invaliderait en rien notre démonstration, car en réalité toute solution politique favorable à la classe ouvrière verra le jour à la fois contre le régime en place et contre ces partis qui le soutiennent, ces partis ayant été au pouvoir une multitude de fois et pendant de nombreuses années depuis le début du XXe siècle, la preuve est faite que loin d'être un passage obligé ou une nécessité pour avancer vers un véritable gouvernement ouvrier, ces partis et leur gouvernement en étaient la négation, l'antithèse, l'obstacle à abattre en réalité, ils ne pouvaient ouvrir la voie qu'au retour du parti de l'ordre au pouvoir ou pire encore, frayer la voie au fascisme et à la guerre.

Cependant il y a un hic dans votre démonstration, le gouvernement de front populaire de février 1917 a bien débouché sur la révolution socialiste d'octobre. C'est vrai et c'est faux à la fois pour plusieurs raisons, tout dépend quels facteurs on privilégie. Prenons-en un au hasard.

Contrairement au POI, le parti bolchevik n'a pas démasqué et combattu les partis démocratiques petits-bourgeois (caractérisation formulée par Lénine) menchevik et socialiste révolutionnaire corrompus par la bourgeoisie pour qu'ils se présentent sous un jour plus favorable aux ouvriers et ainsi mieux les tromper, pour qu'ils rompent avec la bourgeoisie puisque les faits avaient prouvé amplement qu'ils en seraient toujours incapables, ce que Lénine avait parfaitement intégré dans sa ligne politique, mais au contraire pour mieux mettre en lumière leur véritable nature afin que le prolétariat et la paysannerie pauvre s'en détournent, pour qu'ils se défassent de leurs illusions dans le gouvernement et se tournent vers le parti bolchevik alors minoritaire dans les soviets, condition pour que la révolution aille à son terme...

A aucun moment Lénine ou le parti bolchevik depuis 1903 n'avait inclus dans leur stratégie le passage obligé par un gouvernement de type front populaire, sans la faiblesse du parti bolchevik au début de la révolution en février 1917 ce gouvernement n'aurait sans doute jamais vu le jour. Inutile de préciser qu'il n'a jamais été un objectif pour Lénine et qu'il n'a jamais oeuvré dans cette direction-là ni en Russie ou ailleurs. Ce sont uniquement les conditions de l'époque et les rapports entre les classes qui ont favorisé l'émergence de cette forme de pouvoir contre-nature, et qui pour cette raison était voué à disparaître rapidement, parfois violemment (Espagne, Chili).

Les différentes tactiques auxquelles eut recours le parti bolchevik présentèrent la particularité d'être toujours subordonnées à l'objectif final qu'il s'était fixé sans jamais s'en écarter, ce qui excluait de concevoir l'existence d'un gouvernement de front populaire comme un passage obligé, donc sans jamais l'inclure comme perspective politique, au contraire, le parti bolchevik ne pouvait concevoir qu'un gouvernement des partis ouvriers sans ministres bourgeois auquel il aurait pu participer si cette condition avait été remplie notamment, ce qui ne fut pas le cas.

Si la lutte des classes n'est pas rectiligne ou ne présume pas des voies qu'elle sera amenée à emprunter dans chaque pays en fonction de son contexte, cela ne signifie pas qu'elle devrait forcément emprunter les mêmes voies que par le passé ou qu'elle devrait forcément emprunter une voie plutôt qu'une autre, en revanche, ce dont on est certain, c'est que la lutte de classe du prolétariat pour avancer vers son objectif, devra passer inconditionnellement par une voie coïncidant avec son indépendance de classe, dont justement le front populaire est la négation puisqu'il l'enchaîne au capital.

Le combat du parti bolchevik n'a jamais consisté à redorer le blason des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, mais à les liquider politiquement, condition préalable à la victoire de la révolution de 1917, entre autres. Dans le même registre, Lénine pourfendait également les partisans de l'unité à tout prix, ce qui n'en faisait pas pour autant un adversaire du front unique

dans certaines circonstances précises, y compris avec le parti bourgeois Cadet contre Nicolas II, pas à n'importe quelle condition, Lénine précisant que l'unité devait se réaliser sur les bases définies par le parti bolchevik.

Dans le même document Stéphane Just brûlait si je puis dire, il était près de comprendre que le mot d'ordre d'unité ou de front unique pouvait présenter plus d'inconvénients que d'avantages selon l'usage qu'on en faisait, malheureusement il nous a quitté sans avoir mené au bout sa réflexion.

"On ne peut, cependant, faire abstraction que, en réalisant " l'union de la gauche " , les dirigeants du PS et du PCF prétendent avoir réalisé " l'unité " et le gouvernement actuel est justement l'expression de ce genre " d'unité" de ces organisations. Pas plus que l'on ne peut faire abstraction du fait que les dirigeants des syndicats conjuguent " l'unité" et la division pour faire passer la politique réactionnaire du gouvernement et du capital et, qu'alors même qu'ils font un pas en avant en réponse aux aspirations des travailleurs ou de la population, c'est pour mieux contrôler d'éventuels mouvements et les dévoyer."

L'unité sous la direction de ces partis n'a jamais abouti à autre chose, pire, elle a desservi notre cause à l'arrivée, puisqu'elle a servi d'obstacle à la construction du parti révolutionnaire en renvoyant sans cesse les masses vers ces partis, merci pour eux !

Seule la réalité pour peu qu'on la saisisse permet de venir à bout des illusions et non des calculs d'appareils ou je ne sais quoi. A ceux qui se plaignaient de manquer d'inspiration, Trotsky répondait que la réalité était une source d'inspiration illimitée pour peu qu'on la regarde en face. Peu importe à la limite ce qu'incarne le PS et ses satellites, ce qui nous importe c'est ce qu'ils n'incarnent pas et ne peuvent pas incarner, ce que vivent au quotidien les travailleurs, de quelle manière ils le vivent, ce qui les conduit à se poser des questions et à passer à l'action, à s'organiser, à rejoindre les rangs de l'avant-garde révolutionnaire combattant pour la révolution socialiste.

Vers où que l'on se tourne, on a l'impression qu'on veut nous imposer un carcan, vous ne trouvez pas ? (A suivre)

Les documents auxquels j'ai fait référence sont disponibles dans le site à la page : <http://www.luttedeclasse.org/partidestravailleurs.htm>

Bruit de campagne

Sarkozy ne supporte que la contradiction convenue, orchestrée, par lui-même de préférence !

Coup de théâtre à Sciences Po. Nicolas Sarkozy aurait dû clore la journée présidentielle 2012 organisée ce 5 avril par le magazine ELLE. Alors que le candidat de l'UMP devait commencer sa prestation à 17 heures, dix minutes plus tard, il n'était toujours pas arrivé. Bruce Toussaint et Valérie Toranian arrivent alors sur scène. " *Merci pour votre patience. Car vous l'avez sans doute imaginé, les choses ne se déroulent pas comme prévu...* ", nous annonce le journaliste d'Europe 1. " *Nous venons d'apprendre avec beaucoup de regret que Nicolas Sarkozy ne viendrait pas* ", poursuit la directrice de la rédaction de ELLE. La cause ? "

" *Son équipe de sécurité a estimé que les conditions n'étaient pas réunies pour que son débat et son arrivée se fassent dans de bonnes conditions* ", poursuit Valérie Toranian, faisant référence au fait que des étudiants avaient pris place à l'intérieur du bâtiment pour scander des slogans. (elle.fr 06.04)

Si maintenant tartuffe est contesté jusque dans ce temple de la pensée unique, où va-t-on franchement ? Ne vous méprenez pas, je n'ai pas choisi (hier après-midi) la source de cette info (elle.fr), celle-ci ne figurait nulle part ce matin dans les news mises en ligne par Yahoo, un pur hasard sans doute...

Tout un programme !

La petite phrase du discours de Mélenchon à Toulouse qui a tout gâché : " *La France doit impulser une rénovation des organismes de l'ONU.*" (lepoint.fr 06.04)

Non monsieur Mélenchon, quand on se prétend de gauche, la seule position correcte consiste à rompre avec toutes les institutions du capital au niveau national, européen et international, donc en premier lieu avec l'ONU et l'UE, sinon votre discours et votre programme tiennent davantage de la mystification, de l'illusionnisme, de l'aventurisme...

Yellow submarine.

Selon Pierre Laurent, Nicolas Sarkozy " *perd les pédales*". Ce dernier avait affirmé, un peu plus tôt, sur RTL, que Bernard Thibault " *était membre du bureau politique du PCF*".

Il souligne également que "le respect de l'indépendance syndicale est depuis de longues années un principe intangible du PCF".

Le secrétaire général de la CGT a lui-même réfuté vendredi cette affirmation, jugeant que Nicolas Sarkozy "*travestit la réalité des faits*". "*Je rappelle que cela fait plus de 10 ans que je ne siège plus dans une instance de direction d'un parti politique.*"

Bernard Thibault a en revanche été membre de 1997 à 2001 du conseil national du PCF, sorte de parlement du parti. (lexpress.fr 06.04)

Actualité en titres

Au-dessus de tout soupçon..

- Sarkozy : «*A l'évidence*», Woerth n'a pas reçu de sommes en liquide en 2007 - Liberation.fr

- Nicolas Sarkozy attaque le "*système mafieux*" du PS - L'Express.fr

Pour qui roulent-ils ?

- Pierre Laurent: Sarkozy est en train de "*perdre les pédales*" - Lexpress.fr

- Dupont-Aignan: Mélenchon "*ira sur le pédalo de Hollande, à la fin*" - AFP

- Entre "*l'austérité*" et l'alliance avec le Front de Gauche, le PS va devoir choisir - L'Express.fr

Mauvaise question, le Front de gauche ne se donnant pas les moyens politiques pour réaliser les mesures minimums contenues dans son programme, que le PS gouverne avec ou sans le Front de gauche ne changera rien, faire croire le contraire c'est emboîter le pas à l'illusionniste Mélenchon.

Par contre et c'est cela qui nous intéresse, c'est parce que cela ne changera rien (en mieux) à la vie de tous les jours des travailleurs que le Front de gauche va être confronté à de sérieux problèmes s'il gouverne au côté du PS ou soutient son gouvernement.

Il y en a qui passent leur temps à entretenir des illusions dans le PS et ses satellites, notamment en s'adressant à leurs élus, nous, nous les poussons à l'extrême pour qu'elles éclatent, afin que les travailleurs et militants prennent leur distance ou rompent avec ces partis liés au capital, deux démarches différentes, deux conceptions de la lutte de classe inconciliables parce qu'elles ne partent pas et ne poursuivent pas le même objectif.

Il parle pour lui.

- Bartolone : "*La crise empêche l'enthousiasme*" - LePoint.fr

Trop ou pas assez.

- Un Smic à 1700 euros, est-ce possible ? - Liberation.fr

- La France menacée ? Les marchés jugent les programmes présidentiels insuffisants - Atlantico.fr

Ils sont bien discrets ces derniers temps à propos de la France, ils ne veulent pas gêner leur candidat attiré en difficulté, Sarkozy. On n'attendra pas longtemps avant qu'ils se déchaînent...

Oh le vilain mot !

- À Toulouse, Jean-Luc Mélenchon promet révolution et souveraineté - Reuters

- Mélenchon à Toulouse : un discours révolutionnaire - LePoint.fr

C'est marrant, comme en Tunisie, en Egypte, en Libye ou en Syrie, les révolutionnaires ne seraient pas ceux qu'on croit... A qui la faute ?

On se fait du bien comme on peut !

- Dufлот: "quoi qu'il arrive", la candidature Joly "aura fait du bien" - AFP

Les barbouzes du Palais sur le pied de guerre :

- Trafic de grenouilles dans les Vosges - LeFigaro.fr -

INFOS EN BREF

Politique

1- Mali

Les rebelles touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) ont proclamé vendredi l'indépendance du territoire qu'ils occupent dans la moitié nord du Mali, une sécession immédiatement rejetée par l'Union africaine, l'Algérie voisine, les Etats-Unis et la France.

Dans un communiqué signé par le secrétaire général du MNLA, Billal Ag Acherif, et daté de Gao, le mouvement précise que cette décision, annoncée au lendemain de l'arrêt des combats par les séparatistes, prend effet immédiatement.

"Le comité exécutif du MNLA appelle la communauté internationale dans son ensemble à reconnaître immédiatement, dans un esprit de justice et de paix, l'indépendance de l'Etat de l'Azawad", écrit Acherif.

Le mouvement annonce en outre reconnaître les frontières avec les Etats voisins et promet de créer un Etat démocratique fondé sur les principes de la Charte des Nations unies. (Reuters 06.04)

2- Syrie

Les Etats-Unis et l'OTAN main dans la main avec al-Qaïda ?

Différentes sources tendent à confirmer que les Etats-Unis, l'OTAN et leurs alliés dans les Etats arabes du Golfe collaborent avec les terroristes d'al-Qaïda pour renverser le gouvernement syrien. Ce dernier a accusé des groupes terroristes étrangers d'être responsables de nombreux attentats qui ont secoué la Syrie.

Alors que l'opposition tient pour responsable le régime lui-même, des sources du renseignement américain, des observateurs de la Ligue arabe et le dirigeant actuel d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, indiquent que les accusations du gouvernement de Bachar al Assad sont justes. En plus des attentats au véhicule piégé à Damas, deux autres attentats-suicides ont eu lieu à Alep. Des responsables du renseignement américain ont confié à un journaliste de McClatchy News (Washington) qu'al-Qaïda en Irak (AQI) était vraisemblablement responsable des quatre attaques.

Al-Zawahiri lui-même a confirmé dans un enregistrement vidéo que son organisation intensifie ses opérations en Syrie, tout en condamnant le «*tyran de Damas*» et son gouvernement dans un langage, soit dit en passant, similaire à celui du Président Barack Obama et de l'ambassadrice américaine aux Nations Unies Susan Rice.

Quant aux équipes d'observateurs de la Ligue arabe, elles constatent, dans leur rapport officiel du 20 janvier, que des «groupes armés» combattant l'armée syrienne avaient commis un nombre important d'attentats et d'assassinats à la fois de civils et de policiers. Les conclusions des équipes – qui n'ont pas été communiquées aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU – précisent, entre autres, qu'un journaliste français à Homs a été «*tué par des tirs de mortier venant de l'opposition*», que c'est l'opposition qui a monté un «*attentat contre un bus civil, décimant huit personnes et en blessant d'autres, y compris des femmes et des enfants*», et qu'il existe une «*entité armée*» dans l'opposition qui tue des civils et provoque le gouvernement syrien pour qu'il riposte par la violence.

Selon EIR, les militants font partie des djihadistes salafistes soutenus par les Saoudiens, ayant la même structure et la même idéologie qu'al-Qaïda, qui ont infiltré la Syrie à partir de la Libye, l'Irak et l'Arabie saoudite.

La Turquie, pays membre de l'OTAN, a joué un rôle clé dans l'opération en Libye et fournit à l'opposition syrienne du soutien logistique et des bases.

Selon le site internet israélien Debkafile, des forces spéciales qataries et britanniques aident les militants basés à Homs, tout

en évitant de prendre part directement aux hostilités, et fournissent un soutien logistique. Et selon David Gray de Reuters, citant une source israélienne, des troupes britanniques et qataries supervisent les livraisons de munitions aux rebelles ainsi que la tactique utilisée dans la bataille sanglante à Homs. Quatre centres d'opération ont été installés dans la ville, et les troupes sur place préparent le terrain pour une incursion militaire clandestine de forces turques. De plus, pour l'analyste politique Alexander Eterman de Tel Aviv, tout le monde sait que la Grande Bretagne, Israël, les Etats-Unis et la France ont des unités de forces spéciales en Syrie. (Source : Strategic Alert) (Liesi 05.04)

Social

France

Le président du conseil de surveillance de la SNCM, Gérard Couturier, évoque la menace d'un plan social de 800 emplois au sein de la compagnie maritime frappée par des difficultés internes et une mauvaise conjoncture économique.

La réduction probable de la délégation de service public dont elle bénéficie sur le trafic avec la Corse, le risque de devoir rembourser à l'Etat entre 30 et 50 millions d'euros et l'effondrement du marché des lignes maritimes sur le Maghreb font peser une menace directe sur près de la moitié des emplois de la SNCM (Société nationale maritime Corse Méditerranée).

Il évoque notamment la décision que doit rendre cet été la Commission européenne sur les fonds qui ont été versés par l'Etat à la SNCM durant la période de 1990 à 2006. Cette affaire a été plaidée fin 2011 et la décision est attendue pour cet été.

"Si jamais les fonds incriminés sont requalifiés en aides, alors il faudra rembourser de 30 à 50 millions d'euros à l'Etat", dit Gérard Couturier, précisant que lors de la privatisation une clause prévoyait qu'en cas d'obligation de remboursement les repreneurs pourraient "sortir".

Veolia Environnement a fait part mercredi de son intention de reprendre directement les deux tiers du capital de la compagnie maritime SNCM qu'il détient actuellement conjointement via Veolia Transdev avec la Caisse des dépôts (CDC).

"Tout cela peut mener à la mise en place d'un plan social qui pourrait concerner de l'ordre de 800 emplois", affirme Gérard Couturier dans un entretien à La Provence de vendredi.

Le chiffre d'affaires de la SNCM en 2011, qui emploie 1.617 salariés, est estimé à 280 millions d'euros. La compagnie a transporté 922.300 passagers sur le marché de la Corse mais le trafic a chuté de 34% sur la Tunisie et de 24% sur l'Algérie. (Reuters 06.04)

Economie

1- France

1.1- Au creux de la vague...

Le déficit commercial de la France s'est nettement creusé en février par rapport au mois précédent, atteignant 6,398 milliards d'euros, ont annoncé vendredi les Douanes.

Le déficit des 12 mois achevés fin février s'est établi à 70,051 milliards d'euros. Le solde négatif record enregistré par la France en 2011 a par ailleurs été une nouvelle fois révisé à la hausse à 70,437 milliards, après une première révision à 70,104 milliards d'euros effectuée le 8 mars. (lefigaro.fr 06.04)

1.2- Totalemment irresponsable.

La cour de cassation pourrait annuler la procédure judiciaire du naufrage en 1999 du pétrolier Erika, à l'origine d'une marée noire géante sur les côtes bretonnes, ce qui suscite la colère des élus, associations et acteurs de tous bords de ce dossier.

Dans son avis pour l'audience de la Cour de cassation, prévue le 24 mai, l'avocat général, M. Boccon-Gibod, conclut à "la cassation sans renvoi" de l'arrêt de la cour d'appel de Paris, en faisant valoir que la justice française n'était pas compétente car le naufrage est survenu en dehors des eaux territoriales et que le navire battait pavillon maltais.

Les avocats des collectivités territoriales dans le dossier Erika soulignent à l'inverse que "ce serait en vain qu'on dissocierait le lieu de survenance de celui des effets puisque c'est le délit de pollution et non le naufrage en tant que tel qui a été poursuivi".

Me Jean-Pierre Mignard et Emmanuel Tordjman soulignent aussi qu'à ce stade, la décision n'est pas encore prise et que "*seuls les magistrats de la chambre de la cour de cassation sont souverains*".

Une précision utile tant la publication de ce document a suscité de réactions d'indignation.

La Cour de cassation peut, ou non, suivre l'avis de l'avocat général. Sa décision ne sera pas forcément connue dès le 24 mai car elle peut la mettre en délibéré. (AFP 06.04)

2- Italie

Les banques italiennes ont pris environ le quart des 1.000 milliards d'euros de liquidités à trois ans proposées à taux réduit par la Banque centrale européenne (BCE) en décembre et en février, d'après les chiffres publiés vendredi par la Banque d'Italie.

Les banques italiennes ont pris 116 milliards d'euros lors de l'offre de refinancement à long terme (LTRO) de la BCE en décembre et 139 milliards d'euros lors de celle de février. (Reuters 06.04)

3- Corée du Sud

Samsung dévoilait vendredi ses résultats trimestriels préliminaires. Les chiffres détaillés sont attendus le 27 avril.

Samsung a enregistré sur la période janvier-mars un bénéfice d'exploitation de 5.800 milliards de wons (3,92 milliards d'euros), quasiment doublé en rythme annuel.

Le chiffre d'affaires ressort à 45.000 milliards de wons.

D'après Choi Do-yeon, analyste pour LIG Investment & Securities, ces résultats meilleurs que prévu suggèrent des marges solides sur les téléphones mobiles.

"Les marges sur les combinés devraient avoir dépassé 20% et les bénéfices de cette activité sont attendus à plus de 4.000 milliards de wons. C'est vraiment un résultat extraordinaire et il pourrait y avoir d'autres surprises dans les trimestres à venir, à mesure que rebondissent les autres activités, comme les mémoires", commente-t-il.

Les analystes interrogés par Reuters s'attendent à ce que Samsung ait vendu 44 millions de smartphones au premier trimestre, un niveau record et en hausse de 25% par rapport au trimestre précédent.

Le titre Samsung a gagné plus de 25% depuis le début de l'année et a atteint mercredi un niveau record.

Sur la même période, l'action Apple a plus que doublé, valorisant le groupe américain à plus de 582 milliards de dollars -trois fois la capitalisation boursière de Samsung.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 avril

CAUSERIE

Une petite chronique indienne pour se détendre en début de semaine, si je puis dire, car dans notre milieu ils sont rares, je parle pour moi, le milieu ouvrier pauvre je précise, vous lirez plus loin pourquoi.

J'ai passé la matinée d'hier chez un de mes beaux-frères, Karnan. Il inaugurerait un petit bureau qui servira (bénévolement) d'aide sociale aux habitants de la commune où il habite, une des plus importantes de la banlieue de Pondichéry. Il se propose de recevoir les doléances de la population et d'essayer de trouver des solutions à leurs problèmes en les soumettant au député du Parti du Congrès, parti dans lequel il est adhérent de longue date.

Cela nous a valu la visite de ce député, et ce que je ne savais pas, c'était que mon beau-frère avait décidé que je serais le parrain ou le président d'honneur de son association qui comporte quelques membres, du coup j'ai eu le droit à une longue accolade avec ce député devant les caméras et photographes de la principale chaîne de télévision de Pondichéry et de plusieurs quotidiens. Je me suis prêté au jeu pour faire plaisir à mon beau-frère, car il avait une autre idée derrière la tête.

Sa famille a été spoliée des terres qui lui appartenaient dont une partie est irrécupérables puisqu'ayant été revendues à plusieurs personnes depuis de nombreuses années, il reste un grand terrain vague d'environ un hectare qui devait revenir à ma belle-mère par filiation directe puisqu'il appartenait à son mari depuis décédé, sauf que plusieurs membres de leur famille revendiquent ce terrain, le titre de propriété qui remonte à plus d'un demi-siècle n'étant pas clair, de plus le gouvernement leur a fait savoir qu'il entendait se saisir d'une partie de ce terrain pour je ne sais quelle raison, sauf que pour cela il faut que le propriétaire soit clairement identifié pour que l'expropriation puisse avoir lieu, mon beau-frère a eu l'idée de s'entendre avec le député du coin pour résoudre le problème auquel le gouvernement était confronté en échange de la reconnaissance de propriété sur la partie restante. Bref, on appelle cela du clientélisme. Mes beaux-frères ont tenté plusieurs actions en justice depuis 20 ans, en vain, c'est donc leur dernier recours pour recouvrer une infime partie des terres que des membres de leur famille et d'autres personnes leur ont volées.

Depuis trois semaines j'ai récupéré ma belle-mère, comme lors de chaque séjour de mon épouse en Inde. Elle n'est pas encombrante, à son contact j'ai l'impression de retourner plusieurs siècles en arrière, l'évolution de l'Inde ces dernières années a été trop rapide pour elle, elle n'y comprend rien, elle était habituée à se laisser vivre ou à vivre comme autrefois, sans trop de besoins, en s'en remettant à la fatalité, le tout sur fond de superstitions et d'obscurantisme religieux, Sauf que de nos jours, vivre ainsi se traduit par des problèmes qui n'existaient pas hier encore, il y a deux décennies seulement, problèmes qui peuvent rapidement dégénérés ou prendre une sale tournure, par exemple se retrouver à la rue sans rien ou quasiment abandonnée de tous, situation inimaginable il y a peu.

Ses fils ont tout juste de quoi survivre et sont très mal logés, elle m'est redevable de les avoir bien aidés depuis que j'ai revendu ma maison, elle a au moins compris cela. Avant que j'achète une voiture à Karnan pour faire taxi, il était au chômage depuis des mois et il se laissait aller et déprimait grave comme disent les jeunes, depuis il bosse et a repris goût à la vie.

Hier soir, sa soeur (mon épouse) m'a rapporté une discussion qu'ils ont eu dans l'après-midi après mon départ. Il lui a dit qu'il ne me comprenait pas, qu'il ne comprenait pas pourquoi j'étais différent des autres "Blancs", pourquoi j'étais "*correct*" et "*honnête*", il s'étonnait que je n'ai pas de relations avec les expatriés du consulat et du lycée français, il se demandait comment je faisais pour vivre comme cela, sans jamais m'emmerder, toujours seul, un truc à se flinguer pour un Indien habitué à vivre dans la promiscuité ou toujours très entouré, il y a peu deux ou trois générations vivaient sous le même toit. Ce qu'il ne comprend pas, parce qu'il a de l'estime pour moi, c'est pourquoi au consulat, à l'Alliance française ou au lycée français il ne donne pas de travail à quelqu'un d'aussi bien que moi, pour faire bref.

Je me suis demandé ce que je pouvais répondre à cela, il m'a fallu quelques instants pour dire à Magueswary qu'elle n'aurait qu'à lui répondre que je n'avais pas la même conception de la société et par conséquent des rapports entre les gens que les autres "*Blancs*" qui sont là pour profiter des avantages que leur situation leur confère, ce qui n'est pas un crime ou un reproche, mais par contre il a raison de leur reconnaître le même penchant que la plupart des Indiens qui se foutent de tout, ce qui n'est pas mon cas. Je ne peux pas lui dire que l'hédonisme à la Onfray n'est pas mon truc, elle ne comprendrait pas, disons que je suis quelqu'un de simple, ouvert, direct et que les gens n'aiment pas cela en général, cela les trouble, les emmerde, ils préfèrent les gens superficiels qui se la pètent, qui parlent à tort et à travers en se regardant le nombril, qui se montrent, qui pratiquent la flatterie et l'hypocrisie à tout va, bref, tout ce que je déteste, donc je ne fais aucun effort pour leur être agréable ou lier des relations avec eux, du coup ils m'oublient et c'est très bien ainsi, je les assimile à des privilégiés qui se comportent comme des parasites ou des colons et je n'ai pas du tout l'intention de leur ressembler, ce qui serait possible, mais alors je me demanderais quel sens donner à ma vie.

Ma situation est assez anachronique, incompréhensible aux yeux de beaucoup, j'en conviens. En réalité, je n'ai vraiment rien à foutre en Inde et je devrais déjà être rentré en France depuis des années, sauf que la situation en France s'est tellement dégradée que cela m'est devenu quasiment impossible, sauf à plonger dans la pauvreté, ce à quoi je ne tiens pas du tout, et puis tout le monde y perdrait au change, ma belle-famille en premier lieu.

Et puis, je grogne parfois, mais je suis bien en Inde, je me suis habitué aux Indiens, un Indien ou un Français c'est du pareil au même, un Blanc ou un Noir c'est du pareil au même, ici c'est moi l'étranger, parfois on me le rappelle, je ne me pose jamais ce genre de questions, je n'ai pas besoin de faire un effort pour me placer sur le terrain de la lutte des classes, même dans mes rêves et dans mes cauchemars elle est omniprésente, je baigne dans la misère humaine que Rocard voulait tenir à distance, comme quoi y compris sur ce plan-là, je me sens totalement étranger au PS qui me donne envie de vomir chaque fois que j'y pense.

Je me permets de brocarder les faiblesses de mes semblables parce que leur triste condition me rend malade, je me souviens encore qu'autrefois j'ai vécu pareille situation et que ma vie aurait pu ressembler à la leur le restant de mes jours, le pire destin que l'on puisse souhaiter à quelqu'un. Vous avez l'habitude de me voir couper les cheveux en quatre pour répondre à un tas de questions, et bien avec mes beaux-frères ou leurs copains je fais la même chose, je me creuse ou casse la tête pour arriver à leur expliquer quelque chose qu'ils n'ont pas compris, pour leur rendre service, quelque chose qui a un rapport direct avec leur mode de vie ou leur comportement de tous les jours, ce qui nécessite que je me mette un moment à leur place, que je pense avec leur tête, ce qui est loin d'être gagné d'avance, c'est un exercice qui nécessite que je fasse totalement abstraction de ma culture, de mes connaissances et des mes expériences, tout en les utilisant pour qu'ils saisissent ce que j'essaie de leur dire, alors quand on y arrive, cela vaut tous les awards (récompenses) du monde, pour être honnête, c'est rare d'y parvenir. Mon beau-frère a compris

un truc et je n'y suis pour rien. Je lui balance une idée, il l'essaie, l'essai est concluant, il adopte et s'en sent mieux ainsi. C'est donc son expérience qui lui permet d'avancer et de mieux comprendre les choses. Il ne les comprend pas au premier abord, mais si j'en fais une présentation très simple, c'est à lui ensuite d'écrire la suite. Au premier abord, il y avait son idée qu'il a essayé de me vendre puisqu'il s'agissait d'argent, l'achat d'une voiture d'occasion pour qu'il puisse faire le taxi et gagner sa vie honnêtement en travaillant, cela m'allait très bien, j'ai adopté son idée, je lui ai fait confiance. Du coup, ensuite j'ai réussi à lui caser mon idée qu'il a testée, c'était pour lui rendre service, cela ne me coûtait et ne me rapportait rien

Pourquoi ? Parce qu'ici la société et les rapports sont beaucoup plus compliqués qu'en France, on part de gens qui n'ont pas été beaucoup à l'école, qui ne connaissent rien à rien ou presque, il existe une sorte d'atavisme très puissant, des habitudes ancestrales qu'ils reproduisent sans réfléchir, et garent à celui qui s'en écartent ou ne les respectent pas, il sera excommunié, banni de la communauté, de sa famille, c'est la déchéance qui le guette, mais comme dorénavant la société voue à la déchéance ceux qui ne suivent pas le mouvement, je me saisis de cette faille ou de cette contradiction que secrète la société pour les aider à penser librement ou plus librement et faire sauter les obstacles qui leur interdisent de penser et agir autrement.

Parfois je m'aperçois que Karnan n'agit pas conformément à ses intérêts mais par obligation, ils sont bourrés d'obligations et d'interdictions à un point inimaginable, cela dépasse l'entendement, c'est d'ailleurs pour cette raison que parfois je ne le comprend pas, parce que je ne peux pas m'imaginer qu'il existe un code qui régit ses mouvements jusque dans les moindres détails de sa vie, cela m'échappe et c'est normal, d'où la nécessité de faire preuve d'une attention particulière, soutenue, permanente envers lui si je veux vraiment lui être utile à quelque chose.

Ici, la société, c'est un boulet, un carcan, un joug, une véritable camisole de force, le mot liberté est banni, inconnu, incongru, déplacé, incompréhensible. Un Indien ne fera pas l'effort de se le représenter, et c'est compréhensible dans la mesure où il ignore totalement à quoi il pourrait s'appliquer. Maintenant, avec les profondes transformations que connaît la société depuis ces dernières années, on pourrait concevoir qu'il pourrait en avoir un aperçu, je pense au développement des moyens de transports (moto ou scooter) et de communications (téléphone portable et Internet, en vain, car les rapports ne changeant pas pour autant dans la société, ce qu'il a gagné en liberté, il l'a perdue en qualité de vie, déjà qu'elle était plutôt un cauchemar quotidien, elle tourne à la tragédie, un véritable enfer.

J'ai noté cela en observant de quelle manière les rapports entre mes beaux-frères et leurs épouses s'étaient dégradés, en France pas un couple ne tiendrait une semaine sans en venir au mains ou se séparer, ici on divorce très rarement, c'est tabou, par contre on se fout volontiers sur la gueule ou on s'insulte copieusement. Ils n'ont aucune idée de la lutte des classes, et les rapports à l'intérieur des couples sont l'équivalent de ceux qui existent dans une entreprise privée entre un syndicaliste révolutionnaire et un patron de droit de divin, horribles, explosifs. Je ne vous raconte pas des blagues, imaginez un instant, tous mes beaux-frères envisagent de se suicider et leurs potes que je connais sont dans une situation similaire, comment je le sais, parce qu'ils en parlent avec mon épouse qui en a les larmes aux yeux, cela la rend malade aussi. Comment voulez-vous que je sois insensible à cette situation ?

C'est extrêmement complexe comme question à aborder, parce que mes beaux-frères ne sont pas très fûtés et leurs épouses non plus. Quand on a quelque chose dans la tête, on peut essayer de discuter tranquillement, on peut trouver des compromis acceptables pour les deux parties, mais quand on a affaire à des gens bêtes, bornés, obtus, têtus, c'est très difficile. Un exemple. Mon beau-frère Kandavel est technicien en climatisation, il n'a pas d'horaires, un client lui téléphone, il se rend chez lui. Son épouse le harcèle au téléphone (génial le portable, bonjour la liberté !) pour qu'il rentre à 21h maximum, mais parfois il n'a pas travaillé de la journée et c'est seulement en fin de journée qu'un client l'appelle, donc soit il bosse et il a un salaire, en prime il se fait engueuler en rentrant chez lui, soit il ne bosse pas et il rentre les poches vides et elle l'engueule aussi, elle le traitera d'abruti ! Le pauvre garçon n'en peut plus, je me mets à sa place.

Je constate que les difficultés auxquelles sont confrontés la majorité des travailleurs indiens ne sont pas différentes de ceux que rencontrent les couches de travailleurs les plus défavorisés ou les plus durement frappés par la survie du capitalisme en France. Pourquoi ce parallèle ? Parce qu'en France on a pris l'habitude d'entendre certains dirigeants affirmer au cours des dernières années que la situation aurait basculé à l'occasion de la remise en cause de certains droits sociaux ou de l'adoption de certaines mesures particulièrement réactionnaires, mettant en avant les conséquences et nouvelles difficultés qui ne manqueraient pas d'en découler pour les travailleurs, etc.

C'est marrant, en observant les préoccupations quotidiennes que rencontrent les travailleurs indiens, j'ai eu l'impression de replonger dans mon enfance et mon adolescence lorsque je vivais chez mes parents, mon père était menuisier en bâtiment, nous étions évidemment très pauvres et mal logés.

Des millions de travailleurs en France n'ont pas attendu qu'EDF soit privatisée pour avoir des difficultés pour payer leurs factures d'électricité, des millions de travailleurs n'ont pas attendu la crise actuelle du logement pour être mal logés, des millions de travailleurs n'ont pas attendu la dernière crise pour se serrer en permanence la ceinture ou ne pas pouvoir envoyer leurs gosses en vacances, des millions de travailleurs n'ont pas attendu que les dirigeants du mouvement ouvrier veuillent bien se pencher sur leur triste sort pour connaître des rapports exécrables au sein de leurs propres familles, finalement, il aura fallu que la crise du capitalisme finisse par toucher les couches les plus favorisées du prolétariat auxquelles appartiennent ces dirigeants ou dont ils représentent les intérêts, pour qu'ils en arrivent au constat qu'il y a décidément quelque chose qui ne tourne pas rond dans

cette société, situation que nous avons parfaitement identifiée avant eux.

C'est là qu'on se rend compte à quel point ces dirigeants et leurs partis sont étrangers à la classe ouvrière, et si ces partis sont si peu enclins à remettre en cause l'Etat et les institutions, à populariser le socialisme, c'est parce qu'ils représentent les couches supérieures du prolétariat qui sont redevables envers l'Etat de leur situation privilégiée. Leurs illusions dans l'Etat est à la mesure des avantages qu'il leur concède, encore. Ainsi, ce n'est pas trop la société toute entière qui aurait basculé dans un nouveau modèle de société, mais ces couches qui se trouvent maintenant confrontées à des difficultés qu'elles ignoraient jusque là mais que des millions de travailleurs connaissaient depuis toujours.

Ces partis ne sont en fait que les porte-parole de ces couches embourgeoisées. Ce sont elles qui se mobilisent principalement lors des meetings de Mélenchon. Ils laissent le soin au FN et au PCF notamment de s'adresser à ce qu'on appelle les "classes populaire" pour ensuite se poser en antifascistes ou antistaliniens, sur ce plan là non plus rien n'a changé depuis 70 ans. On s'aperçoit que s'il faut bien des intellectuels pour construire des partis ouvriers, sans ouvriers ou si peu, cela demeure impossible de construire un parti révolutionnaire, simple constat.

Pour clore cette introduction, je vous propose d'écouter trois guitaristes exceptionnels qui nous feront oublier quelques instants la médiocrité (intellectuelle) de notre époque : Al Di Meola, John McLaughlin et Paco De Lucia : Mediterranean Sundance Rio Ancho.

http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=FWfKwzsSoFM

Bruit de campagne

1- Le président-candidat du lumpenprolétariat de la bourgeoisie (l'aristocratie financière)... et de l'extrême droite.

Samedi, en meeting à Saint-Raphaël, dans le Var, le président-candidat s'est très clairement adressé à ces électeurs dans une région, le sud-est, où le Front national réalise des scores importants, comme il l'avait déjà fait vendredi soir à Caen.

"Je veux dire que votre souffrance, je la comprends mais que le vote pour le Front national augmentera ces souffrances, ne résoudra pas ces souffrances et que le vote pour le Front national dans 15 jours au premier tour servira M. Hollande, comme il y a 20 ans le vote pour le Front national servait François Mitterrand", a-t-il dit.

"Les Tartuffe qui donnent des leçons de morale et qui ont profité de la montée de l'extrême-droite pour assurer une majorité dans notre pays, ça a pénalisé qui ? Ça a pénalisé la droite républicaine et le centre, ça a favorisé la gauche, voilà la réalité sur les rapports de force dans notre pays", a-t-il ajouté.

"A ceux de nos compatriotes qui veulent la gauche, je veux vous dire vous aurez la Grèce et vous aurez l'Espagne. Voilà le résultat qu'on peut attendre d'un tel choix !" a-t-il conclu. (Reuters 07.04)

Après avoir renforcé l'appareil répressif de l'Etat au cours de son mandat, dans la foulée de celui qu'il avait assumé en tant que ministre de l'Intérieur, après avoir monté ou favorisé le déclenchement de l'affaire Merah suivie de rafles à grand spectacle médiatique dans les milieux dits islamistes radicaux, il a logiquement fortement droitisé son discours au point en dernier ressort de se présenter comme un candidat d'extrême droite s'adressant à ses électeurs.

Qu'il l'assume n'a rien d'étonnant. Il est le type même de personnage à l'ambition dévorante dont ont besoin ceux qui détiennent le pouvoir et le manipulent, il apparaît comme étant leur homme providentiel, celui qu'ils ont fabriqué au cours des décennies précédentes, au point qu'il s'est pris à ce jeu et se croit désormais investi d'un destin "*historique*", avec lequel celui de la France correspondrait, cela va de soi. La preuve.

2- Mégalomanie galopante. Sarkozy, un phénomène "*historique*", plutôt deux fois qu'une... si possible.

Le chef de l'Etat dit vouloir "*parler au peuple français dans son ensemble et dans sa diversité*". "*Je ne découpe pas l'électorat en tranches: la gauche, la droite, le centre... L'enjeu est vraiment historique*" ajoute-t-il dans le même interview. (AFP 07.04)

Ce sont des propos très gaulliens, à la façon d'un monarque quoi ! Il voulait sans doute dire que le pouvoir ne se "découpe" pas en "*tranches*" et que la dictature du capital ne doit souffrir de répit.

3- Les fossoyeurs du socialisme sont à l'honneur, profitez-en !

«*François Hollande est aujourd'hui l'otage de M. Mélenchon après avoir été celui d'Eva Joly et des factions du Parti socialiste*», affirme Nicolas Sarkozy dimanche dans une interview au JDD.

«Je ne recevrai pas de leçon de celui qui a été premier secrétaire du PS pendant dix ans, et qui devra rendre des comptes sur le fait que ses trois principales fédérations aient maillé à partir avec la justice, dans l'Hérault, le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône. À ma connaissance, l'UMP n'a affaire avec la justice sur aucun sujet. Je rappelle que le PS voulait se rassembler avec enthousiasme derrière Dominique Strauss-Kahn. En matière de morale publique, je les invite à une certaine discrétion», conclut-il. (20minutes.fr 08.04)

Ceux qui appellent à voter Hollande se font les complices du discours de Sarkozy, qui malheureusement n'est que trop juste quand son analyse porte sur le PS. Ce sont eux qui vont faire perdre Hollande, comme ce sont ceux qui n'ont rien à perdre et dont les partis ouvriers et les syndicats se détournent qui s'abstiendront lors de ces élections.

Qu'il fasse feu de tout bois peut en choquer certains, alors que cela n'a rien d'étonnant, on n'a encore rien vu en la matière...

Il faut vraiment être sans scrupule, sans principe et dénué de toute qualité morale, de dignité ou atteint d'amnésie ou encore être habité par une crasse ignorance pour avoir fait partie un jour d'un tel parti politique. A côté, les militants ou responsables de l'UMP, du MoDem ou du FN inspirent le respect parce qu'ils assument la politique réactionnaire qu'ils défendent, alors que ceux du PS doivent se présenter masquer et manoeuvrer pour camoufler la véritable nature de leur parti afin de tromper les travailleurs de ce pays.

4- Parole de nantis.

Dans un entretien à *Paris Match*, la chanteuse Françoise Hardy s'immisce dans la politique «Même aujourd'hui. Je vais d'ailleurs être obligée de déménager, de quitter Paris à cause de l'ISF. "Je crois que la plupart des gens ne se rendent pas compte du drame que l'ISF cause aux gens de ma catégorie. Je suis forcée, à pas loin de 70 ans et malade, de vendre mon appartement et de déménager. [...] Je paie 40.000 euros d'ISF par an. Si Hollande le multiplie par trois, qu'est-ce que je fais? Je suis à la rue. Je comprends les gens qui quittent le pays à cause des impôts", explique Hardy. (20minutes.fr 08.04)

Madame, vous avez gagné des millions d'euros au cours de votre carrière, vous avez apparemment bien vécu pour vous retrouver sans le sou au crépuscule de votre vie. Des millions de travailleurs qui ont eu une vie autrement plus difficile que la vôtre se retrouvent avec des retraites misérables parfois inférieures à 500 euros, eux contrairement à vous, ils n'ont jamais eu le privilège d'économiser pour leurs vieux jours. Par malheur certains d'entre eux sont déjà à la rue, tandis que des millions d'autres doivent se priver sur tout pour assurer le quotidien, alors qu'ils ont tout donné à la société par leur travail.

On n'a franchement pas envie de vous plaindre, votre "*drame*" nous laisse totalement indifférent, d'autant plus qu'il vous suffira de revendre votre appartement pour vivre confortablement le restant de vos jours. Vous, vous comprenez "*les gens qui quittent le pays à cause des impôts*", nous, nous comprenons les travailleurs qui n'ont pas de problème de déménagement parce qu'ils sont déjà à la rue, on n'appartient décidément pas au même monde.

Vite sortez vos mouchoirs pour les berceuses du régime !

Jeudi, Patrick Bruel l'avait précédé dans une interviewé sur RTL «Je suis très content de participer à une solidarité, très content de reverser une grande partie de ce que je gagne. Là, ça atteint des proportions où ça devient limite confiscatoire et spoliateur.» (slate.fr 07.04)

Fin mars dans Le Parisien, Eddy Mitchell s'était offusqué : «A part taper sur les riches... mais ça, c'est de la démagogie facile. Et c'est pas nouveau.» (id)

Georges Moustaki a fait savoir qu'il voterait Philippe Poutou, tandis que Bernard Lavilliers voterait Jean-Luc Mélenchon, eux au moins ils n'ont pas renié leurs origines modestes.

De la Bastille à l'auberge espagnole.

Une centaine de partisans du NPA, et quelques militants du Front de gauche, ont assisté à la réunion publique de M. Poutou organisée dans une auberge de jeunesse à Mulhouse (Haut-Rhin) (AFP 07.04)

INFOS EN BREF

Politique

Libye

Trois cents personnes ont défilé vendredi à Benghazi, deuxième ville de Libye, pour réclamer la dissolution des milices formées pendant la guerre civile.

Dans le cortège se trouvaient une cinquantaine de véhicules de l'armée et de la police. "Pas de milices, pas de brigades ! une armée, un drapeau !", ont scandé les manifestants.

"Nous demandons aux groupes armés et aux milices qui occupent les camps militaires, les commissariats de police, les écoles ou toute autre propriété de l'Etat de les rendre immédiatement, sans quoi nous prendrons les mesures nécessaires pour les récupérer, même si cela suppose la force", a averti un officier de l'armée de l'air, s'adressant à la foule. (Reuters 07.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 10 avril

CAUSERIE

Parole d'internaute

1- En Grèce

Après l'annonce du service payant des services de police en Grèce, certains disent leur privatisation, puis ce sera au tour de la justice, la barbarie sera de retour et nous ferons un bond en arrière, pas de quelques décennies ou siècles, mais de deux millénaires, la démocratie sera redevenue le pendant de l'esclavage, et sur le plan idéologique, l'idée dominante justifiera le recours à l'esclavage comme moyen pour assurer la survie de tous, mais pas à la même date. C'est hallucinant, mais rien ne dit que le régime ne sera pas renversé avant d'en arriver à cette extrémité.

Je repensais à cette fonctionnaire grecque dont le salaire a chuté de 2 300 euros à 750 et à qui on annonce de nouvelles mesures d'austérité, elle sera prise à la gorge, il ne lui restera plus qu'à se soulever et renverser l'ordre établi, c'est l'objectif pour lequel il faut nous combattre, donner cette perspective politique aux masses exploitées et opprimées qui à un moment donné réaliseront qu'elles n'ont vraiment plus rien à perdre sinon leur dignité, ce qu'elles ont de plus chère, car c'est à elle que l'on doit de pouvoir encore concevoir la liberté.

Il arrive un moment où le stade de l'insupportable est atteint et dépassé, ce qui déclenche une sorte de déclic qui fait tout sauter, on estime logique de s'organiser, alors que la veille encoe on trouvait cela absurde ou ridicule, ce qu'on avait cessé de penser réalisable se concrétise sous nos yeux ou est à la portée de la main, c'est stimulant et redonne espoir. C'est un processus gagnant, puisque c'est nous qui détenons le pouvoir en produisant les richesses, il ne nous manque plus que le pouvoir politique pour abolir les privilèges des capitalistes. Et comme on ne peut pas conquérir le pouvoir politique sans parti politique, c'est donc notre tâche prioritaire de construire ce parti.

Pour le moment on piétine, il se peut qu'on assiste à une accélération brutale de la radicalisation des masses exaspérées par la politique du gouvernement et la dégradation violente de leurs conditions de vie et de travail.

- "Voilà donc l'une des conséquences (inattendues?) du plan d'austérité. Si cela est confirmé, il s'agit après avoir bradé les bijoux de la reine (l'infrastructure immobilière de l'État) de brader ce qui était dans les prérogatives régaliennes de l'État central en Europe: police, justice demain?, le social étant déjà mort et enterré. Jusqu'où ira donc cette folie? Sans être grand clerc on peut s'attendre à une explosion populaire d'une rare violence après que nos frères grecs viennent à bout du désespoir! Droit de révolte? A ceux qui continuent à voir le monde avec un optimisme naïf, prenez gare que cet optimisme ne devienne criminel à ne pas dénoncer l'insupportable. Car la crise dont on était soi-disant sorti, on va nous dire très bientôt que finalement elle ne fait que commencer comme l'a annoncé il y a peu Stiglitz. Courage, fuyons! ou résistons!"

Fuir où, puisque la même politique est ou va être appliqué dans tous les pays de l'UE ? Résister, comment ? En s'organisant et en se fixant l'objectif politique de renverser le régime et prendre le pouvoir, ce qui nécessitera de renouer avec le socialisme, car sans théorie révolutionnaire et sans le parti qui va avec, pas de révolution victorieuse possible.

2- En Tunisie

La révolution tunisienne, on devrait plutôt dire le soulèvement révolutionnaire tunisien, a permis de mettre en lumière les faiblesses du mouvement ouvrier, tout particulièrement l'absence d'un véritable parti communiste pour en prendre la direction, une des conditions indispensable pour qu'elle ait une chance d'être menée à son terme, laissons ici de côté ce que chacun entend par là.

Elle a démontré aussi que seule le prolétariat pouvait prétendre diriger la révolution et que lorsqu'elle est dirigée par une couche de la bourgeoisie associée à la petite-bourgeoisie, elle ne dépassera pas le stade d'une révolution bourgeoise qui se traduira par l'acquisition de nouveaux droits politiques pour la classe ouvrière sans qu'elle soit appelée à gouverner et sans que ses principales revendications sociales soient satisfaites.

Quand le niveau d'organisation et de conscience politique du prolétariat sont trop faibles, le pouvoir échoit forcément à la bourgeoisie, une couche en remplaçant une autre au pouvoir, etc. c'est ce à quoi on a également assisté au cours de la seconde moitié du XXe siècle en Afrique à travers une multitude de coups d'état militaires, des révolutions avortées ou stoppées nettes une fois l'armée ayant choisi, non pas son camp, mais la couche de la bourgeoisie qu'elle soutiendrait en accord avec le ou les impérialismes avec lesquels elle avait déjà des liens.

On pourrait aussi pointer la faiblesse du développement économique qui conduit les différentes couches de la bourgeoisie à s'accaparer les richesses produites dans des proportions telles qu'il ne reste plus que d'infimes miettes à distribuer à la classe ouvrière vouée à végéter, ce qui freine son développement et la confine à jouer un rôle auxiliaire dans la société au côté de l'une ou l'autre couche de la bourgeoisie, ne parvenant pas au-delà du syndicalisme à se doter d'une véritable expression politique qu'on nommera indépendante par défaut.

Comme dans tous les autres pays, le mouvement ouvrier gangrené par le réformisme et le stalinisme peine à affirmer l'indépendance de classe du prolétariat sur le plan politique. Dès qu'une formation politique voit le jour, elle se détermine par rapport à l'un ou à l'autre pour finalement être récupérée, devant les tâches qui l'attendent et devant lesquelles leurs dirigeants reculent, de compromis en témoignages de soumission à l'ordre établi, elle finit par ressembler à n'importe quel parti et n'inspire pas davantage confiance, de telle sorte qu'elle est incapable de se développer sur le terrain propre de la classe ouvrière, abandonnant ou s'écartant de ce celui-ci pour adopter une forme de consensus avec le régime en place. On pourrait dire que ces formations politiques ont commencé à se décomposer dès le premier jour, et pour cette raison elles ne peuvent pas prétendre à la direction des masses exploitées, elles sont condamnées à marcher à la remorque des partis institutionnels parlant en leur nom.

Pour détourner la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie de formations se réclamant du socialisme, quand les partis réformiste et stalinien sont trop faibles ou discrédités au point de ne pas pouvoir attirer vers eux la classe ouvrière (et la paysannerie pauvre), la bourgeoisie met en scène des partis islamistes qui auront pour tâche de diviser la classe ouvrière et de la détourner de la lutte de classe, la dévoyer au profit de la religion, qui se situant sur un plan subjectif renverra la satisfaction de ses besoins matériels à un au-delà hypothétique rempli de chimères, tandis que la bourgeoisie conservera le pouvoir et pourra continuer de satisfaire ses besoins sur le plan objectif, matériel, économique.

Dans les pays comme la France, ce sont Les Verts puis le PdG qui remplissent cette fonction de nouveaux remparts du régime, dressant de nouveaux obstacles entre la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie, montant l'une contre l'autre ou les différentes couches qui les composent.

Dans le cas des Verts, il s'agissait de détourner l'attention de la petite-bourgeoisie et des couches supérieures de la classe ouvrière vers un autre objectif que le socialisme, en s'appuyant sur leur aspiration à vivre mieux tout de suite, ce qui devait se traduire par une plus grande intégration (subordination au capitalisme) dans la société et l'adoption de son idéologie dominante résolument tournée contre la classe ouvrière.

Tous les mouvements qui mettent en scène un des facteurs des rapports sociaux en faisant abstraction des autres ne peuvent être que nature réactionnaire, car ils s'inscrivent dans le cadre du régime en place sans manifester l'intention de le dépasser, ils cherchent à tirer vers eux le meilleur de la société telle qu'elle existe par qu'ils y trouvent leur compte, ils espèrent uniquement en obtenir davantage sans combattre pour la changer, puisque finalement elle leur va très bien comme elle est.

Si l'intérêt porté à un des aspects de la société peut se traduire par un éveil politique, la plupart du temps il épouse plutôt les contours d'une forme d'obscurantisme, de dogmatisme et de sectarisme où l'éclectisme domine en guise de contenu, ce qui laisse la porte ouverte à toutes les formes de manipulation et de récupération possibles.

Ces aspects particuliers (écologie, féminisme, laïcité, etc.) présentent l'avantage pour ceux qui dirigent ces formations politiques et ceux qui détiennent le pouvoir, d'être commun à toutes les classes, de correspondre à des aspirations communes à toutes les classes de la société, de telle sorte que la recherche d'un consensus entre elles apparaîtra comme quelque chose de naturel, un objectif stratégique favorable à la stabilité du régime.

Au lieu de s'attaquer aux rapports sociaux de production d'où découlent tous les rapports dans la société, on en extrait un parmi ces derniers qu'on décrète supérieur aux autres ou prioritaires, en pratiquant de la sorte on permet à la bourgeoisie et ses laquais de s'occuper du reste à notre place, et c'est ainsi que finalement rien ne change fondamentalement.

Les ONG et les associations à but dit humanitaire remplissent le même rôle chacune dans leur domaine. Elles servent aussi bien à préserver les intérêts de ses membres que ceux de la classe dominante à laquelle ils sont subordonnés, puisque c'est elle qui

les subventionne ou les entretient par différents canaux plus ou moins opaques. A la soumission idéologique vient s'ajouter la dépendance économique qui les enchaîne encore davantage au régime.

Pour la réaction, il s'agit de créer le plus de liens possibles entre les classes de façon à ce que la classe ouvrière ne parvienne pas à entrevoir son destin autrement que lié à celui de la bourgeoisie, de donner un sens pratique à son indépendance de classe qui demeure plus théorique qu'autre chose lorsque tous les syndicats et partis sont corrompus jusqu'à la moelle.

Institutions, partis de droite comme de gauche, syndicats ouvriers et patronaux, ONG et associations à caractère social, le tout entretenant des relations convenues et fraternelles, ont tissé une gigantesque toile dans laquelle tout jeune travailleur est pratiquement condamné à tomber quand il s'engage pour une cause ou une autre.

Son rejet d'un des aspects du capitalisme auquel il est le plus sensible, ne doit pas se transformer chez lui en un rejet total du capitalisme qui pourrait le jeter dans les bras du socialisme. Des obstacles et des remparts ont été dressés sur son chemin pour freiner sa progression dans cette direction ou l'en écarter le plus possible. Quand ils sont usés, ils en créent d'autres, par exemple le PdG, qui vient à point nommé remplir le rôle que le PS ne peut plus assumer pour le compte du régime en place.

Un parti issu du PS et comme lui profondément ancré dans le capitalisme, au point de ne pouvoir envisager l'avenir politique du pays indépendamment de l'ONU et de l'UE. La phraséologie ouvriériste de Mélenchon ne sert qu'à couvrir la véritable nature de ce parti. Le PS ne parvenant plus à mobiliser la classe ouvrière pour le compte des couches de la petite-bourgeoisie qu'il représente, c'est dorénavant le PdG associé au PCF qui s'y colle.

- "Antipathique est un terme le plus doux pour qualifier le gouvernement de la triade sous l'hégémonie indiscutable du parti qu'on dit islamiste, alors qu'il n'est qu'un parti rétrograde, réactionnaire dont le seul objectif n'a jamais été autre que le pouvoir. Les problèmes multiples dans lesquels se débat la population constituent des motifs largement suffisant pour manifester, non seulement dans la capitale mais partout dans le pays.

Deux images se font de plus en plus claires dans la société : l'image de l'arrogance et de l'opulence de ceux qui ont pris le pouvoir et l'ostentation de leur train de vie – du jour au lendemain – devenu luxueux, alors qu'avant le 14 janvier 2011, la plupart se faisaient passer pour des pauvres qui n'arrivent même pas à donner à manger à leurs enfants. Un journal vient de publier que les simples « parlementaires » voyagent à l'intérieur du pays par avion, logent dans les hôtels luxueux de la capitale (ce qui coûte au trésor 400 millions de dinars) reçoivent un salaire complémentaire de 2, 500 dinars etc. Et que dire des ministres, du premier ministre, du président qui se trouve tout à fait à l'aise dans le même palais qu'avait occupé son pire ennemi, le dictateur qui a fui en Arabie. Là est la première image. La deuxième est celle de peuple totalement démunie dans une précarité totale à tous les niveaux dans un paysage urbain défiguré enveloppé dans une anarchie inouïe.

Ce gouvernement dont les personnages avant même d'arriver au pouvoir n'ont jamais inspiré confiance ni crédibilité aucune, n'ont fait que provoquer la population et leurs gaffes monumentales ne se comptent plus. Pourtant, ils ne sont au pouvoir que depuis moins de six mois et ils entendent y rester pour les décennies ou les siècles à venir. Aujourd'hui ils – quoi que soit leur argumentation - n'ont fait qu'agrandir la méfiance et enlever toute crédibilité ou respect. Un gouvernement du genre ne diffère en rien de la dictature, il est même pire."

Bruit de campagne

1- Parole de charogard.

Dans une interview au Monde datée de mardi, l'eurodéputé écologiste, Daniel Cohn-Bendit ironise sur les discours du candidat FG. "Moi aussi, je veux bien refaire l'histoire à ma sauce, ça n'est pas bien compliqué, mais c'est tellement simplificateur. La vie, ce n'est pas aussi simple qu'un discours de Jean-Luc Mélenchon", déclare-t-il.

Selon lui, "l'émergence de cette gauche, jacobine, centralisatrice et caricaturale est pain bénit pour Nicolas Sarkozy". Et cela parce que "cela lui permet de désigner à l'opinion cette gauche littéralement gangrenée par la question nationale, bloquée idéologiquement sur la question européenne et fondamentalement anti-Occident".

"La montée en puissance de Jean-Luc Mélenchon fait bien l'affaire du président sortant", résume le responsable écologiste.

Daniel Cohn-Bendit critique le raisonnement du Front de gauche, qui "vient de signer un texte contre la décentralisation" et "prône la renationalisation de l'ensemble du secteur de l'énergie, qui serait donc placé sous la tutelle de l'Etat".

"Une sottise", aux yeux de Daniel Cohn-Bendit, qui estime que "pour amorcer la transition énergétique, il y a une chose à faire: casser le monopole d'EDF", et l'engager au niveau européen. Pour lui, les marges de manoeuvre pour réaliser les investissements nécessaires sont "au niveau de l'Europe". (AFP 09.04)

Ce réactionnaire, qui aurait bien vu Sarkozy présider l'UE, a passé sa vie à "*refaire l'histoire à (sa) sauce*", condition de sa survie politique... artificielle, en Allemagne car en France apparemment la sauve verte a tourné au vinaigre. La vie est assurément plus "*simple*" quand on adopte un discours compatible avec le capitalisme plutôt que de le combattre (sous un angle déformé s'agissant de Mélenchon.)

Après les diverses taxes qui ont vu le jour grâce au zèle des Verts en France, voilà que le Cohn qui prête à Mélenchon de servir d'"*idiot utile à Sarkozy*" se propose d'en introduire une de plus, cette fois sur les factures téléphoniques : - Il relève qu'avec une "*taxation de 0,1% sur chaque appel téléphonique passé en Europe, en plus de la taxe sur les transactions financières, on pourrait rassembler, selon les calculs, entre 50 à 80 milliards d'euros par an*".

Comme il est contre la socialisation des moyens de production (la renationalisation d'EDF, etc.), et qu'il dénie à l'Etat de remplir une fonction sociale, ces 50 à 80 milliards seraient destinés aux capitalistes. Pour qui roule EE-Les Verts, on a ici la réponse.

2- Si, si, Hollande propose bien une "**politique de gauche**".

Conseiller du candidat du Front de gauche à la présidentielle, Eric Coquerel a réaffirmé lundi 9 avril au matin que s'il n'est pas présent au second tour, Jean-Luc Mélenchon appellerait à voter "*pour faire battre Nicolas Sarkozy*" mais qu'"*en l'état*" son programme était "*incompatible*" avec celui de François Hollande, et qu'il ne devrait donc pas y avoir "*de participation au gouvernement, ni des communistes, ni du Front de gauche*" en général.

"*Les programmes de Jean-Luc Mélenchon et de François Hollande sont-ils incompatibles ?*", a demandé le journaliste Jean-Michel Apathie. "*En l'état actuel, oui bien sûr*", a répondu Eric Coquerel. François Hollande propose une politique qui en 2013 vise à réduire les déficits à 3 %, ça fait 54 milliards d'économie. "*Nous estimons qu'on ne fait pas une politique de gauche avec ça.*"

"*Entre le scénario catastrophe de Nicolas Sarkozy et une politique de gauche qui certes ne nous convient pas mais qui est celle de François Hollande, on choisira*" a-t-il ajouté. (lemonde.fr 09.04)

Commentaire d'un internaute qui est plus honnête que Coquerel, mais qui ne va pas assez loin : "*je préfère le capitalisme version Hollande que le libéralisme version Sarkozy*".

Il ne va pas assez loin, parce que ce n'est pas Hollande qui va s'attaquer à la domination de la finance au sein du capitalisme mondial. Il l'a déjà démontré en rassurant la City à Londres, les banquiers et les actionnaires qui continueront de se goinfrer, ils y ont pris goût et c'est seulement par la révolution socialiste que nous leur ferons perdre, définitivement !

Vous voyez monsieur Coquerel, la différence qu'il y a entre vous et nous, c'est que vous vous optez pour le capitalisme à la mode hollandaise, tandis que nous nous en tenons au socialisme étranger à Hollande... et à vous apparemment.

Quand monsieur Coquerel évoque la "*politique de gauche*" de Hollande, on s'étrangle ! Il devrait dire la politique réactionnaire de Hollande qui à la marge donne satisfaction partiellement à certaines couches de la petite-bourgeoisie tout en donnant des gages de bonnes intentions en direction des capitalistes. Question : que fait Sarkozy sinon exactement la même chose envers d'autres couches de la petite-bourgeoisie ou parfois les mêmes en ciblant des fractions de celles-ci qui lui sont acquises.

Tous ces partis parasites ont également pour fonction de brouiller les frontières qui délimitent les différentes classes sociales. Pour le compte de qui, devinez ?

INFOS EN BREF

Politique

Tunisie

Des heurts ont éclaté lundi à Tunis entre policiers et des milliers de personnes hostiles au gouvernement qui tentaient de manifester sur l'avenue Habib Bourguiba, la grande artère de la capitale interdite à tous les rassemblements depuis la fin mars.

Quelque 2.000 personnes venues du siège voisin de la grande centrale syndicale, à l'avant-garde de la "révolution de jasmin" qui a balayé en janvier 2011 le régime Ben Ali, se sont heurtées à des policiers en tenue anti-émeute devant le ministère de l'Intérieur situé sur cette avenue.

Lundi, des manifestants ont accusé Ennahda de se comporter en "*nouveaux Trabelsi*", le clan familial honni de l'épouse de l'ex-président Ben Ali accusé par les Tunisiens de corruption dans les dernières années du règne de Zine ben Ali. "*Les gens en ont marre des nouveaux Trabelsi !*", scandait la foule.

"*Le peuple veut la chute du régime !*", lançaient les manifestants en reprenant à leur compte l'un des slogans-phares de la "*révolution de jasmin*", précurseur du "*printemps des peuples arabes*". (Reuters 09.04)

Social

Japon

Sony va supprimer quelque 10.000 emplois, soit environ 6% de ses effectifs mondiaux, d'ici la fin de l'année, rapporte le journal Nikkei, précisant que ces mesures affecteraient la division chimique du géant électronique japonais ainsi que celle fabricant des écrans LCD de petite et moyenne taille. (Reuters 09.04)

Economie

Portugal

Le montant emprunté par les banques portugaises à la Banque centrale européenne a progressé de 18% en mars par rapport à février pour atteindre la somme record de 56,3 milliards d'euros, a annoncé lundi la banque centrale lusitanienne.

Selon Teresa Gil Pinheiro, chef économiste de Banco BPI, la hausse enregistrée en mars s'explique en partie par la forte participation des banques portugaises aux opérations de refinancement proposées par la Banque centrale européenne.

En décembre et février, elle a mis sur le marché un total de plus de 1.000 milliards d'euros.

Cette forte progression reflète également la frilosité des banques de la zone euro, qui rechignent à se prêter les unes aux autres. (Reuters 09.04)

Haut de page ↗

Le 11 avril

CAUSERIE

Je me suis fendu de deux articles. Vous vous en foutez sans dout. C'est la raison pour laquelle je les ai insérés dans la page d'accueil du site ! Soyons lucide en toute circonstance, au singulier, dans le sens de n'importe laquelle.

Harceler par des messages m'invitant à ajouter des "*amis*" à ma page Facebook que j'ai créée pour la forme disons, elle est restée vide depuis en dehors de l'adresse du site, j'ai donc décidé hier d'aller voir qui sont mes nouveaux "*amis*".

- En Espagne : Cgt Enseñanza Andalucía Fase-cgt
- En Turquie : KurdishWomen Rights
- Au Brésil : Maria, salariées de la préfecture municipale de Belo Horizonte
- En Grande-Bretagne : un travailleur ou un militant ou un lecteur de The London Progressive Journal, un hebdomadaire.
- En France :

Un militant de la Tendance Léniniste-Trotskyiste (IVe Internationale) ;
Lucien Bataille Socialiste (<http://bataillesocialiste.wordpress.com/>)

Parole d'internaute.

- "*Pour ceux qui ne le savent pas : BVA = Vincent Bolloré (actionnaire majoritaire), ami de Nicolas Sarkozy. CSA = Vincent Bolloré (actionnaire à 100%). TNS Sofres = Martin Sorrell, patron très libéral, proche de Nicolas Sarkozy. Ipsos = Didier Truchot et Jean-Marc Lech, de notoriété publique, proches de Nicolas Sarkozy. Ifop = Laurence Parisot, présidente du Medef. OpinionWay = Hugues Cazenave, ancien UMP et d'Occident, proche de Nicolas Sarkozy.*" (elysee.blog.lemonde.fr 10.04)

Propagande, manipulation, intox. Au Mali les maîtres du monde emploient la même recette qu'en Libye et en Syrie.

Deux mille personnes ont défilé mardi à Bamako, la capitale du Mali, pour réclamer une intervention internationale contre les

rebelles touaregs et islamistes qui ont pris le contrôle du nord du pays.

"*Nous demandons à la communauté internationale de remplir son devoir et de défendre l'intégrité du territoire malien*", a déclaré Mahamadou Dioura, l'un des organisateurs de la manifestation de Bamako.

Les quinze pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) se préparent à mettre sur pied une force d'intervention de 3.000 hommes chargée d'empêcher une nouvelle progression des insurgés plutôt que de reprendre le terrain perdu.

La France, ancienne puissance coloniale, a offert un appui logistique mais a exclu l'envoi de troupes sur le terrain. (Reuters 10.04)

Ça balance.

L'ex-patronne d'Areva Anne Lauvergeon dénonce dans une interview publiée mardi sur le site de l'hebdomadaire *L'Express* les méthodes du PDG d'EDF Henri Proglio et révèle certaines de ses conversations avec Nicolas Sarkozy.

Evoquant ses propres relations avec Nicolas Sarkozy, elle confie avoir décliné en 2007 une offre du président alors nouvellement élu de la nommer au ministère de son choix. "*Il ne composait pas un gouvernement, il recrutait pour un casting*", explique-t-elle. "*Je crois au volontarisme du temps long, pas au volontarisme de l'instant, prétexte à une agitation médiatique*", ajoute-t-elle.

Mme Lauvergeon n'épargne pas non plus Alexandre de Juniac, l'actuel PDG d'Air France et ancien directeur de cabinet de Christine Lagarde à Bercy.

Elle rapporte que Nicolas Sarkozy lui a proposé lors d'un entretien la direction d'Air France. "*J'ai refusé, en m'étonnant, puisque Alexandre de Juniac, un de ses grands amis, était candidat pour le poste. Il m'a dit: +Alexandre est un ami, mais il n'a pas le niveau, il ne sera jamais président d'Air France. Il faut être sérieux+*", raconte-t-elle. (AFP 10.04)

Bruit de campagne

La réaction ne désarmera pas

- Marchés : la France est sous pression électorale.

En France, on assiste à la multiplication des scénarios fiction décrivant les conséquences d'une victoire de François Hollande le 6 mai prochain. Yves de Kerdrel du *Figaro*, décrit l'effondrement de la bourse de Paris après une déclaration du futur Ministre des Affaires Sociales sur « *la retraite à 60 ans qui doit devenir un droit inaliénable pour tous* » et une fuite de la prochaine Garde des Sceaux sur un projet de loi « *interdisant les licenciements boursiers et prévoyant l'entrée systématique de quatre représentants du personnel aux conseils d'administration de sociétés de plus de 250 personnes* ». The Economist dans un article intitulé « *Terreur* » décrit le mouvement de déplacement de sièges sociaux de sociétés françaises vers le Luxembourg. (Atlantico.fr 10.04)

No limit, alors tout est possible... ou presque.

Extrait d'une interview de Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction de *L'Humanité* par Atlantico.fr. Mon intervention figure entre parenthèses.

Atlantico : Alors que Jean-Luc Mélenchon avait exclu toute participation du Front de Gauche (FG) à un gouvernement socialiste, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent vient d'affirmer le contraire dans les colonnes de *L'Humanité*. Les divergences entre communistes et mélenchonistes au sein du FG sont-elles en train de réapparaître ?

Patrick Apel-Muller : Je ne vois pas quelle division il pourrait y avoir. Ce que dit Pierre Laurent, c'est qu'il n'y a pas de limites aux ambitions du Front de Gauche – ce qui a toujours été la démarche du mouvement.

(Rectifions : les illusions qu'ils véhiculent et qui sont associées aux contradictions de ses différentes formations et du FdG lui-même, constituent les limites amenées à devenir rapidement explosives pour la survie du FdG. Ce ne sont pas les "*ambitions du Front de Gauche*" qui déterminent uniquement son existence, mais aussi ou surtout la manière dont les travailleurs le perçoivent autant que leurs attentes qui seront forcément déçus. Les conditions objectives l'emportent sur les manoeuvres d'appareils nous enseigne la lutte de classe du passé.)

Jean-Luc Mélenchon a exprimé une prise de position individuelle : il porte les espoirs d'une autre politique à la présidentielle, on le voit donc mal s'annoncer ministre.

(Qu'est-ce qu'il dit là, qu'il était candidat au trône de monarque le temps d'une campagne électorale, pour se satisfaire d'un modeste strapontin de ministre une fois la campagne à peine terminée ?)

Ce sur quoi tous les partenaires du FG sont d'accord, c'est qu'il n'est pas question de mettre en place une politique d'ultra austérité comme Papandréou ou Zapatero. En fonction des résultats et de la dynamique créée par l'élection, il est donc normal que le Front de Gauche souhaite peser sur un futur gouvernement de gauche.

Les progrès faits par François Hollande, comme la taxation à 75% ou l'attention nouvelle portée aux banlieues, sont encore insuffisants. Il faut donc continuer à faire évoluer le rapport de force avec le PS.

("Peser" signifie soutenir dans leur langage. Comment ? Par divers artifices, notamment en refusant de mobiliser les masses dans l'unité contre le capital et les institutions, contre le gouvernement et l'UE, le FMI, l'ONU.

Pourquoi fait-il référence au "*rapport de force*" (avec le PS) ?

C'est la formule habituelle des capitulards ou des traîtres, des agents du capital accomplissant leur sale besogne au sein du mouvement ouvrier. Comment cela fonctionne ? C'est très simple.

- Un, ils annoncent que le rapport de force n'est pas favorable aux travailleurs ;
- Deux, ils se proposent d'agir pour le renverser en faveur des travailleurs ;
- Trois, ils proposent des actions, qui autant par leur forme que par leur contenu ne peuvent que diviser les travailleurs (et leurs partis) au lieu de les rassembler sur des objectifs clairs ;
- Quatre, ils constatent que la mobilisation n'est pas au rendez-vous ou pas suffisamment forte ;
- Cinq, ils déclarent que pour leur part ils ont fait leur boulot, par conséquent s'il y a eu faute, elle doit être imputée aux travailleurs qui sont d'indécrottables ignorants et la boucle est bouclée, la vie peut continuer comme avant et le régime aussi.

Tous ceux qui se camouflent derrière le "*rapport de force*" en guise d'analyse pour expliquer la situation sont des impuissants ou des ignares ou encore des traîtres. Cette méthode n'est pas propre aux staliniens ou aux crypto-staliniens, Chèreque n'en connaît pas d'autres.)

Atlantico : Peut-on s'attendre à des mains tendues du PS au FG avant le 1er tour ?

Patrick Apel-Muller : (...) Le PS prend en compte les attentes de l'électorat de gauche. Et plus le FG montera, plus le PS sera amené à évoluer, avec le juge de paix du résultat. Mais ce qui sera surtout déterminant pour la composition du futur gouvernement, c'est le résultat des législatives, en juin.

(Où a-t-il vu que le PS prenait ou prendrait "*en compte les attentes de l'électorat de gauche*" ? Qu'est-ce que signifie cette affirmation ? Dans les faits, le PS ne prenant pas du tout en compte les besoins des travailleurs, cela signifie que leurs revendications ne doivent rien avoir d'exceptionnel et qu'elles seraient compatibles avec la gestion de la société par le PS et ses satellites ; dit autrement, les travailleurs étant désormais soumis au capitalisme, il est donc normal qu'ils avancent uniquement des revendications raisonnables, compatibles avec son existence, et que le PS peut reprendre à son compte, bien que même cela devienne de plus en plus improbable du fait que la crise du capitalisme a réduit sa marge de manoeuvre à pratiquement zéro.

Comment le PS pourrait prendre "*en compte les attentes de l'électorat de gauche*" sans abolir toutes les lois anti-ouvrières votées sous Chirac et Sarkozy, or il n'en est pas question à ma connaissance.

Ce stalinien de service constate que le PS ne sort pas des rails du capitalisme et il ne peut s'empêcher de nous faire part de la satisfaction qu'il en retire, pour ne pas dire qu'il l'envie, car en fait ils sont sur la même longueur d'onde, à ceci près que c'est plus facile à assumer pour le PS que pour le PCF qui ne peut se passer de masques pour apparaître devant les travailleurs, précaution devenue inutile au PS qui peut désormais s'en passer, puisque chacun sait qu'il est un parti bourgeois, un parti lié au capital, pardon, sauf ceux qui appellent à voter pour lui.

A la fin, il met le doigt sur un point qui peut s'avérer explosif pour tous les partis et pour le régime dès le mois de juin. C'est là qu'on les attend tous au tournant.)

Atlantico : Le PCF a-t-il tiré les leçons de ses participations à des gouvernements socialistes, en 1981 et 1997 ?

Patrick Apel-Muller : Il faut bien entendu un rapport de force favorable pour que des mesures positives soient mises en œuvre, mais surtout que les salariés ne considèrent pas qu'ils ont terminé le travail avec le vote : il faut qu'ils continuent à faire pression sur le gouvernement à travers des revendications populaires.

Les diverses expériences historiques ont démontré que l'articulation de la présence institutionnelle (à l'Assemblée) et sociale (dans la rue) était indispensable.

(Relire ce qui a été déjà dit plus haut sur cette question. Rien n'est possible sans "un rapport de force favorable", et comme ils s'emploieront à faire en sorte qu'il n'existe jamais, rien ne sera possible et la boucle est bouclée.

Pour reprendre la méthode de Lénine, ne rien attendre d'un (tel) gouvernement impérialiste, refuser d'y participer, lui refuser tout soutien, le démasquer et le combattre dans la perspective du renversement du régime. Tout autre attitude relève de la capitulation ou de la trahison, avis aux intéressés.)

Atlantico : Quel avenir l'après-2012 réserve-t-il au Front de Gauche ?

Patrick Apel-Muller : (...) La responsabilité va être importante pour entendre l'aspiration des gens qui ont voté, mais aussi ce ceux qui se sont engagés.

("Entendre", mais surtout pas les organiser ou les mobiliser...)

Atlantico : Le PCF pourrait-il définitivement se dissoudre dans le FG ?

Patrick Apel-Muller : Pour l'heure, je ne crois pas. On s'est au contraire aperçu que l'élément moteur de cette campagne était le PCF, qui s'est transformé tout en gardant ses fondamentaux, retrouvant une deuxième jeunesse.

Après, tout dépendra des mouvements populaires et sociaux. Je pense qu'il y aura des transformations très fortes dans l'arc de la gauche. Au PS, tout le monde ne sera pas prêt à se retrouver avec des valeurs centristes. Et maintenant que le vote utile a perdu de sa légitimité – puisqu'il n'y a plus de risque que la gauche soit éliminée du 2nd tour –, les singularités à gauche vont pouvoir se renforcer. (Atlantico.fr 08.04)

(Que dieu nous en garde si c'est une diablerie !

Plus haut le PS pourrait prendre "*en compte les attentes de l'électorat de gauche*" qui sont devenues des "*valeurs centristes*", allez encore un petit effort, elles ne seraient pas tout bonnement de droites et réactionnaires des fois ?)

Au pas cadencé... des marchés.

Jean-Luc Mélenchon a souhaité que le FG puisse obtenir aux législatives de juin un "*grand et puissant groupe*" à l'Assemblée nationale. "*Alors oui, c'est nous qui rythmerons la cadence politique dans ce pays (...) C'est l'enjeu*", a-t-il ajouté. (lexpress.fr 10.04)

La voix de son maître.

Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de gauche à la présidentielle, a confié mardi sur France Inter "*aimer*" la voix de Carla Bruni, la chanteuse et épouse du président Nicolas Sarkozy, et estimé qu'il n'était pas nécessaire de "*plaquer*" sur elle "*tous les schémas qu'on a sur son mari*". (lexpress.fr 10.04)

Que Mélenchon ait des goûts musicaux de chiotte en dit plus que de longs discours (sur ses limites intellectuelles), cela dit tous les goûts sont dans la nature, y compris dans les égouts, cela devrait rassurer Patrick Apel-Muller qui ne sentira pas dépaysé ! Moi j'écoute, L. V. Beethoven par Glenn Gould ou Vladimir Horowitz, Rostropovitch ou Yehudi Menuhin, John Coltrane ou Stan Getz, Jimi Hendrix, Joe Satriani, Steve Vai, Yngwie Malmsteen, Eric Johnson, John Petrucci...

J'ai la médiocrité humaine en horreur, surtout quand elle est le fait d'intellectuels, c'est ainsi que se définit lui-même Mélenchon, vous me direz qu'il aurait du mal à se faire passer pour autre chose, il devrait préciser, carriériste de profession, se serait plus honnête.

Quant à écouter de la musique, contempler une toile ou une sculpture, lire un roman, voir un film ou assister à une pièce de théâtre, essayer d'interpréter le monde tel qu'il est vraiment, vaut mieux s'adresser à leurs maîtres chacun dans leur domaine plutôt qu'à leurs disciples ou pâles copies sans reliefs ou à l'inspiration limitée. Pourquoi ? Par manque de temps et pour aller à l'essentiel, autant que pour se saisir d'un idéal que ces producteurs ont réalisé à leur manière, montrant ainsi que tout idéal n'est

pas qu'utopie, pour peu qu'on y travaille.

Un interprète compositeur dont le talent et l'inspiration seraient limités ne pourrait délivrer qu'une oeuvre achevée, commune, imitable et trop parfaite pour durer, périssable car tournant sans cesse sur elle-même sans laisser place à un au-delà que ses élèves pourraient à leur tour exploiter ou imaginer. C'est le talent de l'artiste qui assure la survie de sa création au-delà de son époque par les voies qu'il a explorées sans jamais les épuiser, ce qui est impossible en une seule vie et par un seul homme, d'autres prendront le relai au cours des générations suivantes ou s'en inspireront en faisant éclore les multiples facettes de son art que l'artiste avait développé dans son oeuvre.

De la même manière qu'une note produira un son (une vibration) qui passera par l'ensemble de la gamme d'une octave et pourra être reprise à l'octave inférieure ou supérieure, une oeuvre musicale relève du génie quand au détours d'une mélodie elle renferme le prélude d'une oeuvre à venir ou ouvre la voie à d'autres interprétations ou orchestrations, l'artiste qui sera capable de la saisir en fera à son tour une nouvelle création, une oeuvre d'art, pour peu qu'il soit génial.

Passer d'une sonate (au piano) de Beethoven interprétée par Horowitz à la version endiablée de Voodoo child de Hendrix par Satriani, Vai et Malmsteen, c'est comme parcourir les sept octaves d'un piano à queue à la vitesse de la lumière. A plusieurs siècles de distance, on retrouve la même violence qu'inspire la société aux musiciens, la même unité de temps, qui paradoxalement a pour effet de nous permettre de nous extraire un moment de ce monde injuste qu'il nous faut changer.

Actualité en titres

[Bobonne ou la ménagère ou la conception de la femme par Sarkozy.](#)

- Carla Bruni-Sarkozy fait campagne avec une réunion Tupperware - LeMonde.fr

[La démocratie made in USA.](#)

- Baseball: l'entraîneur de Miami suspendu pour apologie de Castro - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

Egypte

Le Parlement égyptien, dominé par les islamistes, n'était pas habilité à former l'assemblée chargée de rédiger la première Constitution de l'ère post-Moubarak, a jugé mardi le tribunal administratif du Caire.

Le tribunal "*bloque l'application de la décision prise par le président du Parlement (ndlr, membre des Frères musulmans) de former l'assemblée constituante pour rédiger la Constitution*", a lu le juge Ali Fekri devant la Cour.

Les libéraux et les généraux ont estimé que l'Assemblée constituante telle qu'elle a été formée n'était pas "*représentative*" de la société égyptienne.

Le jugement du tribunal administratif, qui remet en cause la légitimité du Parlement élu, est susceptible d'aggraver les tensions entre les islamistes et l'armée à un mois et demi de la présidentielle.

En différant l'entrée en vigueur de la Constitution, alors même qu'elle doit clarifier les pouvoirs du futur président, cette décision risque aussi d'ajouter à la confusion dans un pays que dirigent les généraux du Conseil suprême des forces armées depuis le renversement d'Hosni Moubarak, le 11 février 2011.

La décision rendue mardi, qui a été transmise pour examen à un panel judiciaire, "*signifie que les activités de l'Assemblée constituante sont gelées*", a-t-il ajouté.

Dans sa forme actuelle, les 100 membres de l'Assemblée constituante, choisis par le Parlement, sont principalement issus de la mouvance islamiste, sortie majoritaire des élections législatives.

Une poignée seulement de sièges ont été réservés à des représentants de groupes de jeunes activistes, des femmes et des chrétiens coptes, qui ont annoncé leur intention de boycotter les travaux de la Constituante. (Reuters 10.04)

Social

France

Le gouvernement a annoncé mardi une réduction de 600 millions du déficit global 2011 de la Sécurité sociale (17,4 milliards d'euros), mais au prix de mesures drastiques durement ressenties par les assurés sociaux.

La réduction du déficit s'est faite dans douleur depuis plusieurs années: gestion serrée des budgets hospitaliers, moindres remboursements ou déremboursements complets de médicaments, franchises et participations forfaitaires, forfait hospitalier et surtout désengagement de l'assurance maladie non seulement du dentaire et de l'optique mais aussi de certains soins pratiqués dans les cliniques.

Ce désengagement favorise les dépassements d'honoraires de médecins libéraux, notamment de bloc opératoire (chirurgiens, obstétriciens), devenus indispensables, selon eux, pour couvrir leurs charges, mais devenus aussi insupportables financièrement pour les catégories sociales les plus modestes.

Les enquêtes sur les dépassements d'honoraires, voire les abus, se succèdent. La dernière en date, menée par le journal Le Monde, montre que des spécialistes essentiellement à Paris, n'hésitent pas à demander plus de cinq fois le tarif Sécu, rien que pour leurs consultations.

L'exaspération de la population vis-à-vis des dépassements est reflétée dans un sondage Viavoice publié dimanche, selon lequel 52% des Français souhaitent qu'on les encadre et 35% qu'on les interdise.

De même, selon un sondage CSA publié mardi, 65% des Français estiment que les franchises "*vont dans le mauvais sens car elles pénalisent les personnes les plus malades ou les plus démunies*". (AFP 10.04)

Economie

Banque

Malgré les milliards d'euros déversés par la Banque centrale européenne, les marchés financiers connaissent un nouvel accès de fièvre qui ne devrait guère s'estomper tant que l'espoir d'une reprise économique plus solide ne sera pas au rendez-vous en zone euro.

Après un solide premier trimestre, les Bourses européennes accusent un net repli depuis le début du mois. En une semaine, Paris a perdu 6%, Madrid 7% et Milan 9,5%.

Même regain de tensions sur le marché obligataire où les investisseurs répugnent de nouveau à acheter des titres de dette émis par des pays jugés peu fiables, au premier rang desquels l'Espagne qui voit ses taux d'emprunt nettement remonter.

L'institut monétaire a prêté plus de 1.000 milliards d'euros aux banques de la zone euro en décembre et en février au taux d'intérêt très favorable de 1%. Mais ces dernières ont au final peu investi dans les dettes des Etats, préférant consacrer une grande partie de cet argent frais à leur propre désendettement et la BCE ne prévoit pas de réitérer l'opération.

Pour Christian Parisot, chez le courtier Aurel BGC, "*le marché réalise que le salut ne peut plus venir des actions des banques centrales. Il se focalise donc de nouveau sur la croissance*".

Or, de ce point de vue, les mauvaises nouvelles sont légion: la zone euro devrait retomber en récession dès le premier trimestre, et celle-ci devrait être particulièrement sévère dans les pays d'Europe du sud.

Lisbonne prévoit une contraction de 3,4% de son économie en 2012, Rome table désormais sur un recul de 1,3% à 1,5%, selon le journal italien Il Sole, et Madrid anticipe un repli de 1,7%.

Après une récession au premier trimestre, les experts tablent sur une lente reprise avec une croissance atone à partir de l'été en Europe.

Pour Philippe Waechter, directeur des études économiques chez Natixis Asset Management, il faut d'ici là des choix politiques clairs pour rassurer, mais ceux-ci sont à double tranchant.

"Un pays peut relancer son économie par des mesures de soutien au risque de creuser encore davantage ses finances publiques.

Il peut aussi mettre en place des réformes strictes pour améliorer certains secteurs. Mais, il devra alors accepter de passer par une phase de récession". (AFP 10.04)

Haut de page ↗

Le 12 avril

CAUSERIE

Hier, j'ai oublié de charger dans le serveur la *Déclaration commune* du CCI (T) France et du Groupe Bolchevik, avec mes excuses.

Tous les jours je termine le boulot en milieu d'après-midi, alors que l'électricité est coupée quotidiennement de 12h à 15 heures, donc c'est la batterie de secours qui prend le relais, mais pour ne pas la vider avant 15 heures, l'autonomie est de 4 heures seulement, seul l'ordinateur est connecté, je me passe de ventilateur sous 40°C, vous comprenez que j'ai hâte d'en finir et que je ne prene pas le temps de me relire, tant pis pour les fautes. J'avais envie d'ajouter, et tant pis pour la rigueur, mais vous y êtes habitués avec vos dirigeants qui ne sont pas trop regardants en la matière si je ne me trompe.

Propagande, manipulation. Mode d'emploi : mémoire sélective, non-dit, censure...

Les Occidentaux s'inquiètent d'une possible dimension militaire du programme nucléaire iranien, condamné par six résolutions de l'ONU, et Israël a menacé à plusieurs reprises ces derniers mois de frapper les sites nucléaires iraniens pour empêcher Téhéran de se doter de l'arme atomique. (AFP 11.04)

Journalistes corrompus par l'idéologie dominante : depuis 1947-48, l'Etat théocratique, terroriste et sioniste a été condamnée une multitude de fois lors de résolutions de l'ONU sans qu'il les applique et sans qu'aucune sanction n'ait été prise à son encontre, mais lorsqu'il s'agit d'un Etat en indécence ou en concurrence avec les Etats-Unis il doit impérativement se plier au diktat de l'ONU sous peine de se voir menacer de guerre.

Bonapartisme et médiocratie.

La Légion d'Honneur a été créée par Napoléon Bonaparte en 1802.

Publiée dimanche au Journal Officiel, la liste des décorés de la promotion de Pâques de la Légion d'Honneur est la dernière du quinquennat de Nicolas Sarkozy, le chef de l'Etat étant grand maître de droit de cette institution qui distingue hommes et femmes issues de tous les secteurs d'activité du pays.

Parmi eux, le grand rabbin Alain Goldmann est fait grand officier tandis que l'archevêque de Lyon, Mgr Philippe Barbarin, devient officier. Christine Lagarde, directrice du FMI, accède au grade d'officier. Autre proche de Nicolas Sarkozy, son ancienne conseillère Catherine Pégard, qui préside aujourd'hui l'établissement du château de Versailles est faite chevalier. (20minutes.fr 08.04)

Un monarque sans trône, sans panache, qui aura surtout fait la promotion et l'éloge de la médiocrité.

Ça balance, suite

Anne Lauvergeon, que Nicolas Sarkozy a décidé en juin 2011 de ne pas reconduire à la tête d'Areva, reproche au président d'avoir "*laissé s'organiser un système de clan, de bandes et de prébendes*" dans la filière nucléaire française.

"Ce système a fait la promotion d'un nucléaire bas de gamme à l'international et proposé de transférer nos droits de propriété intellectuelle mondiaux aux Chinois et de vendre du nucléaire à des pays où ce n'est pas raisonnable", ajoute-t-elle dans une interview publiée mardi par le site internet de L'Express.

Elle cite en particulier le cas de la Libye, à laquelle Nicolas Sarkozy avait proposé en juillet 2007 de vendre un réacteur nucléaire, notamment pour désaliniser de l'eau de mer, après la libération d'infirmières bulgares détenues par les autorités libyennes.

Anne Lauvergeon dit s'être opposée "*vigoureusement*" à la vente d'équipements nucléaires à la Libye.

"Nous jouions à fronts renversés", explique-t-elle. *"L'Etat, censé être plus responsable, soutenait cette folie. Imaginez, si on l'avait*

fait, de quoi nous aurions l'air maintenant!"

"Pourtant, quelle insistance! A l'été 2010, j'ai encore eu, à l'Elysée, une séance à ce sujet avec Claude Guéant et Henri Proglio", ajoute-t-elle en citant les noms du secrétaire général de l'Elysée de l'époque et du PDG d'EDF.

Selon Anne Lauvergeon, Nicolas Sarkozy, aujourd'hui candidat à un second quinquennat, lui avait confié début 2007, *"qu'il ne ferait qu'un mandat, puis qu'il irait gagner de l'argent chez Bouygues"*. (Reuters 11.04)

Ils vendent du vent et s'enrichissent en dormant "partout dans le monde". A bas les banques et les banquiers !

Selon les résultats d'une enquête Harris interactive/Deloitte publiée mercredi 11 avril, la confiance des Français envers le système bancaire n'a jamais été aussi basse. Elle a fortement reculé en un an : 33 % des Français disent avoir confiance dans les banques *en général*", contre 43 % il y a un an.

"La confiance des clients envers le système bancaire est sous pression partout dans le monde. Largement relayée à la fois par la presse et les responsables politiques de tout bord, cette défiance paraît s'ancre", soulignent, en préambule, les auteurs de l'enquête. Les deux crises financières récentes, celle des crédits hypothécaires à risques américains en 2008, puis celle des dettes souveraines de la zone euro en 2010, sont évidemment à l'origine de cette défiance.

Pour Daniel Pion, associé chez Deloitte, chargé de la banque de détail, le phénomène ne doit pas être pris à la légère : *"Le métier de la banque consiste fondamentalement à vendre de la confiance. Que trois Français sur dix expriment leur défiance mérite l'attention, estime M. Pion, d'autant que le phénomène est résilient."*

Une autre donnée illustre cette insatisfaction, en même temps que la défiance envers le système bancaire : le *"taux de recommandation spontanée"*, qui, s'il s'améliore légèrement, reste négatif, à - 16 %, contre - 29 % en 2011. Cet indicateur, conçu par la société de conseil américaine Bain & Compagny, mesure le nombre de clients prêts à recommander leur banque à un ami.

Le pourcentage de 29 % constaté par l'enquête Harris/Deloitte sur les banques signifie que celles-ci possèdent trois fois plus de détracteurs que de promoteurs. M. Pion rappelle, à titre de comparaison, que de grandes banques américaines obtiennent des taux de recommandation spontanés de 30 %, voire plus, et que le taux du constructeur informatique Apple obtient, lui, un taux de... 97 %! (lemonde.fr 11.04)

Sans blague, on se disait bien que les marchés étaient de gauche ! Le PS est un parti du capital. Démonstration par l'un de ses dirigeants.

Dans un entretien accordé mardi à Reuters, l'ancien ministre des Finances, Michel Sapin, a affirmé que le candidat socialiste, favori des sondages, ne conteste pas le redressement budgétaire prévu par le dernier traité européen et qu'il ne veut pas "casser" le système bancaire français.

(Ouf, les banquiers vont être soulagés, en fait ils savaient déjà à quoi s'en tenir !)

L'objectif n'est pas de *"rassurer"* les marchés, ajoute-t-il, car rien n'est plus angoissant qu'un discours visant à rassurer, mais d'expliquer quelle politique sera mise en oeuvre pour atteindre le déficit zéro fin 2017.

(Au premier coup d'oeil on pourrait croire qu'il se contredit, pas du tout car pour le coup il aurait de quoi "angoisser", or il affirme dans la foulée que le PS n'avait jamais eu l'intention de changer de cap et de rompre avec la politique de Sarkozy subordonnée au règlement de la dette et à la réduction du déficit.)

"Les marchés sont plus intelligents que la droite", réplique Michel Sapin. "Les marchés sont les premiers à détester l'incertitude. Ils ont besoin de voir clair, de comprendre quelle est la volonté."

(C'est on ne peut plus clair en effet : la soumission du PS aux marchés ne connaîtra pas de répit !)

"Ils ne sont pas là pour faire tomber les gouvernements, ils sont là pour essayer de prendre les décisions qui sont les mieux adaptées", ajoute-t-il.

(Assurément, en Grèce, en Italie, au Portugal et en Espagne, ils n'ont pas mis la main à la pâte pour mettre en place des gouvernements à leurs bottes... D'ailleurs, pourquoi auraient-ils agi de la sorte, puisque leurs intentions sont si louables, franchement, ce serait leur faire un procès d'intention que d'imaginer qu'ils auraient pu *"prendre les décisions"* qui ne seraient pas *"les mieux adaptées"*, à quoi au fait... sinon à leurs propres intérêts ! Chut, ce ne sont pas des choses à mettre

dans n'importe quelles oreilles, voyons !)

Dans le débat sur la croissance, François Hollande ne prévoit pas de relancer l'activité par la dépense publique mais de soutenir la croissance par une politique de l'offre.

(Il doit vouloir dire par "offre" de nouveaux cadeaux aux capitalistes. Poursuivons notre lecture pour préciser plus loin ce qu'il entend par là.)

"Il faut que tout le monde comprenne bien que quand nous disons 'croissance', ça ne veut pas dire 'relance'."

"C'est une politique de croissance par une politique de l'offre et pas par une politique de la demande", ajoute Michel Sapin, citant le soutien à l'innovation et à l'investissement.

"Le keynésianisme, vous le faites une fois tous les 40 ans, vous ne le faites pas deux fois en cinq ans."

(Les cadeaux aux capitalistes en numéraire n'ayant pas suffi, puisqu'il n'est pas question d'augmenter les dépenses de l'Etat mais plutôt de les réduire, il s'agit d'autre chose, mais quoi alors, quel autre facteur reste-t-il pour augmenter la productivité et la compétitivité des entreprises afin de créer de la croissance, pardi, la flexibilité des conditions de travail et la baisse des salaires qui l'accompagne, c'est à cela que Hollande invite les dirigeants syndicaux à collaborer. Gageons qu'ils se feront tirer l'oreille dans un premier temps, histoire de préparer le terrain à leur capitulation en rase campagne devant ce représentant du capital...)

Et si la croissance n'est pas là? *"Aucun pays ne peut dire tout seul dans son coin : puisqu'il n'y a pas la croissance, je décide tout seul de renoncer à un retour progressif à l'équilibre des finances publiques."*

"Les marchés désigneraient du doigt immédiatement celui qui, tout seul, dirait 'puisque c'est comme ça, je me débrouille tout seul', ce n'est pas possible, ça n'existe plus", ajoute-t-il. "Ces sujets sont d'intérêt commun et ne peuvent être traités que de manière commune."

(Lors du G20 par exemple, dominé par des dictatures (Etats-Unis, Chine), des régimes mafieux (Russie, Afrique du Sud) ou semi-féodaux (Inde), tous adeptes de l'ultra libéralisme anglo-saxon et nostalgiques des conditions d'exploitation du prolétariat du XIXe siècle. Il est vrai que flanqué de tels partenaires, on hésiterait à deux fois avant de les provoquer ou pire d'entrer en guerre avec eux. Rassurez-vous, le PS n'en a jamais eu l'intention puisqu'ils défendent une cause "commune".)

Pour François Hollande, le rétablissement de l'équilibre des comptes sociaux est une "urgence", au coeur de l'engagement plus large d'équilibrer les comptes de la France fin 2017, pour la première fois depuis 1974.

"C'est sur la sécurité sociale que l'équilibre est le plus urgent", déclare Michel Sapin. "La sécurité sociale n'a aucune raison d'ordre économique d'être en déséquilibre."

(Ce n'est pas bien de tirer sur une ambulance... Ah oui, parce qu'il y en a qui ne savent pas encore que le PS en est parfaitement capable, qui l'ont oublié ou qui ne l'ont jamais su, qu'ils se dépêchent de réviser ou d'apprendre leur leçon, s'ils ne veulent pas colporter les pires illusions dans ce parti pourri.

Donc l'urgence va être pour le PS d'amplifier l'offensive contre la Sécu et les organismes sociaux, avec la collaboration de tous les syndicats il faut préciser, puisqu'ils les cogèrent avec l'Etat et le patronat.)

"Il ne s'agit pas de rassurer, il s'agit de dire des choses précises, concrètes, de dire que le premier projet de loi sera la loi de programmation pluriannuelle de rétablissement des finances publiques (...), (et) la réforme fiscale".

(On a toutes les raisons d'être inquiet, en effet !)

François Hollande ne s'oppose pas à l'objectif de redressement budgétaire auquel vise le dernier traité européen. *"Le rythme inscrit dans le traité ne nous gêne pas, c'est le rythme que nous nous imposerions tous seuls", dit Michel Sapin.*

(Il n'est même plus besoin de préciser dans quel camp se situe le PS, il le dit lui-même, celui de la réaction.)

Quant à la 'règle d'or' budgétaire, elle peut passer par une loi organique plutôt que par l'inscription dans la Constitution. Les réformes du financement de la protection sociale et celles portant sur l'emploi et la compétitivité seront élaborées avec les partenaires sociaux, souligne-t-il. (Reuters 11.04)

Traités européens ou non, "règle d'or" inscrite ou non dans la Constitution, nous remercions monsieur Sapin de préciser que ce sera du pareil au même. Il ferait bien tout de même d'en informer les dirigeants du POI qui mènent campagne sur ce thème, et qui semble-t-il l'ignorent ou feignent de l'ignorer encore.

Pourquoi ? Qu'est-ce que vous voulez, aux uns les moulins à prières, aux autres les moulins à vent, il faut bien qu'ils donnent à leurs militants l'impression d'être utile à quelque chose...

En trois semaines ils ont réalisé 30.000 signatures, moins les leurs, il en reste 23.000 en étant généreux, soit un peu plus de trois signatures par adhérents et les voilà déjà qui crient victoire, c'est ainsi qu'il y a des gens qui se satisfont de peu, à croire qu'ils sont déjà bien servis ou que l'essentiel de leurs besoins sont déjà satisfaits.

Quand le POI plébiscite la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République.

"M'abstenir, ça n'a rien changé à mon quotidien" : c'est l'un des slogans de la campagne nationale contre l'abstention. La formule dessine un message en creux : voter va changer mon quotidien. Ce serait logique, en effet. Le suffrage universel est une conquête de la démocratie." écrit D. Gluckstein au début de son éditorial (Informations ouvrières n°195 page 3)

Mais là en l'occurrence, il ne s'agit pas de n'importe quelle élection, il s'agit d'élire un Bonaparte ou un monarque aux pouvoirs exorbitants n'ayant rien à voir avec "une conquête de la démocratie", à moins que la Constitution de la Ve République puisse être considérée comme une conquête du mouvement ouvrier oeuvrant pour l'émancipation du prolétariat.

Bruit de campagne.

La déroute annoncée.

Un membre de l'entourage présidentiel se montre résolument défaitiste. Un proche collaborateur de Nicolas Sarkozy ne cache pas son inquiétude en cas de défaite du président-candidat le 6 mai:

"Je ne donne pas cher de l'UMP, où il n'y a aucun chef qui se hausse au-dessus de la mêlée. Jean-François Copé n'est populaire ni dans le parti ni dans le pays. Même Juppé, du fait de son problème relationnel non résolu avec l'opinion, ne pourrait reprendre le flambeau. Quant aux législatives, je prédis qu'il y aura au maximum 80 députés UMP réélus." (l'express.fr 11.04)

S'il le dit, il doit savoir de quoi il cause... pour une fois !

Incompatibilité.

Hollande hier soir sur France 2 : "La démocratie est plus forte que les marchés". (Reuters 11.04)

Selon sa conception de la société, la dictature démocratique de la bourgeoisie est compatible avec les marchés, dans la réalité, la dictature des marchés est incompatible avec la démocratie quel que soit le contenu politique qu'on lui donne.

Pourquoi Hollande ne peut-il faire autrement que prétendre que la démocratie serait compatible avec les marchés ? Parce que la survie de son parti en dépend, pardi !

Vous feriez avec !

Interrogé par le Nouvel Observateur, à paraître jeudi, le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a prévenu que si le président-candidat Nicolas Sarkozy était réélu le 6 mai "la tension sera vive" dans le pays, estimant que son exercice du pouvoir serait "encore plus autoritaire". (AFP 11.04)

Avant l'élection présidentielle de 2007 je me suis interrogé à voix haute en me demandant si stratégiquement l'élection de Sarkozy ne vaudrait pas mieux que Royal, estimant qu'il mettrait le feu en prenant des mesures ultra réactionnaires, et que cela pourrait conduire les révolutionnaires ou anticapitalistes à se regrouper, ces mesures ont bien été adoptées, par contre rien de tel ne s'est produit, la division et le morcèlement de nos forces s'avérant plus profonds que jamais, une fois de plus les calculs d'appareil et l'opportunisme l'ont emportés.

Du coup, je me demande s'il y a lieu de s'attendre à autre chose de la part du POI, du NPA et de LO notamment.

Sur quoi buttent-ils ? Sur la nature du PS et des appareils en général, sur les rapports à avoir avec eux, plus précisément sur leurs rapports à l'Etat. Et c'est bien parce que le PdG et le PCF n'ont pas vraiment ce genre de préoccupation qu'ils sont parvenus à

se rassembler dans le FdG.

Provisoirement seulement, car ces questions qui découlent des conditions objectives traversent tous les partis et les rattraperont malgré eux.

Thibault n'est qu'un misérable pitre sachant faire preuve de "responsabilité" quand il s'agit d'aider Sarkozy à faire passer ses contre-réformes. Lui non plus, il ne pourra pas faire oublier son bilan calamiteux à la direction de la CGT : dégage !

Le parti des 10.000 !

Le Parti de gauche annonce de son côté avoir passé le cap des 10.000 adhérents. (Reuters 11.04)

Pas de bol, ce n'est pas le bon ! Un clin d'oeil à l'OCI-PCI de la fin des années 70 et du début des années 80 où je militais, qui s'était donné cet objectif, mais qui face aux difficultés rencontrées pour y parvenir en viendra à renier ses principes, pour finalement les abandonner. Le POI à la suite du PT, qui a pris la relève, revendiquera un peu plus de 10.000 adhérents lors de sa fondation, annonce aussi éphémère que ses campagnes sans lendemain.

Pas vraiment un parti ouvrier, encore moins socialiste.

Fait nouveau, Jean-Luc Mélenchon, qui suscitait jusque-là l'adhésion de cadres et fonctionnaires, progresse aussi chez les classes populaires et les personnes en lisière du jeu politique, d'après plusieurs sondages.

"Nous sommes passé d'un Front de gauche à quasiment un front populaire avec des tas de personnes de tous milieux sociaux, de tous âges", confirme Martine Billard, numéro 2 du Parti de gauche. (Reuters 11.04)

Quelle référence, annonçant les plus grandes défaites de la classe ouvrière de son histoire !

C'est le PCF qui a ravalé la politique au niveau du caniveau.

"Le Front de gauche exalte la politique, l'élève au niveau où elle ne devrait jamais cesser d'être, un rêve possible", estimait récemment le cinéaste Robert Guédiguian dans les colonnes de l'Humanité. (Reuters 11.04)

A défaut de se donner pour objectif de favoriser le développement de la conscience de classe du prolétariat, le Front de gauche ne peut l'appeler qu'à "rêver à des jours meilleurs en guise d'armement politique, autrement dit, qui ne viendront jamais en empruntant cette voie, celle du Front de gauche lié au régime et dans l'impossibilité de rompre avec lui.

Sympathique... mais plutôt léger.

Plus qu'un top, c'est une révélation... Philippe Poutou a crevé l'écran lors de l'émission "Des Paroles et des actes" sur France 2. Le candidat du NPA a défendu ses idées sans jamais être déstabilisé face à des journalistes aguerris, avec un naturel, une sincérité et une franchise désarmants.

Sa liberté de parole et de ton tranchait avec tous les autres, si peu présidentiable soit-elle: "Je n'ai rien préparé du tout", avoue-t-il tranquillement avant l'émission. "Je me fais chier depuis 8 mois", lâche-t-il pendant l'interview, devenir président "c'est pas mon rêve" - plus qu'un bon moment de télévision, on a assisté à un vrai moment politique, qui a totalement éclipsé, voire ringardisé, les intervenants précédents. Le public ne s'y est pas trompé, qui l'a spontanément applaudi - fait rarissime dans une émission politique. (lexpress.fr 11.04)

A croire que le "public" se passerait bien d'élections présidentielles, non ? A moins que Poutou candidat d'un parti soit apparu comme le représentant de l'anti-partisme ?

Actualité en titres

[Case prison. Chirac y a échappé. Sarkozy n'y échappera pas !](#)

- Bettencourt: "présomptions concordantes" contre Sarkozy, selon Eva Joly - AFP

Au pas

- Paris confirme ses engagements budgétaires à l'égard de Bruxelles AFP

Ils ont chopé la turista

- Zone euro : nouvelle poussée de grippe espagnole - Libération.fr

J'aurais pu écrire la turista les deux orthographe sont valables, mais cela n'aurait pas fait sérieux !

La question débile du jour.

- Apple est-elle une marque de droite ou de gauche? - Lexpansion.com

INFOS EN BREF

Politique

1- Grande-Bretagne

Pour éviter une embarrassante audition devant la justice, le MI6 —les services de renseignement britanniques— a offert 1 million de livres, soit plus de 1,2 million d'euros, à Abdelhakim Belhadj, révèle le quotidien londonien *The Guardian*.

C'est une grande revanche sur l'histoire pour le djihadiste et ancien dissident libyen qui triomphe depuis la chute du régime de Kadhafi. Après la révolution, il est devenu le chef du conseil militaire de Tripoli.

Ses avocats ont accusé les autorités britanniques de «complicité de torture» et de «*faute dans l'exercice d'une fonction publique*».

Ils reprochent le fait que, en 2004, Abdelhakim Beladaj et sa femme ont été transférés par avion de Bangkok vers la Libye avec la bienveillance du Royaume-Uni.

Londres a permis à l'appareil de faire une escale de ravitaillement sur l'île de Diego Garcia, un territoire britannique au cœur de l'Océan indien.

La cible principale de l'affaire est Sir Mark Allen, l'ancien chef du contre-terrorisme au MI6.

Fait accablant contre lui, une lettre compromettante a été découverte à Tripoli, souligne le Guardian. Datée du 18 mars 2004, elle est écrite par Mark Allen qui s'adresse directement à Moussa Koussa, l'ex-chef des renseignements du colonel Kadhafi :

«*Je vous félicite pour l'arrivée sécurisée de Abu Abdullah al-Sadiq [un nom utilisé par Belhadj]. C'était la moindre des choses que nous puissions faire pour vous et pour la Libye afin de démontrer la relation remarquable que nous avons construite pendant des années.*»

Quelque jours après, le Premier ministre britannique de l'époque, Tony Blair, rendait visite à Kadhafi en grande pompe, rappelle le journal.

Outre le responsable du contre-terrorisme britannique, des ministres travaillistes risquent d'être éclaboussés par l'affaire, à l'instar de Jack Straw, l'ex-chef de la diplomatie. (sateafrique.com 11.04)

2- Tunisie

Le gouvernement tunisien, dominé par les islamistes d'Ennahda, est revenu mercredi sur sa décision d'interdire les manifestations dans le centre de la capitale et a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les violents incidents qui ont émaillé une manifestation interdite lundi.

Durant ces heurts, les plus graves depuis plusieurs mois, des journalistes de Reuters ont vu des manifestants s'évanouir en raison des gaz et d'autres prendre la fuite en titubant après avoir reçu des coups. (Reuters 11.04)

Social

France

Environ 350 salariés de la Fonderie du Poitou Aluminium (FDPA, groupe Montupet) d'Ingrandes (Vienne), placée en redressement judiciaire, ont manifesté contre le projet de leur propriétaire mercredi devant le tribunal de commerce de Nanterre.

Lors d'une audience à huis clos, le tribunal de commerce a examiné le plan de continuation proposé par le groupe Montupet, ainsi que cinq offres de reprise de ce site, qui fabrique des culasses pour les automobiles et compte 455 employés. La décision a été mise en délibéré au 19 avril.

Au terme de cette audience, deux offres, celles du groupe Arche et de Saint Jean Industries, "*restent dans la course*", selon l'avocate du comité d'entreprise de FDPA, Me Malika Menard.

"Le plan de continuation de Montupet aurait été la meilleure solution s'il avait été soutenu par les salariés. Mais, comme il y a un rejet total de leur part, le tribunal semble privilégier les deux offres les plus abouties, Arche et Saint Jean Industries", a-t-elle expliqué.

Saint Jean Industries et Arche ont proposé respectivement de garder 390 et 392 employés.

"Nous n'avons pas pu trouver d'accord à 100% avec le principal client de FDPA (le groupe Renault, ndlr). Si nous n'y parvenons pas dans les 48 heures, nous retirerons notre offre", a toutefois affirmé Patrick Bellity, le PDG d'Arche.

Ni le PDG de Montupet Stéphane Magnan, ni le représentant de Saint Jean Industries n'ont souhaité faire de commentaire.

Le fonds d'investissement Fin'active et l'entreprise GMD ont quant à eux retiré leurs offres, selon Me Menard. La société américaine Aiken semble de son côté "*hors course*", selon une source proche du dossier.

Au son de cornes de brume, pétards et tambours, les salariés ont manifesté leur opposition au projet de continuation de Montupet.

"Montupet patron voyou", pouvait-on lire sur les chasubles de manifestants. D'autres brandissaient des drapeaux de la CGT, de la CFE-CGC et de FO.

Après l'audience, les manifestants ont quitté Nanterre pour rejoindre le département de la Vienne en car.

Le 4 avril, des représentants de la CGT avaient accusé les groupes Renault et Montupet, ancien et actuel propriétaires de la FDPA, d'avoir "*programmé*" la fermeture de l'entreprise placée en redressement judiciaire.

Le 14 mars, lors d'une audience de procédure à Nanterre, Renault s'était engagé à commander à la FDPA, en 2012, quelque 605.000 culasses. Le groupe doit porter ses commandes à 970.000 unités en 2014, puis à un million en 2015, ce qui représentera, selon les salariés, le volume nécessaire pour assurer la viabilité de l'entreprise.

Renault avait créé la FDPA en 1979 et l'avait vendue en 1998. En 2010, la Fonderie était passée aux mains de Montupet, dont le siège est situé à Clichy (Hauts-de-Seine). Les commandes de Renault représenteraient aujourd'hui environ 85% du chiffre d'affaires de FDPA.

La FDPA est en redressement judiciaire depuis le 20 octobre, après une grève de deux mois contre un plan de baisse des salaires. Les salariés avaient ensuite fait grève deux jours, fin novembre, pour protester contre une diminution des commandes de Renault. (AFP 11.04)

Pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste de travail, Renault doit réintégrer cet élément dans sa production et la totalité de l'entreprise et ses sous-traitants renationalisés ou repasser sous le contrôle de l'Etat sous la direction de la classe ouvrière, des travailleurs eux-mêmes, oeuvrant ainsi à leur émancipation et celle de leur classe car les deux sont liés. Voilà une ligne politique socialiste.

C'est la seule façon d'en finir avec les licenciements et le chômage qui gangrènent gravement la société, l'appauvrisment, la rendent invivable au point de penser fuir quand on en a les moyens, mais il vaut mieux résister et se battre avec acharnement contre notre ennemi pour en venir à bout, par la force si nécessaire évidemment, comment fait-il quand il gaze et matraque les manifestants de tous âges, il use de la force, de la violence, de la terreur contre la population exédée par les sacrifices qu'on lui impose de subir pour que des nantis continuent de se vautrer dans la luxure et la débauche.

Economie

1- Grande-Bretagne

La rémunération du patron de Barclays Bob Diamond se monte en 2011, selon la presse, à 17,7 millions de livres, un record au Royaume-Uni et sans doute aussi en Europe.

Un mois après la publication du rapport annuel du groupe détaillant les gratifications accordées aux dirigeants, la polémique a rebondi sur un point passé d'abord inaperçu: une "*compensation fiscale*" de 5,75 millions de livres (environ 7 millions d'euros) accordée à M. Diamond après sa nomination à la tête de la banque en 2010.

Surnommé par la presse britannique "*le banquier aux 100 millions de livres*" pour avoir été un grand bénéficiaire de bonus avant la crise financière, M. Diamond, 60 ans, était déjà alors considéré comme l'un des banquiers les plus riches du monde.

Son impopularité est encore montée d'un cran lorsqu'il a affirmé l'an dernier devant des députés britanniques que "*le temps des remords pour les banquiers est révolu*".

Tous comptes faits, sa rémunération 2011 se monte, selon la presse, à 17,7 millions de livres, un record au Royaume-Uni et sans doute aussi en Europe. (AFP 11.04)

2- Italie

Le Trésor italien a émis 8 milliards d'euros d'obligations à un an dont les taux se sont inscrits à 2,84% contre 1,405% lors de la dernière opération similaire, le 13 mars. Il a émis en outre 3 milliards de titres à trois mois dont les taux ont eux aussi fortement progressé, à 1,249% contre 0,492% le 13 mars.

L'Italie, qui ploie sous une dette colossale représentant environ 120% de son PIB, doit émettre cette année pour près de 450 milliards d'obligations. (lexpansion.com 11.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 13 avril

CAUSERIE

L'intersyndicale jaune a encore frappé.

Alors que la raffinerie LyondellBasell située à Berre cherche toujours un repreneur, le porte-parole de l'intersyndicale du site en appelle au président de la République. Après le désistement de l'entreprise suisse Klesch, c'est une société libyenne qui pourrait s'y intéresser.

L'intersyndicale réclame, par la voix de Patrick Sciarca, que Nicolas Sarkozy « *intervienne auprès des autorités libyennes et (...) de la compagnie pétrolière libyenne* » pour que des « *discussions puissent être entamées le plus rapidement possible entre LBI (LyondellBasell Industries) et cette société.* » « *Compte tenu de ce qu'il s'est passé en Libye, des efforts faits par la France pendant ce conflit* », Patrick Sciarca estime qu'il serait « *tout à fait normal et logique* » que Nicolas Sarkozy, « *en tant que président de la République, demande en retour un effort de la part de cette compagnie pétrolière Libyenne* » pour permettre une reprise de la raffinerie. (publcsenat.fr 12.04)

Quelle bande de charognards !

Cela n'a rien de surprenant, c'est même logique, puisque les syndicats après avoir abandonné le combat dans la perspective du renversement du capitalisme, donc ayant renié leur raison d'être, et l'aristocratie ouvrière qui constitue leur fond de commerce et assure la stabilité du régime, se sont nourri pendant près d'un siècle de la surexploitation des colonies, puis le pillage des ressources des pays dominés devenus "*indépendants*" au cours de la seconde moitié du XXe siècle, ils ne voient pas pourquoi cela devrait s'arrêter du jour au lendemain.

On pourrait faire un parallèle avec l'éditorial (lettre Internet) du 11 avril de J-C Mailly (FO) qui se terminait ainsi : "*les travailleurs doivent pouvoir compter sur un syndicat libre et indépendant, pratiquant ce qu'on appelle le réformisme militant*", le réformisme qui ne se donnant pas pour objectif de rompre avec l'Etat des capitalistes, encore moins de le renverser, ne peut d'une part, que témoigner sa soumission envers cet Etat dans lequel il se reconnaît, et d'autre part se nourrir des profits extorqués aux travailleurs les plus exploités du monde entier par les multinationales, selon les lois du commerce mondiale adoptées par cet Etat.

Trotsky avait raison d'affirmer que tous les discours sur l'indépendance des syndicats étaient de la foutaise et qu'elle ne se jugeait

que par rapport à l'Etat.

Lobbying, clientélisme, corporatisme : assumé !

En période de crise, de guerre ou de révolution, les masques sous lesquels interviennent généralement les ennemis du prolétariat se fissurent et laissent apparaître leurs véritables visages ou leur véritable nature. A cet égard, la conception des partis politiques que nous livre Mailly constitue un témoignage sans appel de sa subordination à l'ordre établi, donc de l'absence d'indépendance de ce syndicat par rapport au capitalisme et à son Etat.

Il considèrent que les syndicats auraient pour vocation de représenter les "*intérêts particuliers des travailleurs*", tandis que les partis n'auraient pas pour fonction de représenter les intérêts d'une classe en particuliers mais "*l'intérêt général*", toutes les classes ayant les mêmes intérêts c'est bien connu : "*La démocratie républicaine et notre attachement au principe de faveur imposent la distinction des rôles et fonctions entre syndicat et parti politique, les uns en charge des intérêts particuliers des travailleurs, les autres de l'intérêt général*".

Ce discours ne sort pas de nulle part, il correspond à quelque chose de précis, il revient à nier la lutte des classes, ce qui est inévitable lorsqu'on est incapable d'être indépendant de l'Etat, on a parfaitement compris que que l'on ne pouvait pas défendre l'intérêt général qui se confond avec celui des capitalistes sous un régime capitaliste et défendre à la fois ceux des travailleurs.

Effrayant ! Un monde de mutants voués à la dégénérescence.

Votre enfant a moins de 13 ans et il surfe sur Facebook malgré l'âge minimum fixé par le réseau social? Il n'est pas un cas isolé: 38% des mineurs qui disposent d'un compte ont moins de 13 ans, 4% ont même moins de 6 ans. Facebook aura beau fixer l'âge minimum requis pour créer son compte à 13 ans, des petits malins bien plus jeunes contournent cette règle. 4% des enfants utilisant le réseau social auraient même moins de 6 ans. Au total, la barre symbolique serait ignorée par 38% des mineurs qui disposent d'un profil sur le site sans avoir soufflé les 13 bougies réglementaires.

Ces chiffres sont issus d'une étude statistique menée aux Etats-Unis par Minor Monitor, un organisme texan qui offre des outils gratuits de surveillance aux parents sur Facebook. Il conclut aussi que 30% des enfants passent 2 heures ou plus à surfer sur le réseau social chaque jour. (lexpress.fr 12.04)

Etat policier. Liberté surveillée

Un centre de supervision urbaine (CPU), contrôlant les images de 53 caméras de vidéosurveillance déjà installées dans l'hypercentre de Marseille, a été inauguré jeudi, première étape d'un vaste programme visant à la mise en place de 1.800 caméras à la fin 2014.

Pour l'instant limitées au centre-ville, installées à des "*points stratégiques*", ces caméras seront présentes à terme "*dans tous les arrondissements*", a précisé M. Gaudin.

"*Les résultats sont exceptionnels: les images sont des supports de preuves remarquables*", a souligné le directeur la police municipale de Marseille, Marc Labouz, précisant qu'à Paris, en trois mois, pas moins de 700 interpellations en flagrant délit avaient été réalisées grâce à un tel système. (AFP 12.04)

Bruit de campagne

Sale temps annoncé :

"*C'est confondre la fièvre et le baromètre*", a dit Nicolas Sarkozy jeudi, lors de l'émission "*Des Paroles et des actes*" sur France 2. (lexpress.fr 12.04)

Le Bonapartisme ou rien.

Le candidat PS a redit qu'il n'y aurait "*pas de négociation*" avec le leader du Front de gauche dans l'entre-deux tours. Mais, "*il faut essayer de comprendre ce que le pays a voulu dire au premier tour*", a-t-il ajouté.

"*J'entendrai le résultat du 1er tour, parce que quand un pays s'exprime dans un 1er tour il faut essayer de comprendre ce qu'il a voulu dire*", a déclaré François Hollande, qui a ensuite refermé la porte à toute discussion. "*J'aurai à rassembler la gauche, toute la gauche, et même au-delà, pour gagner l'élection présidentielle. Mais il n'y a pas de négociation de partis entre les deux tours d'une élection aussi majeure.*"

Le candidat socialiste a souligné que l'élection présidentielle était "*un choix, qui est un choix, à un moment, d'une personne, d'une politique et d'une majorité*". (lexpress.fr 12.04)

Le "**socialisme du XXI siècle**"... à géométrie variable.

Jean-Luc Mélenchon qui a défendu sa proposition de taxation des revenus à 100% au-dessus de 30 000 euros par mois en faisant preuve de souplesse, évoquant la possibilité de défiscaliser ces sommes si elles sont placées pour favoriser l'investissement. C'est une première, et c'est particulièrement habile pour gagner en crédibilité et grappiller encore quelques points de popularité... (lexpress.fr 12.04)

Ceux qui se fient aux apparences ou les cultivent, au même titre que les illusions, vont devoir rendre des comptes aux militants et travailleurs qu'ils ont berné. Mélenchon la grande gueule, le radical, le champion du "*changement*", tu parles, le temps d'une éclipse il aura seulement réussi à remettre en selle le PCF avant que leur combine ne s'effondre.

La candidature de Mélenchon est une arnaque, nous le savons depuis le début et nous ne nous sommes pas gênés de le dire. C'est à ce titre que nous la soutenons ou plutôt que nous l'encourageons à persévérer jusqu'à ce qu'elle éclate, cela ne tardera.

En attendant le retour de manivelle.

A dix jours du premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon est le candidat qui incarne le plus le changement (60%), selon un sondage BVA pour Le Parisien publié jeudi. (Reuters 12.04)

Entre nous, sans le Front de gauche et son candidat, Hollande n'avait pratiquement aucune chance d'être élu malgré le bilan catastrophique de Sarkozy.

Sur quelle base, sur quel objectif politique ?

Il faut "*construire l'opposition la plus unitaire qui soit, à la gauche*" d'un gouvernement dirigé par les socialistes, et qui réunirait avec le NPA "*le Front de gauche, Lutte ouvrière et les centaines de milliers de militants du mouvement social*", a déclaré Olivier Besancenot.

A la question de savoir s'il souhaitait une rencontre "*dès le 7 mai*" avec les socialistes, en cas de victoire de François Hollande, Olivier Besancenot a répondu par l'affirmative. "*Dès le 7 mai*", a-t-il dit, revendiquant "*dès maintenant le droit à l'impatience*" car "*rien ne sera réglé*" avec une victoire du candidat PS.

"*Je ne parle pas de rencontre (avec le PS) mais de rendez-vous, dans la rue, pour construire une opposition unitaire à la gauche d'un tel gouvernement*", a-t-il précisé. Dans un tel scénario, "*on aura un PS qui aura tous les leviers du pouvoir (...)* Il va nous dire quoi? *Patience, patience, patience*", a-t-il affirmé sur i>Télé, insistant: "*On va nous dire quoi? Il va falloir se serrer la ceinture*". (lexpress.fr 12.04)

On est habitué depuis des décennies à entendre ce genre de discours qui s'est toujours soldé par l'unité associant des formations ou courants politiques liés au PS, étrangers au mouvement ouvrier ou pour la plupart inféodés au régime, réclamant que l'Etat capitaliste, l'UE ou la BCE soit au service des travailleurs, que l'ONU joue son "*rôle*", etc.

Soyons lucide.

Nous sommes parvenus à une situation où il est devenu impossible de poser une revendication sociale à caractère collective sans qu'il nous soit opposé qu'elle serait incompatible avec la compétitivité des entreprises ou la survie du régime capitaliste qu'elle mettrait en danger.

Dès lors, deux attitudes sont possibles : soit on se range à ces arguments et on abandonne nos revendications fondamentales, on accompagne le capitalisme dans sa descente aux enfers, soit on les rejette au risque d'apparaître à contre-courant de tous les partis, en liant ces revendications à des objectifs politiques indispensables à réaliser pour les satisfaire, on se place résolument sur le terrain de classe du prolétariat, du socialisme.

La question est de savoir qui est ou sera en mesure de trouver une issue à cette crise du capitalisme, les capitalistes ou les travailleurs. Ceux qui se plient aux arguments de la réaction répondent les capitalistes, ceux qui les rejettent répondent les travailleurs par leur mobilisation (et organisation) révolutionnaire. Question à Besancenot : avec lesquels entendez-vous réaliser l'unité ?

L'issue à la crise du capitaliste ne peut se situer que sur le plan politique. Voilà un constat que les uns et les autres

s'emploient systématiquement à nier ou à faire passer à la trappe, à contourner de la manière qu'on a évoquée plus haut.

Question : peut-elle intervenir dans le cadre des institutions en place ou faut-il les renverser au préalable pour avancer dans cette voie ? Si on conçoit qu'elle pourrait être résolue dans le cadre du régime en place, il n'y a pas lieu de remettre en cause les institutions de la Ve République. Si maintenant on conçoit qu'elle est incompatible avec l'ordre établi, la question qui est posée à tous ceux qui prétendent combattre pour le socialisme, est de préparer les conditions qui nous permettront de renverser le régime. Quelles sont ces conditions (subjectives) ? Elever le niveau de conscience politique et organisationnel des masses exploitées. On ajoutera pour ce qui nous concerne, contruire un véritable parti révolutionnaire sur les bases du marxisme-léninisme.

Peut-on prétendre élever leur niveau de conscience politique en se contentant de revendiquer des augmentations de salaire ridiculement basses, correspondant à l'inflation (officielle), en ne proposant que des mesures d'accompagnement des licenciements, par exemple ? C'est demeurer sur le terrain de classe fixé par les capitalistes eux-mêmes.

Ne doit-on pas au contraire avancer des revendications sociales correspondant aux besoins des travailleurs sans se soucier de savoir si elles sont compatibles avec la crise ou l'existence du capitalisme ? Ne serait-ce pas le meilleur moyen de montrer aux travailleurs que la satisfaction de leurs besoins ou aspirations légitimes nécessite d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques et que c'est dans cette voie qu'ils doivent s'engager ? Question subsidiaire : pourquoi personne ne tient aux travailleurs ce langage accessible à tous ?

Mais, mais, et patati, et patata, les travailleurs ne sont pas prêts à entendre un tel discours, même formulé clairement et simplement... Mais dites-nous il semblerait qu'ils sont quand même assez nombreux à répondre à l'appel du discours radical (en apparence) de Mélenchon, donc vos réserves ou votre critique ne correspond pas vraiment à la réalité, elles reflèteraient plutôt votre propre pessimisme, avouez plutôt que vous ne croyez pas ou plus en les masses, dans le socialisme, cela nous évitera de perdre notre temps.

Nos revendications sociales renvoient à un modèle de société qui pour exister nécessite de faire table rase de la société actuelle, de l'Etat, des institutions et des fondements du capitalisme. Pourquoi ne pas organiser les travailleurs sur cette base dans cette perspective politique, sans qu'ils adhèrent à la totalité de notre programme révolutionnaire, je le précise bien que cela aille de soi ? Cela nécessiterait pour les dirigeants du POI, du NPA, de LO et d'autres formations politiques qui pourraient s'associer à une initiative allant dans ce sens, qu'ils rompent eux-mêmes leurs liens avec les capitalistes et leurs représentants, l'Etat ou les institutions, qu'ils cessent de lorgner dans le camp de notre ennemi de classe.

Actualité en titres

A des années lumières...

- Sarkozy veut les JO d'été de 2024 en France - Lexpress.fr

Trop !

- Libéralisme : ce "*grand méchant loup*" que si peu de gens connaissent vraiment - Atlantico.fr

Tartufe plébiscité par ses pairs. Impressionnant, une menace...

- Hollande: "*Si les marchés s'inquiètent, je ne leur laisserai aucune place*" - L'Expansion.com

Tartufe avec un *f* ou deux, selon que vous en redemandez ou vous n'en pouvez plus.

... finalement inutile :

- Le "*Financial Times*" vole au secours de François Hollande - LePoint.fr

Super Mario (Monti) ? S'il bouge d'un cran à gauche, ils l'assassineront, vérité et hypocrisie n'ont jamais été aussi proches que dans la bouche des gangsters de la finance.

Le vôtre !

- Quel est le pire métier du monde? - Slate.fr

Le plus vieux est honorable à côté, c'est peu dire !

Histoire de vases communicants en trois actes.

- Bâle 3: les banques ont besoin de près de 500 milliards - Lexpansion.com
- La demande en crédits va rester faible selon la BCE - Reuters
- L'Oréal accélère la cadence au 1er trimestre, le luxe brille - Reuters

Etat mafieux

- Un ministre russe soupçonné de conflit d'intérêt a gagné 9,5 millions d'euros en 2011 - AFP

Ripous : un vrai métier.

- Trois policiers mis en examen pour "*faux et usage de faux*" AFP
- Une enquête à Lille sur des "*petits trafics*" organisés par des policiers AFP

Ripoux avec un x au pluriel pour les affaires de complicité de proxénétisme par exemple, les deux orthographes existent.

Chat rit à mort !

- La peine de mort au Koweït pour insulte envers le Prophète ? - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

Guinée-Bissau

Une tentative de coup d'Etat était en cours jeudi soir en Guinée-Bissau: des militaires ont attaqué la résidence du Premier ministre sortant Carlos Gomes Junior, candidat à la présidentielle du 29 avril, et pris le contrôle de la radio nationale dans la capitale.

"*On a été assaillis par des roquettes RPG, on a été obligés de battre en retraite*", a déclaré un policier présent à la résidence de M. Gomes Junior, à Bissau, sans préciser la destination des occupants.

Un cordon de sécurité avait été installé par des militaires autour du palais présidentiel et des rues environnantes, sans qu'il soit possible dans l'immédiat de connaître le sort du chef de l'Etat par intérim Raimundo Pereira, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le siège du PAIGC était occupé par au moins une vingtaine de soldats.

Des violences étaient redoutées depuis plusieurs jours dans cette ex-colonie portugaise dont l'histoire est jalonnée de putschs, tentatives de coups d'Etat militaires et violences politiques depuis son indépendance en 1974.

La Guinée-Bissau est devenue en outre ces dernières années une plaque tournante du trafic de cocaïne entre l'Amérique du Sud et l'Europe.

Des militaires étaient également déployés sur les principales artères de Bissau, après qu'une dizaine d'entre eux, en armes, eurent pris le contrôle de la radio nationale en début de soirée.

Aucune radio n'émettait plus, pas plus que la télévision nationale. La ville était plongée dans l'obscurité après une coupure générale de courant.

Un peu plus tôt, l'opposition bissau-guinéenne menée par l'ex-président Kumba Yala, qui doit affronter le 29 avril au second tour de l'élection présidentielle Carlos Gomes Junior, avait appelé au boycott du scrutin, et mis en garde quiconque battrait campagne.

Les cinq principaux candidats d'opposition, dont Kumba Yala, ont appelé leurs "*militants et sympathisants à ne pas voter le 29 avril*", au nom de la "*justice*", au cours d'une conférence de presse.

Il avait dénoncé des "fraudes massives" au premier tour et prévenu qu'il ne participerait pas au second tour. "J'ai dit et je le répète: je ne veux pas d'un second tour", a-t-il encore martelé.

Carlos Gomes Junior avait obtenu au premier tour le 18 mars 48,97% des voix et Kumba Yala 23,26%.

La présidentielle a été rendue nécessaire par le décès en janvier dernier du président Malam Bacai Sanha, mort à Paris où il avait été hospitalisé pour une maladie dont il souffrait depuis plusieurs années.

La campagne électorale pour le second tour devait débiter vendredi pour s'achever le 27 avril. (AFP 12.04)

Social

1- Grande-Bretagne

La compagnie aérienne britannique British Airways a annoncé jeudi prévoir jusqu'à 1.200 suppressions d'emplois au sein de la compagnie BMI, qu'elle doit intégrer après l'avoir rachetée à l'allemande Lufthansa.

"Alors que nous nous efforçons de restructurer l'activité et de restaurer la rentabilité, les pertes d'emplois sont profondément regrettables mais inévitables", a déclaré Keith Williams, le directeur général de BA.. (AFP 12.04)

2- Grèce

Le taux de chômage en Grèce a atteint en janvier un nouveau record à 21,8%, confirmant que les mesures d'austérité et la crise de la dette continuent de peser sur le marché du travail.

Les coupes budgétaires imposées par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) pour renflouer le pays ont déclenché une vague de fermetures et de faillites d'entreprises. (Reuters 12.04)

Economie

1- OCDE

L'OCDE recommande aux pays développés de couper leur ratio de dette sur PIB à 50% au cours des prochaines décennies pour faire face à d'éventuels chocs, dans une étude publiée jeudi.

La plupart de ces pays ont des ratios très supérieurs, nettement aggravés par les récentes crises, la moyenne OCDE dépassant 100% et le Japon 200%.

A titre de comparaison, la dette publique française s'élevait à 1.717 milliards d'euros fin 2011, soit près de 86% du PIB.

"Assainir les finances publiques pour faire face aux conséquences de la crise, aux faiblesses sous-jacentes ainsi qu'aux pressions futures sur les dépenses publiques représente un défi majeur pour bon nombre de pays", écrit l'Organisation de coopération et de développement économiques.

"Il semble qu'il faudra un resserrement budgétaire important et durable dans presque tous les pays pour ramener la dette à des niveaux prudents", poursuit-elle, en ajoutant: "Compte tenu de la faiblesse de l'économie mondiale, la mise en œuvre d'un vaste programme de restriction budgétaire pourrait être particulièrement coûteuse."

2- Commerce mondiale

La croissance du commerce mondial ne devrait atteindre que 3,7% en 2012, loin des 5,4% enregistrés en moyenne au cours des 20 dernières années.

Une reprise pourrait toutefois intervenir l'année prochaine avec une croissance en volume qui atteindrait 5,6%. Ces prévisions supposent une croissance de la production mondiale de 2,1% en 2012.

Par région, les résultats des économies développées ont dépassé les attentes, avec une croissance de 4,7% en 2011, alors que ceux des économies en développement ont été moins bons que prévu, avec une croissance de 5,4%, selon l'OMC. L'OMC s'attendait à un fort ralentissement de l'expansion du commerce en 2011, après un rebond de 13,8% en 2010.

Si ces prévisions se réalisent, le volume du commerce mondial restera inférieur au niveau d'avant la crise. L'organisation basée à Genève avertit: l'Union européenne est d'ailleurs peut-être déjà en récession, alors que la croissance de la production mondiale fléchit. (lexpansion.com 12.04)

3- Banque

3.1- Les banques ont besoin de 485,6 milliards d'euros pour se conformer aux nouvelles normes de Bâle III sur les fonds propres durs, a estimé jeudi le Comité de Bâle de supervision bancaire. L'étude menée par les régulateurs auprès de 212 établissements financiers simulait une mise en place anticipée au 30 juin 2011 des nouveaux critères de Bâle III, qui doivent entrer en vigueur à partir de l'an prochain et qui prévoient des fonds propres durs (capital social et bénéfices mis en réserve) égaux à au moins 7% de leurs engagements.

Démontrant les efforts que les banques doivent encore fournir avant la mise en place définitive de Bâle III en 2019, le Comité de Bâle a rappelé que les bénéfices annualisés avant impôts des grandes banques ayant participé à l'étude étaient de seulement 356,6 milliards d'euros. Les régulateurs ont imposé en 2010 à tous les établissements des ratios de fonds propres durs d'un minimum de 7%. Pour 29 banques systémiques, les régulateurs sont allés plus loin.

Ce rapport avait conclu que les banques auraient eu besoin de 602 milliards d'euros pour respecter un ratio de fonds propres durs de 7% à fin 2009. Le manque de financement est cependant encore plus criant pour les niveaux de liquidités, avec un trou de 2.780 milliards d'euros, selon la dernière étude du Comité de Bâle. (lexpansion.com 12.04)

3.2- La demande en crédits de la part des entreprises et des ménages dans la zone euro devrait rester faible au cours des mois à venir, ce qui devrait limiter les risques inflationnistes, a indiqué jeudi la Banque centrale européenne dans son bulletin mensuel.

L'injection de plus de 1.000 milliards d'euros à trois ans par la BCE n'a pas eu d'impact spectaculaire sur la prise de crédits, consommateurs et entreprises continuant de jouer la carte de la prudence en raison du climat d'incertitudes.

Elle constate par ailleurs que la tendance voulant que les banques durcissent les conditions d'octroi de prêts se confirme.

Jeudi, également, Peter Praet, membre du directoire de la BCE, a jugé que la situation économique mondiale restait "*extrêmement compliquée*". (Reuters 12.04)

4- Marchandises, produits manufacturés, consommation.

Les ventes mondiales de smartphones vont atteindre le milliard d'unités en 2014, grâce à la demande chinoise et au lancement de modèles d'entrée de gamme, prédit Credit Suisse.

Cette année, la hausse sera d'environ 46% à 687,9 millions d'unités, avant d'atteindre 1,05 milliard en 2014, écrit la banque dans une note.

"*Nous prévoyons une solide croissance sur le marché des smartphones en Chine, qui devrait représenter 22% des ventes mondiales d'ici 2015*", soulignent les analystes dans une note. (Reuters 12.04)

5- France

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,8% en mars, en raison de la fin des soldes et des fortes augmentations de prix des produits pétroliers et alimentaires, montrent les statistiques publiées jeudi par l'Insee.

Sur un an, l'inflation ressort à 2,3% en mars. (Reuters 12.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 14 avril

CAUSERIE

Quelques citations.

Qui a dit : "*La Révolution est la guerre de la liberté contre ses ennemis*" ? Réponse : Robespierre, *Discours sur les principes du gouvernement révolutionnaire*, 25 déc. 1793, (Textes choisis, t. III, p. 99).

Qui a dit : "*Qu'est-ce qu'une révolution politique en général ? Qu'est-ce, en particulier, que la Révolution française ? Une guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres (...)* Le but de la révolution, étant de ramener au but de la société, dont on s'est écarté, est également le bonheur commun." Réponse : Babeuf, dans *Le Tribun du peuple*, no 34 (Textes choisis)

A condition qu'elle soit réalisée et qu'elle profite à la majorité et non à la minorité avec laquelle la société et "*le bonheur commun*" ne saurait se confondre.

Qui a dit : "*Pour que la Révolution soit, il ne suffit pas que Montesquieu la présente, que Diderot la prêche, que Beaumarchais l'annonce, que Condorcet la calcule, qu'Arouet la prépare, que Rousseau la prémédite; il faut que Danton l'ose.*" Réponse : Hugo, *Les Misérables*, III, i, xi.

Qui a dit : "*La révolution française a préparé indirectement l'avènement du prolétariat. Elle a réalisé les deux conditions essentielles du socialisme, la démocratie et le capitalisme. Mais elle a été, en son fond, l'avènement politique de la classe bourgeoise.*" Réponse : Jaurès, *Histoire socialiste*, Introduction.

Osons la révolution socialiste !

On aura compris que ce schéma qui correspondait à "*l'avènement politique*" d'une classe, la bourgeoisie, est devenu obsolète et qu'il est temps qu'elle cède la place à son pendant, la classe ouvrière...

Pragmatisme.

A l'Elysée, à Matignon comme dans les ministères, les conseillers de l'UMP font leurs cartons. Depuis plusieurs semaines, ils multiplient les envois de CVs et les tentatives de recasage. Les plus influents ont déjà leur porte de sortie. Pour les autres, c'est l'incertitude. Le retour dans la circonscription auprès de « *leur* » élu pour des législatives qui s'annoncent très difficiles.

Certains élus UMP confiaient récemment au Parisien leurs craintes de voir leurs effectifs à l'Assemblée diminués des deux tiers, de 317 élus aujourd'hui à un peu plus d'une centaine. (lexpress.fr 13.04)

Questions à ceux qui appellent à voter Hollande au premier comme au second tour de l'élection présidentielle, le candidat de Wall Street.

Vous n'avez pas été foutus de vous rassembler contre Sarkozy qui était pourtant le candidat élu du parti officiel de l'ordre, malgré la mise en oeuvre de la politique la plus réactionnaire depuis l'avènement de la Ve République, et maintenant vous voulez nous faire croire que vous aurez la volonté et la capacité de vous rassembler pour combattre Hollande, le candidat prébiscité par le Financial Times qui incarne une gauche dégénérée, corrompue, vendue aux marchés, vous nous prenez pour des naïfs ou des imbéciles ou quoi ?

Vous prétendez que la défaite serait une victoire pour les travailleurs et qu'ils pourraient s'en saisir pour se mobiliser. Là encore vous nous prenez pour des crédules ou des ignorants. Apparemment, vous n'avez semble-t-il pas constaté que les travailleurs ne se sont pas mobilisés massivement depuis plus d'un an, depuis la défaite de la mobilisation sur les retraites, qu'ils étaient suspendus à l'issue des élections dont paradoxalement ils n'attendent rien, ce qui n'a rien de contradictoire notez bien, cela témoigne simplement de leur incapacité à s'orienter politiquement, à se donner un contenu ou une perspective politique autre que ceux qu'on leur propose et dans lesquels ils ne croient pas, ils ne se mobilisent pas massivement, voteront ou s'abstiendront par fatalité ou dépit, il va en falloir beaucoup plus pour qu'ils commencent à se soulever contre le régime.

Vous oubliez aussi qu'on a déjà donné en 1981, certains nous refont le coup du "*vous allez voir ce que vous allez voir, une fois que les masses s'apercevront que le PS et ses satellites les ont trompées, elles s'en détourneront pour se tourner vers les partis qui incarnent la révolution socialiste*", chacun sait que les choses ne se sont pas du tout passées de la sorte, quelle blague criminelle, la sulfureuse ou foireuse théorie de l'imminence de la révolution des bureaucrates trotskistes qui a abouti à l'abandon du combat pour la révolution socialiste par ces partis.

Objection : les travailleurs forts de cette expérience en ont tiré les leçons. Faux, la seule leçon qu'ils en ont retirée, c'est d'avoir conforté leur conviction qu'ils n'avaient plus rien à attendre des partis PS et PCF, y compris parvenus au pouvoir, en réalité c'était déjà le cas, d'où leur attitude au lendemain des élections en 1981 lorsqu'elles sombreront dans une sorte d'apathie ou de résignation pendant de nombreuses années, pour ne pas dire jusqu'à nos jours en dehors de quelques sursauts catégoriels ou corporatistes sans développer la moindre conscience politique. Nos détracteurs ont peut-être une mémoire sélective ou la

mémoire courte, cela se corrige avec un peu de bonne volonté...

La question est de savoir comment les travailleurs pourrait trouver la voie qui conduit à une mobilisation révolutionnaire, alors que tous les partis colportent des illusions dans ce régime ou aucun parti n'entend rompre avec l'Etat, les institutions et les partis qui y sont représentés et qui tous sont inféodés au capital, dont le PS.

Quelle ligne politique adopter ?

En Avril 1917, face à un gouvernement de Front populaire que Lénine caractérisera d'impérialiste, le PS n'entendant pas remettre en cause ou condamner l'agression militaire de l'impérialisme français contre les peuples irakiens, afghans, libyens, etc. donc son gouvernement méritera le même qualificatif, le parti bolchevik constatant que le gouvernement était incapable de mettre en oeuvre une politique qui permettrait de satisfaire les besoins des masses, décidera de ne pas le soutenir, il se refusera à en attendre ou à en exiger quoi que ce soit, donc à l'opposé de l'orientation du NPA et du FdG notamment. Cependant, les masses n'ayant pas encore épuisé leurs illusions dans ce gouvernement impérialiste et les bolcheviks étant minoritaires au sein des soviets, il n'en réclamera pas la chute dans ses mots d'ordre, Lénine martèlera que le parti doit continuer inlassablement à expliquer sa politique aux masses pour les aider à se détourner des mencheviks et des socialiste-révolutionnaires et à rompre avec le gouvernement, afin de les gagner dans la perspective du renversement du gouvernement et des institutions héritées de l'Ancien régime...

En février 1917, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires remirent le pouvoir à la bourgeoisie, en 2012 en France, le PS n'aura pas à se donner cette peine puisqu'elle détient déjà le pouvoir, il aura juste à faire en sorte d'assurer la stabilité du régime pour que les capitalistes continuent de vaquer tranquillement à leurs affaires... juteuses. Donc aucun soutien à un tel gouvernement. On n'en exigera rien non plus, puisqu'il servira déjà le camp de notre ennemi. Par déformation ou par un procédé d'identification conscient ou inconscient, nos adversaires prêtent volontiers au PS et ses satellites la faculté de pouvoir procéder à un dédoublement de la personnalité qui lui permettrait de servir à la fois les intérêts des capitalistes et ceux de la classe ouvrière, sans évidemment nous expliquer comment il pourrait réussir ce tour de force qui s'apparente à un tour passe-passe, une supercherie supplémentaire pour tromper les travailleurs.

Pour notre part, nous nous en tiendrons à la nature de ce gouvernement, à la politique réactionnaire qu'il appliquera forcément, sans entrer dans des manoeuvres d'appareils, ce que semblent affectionner particulièrement nos détracteurs pour lesquels les apparences comptent décidément davantage que la réalité, les illusions des masses plus que leurs propres certitudes (celle de mes détracteurs) auxquelles ils semblent ne pas tenir autant qu'ils le disent, puisqu'ils s'avèrent incapables de les défendre devant les travailleurs, à moins que leur doute concerne la capacité des travailleurs à vaincre le régime, ceci expliquerait bien cela.

Maintenant si les masses n'ont guère d'illusions sur la volonté du PS et ses satellites de changer la société, subordonnées de longue date au capitalisme il est normal qu'elles aient des illusions dans sa capacité à préserver ou améliorer leur condition dans le cadre du régime, pour cette raison, il nous faudra encore attendre avant d'exiger sa chute.

Notre tâche devrait consister à expliquer aux travailleurs que des partis, des députés et un gouvernement soumis aux besoins des capitalistes ne peut pas satisfaire leurs revendications, et que seul un parti et un gouvernement rompant avec le capitalisme et les institutions politiques du capital serait à même de les satisfaire, ce qui nécessitera que les masses s'organisent, qu'elle construisent le parti qui conduira cette politique conforme à leurs intérêts, autrement dit d'avancer sur la voie du socialisme car il n'existe aucune autre alternative sérieuse et cohérente au capitalisme.

Tenir compte du niveau de conscience politique des masses ne doit pas aboutir à s'aligner sur leurs illusions comme le font tous les partis aujourd'hui qui versent dans le trade-unionisme, les partis se transformant en syndicats en abandonnant toute perspective politique, de la même manière que prendre en compte la place déterminante du parti ne doit pas nous conduire à lancer n'importe quel mot d'ordre n'importe quand.

On pourrait ajouter que ce ne sont pas les travailleurs qui posent des revendications minimums ou grotesques, par exemple une augmentation de salaire équivalente à l'inflation qui ne reflète pas l'augmentation réelle des prix, des impôts ou des taxes, mais les syndicats qui avancent des revendications compatibles avec la survie du capitalisme. Les besoins réels des travailleurs se situent bien au-delà des miettes que les capitalistes pourraient leur concéder dans le cadre du régime. Les prendre en compte, c'est se situer strictement sur leur terrain de classe, c'est surtout les aider à se situer eux-mêmes sur ce terrain, à prendre confiance en eux-mêmes, à estimer légitimes leurs revendications, afin de briser l'idée qu'ils seraient voués à subir encore et encore de nouveaux sacrifices, au nom d'une fatalité qui a pour fonction de les maintenir dans un état de soumission permanent au capital et qui a pris utilement la forme d'une crise dont ils ne portent aucune responsabilité. L'indépendance de la classe ouvrière constitue l'enjeu de la ligne politique que nous devons lui proposer, autant que sa survie.

Quand les dirigeants syndicaux collaborent avec le patronat à la baisse des salaires via la généralisation du chômage partiel.

La négociation sur les accords de flexibilité voulus par le gouvernement et le patronat ne s'est pas achevée vendredi comme

le souhaitait le Medef, qui a finalement proposé aux syndicats de poursuivre les discussions après la présidentielle.

Le Medef espérait une quatrième séance "*conclusive*", elle aura été "*plus brève que prévue*", a commenté le négociateur du patronat Patrick Bernasconi. Celui-ci a indiqué "*entrevoir la possibilité d'un accord*" mais "il faut du temps" encore, a-t-il expliqué pour justifier un prochain rendez-vous le 16 mai.

Pour conclure un accord, l'aval de trois syndicats est nécessaire.

La CFE-CGC a salué "*l'intelligence*" d'un report après l'élection. "*Le nouveau contexte politique peut potentiellement impacter cette négociation*", estime Stéphane Lardy (FO).

"*Le Medef diffère mais ne renonce pas à ses ambitions*", estimait de son côté Agnès Lebot (CGT).

L'enjeu est de faciliter la possibilité pour les employeurs de réduire temporairement, grâce à un accord d'entreprise, le temps de travail et les salaires pour faire face à une chute d'activité, en échange d'une garantie de maintien des emplois.

Déjà possibles, ces accords, inspirés de l'Allemagne, nécessitent jusqu'à présent l'accord individuel des salariés mais ils ne sont pas sans risques pour l'entreprise. En cas de refus d'un salarié, celle-ci doit en effet justifier le motif économique du licenciement et, à partir de dix licenciements, déclencher un plan social.

Du côté du salarié, ces accords dénoncés par la CGT et FO comme un "*chantage à l'emploi*", n'offrent aucune garantie d'emploi. "*Ce qui manque aujourd'hui, c'est la protection du salarié*", "*on négocie pour éviter ce qui est arrivé à Continental*", a rappelé vendredi la CFTC.

Les syndicats ouverts à la négociation (CFDT, CFTC, CFE-CGC) saluent des "*avancées*" du Medef, qui a ouvert pour la première fois la porte à certaines de leurs revendications.

Le projet d'accord "*compétitivité-emploi*" est rebaptisé "*sauvegarde de l'activité et de l'emploi*". "*La discussion est ainsi mieux ciblée sur le cas des entreprises connaissant des difficultés conjoncturelles*", commente Joseph Thouvenel (CFTC).

Le patronat promet d'accepter de discuter de "*sanctions*" en cas de non-respect de l'accord par l'entreprise et de la question d'un "*parallélisme*" de l'effort à consentir par les actionnaires. Les syndicats demandent la suspension de leurs dividendes pendant le temps de l'accord.

Pour les salariés concernés, les "*obligations familiales*" seront à prendre en compte, affirme également désormais le patronat.

La qualification de la rupture du contrat du salarié en cas de refus reste le principal point d'achoppement. Même remodelée, la proposition du Medef d'une rupture "*sui generis*" ne satisfait aucune organisation.

Pour la CGT, cette troisième voie proposée, entre le licenciement pour faute et le licenciement économique, ne sert qu'à "*sécuriser la procédure de licenciement pour le patronat*" pour "*contourner le licenciement économique*".

La CFTC et la CFE-CGC proposent qu'en cas de refus multiples, les licenciements n'entraînent pas l'obligation d'un plan social. Le Medef a promis de "*réécrire*" l'article.

"*Nous cherchons tous la porte de sortie juridique*", a résumé Marie-Françoise Leflon (CFE-CGC). (AFP 13.04)

Vous aurez remarqué que cette soi-disant négociation a été voulue par le patronat et le gouvernement qui en ont fourni le cadre et le contenu, l'objectif, obtenir une baisse du coût du travail en faisant appel au chômage partiel chaque fois que les capitalistes l'estimeront nécessaire, donc selon leur bon vouloir, leur diktat faisant loi, et que tous les syndicats ont accepté de participer à cette mascarade.

Quand les dirigeants des syndicats acceptent de se placer sur le terrain que les exploiters ont défini eux-mêmes, le leur évidemment, cela signifie qu'à l'arrivée les intérêts des travailleurs seront une nouvelle fois bradés.

Pourquoi faut-il rompre avec la BCE, l'UE et éventuellement l'euro ?

La loi de 1973 est adoptée le 3 janvier sur proposition du gouvernement de Pierre Messmer, Georges Pompidou étant président et Valéry Giscard d'Estaing ministre des Finances.

Lorsqu'ils évoquent la «loi de 1973», ses adversaires se réfèrent en fait à son article 25, selon lequel «*le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France*». «*En clair, l'Etat ne peut plus retirer d'argent auprès de cette dernière comme s'il avait une carte de crédit*», explique l'économiste Alexandre Delaigue (chroniqueur pour Libération).

Est-il possible d'abroger la loi de 1973 ?

Non, car... c'est déjà fait. L'intégralité du texte a été abrogée en 1994, dans le cadre de l'application du traité de Maastricht. Ce dernier reprend toutefois l'interdiction en son article 104 : «*Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres [...] d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux [...] administrations centrales des États membres*». Disposition reprise dans les traités ultérieurs, jusqu'à celui de Lisbonne, qui régit aujourd'hui le fonctionnement de l'Union. C'est donc de ce cadre qu'il faudrait s'extraire pour monétiser librement sa dette. (liberation.fr 13.04)

La question essentielle n'est pas quelle monnaie ou quelle banque centrale, mais pour qui, qui détient le pouvoir, les capitalistes ou les travailleurs ?

Toutes les voies mènent à la lutte de classe.

La candidate de Lutte ouvrière (LO) à l'Elysée Nathalie Arthaud indique, dans une interview au Monde publiée vendredi, être arrivée à Lutte ouvrière "par le catholicisme". (AFP 13.04)

Personnellement je suis arrivé au militantisme à 21 ans, d'une part parce que je rejetais la société telle qu'elle était, l'idée de devoir reproduire le mode de vie de mes parents qui étaient des travailleurs pauvres était un véritable cauchemar, d'autre part, après avoir été conduit à épouser les paradis artificielles pour mieux supporter ma condition misérable, j'ai compris que cette voie pouvait soulager ma peine ou mettre mes angoisses entre parenthèses temporairement, mais qu'en aucun cas elle ne pouvait constituer un moyen pour changer le monde.

ATTAC, une officine au service du capital.

Selon Dominique Plihon, économiste et président du Conseil scientifique d'ATTAC, «*il est normal de dire que la Banque centrale n'a pas à financer directement les Etats quand tout va bien. En revanche, elle doit le faire en temps de crise*». (liberation.fr 13.04)

Ils l'aiment la BCE, ils ne peuvent pas s'en passer, le vrai visage d'ATTAC.

Quand on analyse les rapports qui existent entre un parti et l'Etat ou entre un parti et les différentes classes qui composent la société, ce qui doit ressortir pour en tirer un enseignement, c'est la tendance générale qui se dégage de ces rapports et non un ou des faits extraits de leur contexte pour définir la nature de ces rapports qui permet ensuite de caractériser ce parti.

ATTAC est dirigée par une flopée de staliniens ou staliniens repentis qui n'ont jamais renié complètement le stalinisme, un pur hasard sans doute.

Quand l'essentiel passe sciemment à la trappe.

Informations ouvrières (IO n°195 page 14) donne la parole à un membre du bureau national du POI, apparemment à un stalinien repentis... à contre-cœur semble-t-il, qui a cru bon d'écrire un article dans lequel il s'emploie à voler au secours de dirigeants staliniens, Thorez, Marty, Tillon, Duclos, Lecœur, Vermeesch, estimant que "*l'attitude du PCF est pleine d'ambiguïté*" à propos de sa position sur la guerre d'Algérie, et devrait pour cette raison profiter du bénéfice du doute, à partir de morceaux choisis de l'épopée sordide de ces dirigeants traîtres au mouvement ouvrier.

En réalité, le PCF n'a fait que louvoyer entre la nécessité pour lui de soutenir la politique du Kremlin, dont il était devenu une agence dès le milieu des années 20, et celle de soutenir sa propre bourgeoisie, le tout en devant continuer d'apparaître comme un parti ouvrier, contradiction insoutenable, tâche impossible à accomplir sans se mettre forcément à dos l'un ou l'autre de ces acteurs.

Peu importe les positions qu'il a pu être amené à adopter à un moment ou un autre, les dirigeants du PCF ont toujours agi en contre-révolutionnaire, ils ont toujours été guidés par l'objectif d'interdire à la classe ouvrière de renouer avec les enseignements du marxisme et de la révolution russe et de construire un véritable parti communiste. Qu'ils aient adopté ici ou là des positions correctes ne change absolument rien sur le fond, c'était toujours pour le compte des raisons évoquées plus haut.

Depuis que les staliniens ont pris la direction du PCF, jamais ils n'ont développé une ligne politique conforme au socialisme, en fonction des circonstances ils ont défendu une politique correspondant aux besoins de la politique internationale du Kremlin, de leur propre bourgeoisie ou de leur appareil, et lorsqu'il leur est arrivé de prendre des mesures ponctuelles et limitées conformes

aux intérêts des travailleurs, ce fut toujours sous la contrainte des masses, tandis que leur orientation politique n'avait pas changé sur le fond.

C'est ce qu'il faut retenir pour caractériser précisément la nature de ce parti, son orientation générale, au lieu de procéder par abstractions successives pour redorer son blason et lui trouver des circonstances atténuantes ou des excuses. Honte à ceux qui se livrent à cet exercice criminel !

Voilà qu'après Bakounine (contre Marx et Engels), les dirigeants trotskistes du POI se font les complices de la réhabilitation du stalinisme (contre Lénine et Trotsky), on n'est décidément pas au bout de nos surprises. Surprises, si l'on veut...

On retiendra quand même au titre de ce qui nous paraît essentiel dans la lutte des classes, que ce n'est pas le PS et le PCF au pouvoir en 1936, puis après la guerre, qui donneront leur indépendance aux Algériens, mais un certain général de Gaulle devenu président de la Ve République. Pour le coup, si l'on suit le raisonnement de l'auteur de cet article, on devrait crier : Vive de Gaulle !

Enfonçons le clou, il n'y a rien d'étonnant à ce que la plupart des dirigeants du PCF se disent aussi gaullistes, comme ceux du PS d'ailleurs, là non plus cela ne tient pas de n'anecdote ou du hasard ou qui sait d'une malencontreuse coïncidence, mais correspond parfaitement à leurs intentions et à leur engagement politique... contre-révolutionnaire.

Achevons le boulot pendant qu'on y est. Comment expliquer que la décolonisation ne s'est pas faite sous des gouvernements de ces partis, sinon qu'ils soutenaient leur propre bourgeoisie qui était farouchement contre. N'est-ce pas là l'essentiel qu'il faut retenir ? Les uns et les autres refont l'histoire à leur convenance et personne ne devrait réagir, mais à quel degré de décomposition en est arrivé le mouvement ouvrier ?

Pour rappel, vérifions quand même que je ne fabule pas, (La France de 1945 à nos jours - Évolution politique, économique, sociale et culturelle - Cned – Académie en ligne -sur Internet) :

"... lors des élections à l'Assemblée constituante qui ont lieu ce même 21 octobre 1945 : le PCF avec 26,1 % des suffrages exprimés devient la principale force politique française, le MRP fait une percée flamboyante (23,8 %) et les socialistes obtiennent un score honorable (23,3 %). La gauche triomphe et remporte 80 % des sièges tandis que la droite s'écroule et n'obtient que 15,6 % des voix (43,4 % en 1936)."

Avec 80% des sièges à l'Assemblée constituante, le PCF et la SFIO (PS) n'ont pas été foutus de donner l'indépendance aux colonies, pas davantage d'avancer vers le socialisme. C'est cela l'essentiel, tout le reste est secondaire et devrait être traité comme tel.

La politique n'est pas une affaire personnelle, mais hélas, c'est ainsi que de nombreux militants la perçoivent, ne les jugeons pas, ils ont déteint sur leurs dirigeants il faut croire.

Actualité en titres

Leur société secrète la violence.

- 67.161 détenus dans les prisons françaises au 1er avril, nouveau record - AFP
- Mutinerie à la prison de Vezin-le-Coquet: 5 ans ferme pour les meneurs - 20minutes.fr
- Nouveau règlement de comptes à Marseille, le deuxième en 24 heures - AFP
- Dans le Nord, petits arrangements avec la loi dans trois commissariats - LeMonde.fr
- Règlements de comptes sur l'île de Beauté - 20minutes.fr
- Métro parisien: Un homme menace les voyageurs avec une arme - 20minutes.fr
- Le député Patrick Braouezec agressé en pleine rue à Saint-Denis - 20minutes.fr

Le bonheur des uns...

- Le patron d'Exxon a gagné près de 35 millions de dollars en 2011 - Reuters

- Les Grecs vont se serrer la ceinture pour les fêtes de Pâques - AFP

INFOS EN BREF

Politique

Portugal

Le Portugal a ratifié vendredi par voie parlementaire le pacte budgétaire européen qui a fait de la discipline et de la rigueur les principaux instruments pour lutter contre la crise de la dette.

Le parlement portugais a également approuvé le Mécanisme européen de stabilité (MES), destiné à soutenir les pays de la zone euro qui, comme le Portugal, connaissent des difficultés financières.

Le Portugal est devenu ainsi le deuxième pays après la Grèce à ratifier le pacte et le MES, Athènes les ayant approuvés fin mars.

Le vote au parlement portugais n'a posé aucun problème dans la mesure où la coalition de droite, qui dispose d'une confortable majorité, a été soutenue par l'opposition socialiste même si, à l'instar de ses homologues européens, les socialistes portugais estiment que le pacte n'évoque pas assez les mesures en faveur de la croissance et de l'emploi.

Le gouvernement portugais s'est dit "*particulièrement satisfait*" du consensus affiché au parlement par "*près de 90%*" des élus et a souhaité que ses partenaires européens ratifient ces traités "*avec des majorités aussi larges*". (AFP 13.04)

La réaction sert les rangs, c'est la moindre des choses. Pendant ce temps-là, l'air de rien, le plus tranquillement du monde, à croire qu'ils s'en foutent complètement, il y en a encore pour mettre en avant le front unique avec les partis pourris de l'Internationale socialiste. Vive Ben Ali et Moubarak (dont les partis en faisaient partie) ! Et dire que cela ne choque même pas nos anticapitalistes, c'est à se demander franchement ce qu'ils ont dans la tête.

Vous comprenez pourquoi la caractérisation des partis issus de la social-démocratie nous divise... On y reviendra.

Social

1- France

1.1- Liquidation de la Sernam.

Geodis a été retenu vendredi, sans surprise, pour une reprise partielle du transporteur Sernam, avec un peu plus de 800 postes qui pourraient être sauvés sur un total de 1.400.

Le tribunal de commerce de Nanterre a ordonné "*la cession des actifs et des activités de la société Sernam Services aux sociétés Calberson SAS et BMVirolle*", selon une copie du jugement que s'est procurée l'AFP.

Ancienne filiale de la SNCF, le spécialiste de la messagerie avait été privatisé en 2005 et acquis par le fonds Butler Capital. Mais il n'a pas résisté à la concurrence exacerbée du secteur, combinée à la crise économique.

Geodis/Calberson propose "*la reprise de 622 emplois à minima, auxquels pourront s'ajouter 37 emplois sous réserve de l'acceptation par les salariés les occupant d'une modification de leurs contrats de travail relativement à leur lieu de travail*", détaille le tribunal.

S'y ajoutent "*45 postes de travail destinés aux salariés du siège*" de Sernam, 65 postes pour les salariés de sa filiale Aster, ainsi que 62 postes repris par BMV.

Sernam compte encore 1.441 employés, contre 1.600 fin janvier, après les départs liés aux difficultés de l'entreprise.

Geodis avait accepté mardi de mettre davantage sur la table pour la reprise du fonds de commerce de Sernam: 500.000 euros contre 50.000 euros initialement, selon lui (certaines sources ont évoqué une somme de départ de 96 euros), auxquels s'ajoutent 250.000 euros proposés par BMV, sa filiale à 30%.

La marque Sernam ne devrait pas être conservée, Geodis souhaitant intégrer ses activités dans celles de sa filiale Calberson.

Tous les sites d'exploitation ne seront pas repris et pour les salariés non concernés par l'offre de reprise, une cellule de reclassement sera mise en place.

"*Tout le monde est inquiet, on ne sait pas encore qui est repris et qui est licencié*", a témoigné Marie Jego, salariée de l'agence de Reims, l'une des 52 agences Sernam. "*Ca fait mal de voir disparaître Sernam*".

"*Après tous les effort consentis depuis 40 ans, c'est déplorable, on est en colère*", a réagi pour sa part Alain Delpuech, délégué CGT.

La SNCF, où la rotation des salariés est importante, estime à environ 500 les postes qui pourraient correspondre à des profils d'employés de Sernam.

«*C'est joli sur le papier, mais ce ne sont que des promesses*», s'inquiète Patrice Clos, du syndicat Force ouvrière (FO). Le gouvernement a également mis en place une Bourse de l'emploi avec d'autres transporteurs. «*On devrait recaser tout le monde sans trop de problèmes. La livraison de colis est non délocalisable, l'activité du Sernam va donc se recréer ailleurs*», assure-t-on au ministère des Transports. FO n'y croit pas. Gérard Dutreuilh, délégué CFDT, est plus optimiste : «*J'espère que les acteurs du secteur vont se mobiliser.*»

Les camionneurs sont sur le fil du rasoir, comme l'illustre la sortie de route de Mory, numéro 2 français de la messagerie, repris en novembre par le fonds Caravelle avec 4 200 licenciements à la clé. Pour l'année 2012, c'est l'*«incertitude»*, explique Nicolas Paulissen, délégué général adjoint de la Fédération nationale des transports routiers. «*Les prix stagnent et les coûts augmentent. C'est l'effet ciseau. Et il faut ajouter à cela la volatilité des prix de l'essence...*» se lamente-t-il.

Les mois de janvier et février ont connu une forte hausse des défaillances d'entreprises, surtout chez les PME. (liberation.fr et AFP 13.02)

A l'arrivée, il risque d'y avoir des centaines d'ouvriers qui vont rester sur le carreau, et le délégué FO s'exclame guilleret c'est "*joli*", on se demandera ce qu'il lui faudrait pour que cela soit laid ou insupportable, qu'il soit viré à son tour par exemple ?

1.2- Etat carcéral.

Le nombre de détenus dans les prisons françaises a atteint un nouveau record historique le 1er avril, avec 67.161 personnes incarcérées, selon les statistiques mensuelles de l'Administration pénitentiaire (AP) publiées ce vendredi. (20minutes.fr 13.04)

2- Italie

Des milliers de manifestants ont défilé sous la pluie vendredi dans le centre de Rome pour dénoncer la réforme des retraites du gouvernement de l'ancien commissaire européen Mario Monti, adoptée en décembre dernier.

La CGIL, la principale centrale syndicale du pays, avait appelé à cette manifestation avec la CISL et l'UIL, deux confédérations plus modérées.

Cette mobilisation illustre un mécontentement grandissant contre les réformes économiques du gouvernement de "*techniciens*" formé à la fin de l'an dernier par Mario Monti pour faire face aux défis budgétaires.

"*Ce sont des technocrates qui jonglent avec les chiffres sans se rendre compte que, derrière ces chiffres, il y a la vie de millions de gens*", a déclaré l'un des manifestants, Antonio Lupano, 58 ans, ancien ouvrier du livre aujourd'hui à la retraite.

La ministre du Travail, Elsa Fornero, estime que 65.000 salariés prenant une retraite anticipée seront affectés par les réformes en cours, qui relèvent notamment l'âge légal de la retraite dans certains secteurs.

Elle affirme que les amendements au projet originel permettront d'assurer une couverture sociale adaptée à toutes les personnes concernées. Mais pour les syndicats, ce sont 300.000 salariés qui risquent de se retrouver du jour au lendemain sans emploi ni retraite.

Le mécontentement est également nourri par le projet de loi sur la réforme du code du travail italien, que le gouvernement souhaite faire adopter avant l'été et qui prévoit un assouplissement des règles de licenciement. (Reuters 13.04)

Economie

1- Banque, institutions financières, multinationales.

1.1- Selon un document déposé auprès de l'autorité boursière, la Securities and Exchange Commission (SEC), le PDG de Goldman Sachs Lloyd Blankfein a perçu une rémunération globale de 16,2 millions de dollars l'an dernier, en augmentation de 14,5% par rapport à 2010. (Reuters 13.04)

1.2- JPMorgan Chase a annoncé vendredi une baisse de 3% de son bénéfice net trimestriel, malgré la reprise récente dans le trading et les fusions-acquisitions mais une augmentation de son bénéfice par action, conséquence des rachats de titres effectués ces derniers mois.

La première banque américaine par l'actif a publié au titre du trimestre janvier-mars un résultat net de 5,4 milliards de dollars (4,1 milliards d'euros).

Wojtek Zarzycki, responsable de l'investissement chez Optimal Investing à Toronto, souligne que l'action a tellement monté au premier trimestre - elle est en hausse d'environ 30% depuis le début de l'année - qu'elle risque de ne pas beaucoup évoluer à court terme. (Reuters 13.04)

1.3- Wells Fargo a annoncé vendredi une hausse de son bénéfice au premier trimestre, à la faveur de résultats solides dans le crédit immobilier et d'une diminution des provisions pour créances douteuses et irrécouvrables.

La quatrième banque américaine a fait état d'un bénéfice net de 4,25 milliards de dollars. Le produit tiré des crédits immobiliers, dont Wells Fargo est le leader aux USA, a représenté 2,8 milliards de dollars.

"Wells Fargo a livré des résultats exceptionnels au premier trimestre, grâce à une forte croissance de nos revenus", commente le directeur général John Stumpf dans un communiqué. (Reuters 13.04)

1.4- Le directeur général d'Exxon Mobil, Rex Tillerson, a reçu une rémunération globale de 34,9 millions de dollars (26,5 millions d'euros) l'an dernier, soit 20% de plus qu'en 2010, annonce le groupe pétrolier américain dans un document boursier. Le patron du pétrolier concurrent Chevron, John Watson, s'est vu attribuer 24,7 millions de dollars, soit une augmentation de 52%. (Reuters 13.04)

1.5- La Banque de France (BdF) a enregistré en 2011 un bénéfice net de 1,57 milliard d'euros, en chute de 38%, un recul essentiellement attribuable à la mise en réserve d'une part importante du résultat pour renforcer la structure financière de l'établissement.

Le résultat d'exploitation atteint ainsi le plus haut niveau de l'histoire de la banque, à 5,65 milliards d'euros (+25%), en grande partie alimenté par la forte augmentation des placements à long terme, "en raison notamment des opérations de politique monétaire exceptionnelles menées par l'Eurosystème en réponse à la crise financière", selon un communiqué publié vendredi.

"En intervenant pour faire face à la crise, les banques centrales se sont exposées à un certain nombre de risques, à commencer par ceux qui sont liés à l'expansion de leur bilan", souligne l'établissement.

L'actif a progressé de 228 milliards d'euros (+47%), à 709 milliards.

"Nous avons plus de revenus, mais nous avons aussi plus de risques", a expliqué le gouverneur, tout en insistant sur le fait que les risques "pouvaient venir de toutes les parties (du) bilan", y compris des actifs autres que la dette souveraine.

"Il n'y a pas de risques identifiés", a-t-il néanmoins tempéré. "Sinon, on aurait passé des provisions", a-t-il expliqué.

Le Conseil général de la banque a décidé de verser un dividende de 877 millions d'euros à l'Etat, qui s'ajoute au paiement de 2,014 milliards au titre de l'impôt sur les sociétés. (AFP 13.04)

Ils ont augmenté les risques sans recourir à des provisions pour se couvrir, mais surtout pour présenter un bilan convenable permettant de reverser quelque 3 milliards d'euros à l'Etat, donc améliorer le bilan de ce dernier...

2- Espagne

Les banques espagnoles ont emprunté un montant record de 316,3 milliards d'euros auprès de la Banque centrale européenne (BCE) en mars, les établissements du pays étant de fait exclus des marchés de gros, annonce vendredi la Banque d'Espagne.

Le total du mois dernier est presque deux fois supérieur à celui de février, qui, à 169,8 milliards d'euros, constituait déjà un record.

A la suite de ces données, le rendement des obligations espagnoles est reparti à la hausse, de 11 points de base, à 5,93%, entraînant dans sillage le rendement italien.

"Des coûts de financement élevés et un accès inégal aux marchés risquent de poser de sérieux défis aux banques espagnoles pendant un certain temps, qui viennent s'ajouter à la pression que feront peser sur les bénéficiaires des charges de dépréciation plus sévères, des exigences en capital plus élevées et un environnement plus difficile", avait souligné Fitch dans un note publiée mercredi.

Le gouvernement espagnol a demandé début février aux banques de lever 50 milliards d'euros supplémentaires afin de se protéger des conséquences de la crise immobilière.

Les banques espagnoles et celles d'autres pays dits périphériques ont pu résoudre leurs difficultés de financement à court terme grâce aux deux opérations de refinancement à trois ans lancées en décembre et en février par la BCE, pour un total de plus de 1.000 milliards d'euros.

Mais, l'effet de ces mesures semble s'estomper, et avec la décision de ne pas respecter son objectif de déficit budgétaire 2012, la situation des comptes de l'Espagne revient sur le devant de la scène. (Reuters 13.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 15 avril

CAUSERIE

Rectificatif. Dans ma causerie d'hier, à propos du soutien du *Financial Times* à Hollande, il fallait lire la City et non Wall Street.

Ma connection Internet est toujours trop lente pour visualiser correctement des vidéos, sauf à certaines heures, j'ai ainsi pu voir en direct quelques morceaux du meeting de Mélenchon à Marseille. Un succès assurément, je ne parle pas du contenu de son discours digne d'un secrétaire général du PCF, mais de la participation.

La différence entre un meeting de Mélenchon et un meeting de ses concurrents de gauche, c'est que ces derniers emploient la terminologie de leur parti car ils s'adressent principalement à leurs propres militants dans la salle ou en plein air, alors que Mélenchon emploie un langage davantage populaire tout en faisant passer sa politique.

Mélenchon l'ilusionniste mérite bien qu'on le traite de populiste, démagogue manipulateur des masses, il en a encore fait la démonstration hier à Marseille en mettant en scène sa chère "*patrie*" et son cher "*drapeau*", celui des Versaillais, de la réaction.

Il n'y a pas de "*troisième voie*" possible entre le capitalisme et le socialisme. Le programme du FdG consiste à réhabiliter le réformisme mort et enterré depuis le début des années 80, réformisme financé précédemment dans les pays dominants par l'exploitation à outrance des masses des pays dominés, soutenu et encouragé par nos braves révolutionnaires internationalistes ayant cessé de combattre pour la révolution socialiste et qui appelleront logiquement à voter Mitterrand en 81.

Une fois passé l'enthousiasme aveugle suscité par ses discours lors de la campagne électorale, il est fort probable que la baudruche du FdG se dégonfle au lendemain des législatives aussi rapidement qu'un soufflé met à retomber quand il refroidit, non sans entraîner quelques difficultés à leurs dirigeants aux prises avec leurs bases... Comment pourrait-il en être autrement le PG n'ayant aucune assise ou si peu au sein de la classe ouvrière, et le PCF n'inspirant pas vraiment confiance aux travailleurs qu'ils n'ont pas l'intention d'organiser pour les dresser contre le régime.

Le PG a été fondé pour faire barrage au POI principalement, accessoirement au NPA. Il a repris la méthode du POI en se tournant vers les adhérents et les élus du PS et du PCF qui ne se reconnaissaient plus dans ces partis. Il a repris à son compte les principaux thèmes des satellites du PS, le PCF et EE-Les Verts, mais aussi du POI, il a littéralement vampirisé ces partis pour les affaiblir pour le compte... du régime en place.

De nos jours, le réformisme rimant avec impasse ou impuissance sert les intérêts de la réaction à moyen et long terme, dans la mesure où il sert essentiellement à renforcer l'idée dans la tête des travailleurs que finalement il est impossible de changer la société, même à la marge. Après avoir ranimé chez des millions de travailleurs l'espoir qu'une vie meilleure était possible, la chute, le désespoir ou la dépression qui s'en suivra n'en sera que plus brutale ou violente, une fois totalement désarmé et

abandonné à leur sort, le terrain étant déblayé, libre pour la réaction, il ne restera plus au capital qu'à passer à l'offensive.

Le réformisme, qui autrefois pouvait jouer un rôle progressiste dans la lutte de classe en ouvrant la voie à la mobilisation des masses, s'est asséché, vidé de sa substance, un cadavre, il lui fallait un tribun de talent pour donner l'illusion qu'il pouvait renaître de ses cendres en s'appuyant comme toujours sur les attentes et l'ignorance des masses et des militants gangrenés par des décennies de collaboration de classes et l'impossibilité d'entrevoir l'avenir au-delà du capitalisme, il l'a trouvé dans la personne de Mélenchon.

Le socialisme découle du développement historique du capitalisme qui a connu plusieurs phases et étapes depuis le XIXe siècle. Au cours du XXe siècle, il a connu une évolution à l'échelle mondiale, tant sur le plan économique que politique, modifiant à plusieurs reprises les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes.

Certains rapports économiques issus du développement du capitalisme entre la moitié du XIXe et le dernier tiers du XXe siècle ont connu des bouleversements tels qu'il n'est plus possible de les considérer de la même manière, sauf à le nier, à vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, à défaut pour la classe ouvrière de trouver les moyens de se doter d'une nouvelle direction politique pour en finir avec le capitalisme.

Jusqu'à il y a peu, les pays dominants produisaient et exportaient vers les pays dominés. Puis, les pays dominés se sont mis à produire et à exporter vers les pays dominants. Ensuite, les pays dominés ont continué à produire tout en développant leur marché intérieur ou régional. J'ai volontairement laissé de côté l'extraction des matières premières pour simplifier notre démonstration. Jusqu'à présent le coût du travail ou le coût de production dans les pays dominants trouvait une correspondance dans le niveau de vie des travailleurs. Pour faire court, disons qu'au niveau des salaires correspondait un niveau de consommation de marchandises et services. Ces marchandises étant dorénavant produites dans des pays où le niveau de vie moyen de la population est plus bas que dans les pays dominants, elles sont produites à un coût plus bas que dans les pays dominants. Ces marchandises moins chères et dégageant un énorme profit peuvent être commercialisées dans les pays où elles sont produites et trouver preneur auprès de la classe moyenne en pleine expansion ou chez les travailleurs qui ont de plus en plus accès au crédit, processus qui se trouve amplifié par la démographie favorable au pays où la production est concentrée. Petit à petit, la production de ces marchandises est abandonnée dans les pays dominants, car trop coûteuse ou pas suffisamment rentable.

La mise en concurrence des travailleurs du monde entier dans pratiquement tous les secteurs économiques a pour conséquence de privilégier la production dans les pays où le coût de la force de travail est le plus bas. Maintenant, pourquoi cela devrait-il impliquer une régression du niveau de vie des travailleurs dans les pays dits développés ? Il pourrait en être autrement si le coût réduit de la production dans les pays émergents était répercuté sur le prix de vente des marchandises en occident, mais ce n'est pas le cas, les capitalistes s'alignant sur les prix pratiqués dans les pays dominants pour engranger des profits gigantesques ; on pourrait concevoir que les prix des mêmes marchandises pourraient être divisés par 2 ou 3, voire davantage encore, mais il est difficilement concevable d'imaginer que les capitalistes décideraient de se passer de cette opportunité extraordinaire au profit des travailleurs, ce ne sont pas des philanthropes.

Ceux qui prônent le partage des richesses avant même d'avoir liquidé le capitalisme, oublient ou feignent d'oublier la nature du capitalisme qui s'oppose à l'idée de justice sociale. Leurs désirs auraient force de loi, alors que ce sont les rapports sociaux de production qui la déterminent

De plus, menant une lutte de classe féroce, y compris entre eux, les capitalistes ne sont pas disposés à s'asseoir sur des profits si facilement gagnés. Leur approche stratégique du marché (mondial) pour en tirer le maximum de profit est différente d'un continent à l'autre. Prenons un pays comme la France. Comment s'y prend-t-il pour en prendre le contrôle et imposer leur objectif ?

Ils commencent par vendre un produit moins que leurs concurrents qu'ils conduisent à la faillite ou qu'ils rachètent. Le consommateur qui économise sur l'achat d'une marchandise se retrouve donc avec une somme d'argent inutilisée (provisoirement). Les capitalistes peuvent estimer que cette somme est superflue, leur objectif n'est pas que les producteurs s'enrichissent ou vivent mieux. Quelque part cela signifie qu'ils pourraient continuer de vivre comme avant avec un salaire moindre, leurs salaires sont trop élevés puisqu'ils dépensent moins et économisent ou peuvent s'acheter quelque chose d'autre dont ils se passaient entre très bien hier. Il faut donc trouver le moyen de leur prendre cette masse d'argent superflue, même si elle est infime, sur le volume cela représentera des milliards d'euros ou de dollars sur lesquels les capitalistes entendront mettre la main, les politiques d'austérité mises en place y contribueront utilement par exemple.

Puis les prix de ces produits se remettent à augmenter prenant à la gorge ceux qui ont vu entre temps leur rémunération stagner ou diminuer, s'ils ne sont pas trop endettés, il leur restera ce recours pour continuer de vivre comme avant, en sacrifiant forcément autre chose au passage, la nourriture, la santé, la culture ou les loisirs, etc., dans tous les cas de figure ils se seront appauvris.

Par ailleurs, le développement de la production capitaliste ne peut qu'aiguïser la lutte des classes dans les pays où la main d'oeuvre est particulièrement bon marché, les producteurs exigeant leur part de la plus-value dégagée par la mise en oeuvre de leur force de travail, ce qui se traduira par des hausses de salaires qui leur permettront d'accéder à des secteurs du marché dont

ils étaient exclus jusqu'à présents, alimentant ou permettant au marché intérieur de croître.

Du point de vue des capitalistes, un consommateur chinois à plus de valeur qu'un consommateur occidental, même si ce dernier à un niveau de vie supérieur, car le consommateur chinois est également le producteur le plus exploité qui dégage le plus de profit, là encore, ce qu'ils perdent en profit du fait que les marchandises sont vendues à un prix plus bas, ils le regagnent sur le volume avec un marché de plus d'un milliard de consommateurs potentiels, sans compter leurs semblables dans la région, Inde, Pakistan, Bangladesh, Indonésie...

Autre avantage du travailleur/consommateur chinois ou son semblable pour les capitalistes, il n'a pas l'expérience et donc la culture du consommateur occidental, il achète n'importe quoi sans être trop regardant sur le rapport qualité/prix, c'est que j'observe en Inde. Mieux encore, en Chine ou en Inde l'inflation est galopante, les travailleurs qui achètent un bien d'équipement doivent obligatoirement passer par un emprunt à un taux prohibitif qui enrichissent les banquiers ou les organismes de crédit.

En conclusion, on aura compris que les travailleurs/consommateurs des vieux pays capitalistes ne présentent plus aucun intérêt pour les capitalistes qui lorgent du côté de la Chine, de l'Inde, du Brésil, du Mexique, de l'Argentine, etc. où le marché se développe et leur promet des profits mirobolants à court et moyen terme.

Au cas où nous ne parviendrions pas à renverser le capitalisme en Europe, les travailleurs sont voués à connaître une paupérisation croissante. Pourquoi la BCE est-elle si attachée à la maîtrise de l'inflation ? Afin d'éviter des hausses de salaires en premier lieu, ensuite parce qu'à la stagnation ou à la baisse des prix correspond la baisse de la valeur de la force de travail qui permet aux capitalistes de continuer à accumuler des profits.

En gros, plus le prix d'une marchandise baisse, moins il faut d'argent pour l'acquérir, donc il serait possible de l'acquérir avec un salaire plus bas. Plus les salaires sont élevés, plus il est possible de couvrir vos besoins, y compris des besoins superflus ou qui n'existaient pas hier encore. La stagnation ou la baisse des salaires vous conduit à restreindre vos dépenses, donc à faire l'impasse sur certains besoins, à vous priver. Au prix de vente de votre force de travail correspond à ce qui est socialement nécessaire pour la reproduire, formule qui signifie que votre salaire correspond grosso modo à ce qui est nécessaire pour satisfaire vos besoins élémentaires, voire au-delà, habitation, alimentation, habillement, etc. Le prix de vente de votre force de travail tend naturellement en régime capitaliste à correspondre au minimum nécessaire pour la reproduire.

C'est ce facteur déterminant que les capitalistes ont en permanence en ligne de mire dans le combat qu'ils mènent contre le prolétariat mondial. Les capitalistes font la chasse à tout ce qui est superflu selon eux et qui se situe au-delà de ce minimum vital. En développant la production dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché, ils s'en rapprochent, alors qu'ils s'en écartent en produisant en Europe.

Cette tendance devrait se renforcer dans les années à venir... Les capitalistes considèrent désormais le prolétariat européen comme un boulet inutile ou nuisible à leurs intérêts, dont il faut se séparer ou saigner à blanc de manière à maintenir ou augmenter leurs profits. (A suivre)

Un petit creux, c'était samedi hier, on va se faire quelques citations pour se détendre (<http://www.evene.fr/citations/>).

Albert Einstein

- « *Ceux qui aiment marcher en rangs sur une musique : ce ne peut être que par erreur qu'ils ont reçu un cerveau, une moelle épinière leur suffirait amplement.* »

Ou un tube digestif !

- « *La possession de merveilleux moyens de production n'a pas apporté la liberté, mais le souci et la famine.* »

D'où la nécessité d'exproprier ceux qui les possèdent.

- « *L'enseignement devrait être ainsi : celui qui le reçoit le recueille comme un don inestimable mais jamais comme une contrainte pénible.* »

Faudrait-il encore que celui qui enseigne en ait conscience, ce qui n'est pas le cas généralement malheureusement.

- « *C'est la personne humaine, libre et créatrice qui façonne le beau et le sublime, alors que les masses restent entraînées dans une ronde infernale d'imbécillité et d'abrutissement.* »

D'où la nécessité de briser nos chaînes et de revendiquer le meilleur et non des miettes tombées de la table des nantis.

- « *Celui qui ressent sa propre vie et celle des autres comme dénuées de sens est fondamentalement malheureux, puisqu'il n'a aucune raison de vivre.* »

On pourrait dire aussi que la plupart des gens passent leur temps à essayer de donner un sens à leur vie sans jamais y parvenir, parfois ils arrivent à s'en convaincre, mais cela ne dure pas.

- « *Rare est le nombre de ceux qui regardent avec leurs propres yeux et qui éprouvent avec leur propre sensibilité.* »

Faudrait-il que l'homme commence par admettre son ignorance pour évoluer et penser par lui-même.

Victor Hugo

- « *Il vient une heure où protester ne suffit plus : après la philosophie, il faut l'action.* »

On ne saurait mieux dire : apprendre pour comprendre et comprendre pour agir. (Lénine)

- « *Faire rire, c'est faire oublier. Quel bienfaiteur sur la terre, qu'un distributeur d'oubli !* »

Cela permet aussi de faire entendre des vérités auxquelles on reste sourd le reste du temps.

Voltaire

- « *L'homme est né pour l'action, comme le feu tend en haut et la pierre en bas.* »

L'action précède le verbe, comme l'homme a précédé dieu, sa création.

- « *Rien ne se fait sans un peu d'enthousiasme.* »

Faut-il encore croire en quelque chose.

- « *Un jour, tout sera bien, voilà notre espérance Tout est bien aujourd'hui, voilà l'illusion.* »

L'ignorance est mère de toutes les illusions.

- « *Il vaut mieux hasarder de sauver un coupable que de condamner un innocent.* »

On ferait mieux d'accorder le bénéfice du doute au socialisme, plutôt que de soutenir le capitalisme dont la culpabilité est avérée.

Friedrich Nietzsche

- « *La conscience est la dernière et la plus tardive évolution de la vie organique, et par conséquent ce qu'il y a de moins accompli et de plus fragile en elle.* »

On en a encore la preuve avec cette mascarade d'élection présidentielle.

On pourrait terminer dans la bonne humeur, donc en musique (vidéo), hard rock et underground, oreilles sensibles et aigris s'abstenir. Il y a 47 ans environ, j'avais 10 ans, je découvrais Jimi Hendrix à la télé, à l'époque de l'ORTF, j'ai tout de suite adopté cette musique d'un lyrisme et d'une puissance à couper le souffle, j'en avais la chaire de poule. Depuis rien n'a changé, la relève a été assurée pour notre plus grand bonheur...

A côté le rock français, c'est vraiment de la merde, c'est tellement vrai que les rares musiciens talentueux vont jouer dans des groupes anglais ou américains (un de mes potes était parti jouer (clavier) avec F. Zappa). C'est une question d'état d'esprit semble-t-il, les Français sont repliés sur eux-mêmes et manquent d'inspiration, elle s'épuise à défaut de se renouveler, alors que les Anglais et les Américains sont tournés vers le monde, ils ont conservé l'état d'esprit des siècles passés à la conquête de nouvelles découvertes ou de nouveaux espaces, c'est d'ailleurs l'un des rares avantages qu'on leur accordera.

Steve Vai (Incredible Guitar Performance)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=j_7iRZzISzI

Guitar Legends 1992 - Full Concert (Joe Satriani)

http://www.youtube.com/watch?v=UhhYqr44LfU&feature=player_detailpage

Yngwie Malmsteen - Live In Brazil 1998 (full concert)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=rLy2D5r8crk

Lou Reed- Transformer [Full Album]

http://www.youtube.com/watch?v=0RUnf8vKIMc&feature=player_detailpage

INFOS EN BREF

Social

Indonésie

L'équipementier sportif allemand Adidas est mis en cause samedi par le quotidien *The Independent* sur les conditions de travail des Indonésiens fabriquant la tenue des bénévoles des jeux Olympiques 2012, une accusation prise "*extrêmement au sérieux*" par les organisateurs.

Selon le quotidien britannique, les produits réalisés pour équiper les bénévoles, mais également les athlètes britanniques, sont réalisés pour le compte Adidas dans neuf usines indonésiennes où les ouvriers travaillent jusqu'à 65 heures par semaines pour des salaires de 42 centimes d'euro par heure.

"*Les ouvriers évoquent des salaires pitoyables, des objectifs de production déraisonnables, des horaires épouvantables et même des carrément des abus*", ajoute le journal. (AFP 14.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 16 avril

CAUSERIE

Commençons notre causerie là où nous l'avons laissée hier, dans un autre registre mais tout aussi génial, on a ainsi l'impression de se rapprocher un peu de notre idéal.

Horowitz Live in Vienna (1987)

http://www.youtube.com/watch?v=Nz26lpXtIT4&feature=player_detailpage

Horowitz Plays Rachmaninov: Piano Concerto No.3 - 1978 (NYP Orchestra / Zubin Mehta, Conductor)

http://www.youtube.com/watch?v=ua5E9HbhhnA&feature=player_detailpage

Menuhin & Kempff Beethoven sonata's for violin and piano.

http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=ENgL1sMs6hE

Michelangeli Plays Chopin (RAI 1962)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=ekbXF3eFvC0

Quelle merveille ! Bon dimanche à tous.

Bruit de campagne

Tout petit, petit, petit...

En meeting place de la Concorde à Paris ce dimanche, le président-candidat a pris soin, alors qu'il serrait quelques mains, de retirer sa montre d'un geste furtif pour la cacher dans sa poche, à l'abri des convoitises. (20minutes.fr 15.04)

J'ai visionné la vidéo, c'est exact. Pauvre type ! Si nous pouvions le pendre en place publique, on paierait les frais en refourguant

sa Rollex !

Wall Street. Franchement, il n'y a pas vraiment lieu de s'inquiéter

Wall Street voit "*une source d'incertitude réelle mais mineure*" dans l'éventualité de l'élection de Hollande, selon 20minutes.fr hier.

Selon Ray Attrill, cambiste chez BNP Paribas Americas, «*la demande en bons du Trésor français est restée relativement forte ces deux derniers mois. Il n'existe donc pas vraiment de signe tangible sur le marché prouvant que les investisseurs*» s'alarment de l'issue de l'élection française.

L'attention va revenir sur «*la situation politique en France car les marchés (...) qui n'ont aucune pitié en ce moment pour toute faiblesse au niveau économique (...) vont profiter de la période d'incertitude*» qui prévaudra nécessairement entre les deux tours pour spéculer, explique Gregori Volokhine, stratège du cabinet de gestion Meeschaert New York.

Au-delà de ces réactions instantanées, peu de mouvements sont à attendre à plus long terme, selon les analystes, pour qui le nouveau candidat élu ne disposera de toute façon que d'une marge d'action limitée pour changer de cap. «Les discours prononcés pendant la campagne, perçus comme étant hostiles à l'euro, hostiles à l'austérité budgétaire, vont disparaître très rapidement après l'élection car les circonstances dicteront à la gauche jusqu'où elle peut aller, et cela risque de ne pas être très loin», observe David Gilmore, économiste chez Foreign Exchange Analytics. (20minutes.fr 15.04)

M³PEP. Manipulation. Double langage. Les staliniens aux commandes. Tout et son contraire.

Comment faire croire qu'on est pour l'annulation de la dette ... alors qu'on est contre. Soumission au capital : mode d'emploi en deux actes.

1- Annulation dans le titre d'un tract du M³PEP datée du 9 avril (sur Internet) : *Annuler la dette publique !*

2- Remise en cause de cette annulation à l'intérieur de ce tract : "*La première mesure que doit prendre un gouvernement de gauche est d'annoncer le défaut de paiement et la restructuration de la dette !*"

C'est clair : qui dit "*restructuration*" ne dit pas "*annulation*". Mieux encore, il faudrait verser de l'argent aux gangsters de la finance qui ne se sont suffisamment engraisés sur notre dos : "*Les banques et compagnies d'assurance doivent être renationalisées à moindre (juste) coût.*"

On rappellera à ces philistins que l'argent des banques et des compagnies d'assurance ou autres institutions financières est le nôtre, à notre connaissance le banquier ou l'assureur ne produit absolument aucune richesse. Par conséquent, on ne leur doit pas un centime, en revanche, quand bien même qu'on leur aurait tout pris, ce seraient eux qui nous devraient encore l'argent qui a été mis à leur disposition par l'Etat ou la BCE avec l'accord de l'Etat et qu'ils ont dilapidé dans la spéculation, auraient-ils fini de nous rembourser qu'il devrait encore payer pour avoir racketté la population pendant tant de décennies et avoir bien vécu sur son dos.

Ce n'est pas fini : "*Il ne faut rembourser que partiellement les autres créanciers, en fonction de leur rôle dans la spéculation et de leur richesse : banques, fonds spéculatifs...*", ben voyons !

Faire vivre le PCF. Une stratégie de division, de capitulation et de défaite qui porte un nom tristement célèbre : le Front Populaire.

Ici la méthode est différente, il s'agit de mettre en avant une question pour en occulter une autre autrement plus déterminante. Certes, chacun a bien conscience que la question de sortir ou non de l'UE est importante, faut-il encore ne pas la traiter comme une abstraction et la replacer dans son contexte, à savoir quel sort on réserve à la Constitution de la Ve République dont dépendent tous les traités signés avec l'Union européenne et dont dépend l'existence même de cette institution européenne du capital.

La question de la sortie ou non de l'UE présente un intérêt pour les travailleurs, uniquement dans la mesure où elle serait assortie des conditions pour rompre avec le capital qu'incarne l'existence des institutions de la Ve République. La rupture avec l'UE ne signifierait pas forcément la rupture avec le capital indispensable pour avancer vers le socialisme, ce que confirment les programmes de tous les partis ouvriers.

Par contre, l'abolition des institutions de la Ve République poserait directement la question de la remise en cause des rapports sociaux de production sur lesquels repose le capitalisme, donc mettrait directement à l'ordre du jour la rupture avec le capitalisme et poserait les bases d'une réorganisation de la production et de la distribution des richesses en fonction des besoins de la population, une fois les capitalistes et actionnaires expropriés sans percevoir le moindre centime, ce qui ne figure pas au programme du PG ou du PCF.

Le refus de fixer cette orientation et cet objectif politique aux travailleurs qui permettrait de les rassembler pour vaincre leur ennemi, ne peut que se traduire par une orientation et un objectif destinés à les diviser, ce qu'incarne la perspective d'un Front populaire synonyme des pires défaites qu'ait connu le prolétariat, qui dans le passé n'a fait que frayer la voie à la guerre, au fascisme, au retour au pouvoir du parti officiel de l'ordre pendant de longues années.

Pourquoi le Front populaire divise-t-il les travailleurs et est-il synonyme de défaite ?

La principale caractéristique du Front populaire, c'est de refuser de s'attaquer aux fondements du capitalisme et aux institutions politiques du capital auxquels les partis qui le composent sont totalement soumis, il est donc la négation d'un gouvernement ouvrier. Une fois parvenu au pouvoir avec le soutien de la majorité de la classe ouvrière, dont les illusions se confondent avec ce gouvernement, ce dernier n'engageant pas une politique en rupture avec le capitalisme sera dans l'incapacité de satisfaire les revendications sociales des travailleurs qui, petit à petit ou rapidement cesseront de le soutenir avant de s'en détourner, dès lors, ce gouvernement affaibli et attaqué de toutes parts, la réaction n'aura plus qu'à se baisser pour reprendre le pouvoir, mieux encore, c'est le gouvernement de Front populaire qui l'appellera lui-même à l'aide.

Ainsi, c'est le Front populaire qui organise lui-même sa chute, on pourrait dire avant même d'exister puisque son orientation contre-révolutionnaire figure dans les projets des partis qui y participeront.

Comment le Front populaire se présente-t-il pour tromper militants et travailleurs ? Question que l'on ne peut aborder sans en poser une autre : Qui détient le pouvoir ?

Le Front populaire se présente comme un gouvernement ouvrier prétendant représenter l'intérêt général, mais comme il n'a pas l'intention de rompre avec le capital, l'intérêt général dont il est question ici coïncide forcément avec celui de la classe qui détient réellement le pouvoir, celle des capitalistes.

Le Front populaire n'est donc pas un gouvernement ouvrier, mais du capital, puisqu'il préserve ses intérêts au lieu de s'y attaquer.

Rompre avec l'UE n'offre aucune garantie à la classe ouvrière qu'une politique conforme à ses intérêts pourrait être mise en oeuvre. L'abolition de la Constitution de la Ve République n'en constitue pas une non plus comme on l'a vu plus haut, il faut y associer la liquidation de la totalité des institutions, donc de l'Etat bourgeois, pour se donner les moyens politiques d'avancer vers la constitution d'un Etat ouvrier, le socialiste, car la conservation des institutions de la Ve République sous une forme ou une autre, en les renommant VIe République par exemple, constitue un obstacle à tout changement de société, dans la mesure où elles ont pour rôle de légitimer les rapports sociaux de production et d'échange existant, de fournir un support juridique et légal à la domination de classe des capitalistes sur la classe ouvrière.

Il est facile de concevoir qu'il sera impossible de construire un nouvel Etat, ouvrier, une République social ou socialiste, aussi longtemps que l'Etat bourgeois demeurera en place. On ne peut pas concevoir que deux Etats coexistent dans le même pays, c'est un non-sens, à l'état embryonnaire c'est possible, mais pas au-delà, uniquement lorsqu'il existe une situation de double pouvoir, de la même manière que ne peut pas coexister (durablement) dans le même pays deux modes de production par définition antagoniques, l'un basé sur la propriété privée des moyens de production, l'autre sur la propriété collective.

Il y en a qui considèrent que le capitalisme d'Etat incarnerait de manière embryonnaire le passage du capitalisme au socialisme, et qu'il suffirait de lui donner plus de consistance pour passer au socialisme, alors qu'en réalité le capitalisme d'Etat sert en premier lieu les intérêts des capitalistes qui n'ont pas envie d'investir lourdement dans des secteurs économiques réputés déficitaires ou qui par leur nature n'ont pas en principe vocation à dégager du profit, santé, éducation, etc.

J'ai pris soin de préciser "en principe", car l'évolution du capitalisme mondiale qu'incarne la marchandisation poussée à l'extrême conduit à la privatisation des services jusque là assurés par l'Etat correspondant à la prise en charge des besoins sociaux élémentaires de la population. On s'aperçoit que le capitalisme d'Etat correspond à la fois à une étape du développement du capitalisme et de ses besoins et aux rapports existant entre les classes à un moment donné de la lutte des classes, qui loin de préfigurer l'Etat ouvrier de demain, qui, dès lors qu'il amorçait une nouvelle étape et que les rapports entre les classes lui étaient plus favorables, le capitalisme liquidait, privatisait les entreprises d'Etat et les services sociaux.

Ainsi le capitalisme d'Etat ne peut constituer ni la base d'un Etat ouvrier ni s'inscrire pas dans dans cette perspective, parce que fondamentalement sa nature est liée à celle du régime, le capitalisme. C'est d'autant plus vrai ou évident que le fonctionnement sur le plan financier des entreprises d'Etat ou les services publics ou sociaux dépendent des banques et des institutions qui vous l'admettez incarnent au plus haut niveau le capitalisme.

Vous me direz qu'il y en a qui n'hésitent pas (dans nos rangs) à attribuer aux banquiers un rôle social, partant sans doute du principe qu'il y a du bon en toute chose ou reléguant au second plan les conséquences de la dictature du capital, il s'en trouve toujours pour être incapables de faire la part des choses et confondre l'essentiel du secondaire, quand cela les arrange, mais dans ce cas-là on ne peut plus prétendre incarner les intérêts collectifs et fondamentaux des travailleurs, on défend une autre cause,

celle des capitalistes.

Pour revenir à notre sujet, ce n'est pas "*l'extrême droite*" ou "*Sarkozy*" qui "*divise le peuple*", mais ceux qui refusent d'adopter une orientation politique se fixant comme objectif la liquidation du capitalisme et l'abolition des institutions de la Ve République, la destruction de l'Etat bourgeois.

On comprend pourquoi Mélenchon a occulté (à la Bastille) le principal enseignement de la Commune de Paris que formulèrent Marx et Engels :

- "*... la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner pour son propre compte.*" (Karl Marx : La Guerre civile en France, 1871)

Puis Lénine :

- "*Chose extrêmement caractéristique : c'est précisément cette correction essentielle que les opportunistes ont dénaturée et les neuf dixièmes, sinon les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des lecteurs du Manifeste communiste en ignorent le sens. (...)*

Qu'il nous suffise, pour l'instant, de marquer que l'« interprétation » courante, vulgaire, de la fameuse formule de Marx citée par nous, est que celui-ci aurait souligné l'idée d'une évolution lente, par opposition à la prise du pouvoir, etc. En réalité, c'est exactement le contraire. L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit briser, démolir, la « machine d'État toute prête », et ne pas se borner à en prendre possession... « Briser la machine bureaucratique et militaire », en ces quelques mois se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'État au cours de la révolution. Et c'est cette leçon qui est non seulement tout à fait oubliée, mais encore franchement dénaturée par l'« interprétation » dominante, du marxisme, due à Kautsky !" (Lénine, L'État et la Révolution, 1919).

Voici les passages d'un article publié sur le portail Faire vivre le PCF dont je me suis inspiré pour rédiger cette causerie : , dimanche 15 avril 2012 (<http://lepcf.fr>).

- "*(...) Ces contradictions seront exacerbées dans l'attitude face à l'Union Européenne. C'est de là que viendront des actions violentes contre toute mesure de rupture politique en France. Sanctions économiques, politiques, réglementaires qui pousseront tout gouvernement de gauche à la question de la « désobéissance européenne ». C'est une question qui divise à gauche, entre ceux qui posent la question de la sortie des institutions européennes et ceux qui affirment qu'un changement politique à l'échelle de l'Europe est possible. Or, c'est aussi sur cet enjeu de la construction institutionnelle européenne que la fracture sociale et politique s'est cristallisée en France avec le NON de 2005 ! C'est un des ressorts utilisé par l'extrême droite, et même Sarkozy pour diviser le peuple.*"

- "*N'oublions pas la leçon chilienne. Si le coup d'état de Pinochet a finalement été décidé et organisé par la puissance US, il a été rendu possible par la situation sociale contradictoire marquée à la fois par les forces de soutien au changement, et par l'utilisation des contradictions sociales par la bourgeoisie pour diviser le peuple...*"

Alors que réformistes et stalinien se refusèrent à mobiliser les masses avant l'élection d'Allende sur la base d'une rupture avec les institutions, à élever leur niveau de conscience politique au niveau de cet objectif pour qu'elles puissent s'en saisir, laissant ainsi la voie libre à la dictature militaire de Pinochet... Le même scénario qu'en Espagne ou en France quelques décennies plus tôt.

Qu'est-ce qui se cache derrière cet engouement pour la "**croissance**" ?

Sarkozy , Bayrou, Hollande, Mélenchon, Thibault, Mailly ou Chérèque n'ont plus que ce mot-là à la bouche, la "**croissance**", qui serait la panacée, pourquoi ? Parbleu, mais pour sortir de la crise voyons !

Ce que Hollande et Mélenchon oublient de préciser, c'est comment, de quelle manière ils comptent s'y prendre.

Du côté de Sarkozy et Bayrou, la question ne se pose pas, il suffit d'amplifier la politique anti-ouvrière menée depuis des années en calquant sur ce qui a déjà été fait dans d'autres pays, Grèce, Irlande, Portugal, Espagne, Italie : réduire les salaires et les retraites, réduire le coût du travail pour que les entreprises puissent rivaliser sur le marché mondial avec celles qui imposent des conditions de travail à leurs travailleurs dignes de la fin du XIXe ou du début du XXe siècle.

L'autre voie consisterait à rompre avec le capitalisme, avec sa logique basée sur la recherche du profit. Impossible de l'envisager pour Hollande ou Mélenchon qui sous différents masques sont des représentants du capital.

Que faut-il pour qu'il y ait croissance ? Produire plus, ce qui nécessite de pouvoir caser sa production sur le marché, d'affronter la concurrence et de proposer des prix plus bas. Comment y parvenir sinon en copiant les conditions dans lesquelles leurs

concurrents produisent et dégagent de la plus-value, les conditions de travail et les rémunérations qu'ils imposent à leurs salariés, les cadeaux fiscaux et autres exonérations, privilègent dont ils bénéficient de la part de l'Etat.

Sinon ? Sinon, vendre à perte, s'endetter et faire faillite, licencier et mettre la clé sous la porte. C'est dans ce schéma que les uns et les autres veulent enfermer les travailleurs. C'est à prendre ou à laisser, de toutes manières on ne vous demandera pas votre avis, de ce point de vue, l'élection présidentielle est une vaste escroquerie, les abstentionnistes sur lesquels ils tapent tous et qui le sentent très bien, ne sont pas à blâmer mais plutôt à encourager, ceci explique aussi cela notons au passage.

Sinon ? Briser cette spirale infernale qui consiste à se soumettre à la loi du marché, à la dictature du capitalisme, à subir toujours et encore davantage de sacrifices pour finalement vivre de plus en plus en mal, et envisager de changer les bases de la société.

Capitalisme ou socialisme, voilà à quoi nous rêmène cette question. A poser la question qui produit pour qui, qui détient le pouvoir d'en décider, la classe au pouvoir qui mène la société au chaos et à la barbarie, ou la classe exploitée qui aspire légitimement à son émancipation et à la liberté.

On s'aperçoit que le développement de la situation conduit de plus en plus à se poser des questions fermées, auxquelles on ne peut répondre que dans un sens ou dans l'autre, ne laissant la place à aucune forme de tergiversation ou échappatoire. Chaque question finit par être posée sous forme d'alternatives, elle ne laisse place à aucune autre interprétation ou théorie possible. Ce que reflète la radicalisation politique de chaque camp, à ceci près que les seuls qui pourraient représenter le nôtre ne sont pas en mesure de se faire entendre ou si peu, du coup les travailleurs n'entendent que la voie des représentants du capitalisme, y compris celle de Mélenchon.

Actualité en titres

Réaction. De gré ou de force il faudra vous y faire.

- Les Français face aux inégalités : une inquiétante hallucination collective - Atlantico.fr -

- Mais pourquoi cette allergie française aux entreprises ? - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Sommet de l'OEA.

Les divisions sur l'hostilité des Etats-Unis envers le régime communiste cubain ont empêché dimanche l'adoption d'un communiqué final sanctionnant le sommet des Amériques de Carthagène-les-Indes, a annoncé l'hôte de la réunion, le président colombien Juan Manuel Santos.

Dans la journée, de nombreux gouvernements sud-américains avaient menacé de ne pas signer de déclaration finale si Washington ne mettait pas fin à l'exclusion de Cuba de l'Organisation des Etats américains.

La Havane avait été exclue en 1962 de l'OEA et les Etats-Unis et le Canada ne veulent pas depuis infléchir leur position. (Reuters 15.04)

2- Bahreïn

Des centaines de personnes ont manifesté à l'appel de l'opposition chiite qui a décidé d'intensifier les protestations à l'occasion de la tenue contestée du Grand Prix de Formule 1 à Bahreïn.

Le gouvernement a pour sa part estimé que la décision de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) de maintenir la course pour le 22 avril "reflète la confiance en la stabilité et la sécurité" du royaume et dénoncé "les tentatives d'entraîner le pays vers le chaos".

La FIA avait mis fin vendredi à des semaines de spéculations en annonçant que la course, annulée l'année dernière en raison du mouvement de contestation qui secouait alors le petit royaume du Golfe, aurait lieu à la date prévue.

L'opposition conduite par le Wefaq, principale formation chiite, a annoncé le début à partir de dimanche d'une "semaine de confrontation et de défi" devant culminer le 22 avril lors du Grand Prix.

La manifestation de dimanche a eu lieu à Bilad al-Qadim, un village chiite à l'est de Manama, non loin de l'ambassade des Etats-Unis, selon des témoins.

"*Khalifa, dégage*", ont crié les manifestants à l'adresse du Premier ministre, Khalifa ben Salman Al-Khalifa, en poste depuis 1971. Ils ont brandi le drapeau bahreïni, rouge et blanc, et des portraits de Abdel Hadi al-Khawaja, un opposant condamné à la perpétuité et en grève de la faim depuis plus de deux mois.

Des manifestations quotidiennes sont prévues dans les localités chiites entourant Manama, dont une mardi près de l'aéroport international de Bahreïn, selon le Wefaq, qui exige des réformes de la part de la dynastie sunnite et notamment le départ du Premier ministre, un oncle du roi.

Des jeunes du collectif de la "*Révolution du 14-Février*", moteur de la contestation en 2011, ont appelé à "*trois jours de colère*" de vendredi à dimanche, dans le but d'entraver la tenue de la course.

"*L'opposition veut profiter de la tenue du GP pour faire entendre ses revendications pour une évolution démocratique à Bahreïn*", a déclaré à l'AFP Abdel Jalil Khalil, un dirigeant du Wefaq. (AFP 15.04)

3- Israël

Plusieurs dizaines de militants pro-palestiniens ont manifesté dimanche à Roissy-Charles-de-Gaulle après s'être vu refuser leur enregistrement par des compagnies aériennes, leur nom figurant sur une liste de "*personnes indésirables*" communiquée par Israël.

Les manifestants, arrivés dès 05H00 au terminal 1 de Roissy-CDG, souhaitent embarquer, pour certains, à bord de vols Lufthansa et Swiss Air à destination de Tel Aviv, afin de se rendre à Bethléem dans le cadre de l'opération "*Bienvenue en Palestine*". Ils ont été refoulés avant leur embarquement, conformément à une demande en ce sens des autorités israéliennes.

"*Aujourd'hui, le check-point est à Paris!*", ont scandé les manifestants, encadrés par plusieurs dizaines de CRS, avant de se diriger vers le comptoir de la compagnie Lufthansa pour demander une "*attestation écrite officielle*" leur expliquant les raisons de leur interdiction de vol.

Certains agitaient des drapeaux palestiniens ou des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "*Roissy, territoire palestinien*" ou "*Paris aux ordres d'Israël!*"

"*Notre mouvement est totalement pacifique. Mais malheureusement, on continue de nous considérer comme des auteurs de trouble*", a déploré Olivier Buchotte, l'un des organisateurs en France de "*Bienvenue en Palestine*", selon qui "*plusieurs dizaines de personnes*" se sont vu opposer un refus d'embarquement.

"*On a l'impression que les frontières d'Israël se trouvent désormais à Roissy. C'est une atteinte à notre liberté de circulation*", a-t-il dénoncé.

Selon un sympathisant pro-palestinien, Romain Lauféron, une manifestation a également eu lieu à l'aéroport de Bâle-Mulhouse, où des militants se sont vu refuser l'embarquement à bord d'un vol Easyjet. "*Nous avons bloqué le comptoir de la compagnie, en guise de protestation*", a-t-il assuré à l'AFP.

Les militants pro-palestiniens interdits d'embarquement avaient été avisés dès jeudi par les compagnies aériennes qu'ils ne pourraient s'envoler pour Tel Aviv. Ils ont décidé de venir malgré tout dans les aéroports concernés, pour "*dénoncer cette décision*".

"*On nous a prévenu, mais sans nous fournir d'explications*", a assuré à l'AFP Sylvie Deplus-Ponsin, médecin de 63 ans, membre de la Ligue des Droits de l'Homme. "*Je suis mère, grand-mère, je n'ai rien à mon casier judiciaire... Mon engagement est pacifique, c'est sans ambiguïté*", a-t-elle ajouté, jugeant "*incompréhensible*" l'annulation de sa réservation.

L'opération "*Bienvenue en Palestine*", mise en place pour la troisième année consécutive, consiste pour 1.500 militants, dont 500 à 600 Français, à se rendre à Bethléem, dans les territoires palestiniens, pour inaugurer une école internationale. (AFP 15.04)

Je ne connais pas les militants à l'origine de cette initiative, je ne sais pas quelles sont leurs motivations exactes, cependant on ne peut que condamner l'Etat français et les compagnies aériennes qui se font les complices de l'Etat sioniste qui organise le blocus ou l'isolement des territoires palestiniens.

[Haut de page ↗](#)

Le 17 avril

CAUSERIE

Hier je vous ai souhaité bon dimanche alors que nous étions lundi ! Comme je bosse 7j/7, les jours se ressemblent. J'ai peut-être besoin de repos et de me changer un peu les idées aussi. Sans compter la chaleur écrasante et toujours autant de coupures de courant qui m'empêchent de dormir trois heures d'affilée.

Certains estiment que les présidentielles sont pliées. D'autres estiment que le premier tour pourrait réserver de grosses surprises. Nous n'en savons fichtre rien. L'essentiel est ailleurs avant comme après cette élection, ce sont les conditions objectives (matérielles) que subissent les travailleurs et la manière dont ils les interprètent et les supportent.

Questions :

1- Que signifie que Sarkozy puisse rassembler quelque 45% des voix exprimées le 6 mai ? Que signifie que Hollande soit plébiscité alors qu'il s'apprête à poursuivre la politique de Sarkozy ?

2- Que signifie : "*Les conditions objectives du passage du mode production capitaliste au socialisme à l'échelle mondiale sont depuis longtemps réunies* (CCI-T et GB), alors que dans son discours, lors des obsèques de P. Lambert (POI), D. Gluckstein affirmait que les conditions objectives n'étaient pas encore mûres ? S'agit-il de la même chose ? Qu'entend-on par conditions objectives ? Pour qui ? Je vous laisse y réfléchir. J'ai déjà abordé cette question dans une précédente causerie. En fait, j'ai abordé des centaines de questions depuis 2008 et je rechigne à y revenir, pas par fainéantise mais par lassitude...

Mais où donc est passé le fric ? Toujours dans les mêmes poches.

Ces 600 milliards qui manquent à la France. Enquête au coeur de l'évasion fiscale, par Antoine Peillon. (Ed. Le Seuil). Présentation.

600 milliards d'euros : c'est la somme astronomique qui se cache depuis des décennies dans les paradis fiscaux, soit près de 10% du patrimoine des Français. Comment cette évasion fiscale massive a-t-elle été rendue possible ? Et pourquoi l'évasion de ce patrimoine fait-elle l'objet d'une telle omerta judiciaire, alors que les institutions de contrôle, la police, la justice, la douane, les services de renseignements, etc. en possèdent l'essentiel des preuves ? Quand on connaît la situation des comptes publics de la France, la question mérite d'être posée...

Exploitant une somme impressionnante de données ultraconfidentielles, l'auteur de ce livre met pour la première fois au jour l'étendue, les circuits, les mécanismes secrets de cette gigantesque fraude fiscale. Il montre quelles techniques sophistiquées - et parfaitement illégales - utilise une grande banque étrangère pour opérer sur le territoire français, pour approcher les fortunes privées, celles du showbiz, du sport et des affaires. S'appuyant sur des témoignages exceptionnels, il révèle comment s'organise l'impunité de tous ceux qui participent à ce système qui soustrait à la France une part colossale de sa richesse nationale. Où l'on croise alors d'autres réseaux et circuits de financement, politiques cette fois... (seuil.com 22.03)

L'un des objectifs de la construction de l'Union européenne était de transformer les pays qui la composent en autant de paradis fiscaux calqués sur le modèle américain, en zones de non-droit pour les travailleurs ; on vient d'apprendre qu'Obama payait moins d'impôts que sa secrétaire. On ne peut même plus dire que les Etats-Unis seraient réduits à un appareil judiciaire et policier, puisque la justice et la police sont en grande partie privatisées, y compris l'armée recourant à des sociétés privées fournissant des mercenaires. Quant au budget de l'Etat, il est défini par un cartel de banques privées (Fed) qui dictent leur loi. Les Etats sont devenus la propriété privée des banquiers.

La nostalgie de l'époque "glorieuse" et "civilisatrice" des expéditions coloniales, des marchés aux esclaves, des safaris...

Le safari du roi Juan Carlos, parti chasser l'éléphant au Botswana, fait des vagues en Espagne, dans un pays rattrapé par la crise de la dette où un jeune sur deux est sans emploi.

La presse espagnole s'indigne du coût élevé du voyage - 30.000 euros selon le quotidien El Mundo - et du manque de transparence de la Maison royale qui promettait il y a trois mois de publier ses revenus après l'inculpation du gendre de Juan Carlos pour une affaire de corruption.

Le voyage, la semaine dernière, serait resté secret si le roi, âgé de 74 ans, ne s'était fracturé la hanche en trébuchant sur une marche, ce qui a nécessité son rapatriement d'urgence à Madrid où il a été opéré samedi matin.

Juan Carlos avait appelé, lors de son message de Noël, les dirigeants espagnols à se montrer exemplaires dans un pays plombé par la crise et miné par l'austérité. (Reuters 16.04)

Un éléphant n'a même pas eu le temps d'achever le boulot, les travailleurs espagnols s'en chargeront...

Parole d'internaute.

- *"Bref des agissements de dictateur psychopathe, qui tue tous ceux qui ne lui lèchent pas les bottes. Et ce qui m'a agacé en final, c'est sa position obstinée pour le tout nucléaire, alors qu'il a fait semblant d'être compatissant en s'étant rendu courageusement à Fukushima..... et de découvrir que ce n'était qu'un ignoble MENSONGE.*

Mais comment peut-on mentir à ce point devant deux assemblées distinctes ? Comment peut-on rire de cette situation qui s'avère de jour en jour plus dramatique. C'est un monstre cynique.

Si dans mon entourage je trouve encore un partisan qui s'affiche pour ce menteur, je lui rappelle que qu'accepter un mensonge est d'une extrême gravité, dans toutes les strates des collectivités.

Dans le monde des affaires, un négociant qui est pris en flagrant délit de mensonge est banni par le milieu. Le seul type de mensonge « autorisé » est le mensonge par omission, taire une vérité passe, mais raconter des bobards c'est une perte de confiance totale.

Je ne vote ni à droite ni à gauche je vote pour une certaine honnêteté intellectuelle, Jean-Luc Mélenchon me semble le plus clair, le plus transparent, le plus subtil, le plus intelligent des cinq prétendants au trône.

Je vote Jean Luc Mélenchon au 1e et au 2 eme tour... Mentir est une insulte aux auditeurs...

Giscard aura eu ses diamants, ses parties de chasse et le repos du chasseur par Bokassa 1er Nicolas 1er aura eu l'occasion de rire d'une catastrophe sanitaire sans précédent (Fukushima) et manqué de respect aux Alsaciens qui savent le danger de leur ruine nucléaire qui se situe sur une zone sismique et inondable et à des jeunes fans dont il s'amuse à raconter des fables dont seul lui croit qu'elles sont comiques.

Lorsque l'on MENT sur un sujet on est capable de MENTIR sur tous les autres sujets.

Les MENTEURS m'insupportent !" (blogs.lexpress.fr/attali 16.04)

Vous avez tort de considérer que "le seul type de mensonge « autorisé » est le mensonge par omission, taire une vérité passe", c'est le mensonge favori du candidat pour lequel vous allez voter, notamment, vous pouvez sans doute vous permettre cet entorse à vos principes, des millions de travailleurs livrés au désespoir ne peuvent pas se permettre ce luxe.

Le seul mensonge que l'on peut accepter n'en est pas un en réalité, il consiste à reproduire involontairement une information incorrecte ou à livrer une analyse fausse reposant sur des faits inexacts ou tronqués et méconnus de son auteur.

On ne peut tolérer absolument aucune entorse à ce principe, ce n'est pas négociable. En fait, tout le monde ou presque s'en accommode volontiers.

Bruit de campagne.

Un aveu et un mensonge.

Hollande à Vincennes.

- *"Nous avons d'abord à vaincre le fatalisme, la résignation et le découragement qui nourrissent l'abstention. Ce retrait civique qui empêche bon nombre de nos concitoyens qui auraient tout intérêt au vote et qui s'en détournent alors qu'ils pourraient exprimer le dernier droit qu'il leur reste. " (libération.fr 16.04)*

Merci de préciser que les institutions sont ainsi faites, qu'en réalité les travailleurs n'ont aucun droit politique ou si peu. Quant à l'intérêt qu'ils auraient d'aller voter, il est hypothétique et c'est un euphémisme, surtout pas pour Hollande.

Un châtelain peut bien en soutenir un autre.

Dans une interview au Parisien-Aujourd'hui en France, Jean-Luc Barré, qui a aidé l'ancien président dans la rédaction de ses Mémoires, déclare: «*Jacques Chirac est fidèle à lui-même lorsqu'il déclare qu'il votera pour Hollande*».

Lundi dans Le Monde, un des plus proches conseillers de l'ex-président, Hugues Renson, expliquait également s'être rendu au meeting du candidat socialiste sur l'esplanade du Château de Vincennes dimanche. «*Les valeurs de tolérance, de respect, de cohésion nationale m'ont fait m'engager auprès d'un homme, je les retrouve aujourd'hui auprès d'un autre*», dit-il au quotidien du soir.

De nombreux proches de Jacques Chirac s'apprêteraient aussi à voter pour François Hollande. Parmi eux, son ex-gendre, l'ancien judoka Thierry Rey, qui n'a jamais caché son engagement à gauche, mais aussi sa fille Claude Chirac et son gendre Frédéric Salat-Baroux, ex-secrétaire général de l'Élysée, qui auraient «*discrètement envoyé des messages de soutien au camp adverse*», d'après Le Parisien.

Finalement, pour Jean-Luc Barré, dans le «*clan Chirac*», «*Bernadette est la seule à militer pour le président sortant*».(20minutes.fr 17.04)

En famille. Piqué au vif. Dis-moi qui tu fréquentes...

Etonnant de constater que le candidat du Front de gauche, qui a fait du combat contre l'extrême droite l'un de ses axes de campagne, a accepté l'invitation à une cérémonie en l'hommage de Patrick Buisson, "oui, j'étais à sa remise de légion d'honneur!" en 2007, en compagnie de Jean-Christophe Cambadélis notamment, a-t-il admis.

«*Vous croyez que ça intéresse les gens de savoir si je suis ami avec Patrick Buisson?*», a répondu, lundi matin Mélenchon questionné par le journaliste Jean-Jacques Bourdin sur BFMTV. Patrick Buisson est un ancien rédacteur en chef de Minute et Valeurs actuelles et conseiller de Nicolas Sarkozy. (20minutes.fr 16.04)

Ce n'est pas le spectre du communisme qui hante ou qui manque à Mélenchon, mais les allées du pouvoir. Il peut hurler à la calomnie, on s'en fout. A chacun son René Bousquet !

Enseignements du marxisme.

- "Marx nous apprend à éviter ces deux erreurs : il nous apprend à faire preuve de la plus grande audace dans la destruction totale de la vieille machine d'Etat; il nous enseigne d'autre part à poser le problème d'une façon concrète, la Commune a pu, en quelques semaines, commencer à construire une machine d'Etat nouvelle, prolétarienne, procédant de telle et telle façon, en prenant les mesures précitées tendant à assurer une plus grande démocratie et à extirper le bureaucratisme. Apprenons donc des communards l'audace révolutionnaire, tâchons de voir dans leurs mesures pratiques une esquisse des mesures pratiquement urgentes et immédiatement réalisables; c'est ainsi que nous parviendrons, en suivant cette voie, à détruire complètement le bureaucratisme.

Ce qui garantit la possibilité de cette destruction, c'est que le socialisme réduira la journée de travail, élèvera les masses à une vie nouvelle, placera la majeure partie de la population dans des conditions permettant à tous, sans exception, de remplir les "fonctions publiques". Et c'est ce qui conduira à l'extinction complète de tout Etat en général.

"Le rôle de la grève de masse, poursuit Kautsky, ne peut jamais être de détruire le pouvoir d'Etat, mais seulement d'amener le gouvernement à des concessions sur une question donnée, ou de remplacer un gouvernement hostile au prolétariat par un gouvernement allant au-devant (entgegenkommende) des besoins du prolétariat... Mais jamais et en aucun cas, cela [c'est-à-dire la victoire du prolétariat sur le gouvernement hostile] ne peut mener à la destruction du pouvoir d'Etat; il ne peut en résulter qu'un certain déplacement (Verschiebung) du rapport des forces à l'intérieur du pouvoir d'Etat... le but de notre lutte politique reste donc, comme par le passé, la conquête du pouvoir d'Etat par l'acquisition de la majorité au Parlement et la transformation de ce dernier en maître du gouvernement" (pp. 726, 727, 732).

Voilà bien l'opportunisme le plus pur et le plus plat; c'est renoncer en fait à la révolution tout en la reconnaissant en paroles. La pensée de Kautsky ne va pas au-delà d'un "gouvernement allant au-devant des besoins du prolétariat", c'est un pas en arrière vers le philistinisme par rapport à 1847, quand le Manifeste communiste proclamait "l'organisation du prolétariat en classe dominante".

Kautsky en sera réduit à réaliser l'"unité" qu'il chérit avec les Scheidemann, les Plékhanov, les Vandervelde, tous unanimes à lutter pour un gouvernement "allant au-devant des besoins du prolétariat".

Quant à nous, nous rompons avec ces renégats du socialisme et lutterons pour la destruction de toute la vieille machine d'Etat, afin que le prolétariat armé devienne lui-même le gouvernement. Ce sont "deux grandes différences".

Kautsky restera dans l'agréable compagnie des Legien et des David, des Plékhanov, des Potressov, des Tséréféli et des Tchernov, qui ne demandent pas mieux que de lutter pour un "déplacement du rapport de forces à l'intérieur du pouvoir d'Etat", pour "l'acquisition de la majorité au Parlement et la transformation de ce dernier en maître du gouvernement", but des plus nobles où tout peut être accepté par les opportunistes, où rien ne sort du cadre de la république bourgeoise parlementaire.

Quant à nous, nous rompons avec les opportunistes; et le prolétariat conscient sera tout entier avec nous dans la lutte, non pour un "déplacement du rapport de forces", mais pour le renversement de la bourgeoisie, pour la destruction du parlementarisme bourgeois, pour une république démocratique du type de la Commune ou une République des Soviets des députés ouvriers et soldats, pour la dictature révolutionnaire du prolétariat." (L'Etat et la révolution - Lénine)

Rompre avec les opportunistes, c'est ce que nous avons réalisé. D'autres s'y mettent, mais il leur reste une question de taille à régler : nous expliquer comment ils en sont arrivés aux mêmes conclusions que nous, et quel jugement ils portent sur leur engagement passé dans des partis politiques opportunistes ou plutôt comment ils ont pu se fourvoyer pendant tant d'années à soutenir la politique de leurs dirigeants avant d'en prendre conscience. Cela intéressera tous les militants qui ne tiennent pas à se faire bernier. Et surtout à bernier les autres.

Quand on reconnaît qu'on était tombé dans un piège ou qu'on prend conscience qu'on avait été trompé, il faut analyser de quelle manière on est tombé dans ce piège et comment on en est sorti, sinon cela n'a aucune valeur pour les générations à venir de militants.

Tous ceux qui nous invitent à nous tourner vers la Révolution française de 1789 en passant par dessus La Commune et surtout la révolution d'Octobre, nous renvoient "*un pas en arrière vers le philistinisme par rapport à 1847*", époque où fleurissait déjà toute une panoplie de théories utopiques ou aventureuses, avant que le développement de la lutte des classes et le marxisme les balayaient, ajoutant ainsi de la confusion dans la tête des militants qui ont déjà beaucoup de mal à s'y retrouver, à croire que c'est le but recherché par leurs auteurs pour mieux en conserver le contrôle.

Il en va ainsi de l'unité à tous prix, sans principe, à quoi bon ! Concession, conciliation, reniement, collaboration, justifiés à l'aide de mensonges, d'hypocrisies, de non-dits, de figures de style ou de rhétorique, syntaxique ou sémantique, de citations tronquées ou méticuleusement sorties de leur contexte, de falsifications des faits, etc. les moyens ne manquent pas en présence de militants n'ayant pas forcément l'expérience et les connaissances requises pour les tromper ou les orienter politiquement dans une direction précise qui leur échappera.

De tous temps les opportunistes ont eu recours à la théorie selon laquelle les masses ne seraient pas prêtes à entendre un discours révolutionnaire, pour justifier qu'il faudrait leur servir un plat moins épicé, moins consistant, moins radical, etc. qui finalement aboutit à renier ou nier les enseignements qui ont pu être tirés des expériences passées de la lutte de classe du prolétariat.

Il y a de quoi être effaré devant de tels arguments 165 ans après la parution du Manifeste communiste ou lorsque l'on pense aux discours révolutionnaires que tenaient Marx et Engels devant des ouvriers (pas des intellectuels) à cette époque. Prolétaires ouvriers et paysans non scolarisés, sachant à peine lire et écrire pour la plupart d'entre eux, ignorant tout ou presque du monde dans lequel ils vivaient. Marx et Engels devaient être de furieux gauchistes !

Il y a décidément quelque chose qui ne tourne pas rond dans le mouvement ouvrier et son avant-garde réduits au rôle de trade-unionistes, de défenseur de la démocratie bourgeoise ou qui s'en remet à l'ONU...

Actualité en titres

Sur le front de la barbarie et de la guerre de classes.

- Brésil : plus de 400 prisonniers détiennent 131 otages dans une prison du nord-est - LeMonde.fr
- Mali: Une Suissesse enlevée à Tombouctou par des inconnus - 20minutes.fr
- Norvège : début du procès de Breivik à Oslo - L'Express.fr
- Syrie: Homs pilonnée à la veille du début de la mission des observateurs de l'ONU - AFP
- Afghanistan: fin des combats à Kaboul, tous les assaillants tués - L'Express.fr
- L'épine de Cuba toujours plantée dans le sommet des Amériques - AFP
- Guinée-Bissau: la junte dissout les institutions et crée un conseil de transition - AFP

- Israël interdit son sol à des pro-palestiniens en route pour la Cisjordanie - AFP

Ce qui attend le capitalisme.

- Les descendants des victimes sur le lieu du naufrage du Titanic - Reuters

INFOS EN BREF

Social

France

1- Grève à la société Transpole

La direction et les syndicats de la société Transpole ont trouvé un accord qui va permettre le retour à la normale mardi dans les transports de l'agglomération lilloise.

Un accord a été trouvé sur une augmentation de salaire de 2,3%, ont dit à l'AFP la direction et un représentant CGT de la société de la société Transpole, qui gère les transports en commun de l'ensemble de l'agglomération de Lille.

Outre l'augmentation générale des salaires, rétroactive au 1er janvier, les salariés ont obtenu l'augmentation d'une prime prévue en mai et la pérennisation d'une journée par enfant malade.

Les salariés de la société Transpole avaient entrepris le mouvement de grève pour réclamer notamment des revalorisations salariales. La direction leur proposait des hausses de 2%, les syndicats réclamaient des augmentations de 3% dans le cadre des négociations annuelles obligatoires. (AFP 16.04)

2- 1er-Mai de division autour de Chérèque

Cinq syndicats français appellent à faire du 1er-Mai une forte journée de mobilisation et de manifestations, entre les deux tours de l'élection présidentielle. L'intersyndicale (CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa) entend marquer son refus des politiques d'austérité et des réformes réduisant les droits des travailleurs imposées au nom de la crise.

Les modalités concrètes de la mobilisation seront déterminées sur le plan local par leurs différentes organisations.

Fin mars, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, avait dit souhaiter "*un 1er-Mai syndical, pas un 1er-Mai politique.*" (Reuters 16.04)

Economie

1- Banque mondiale

La Banque mondiale a nommé Jim Yong Kim comme président, perpétuant la tradition qui place un ressortissant américain à ce poste.

Les Etats membres ont choisi sans surprise ce médecin et anthropologue de 52 ans, président de l'université de Dartmouth dans le New Hampshire (nord-est des Etats-Unis), lors d'une réunion du conseil d'administration.

La Banque mondiale n'a pas véritablement précisé comment s'était fait ce choix.

C'est grâce à un arrangement tacite avec les Européens que le poste est monopolisé depuis 1946 par des Américains. En échange, les Européens ont monopolisé de la même manière la direction de l'institution-soeur, le Fonds monétaire international.

"*Je suis convaincu que la Banque mondiale bénéficiera de la perspective nouvelle et des solides qualités de direction de M. Kim*", a affirmé dans un communiqué le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner.

Peu connu, y compris dans son propre pays, avant d'être sélectionné par le président Barack Obama, ce praticien de la santé publique devra surmonter le scepticisme d'une bonne partie de la corporation des économistes, qui lui reproche une certaine inexpérience financière et diplomatique. (AFP 16.04)

2- Espagne

Les rendements de la dette espagnole à dix ans sont passés lundi matin au-dessus des 6% pour la première fois depuis le début de l'année, tandis que les CDS espagnols atteignaient de nouveaux records, signe que les tensions sur le marché obligataire des pays 'périphériques' de la zone euro ne s'atténuent pas.

Les investisseurs sont nombreux à craindre que Madrid ne doive à son tour se résoudre à solliciter une aide de la communauté internationale afin de conserver un accès aux marchés du financement.

"*Nous sommes revenus en plein dans la crise*", a commenté Lun Graham-Taylor, stratège de Rabobank.

"*Il semble de plus en plus probable que l'Espagne aura besoin d'une forme d'aide. Tant qu'il n'y a pas d'intervention de la BCE, il n'y aura pas de limite aux rendements espagnols, ils vont juste continuer d'augmenter.*"

Sur l'échéance à cinq ans, les rendements grimpaient quant à eux à 5,08%.

Quant aux CDS sur la dette espagnole à 5 ans, ils ont atteint un record historique à 520 points de base. A ce niveau, il faut en théorie déboursier 520.000 euros chaque année pour garantir 10 millions d'euros de dette espagnole à cinq ans.

La défiance des marchés à l'égard de la dette périphérique européenne se reflète dans les rendements de la dette allemande à 10 ans qui ont touché 1,628%, un plus bas sans précédent. (Reuters 16.04)

3- Etats-Unis

Citigroup a fait état lundi d'un bénéfice supérieur aux attentes au titre du premier trimestre 2012, les dépenses baissant de 7% par rapport au quatrième trimestre 2011.

Au total, le bénéfice net du trimestre janvier-mars s'est établi à 2,93 milliards de dollars (2,25 milliards d'euros), contre 2,99 milliards un an plus tôt un an plus tôt.

Le produit net bancaire dans la banque d'affaires a reculé de 12% par rapport au premier trimestre de l'an dernier mais est en hausse de 65% par rapport au quatrième trimestre 2011.

Les actifs que le groupe a décidé de vendre ou de réduire depuis le début de la crise financière, ont diminué de 29% sur un an pour tomber à 209 milliards de dollars, soit 11% des actifs consolidés. (Reuters 16.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 18 avril

CAUSERIE

Bruit de campagne

Du Fouquet*s au Crillon

Une cinquantaine de membres du Premier cercle, le club des donateurs les plus généreux de l'UMP, ont déjeuné dimanche au Crillon, célèbre palace parisien donnant sur la place de la Concorde, où a eu lieu dans l'après-midi le meeting de soutien à Nicolas Sarkozy, révèle Le Canard Enchaîné à paraître mercredi.

Ces convives se sont retrouvés dans le salon Marie-Antoinette de l'Hôtel de Crillon, précise l'hebdomadaire satirique. Le Premier cercle regroupe les quelque 300 à 400 donateurs les plus généreux de l'UMP (ceux qui versent entre 3.000 et 7.500 euros par an, soit le plafond légal).

Interrogée par l'AFP, l'UMP a indiqué qu'elle n'était "*en rien concernée par l'organisation d'un tel déjeuner*" au Crillon et qu'elle s'était uniquement "*concentrée dimanche sur la réussite du rassemblement de la Concorde*" derrière le président-candidat Nicolas Sarkozy.

Dans le même article, *Le Canard Enchaîné* révèle par ailleurs que le député-maire UMP de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), Patrick Balkany, et son épouse Isabelle ont passé la nuit de samedi à dimanche dans le même palace, occupant la suite Bernstein, la plus chère (9.500 euros la nuit) et la plus vaste (245 m² y compris de grandes terrasses surplombant la Concorde). (publicsenat.fr 17.04)

Les Balkany habitent à Levallois, à 15 minutes de ce cloaque pour millionnaires, et ils voudraient nous faire croire qu'ils auraient dépensé 9.500 euros pour y passer une nuit... Pourquoi pas, la commission d'un vulgaire broker...

Parmi les soutiens à Hollande

Le Parisien cite aussi Laurent Glépin, ex-chargé de com de Chirac, qui a assisté au meeting de Hollande dimanche. Etait aussi à Vincennes, Hugues Renson, ancien conseiller aux affaires sociales de Chirac, d'après Le Monde.

Martin Hirsch : *«J'ai l'intention de voter pour François Hollande, qui a bien voulu me demander régulièrement mon avis depuis un an sur les questions de jeunesse, de pauvreté, de lutte contre les conflits d'intérêts, de régulation des hauts revenus et sur une croissance accélérée du service civique, autant de sujets-clés à mes yeux»*, explique l'actuel président de l'Agence du service civique, dans une interview au Monde daté de mardi. Hirsch s'empresse d'assurer qu'il n'en espère *«strictement aucune récompense. Ni aucune sanction, j'espère»*.

Corinne Lepage appelle ce mardi à voter dès le premier tour pour Hollande. *«Je suis tout à fait cohérente avec ce que j'ai toujours dit, à savoir que je ne veux pas la réélection de Nicolas Sarkozy. Il est important qu'il y ait un pôle réaliste, au-delà de la gauche, qui vienne soutenir François Hollande»*, répond à l'AFP la présidente de Cap21 et ancienne ministre de l'Environnement dans le gouvernement Juppé.

Jean-Jacques Aillagon, qui fut ministre de la Culture de 2002 à 2004, et se trouvait parmi les spectateurs du meeting de Vincennes, dimanche. Il avait indiqué, dans une tribune publiée par Libération le 8 mars, son vote, dès le premier tour, pour Hollande, lui trouvant *«les qualités humaines et politiques requises pour être un bon président de la République»*. (liberation.fr 17.04)

Deux villepinistes pur jus, ses anciens ministres Azouz Begag et Brigitte Girardin appellent, eux-aussi, à voter Hollande. (lexpress.fr 17.04)

Ce qui est "nécessaire"... Pour qui, devinez ? L'aristocrate financière.

Le Cercle des Européens a rencontré Marisol Touraine, chargée des questions sociales et de santé dans l'équipe de François Hollande.

- *"L'objectif que nous poursuivons n'est pas la rigueur imposée par le monde de la finance, mais l'emploi et la croissance en réorientant le rôle de la Banque centrale européenne dans cette direction. Certes, la discipline budgétaire est nécessaire..."*

Ceux qui pour qui l'Union européenne "ne se réduit pas uniquement à une zone de libre-échange" sont des nantis, ceux que représentent Hollande et le PS.

- *"L'Europe reste certes insuffisante aujourd'hui, mais elle existe bel et bien! Facilitation de la circulation des travailleurs, promotion de l'égalité hommes/femmes, lutte contre les discriminations... Autant de réalisations concrètes qui améliorent le quotidien de millions d'Européens et qui démontrent que l'Union ne se réduit pas uniquement à une zone de libre-échange."*

La rigueur, un oui mais qui a une valeur d'accord.

- *"C'est le message de François Hollande: l'Union ne peut limiter son action à la rigueur, elle doit aussi protéger les Européens contre la crise."*

A quel prix ou quel niveau d'exploitation ?

"Je ne partage pas cette vision, qui est également celle du gouverneur de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, et qui a récemment annoncé la "mort du modèle social européen". Avoir des salariés bien soignés, bien formés et protégés est un atout décisif dans la mondialisation !" (lexpress.fr 17.04)

Ajoutons "bien" exploités pour que la boucle soit bouclée. C'est marrant, c'est ce qu'ont dû se dire les capitalistes vers la fin du XIXe siècle alors que les conditions épouvantables de vie et de travail de la classe ouvrière devaient demeurer en l'état.

Pas question de rompre avec la BCE.

Invitée de l'émission « *Preuves par 3* » diffusée sur Public Sénat, Marie George Buffet : « *Les propositions de François Hollande ne sont pas crédibles. Dans ses 60 propositions, il n'y a pas de levier économique et démocratique* » a-t-elle déploré.

Que propose-t-elle, de rompre avec l'euro, la BCE, avec l'UE ? Pas vraiment : « *Il faut changer le rôle de la BCE* ». (publicsenat.fr 17.04)

Je vous passe le baratin électoraliste qui allait de pair.

Ah si au moins c'était possible !

Clémentine Autain répondait à des questions d'internautes dans un blog de l'Express hier.

- "*Au possible, nous sommes tenus quand même! S'ils pouvaient au moins redevenir sociaux-démocrates conséquents, ça serait pas mal, non?*"

Non merci ! Elle ne le pense pas, pas plus que le reste d'ailleurs, car en étant les clones, si c'était possible votre espace politique disparaîtrait et vous aussi par la même occasion.

- "*L'enjeu est de taille car si la gauche n'est pas capable d'améliorer les conditions de vie du plus grand nombre, le risque d'une droite dure en 2017 sera bien réel. C'est maintenant que ça se joue.*"

C'est vous et vous seuls qui en porterez la responsabilité pour avoir soutenu le PS.

- "*Nous pouvons désobéir si nous estimons que cela est juste pour le peuple français. Nous avons besoin de ce courage politique. Jean-Luc Mélenchon et le Front de Gauche sont prêts à cette confrontation politique nécessaire pour améliorer nos vies. Comme disait Rosa Luxembourgeois il y a plus d'un siècle, l'alternative est posée: "socialisme ou barbarie". Soit nous desserrons l'étau de la finance et imposons un autre modèle de développement, soit nous irons de mal en pis, dans un cycle mortifère faite de chômage, de précarité, d'inégalité, de xénophobie et de guerre. C'est dire l'urgence à faire le bon choix: celui d'une France, d'une Europe, d'une monde solidaire et de paix.*"

Nous ne tarderons pas à voir ce que valent de telles intentions. Et tout cela dans le cadre du régime capitaliste, elle le dit elle-même. Rétablissons la vérité, Rosa Luxembourgeois posait plutôt l'alternative politique suivante à laquelle cette opportuniste ne peut pas se référer : réforme sociale ou révolution. Autain comme Mélenchon et Laurent étant opposés à la révolution, il ne leur reste plus qu'à s'adapter au capitalisme, CQFD.

- "*Nous disons que les banques centrales doivent prêter directement aux Etats*", mais pas question de rompre avec la BCE et l'euro.

- "*Jean-Luc Mélenchon redonne toute sa saveur à ce que doit être la politique, c'est-à-dire être capable de porter une vision du monde, de construire un imaginaire, de donner à voir la cohérence d'un ensemble de propositions.*"

Vision, imaginaire, voir, le registre sémantique des illusionnistes

- "*Il est absolument inadmissible qu'Israël ne respecte pas les résolutions du droit international*", depuis sa création, mais pas question de rompre avec l'Etat sioniste. Le FG soutient l'entreprise impérialiste contre la Syrie, après avoir soutenu la guerre contre la Libye, etc.

- "*Quelle est la position du front de gauche vis-à-vis de la décroissance? Oui, il va falloir de la sobriété joyeuse !*" (lexpress.fr 17.04)

Parole de nantis, de gens qui sont déjà servis, allez donc parler de "sobriété" aux millions de travailleurs qui se battent quotidiennement pour simplement survivre, faites leur la leçon sur ce qu'ils devraient faire et ne pas faire pour avoir une existence "joyeuse", je ne suis pas sûr que vous serez bien accueillis.

Le ton employé dans ce genre de discours met en lumière que leurs auteurs sont totalement étrangers au sort des travailleurs dont ils parlent et qu'ils prétendent représenter, ce qui en ressort ou la fâcheuse impression qui s'en dégage permet d'affirmer que finalement ils n'en ont strictement rien à foutre. Mélenchon le confirme ci-dessous.

doute" ?

Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de Gauche à la présidentielle, a assuré, dans une interview à LCP diffusée mardi, que "*beaucoup ressentent la position*" de François Hollande comme "*assez timorée*". Alors qu'en réalité elle est franchement réactionnaire.

"*La question qui se pose, c'est de savoir ce qu'éventuellement la gauche ferait de sa victoire*", a-t-il poursuivi. Cela fait penser aux privilégiés plein aux as et qui se demandent bien ce qu'ils vont faire du fric qu'ils vont encore gagner au casino de l'économie mondiale.

"*Là, il y a doute, car beaucoup ressentent la position de François Hollande comme assez timorée. Il ne veut pas toucher à grand chose*". A rien en réalité, mais cela il ne peut pas l'avouer le philistin.

"*Il part de l'idée - que je comprends - qu'en s'arrangeant avec les marchés, en montrant patte blanche, en se montrant un peu rond, les choses s'arrangeront. Il se trompe*", a ajouté M. Mélenchon à propos du candidat socialiste. Voilà ce que s'apprêtent à soutenir ceux qui voteront Hollande, je parle des militants, pas des travailleurs qui sont plus révolutionnaires que nos anticapitalistes professionnels.

"*Nous apportons quelque chose, au Front de Gauche, qui peut être décisif*", a-t-il poursuivi. "*Nous sommes certains que la finance va agresser la France*". Elle "*a trouvé une porte d'entrée avec la Grèce, personne n'a résisté et tout le monde s'est couché*". Vous y compris !

"*Nous incarnons le refus de ça*": "*résister et rendre les coups*", a encore dit le champion FG. (AFP 17.04)

Si nous affirmons que la politique de Mélenchon est aventureuse et criminelle, on va encore nous reprocher de pêcher par excès, alors qu'en appelant à "*résister et rendre les coups*" sans se donner les moyens politiques de vaincre notre ennemi, de mobiliser les masses dans l'unité contre le régime, il prépare les pires défaites de demain.

Si nous avons bonne mémoire, le Front de Gauche s'est avéré incapable parce qu'il n'en avait pas la volonté, de mobiliser les travailleurs contre les licenciements, contre le retrait de la contre-réforme sur les retraites, contre la signature des deux traités européens, etc., il a refusé le front unique que le POI lui avait proposé sur des bases claires et minimums, pour se contenter de gesticuler et faire son numéro à l'Assemblée nationale, ce que Mélenchon appelle "*résister et rendre les coups, pas trop fort*" quand même de façon à ce que Sarkozy puisse quand même appliquer son programme, voilà ce qu'il incarne.

Il était tellement inconnu des travailleurs que les institutions de sondage lui donnait 6,5% d'intentions de vote il y a trois ou quatre mois. Les 15% ou plus ou moins qu'il va faire au premier tour, ils n'incarneront pas la politique de Mélenchon qui s'accommode du capitalisme et des institutions, mais l'espoir de changement politique ardemment souhaité par les travailleurs. Les travailleurs ont besoin d'exprimer leur désir de changement, 15% d'entre eux l'expriment en votant Mélenchon, des millions d'autres d'une autre manière, l'ensemble représente une force invincible qui peut tout balayer, pour peu qu'elle ait une orientation politique correcte que seule peut incarner un parti combattant pour la révolution socialiste.

Actualité en titres

Superflu.

- La TVA sur le luxe serait interdite par Bruxelles - L'Expansion.com

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le Sénat italien a adopté mardi en quatrième et dernière lecture le projet de loi prévoyant l'inscription dans la Constitution de la "règle d'or" de l'équilibre budgétaire, destinée à rassurer les marchés alors que le pays est empêtré dans la crise de la dette.

Le projet a été adopté par 235 sénateurs, tandis que 11 ont voté contre et 24 se sont abstenus.

Cette "règle d'or" garantira le respect par l'Italie de l'équilibre budgétaire, qui devrait être atteint en 2013 grâce au nouveau plan de rigueur du gouvernement de Mario Monti, et interdira donc le recours à l'endettement pour financer le déficit alors que l'Italie croule déjà sous une dette colossale représentant environ 120% de son PIB.

Ce principe ne pourra être contourné qu'avec l'accord de la majorité absolue du Parlement en cas de grave crise économique,

mais dans ce cas un calendrier précis de retour à l'équilibre devra être prévu.

Le projet de loi prévoit en outre la création d'un organisme indépendant de contrôle permanent des finances publiques. (AFP 17.04)

Ce qui est extraordinaire, c'est que la question de la "règle d'or" ou les deux derniers traités européens posent directement la question de la nature de la Constitution en vigueur dans tous ces pays et qu'absolument aucun parti ouvrier n'établit ce lien qui reviendrait à poser la question du pouvoir, de l'Etat, de sa nature, de la classe qui détient le pouvoir et de celle qui devrait le détenir.

C'est ainsi que chacun soutient à sa façon l'ordre établi, cela est valable dans tous les pays de l'UE.

2- Russie

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a dénoncé mardi des ingérences extérieures en Syrie, qui sapent selon lui les efforts en vue d'un règlement pacifique de la crise en aidant l'opposition.

Intervenant à la télévision, le chef de la diplomatie a imputé aux opposants et aux forces extérieures qui les soutiennent, qu'il n'a pas nommées, la poursuite des violences depuis l'entrée en vigueur, jeudi dernier, du cessez-le-feu conclu dans le cadre du plan de paix de l'émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe, Kofi Annan.

"Ceux qui ont prédit depuis le début un échec du plan Annan font tout pour que cette prophétie se réalise", a accusé Sergueï Lavrov.

"Ils le font en livrant des armes à l'opposition syrienne et en encourageant l'activité des rebelles qui continuent d'attaquer quotidiennement à la fois des installations gouvernementales et (...) civiles."

"Bien sûr, les forces gouvernementales prennent des mesures pour répondre à de telles provocations et le résultat est que les choses ne se passent pas encore très bien", a ajouté le ministre russe, parlant de *"cessez-le-feu fragile"*. (Reuters 17.04)

3- Egypte

La commission électorale égyptienne a définitivement exclu mardi dix des candidats à la présidentielle de mai, dont les trois principaux postulants, l'ancien vice-président Omar Souleimane et les islamistes Khairat al-Chater et Hazem Abou Ismaïl.

Ces disqualifications bouleversent le paysage politique à cinq semaines du premier tour les 23 et 24 mai.

"La commission a rejeté tous les appels présentés par les dix (candidats) écartés", sur 23 personnes ayant fait acte de candidature, a rapporté l'agence officielle Mena.

La commission avait annoncé samedi avoir écarté les dix hommes en raison d'irrégularités dans leurs dossiers de candidature. Ils avaient 48 heures pour contester cette décision.

Parmi les candidats restant en lice figurent l'ancien chef de la Ligue arabe Amr Moussa, l'ex-membre des Frères musulmans Abdelmoneim Aboul Foutouh et le dernier chef de gouvernement de Hosni Moubarak, Ahmad Chafiq.

Khairat al-Chater, un riche homme d'affaires choisi par les Frères musulmans pour les représenter, a réagi en appelant les Egyptiens à se tenir prêts *"à descendre pour protéger la révolution parce qu'elle s'expose à un grand danger"* et à *"lutter contre toute opération de fraude ou d'achat de voix qu'ils sont en train de préparer"*.

S'adressant à des centaines de ses partisans au Caire, il a aussi promis de rester *"vigilant face à toute ruse"* et juré de *"faire tomber les restes du régime de Moubarak"*.

Les Frères avaient anticipé la décision en présentant un candidat *"alternatif"*, le président de leur formation politique, le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ) Mohammed Morsi. La confrérie islamiste, première force politique du pays, reste donc dans la course. (AFP 17.04)

4- Australie

L'Australie va retirer ses troupes (1.550 soldats) d'Afghanistan en 2013 avec un an d'avance sur le calendrier fixé par l'Otan pour le départ des troupes étrangères, estimant que les forces afghanes seraient alors capables de prendre la relève, a annoncé mardi le Premier ministre australien.

Le retrait commencera dès que le président afghan Hamid Karzaï aura donné son feu vert pour le transfert de la sécurité aux forces nationales dans la province d'Uruzgan (sud), où sont stationnées la majorité des soldats australiens.

La décision du président Karzaï est attendue "*dans les mois à venir*" et le retrait devrait ensuite prendre de 12 à 18 mois, a précisé Mme Gillard.

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a démenti début avril toute accélération du processus de transition, tout en jugeant "*nécessaire*" de clarifier le calendrier après que plusieurs responsables occidentaux eurent parlé d'accélérer le retrait.

"Notre objectif, qui est de voir l'Afghanistan assurer lui-même sa sécurité, n'a pas changé. Notre engagement et notre partenariat avec l'Afghanistan après 2014 reste inchangé", a déclaré M. Rasmussen la semaine dernière à Kaboul. (AFP 17.04)

Social

1- France

Les deux terminaux méthaniers de Fos (Bouches-du-Rhône) ont été mis à l'arrêt mardi en raison d'un mouvement social, les syndicats réclamant une meilleure répartition des gains réalisés par GDF Suez, ont-ils déclaré dans un communiqué.

Les salariés veulent une augmentation de leur retour sur participation, évoquant le doublement en un an des bénéfices de leur employeur, Elengy, filiale des terminaux méthaniers de GDF Suez qui compte 430 salariés.

En plus des terminaux de Fos-Tokin et de Fos-Lavera, les installations de Montoir (Loire-Atlantique) sont bloquées en prévision de l'arrivée d'un bateau mercredi, disent les représentants des salariés d'Enelgy.

GDF Suez confirme l'arrêt des installations mais ne souhaite pas faire de commentaire pour le moment.

Le groupe a annoncé lundi le rachat des 30% du britannique International Power qu'il ne détenait pas encore pour 6,8 milliards de livres (8,4 milliards d'euros), une opération qui lui permettra de se renforcer dans les pays émergents.

Un terminal méthanier a pour fonction de regazéifier du gaz naturel transporté sous forme liquide (GNL) par bateau puis de l'injecter sur le réseau de transport. En 2011, le GNL réceptionné par les terminaux d'Elengy correspondait à 33% de la consommation française de gaz. (Reuters 17.04)

2- Espagne

La compagnie espagnole Iberia a annoncé mardi qu'elle réduisait de 20% la masse salariale des pilotes, soit une économie de 62 millions d'euros par an, en plein conflit social avec les pilotes qui protestent contre la création de la filiale à bas coûts Iberia Express.

"Ce qui se passe c'est que la compagnie perd de l'argent et il y a un problème de coûts", a expliqué un porte-parole de la compagnie. Il a précisé que le salaire moyen brut annuel des pilotes était d'environ 200.000 euros.

Ces mesures "*ne touchent que les pilotes, unique collègue avec lequel, après deux années et demi de négociations, il n'a pas été possible de trouver un accord sur la convention collective*", affirme la compagnie.

Les pilotes ont lancé une nouvelle série de journées de grève les lundis et vendredis depuis le 9 avril et jusqu'au 20 juillet pour dénoncer les conditions de création de l'Iberia Express. (AFP 17.04)

Economie

1- FMI

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde s'attend à une hausse de la contribution des membres de l'institution de 400 milliards de dollars au minimum, a-t-elle déclaré dans un entretien à la presse internationale.

"400 milliards de dollars ou plus. Et cela signifie sans limite", a déclaré Mme Lagarde, interrogée sur ses attentes concernant l'ampleur de la hausse des fonds du FMI à venir, selon un extrait publié en ligne par le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ).

L'apport des Etats-Unis, réticents à remettre au pot, "*pourrait prendre d'autres formes*" qu'une contribution en liquide, concède la directrice générale dans un autre entretien, publié par le quotidien français Le Monde dans son édition datée de mercredi. Elle évoque "*par exemple des +swaps+ entre la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE)*".

En décembre dernier, le FMI avait évoqué un besoin de l'ordre de 600 milliards de dollars mais "*aujourd'hui le risque est moindre*", explique-t-elle dans les colonnes du Monde.

De manière générale l'Europe "*n'est pas tirée de l'ornière*", a-t-elle estimé auprès du Monde.

Elle a également suggéré à la BCE de ménager un espace pour la croissance, en relâchant davantage sa politique monétaire.

"*Nous voyons de très bonnes raisons pour un relâchement de la politique monétaire dans des pays dans lesquels l'inflation est sous contrôle. Il y a de la marge de manoeuvre*", a-t-elle dit.

Mme Lagarde a aussi estimé une nouvelle fois que les responsables européens devaient permettre aux fonds d'aide européens, le FESF et son futur successeur, le MES, de prêter directement aux Etats et aux banques de la zone euro.

"*J'ai proposé l'idée en juillet (2011) et elle avait été rejetée. Mais nous persévérons*", a-t-elle dit au quotidien italien. (AFP 17.04)

2- Espagne

L'Espagne est retombée en récession au premier trimestre, deux ans après en être sortie, a annoncé mardi le gouverneur de la Banque centrale, Miguel Fernandez Ordonez, confirmant que le recul du PIB, de 0,3% au dernier trimestre 2011, s'était poursuivi au début de 2012.

"L'aggravation de la crise de la dette à partir de l'été dernier a interrompu la fragile récupération que l'économie espagnole avait amorcée un an plus tôt", a souligné M. Fernandez Ordonez dans un discours.

Après un dernier trimestre 2011 dans le rouge, "*cette tendance s'est poursuivie durant les premiers mois de cette année, ce qui signifie que l'économie espagnole se trouve de nouveau en récession*", a ajouté le gouverneur.

"*Comme cela s'était déjà produit lors de la récession en 2008 et 2009, c'est la demande intérieure qui accuse la principale faiblesse*", a souligné M. Fernandez Ordonez.

Le gouvernement a d'ores et déjà prévu un taux de chômage à 23,4% en 2012, après 22,85% à la fin 2011.

A la contraction de la demande intérieure s'est ajoutée "*plus récemment l'intensification de la crise de la dette souveraine et ses effets sur le système financier qui ont durci les conditions de financement et porté atteinte à la confiance des investisseurs*", a ajouté le gouverneur de la Banque d'Espagne.

Pour 2012, "*les perspectives ne sont pas favorables*" et la consommation des ménages "*se verra affectée par le recul de l'emploi*", a-t-il prédit. (AFP 17.04)

3- Argentine

La présidente argentine Cristina Kirchner a déclenché lundi une crise avec l'Espagne en annonçant l'expropriation partielle de la compagnie pétrolière YPF, contrôlée par l'Espagnol Repsol.

"*Le patrimoine d'YPF Société Anonyme est déclaré à hauteur de 51% sujet à expropriation*", selon les termes de l'annonce lue en présence de Mme Kirchner et de ses ministres et gouverneurs de provinces.

"*C'est une décision hostile contre Repsol, donc contre une entreprise espagnole, donc contre l'Espagne*", a affirmé de son côté le ministre de l'Industrie, José Manuel Soria.

Madrid a promis des mesures "*appropriées*", "*claires et fortes*".

De Brasilia, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a réagi en déclarant que "*cette décision serait très débattue et avec raison*", lors d'une conférence de presse.

"Un marché ouvert de l'énergie et des infrastructures est le meilleur modèle de compétence et d'accès au marché", a-t-elle estimé. "Cela a été prouvé dans le monde entier", a-t-elle insisté.

Repsol YPF est le leader sur le marché des combustibles en Argentine. Sa filiale argentine YPF, privatisée dans les années 1990, contrôle 52% des capacités de raffinage du pays et dispose d'un réseau de 1.600 stations-service.

Ignorant la mise en garde de l'Espagne, Mme Kirchner a annoncé l'envoi au Congrès argentin du projet de loi d'expropriation partielle, invoquant un manque d'investissements de ce groupe.

"Nous n'allons pas procéder à une nationalisation", a expliqué Mme Kirchner. "Nous allons faire une récupération", a-t-elle ajouté, soulignant que "la compagnie continuera à fonctionner comme une société anonyme, avec des directeurs professionnels".

Selon le texte publié par son gouvernement, du total *"des actions de la compagnie YPF sujettes à expropriation"*, soit un peu plus de la moitié, *"51% appartiendront à l'Etat et les 49% restant seront distribuées entre les provinces productrices"*.

La prise de contrôle d'YPF se fera par le vote d'un projet de loi au Congrès argentin et le prix à payer aux actionnaires sera fixé par le Tribunal national d'évaluations.

"Cette présidente ne répondra à aucune menace", a poursuivi Mme Kirchner en parlant d'elle-même. "Je suis un chef d'Etat, non une marchande de légumes", a-t-elle dit, ajoutant: "Toutes les entreprises présentes ici, même lorsque l'actionnariat est étranger, sont des entreprises argentines".

Repsol, de son côté, a qualifié le projet de loi *"d'illégal"* et annoncé qu'il prendrait *"toutes les mesures judiciaires pour préserver la valeur de ses actifs et les intérêts de ses actionnaires"*.

Le chef du groupe du parti au pouvoir à la Chambre des députés argentine, Agustin Rossi, a déclaré que seules *"sont sujettes à expropriation les actions de Repsol, jusqu'à atteindre 51%"* du total.

"Les actions du groupe argentin Petersen (25,4%) ne sont pas concernées, pas plus que les actions en bourse (17%)", a-t-il dit.

L'Espagne avait mis en garde dès vendredi l'Argentine contre une *"agression"* qui violerait *"le principe de sécurité juridique"*. La Commission européenne avait le même jour appelé l'Etat argentin à protéger les investissements étrangers. (AFP 17.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 19 avril

CAUSERIE

Il est erroné de s'en prendre à la personne de La Talonnette, certes, c'est un pauvre type, un sale type, tout ce qu'on voudra, ce n'est pas nous qui diront le contraire, à lui seul c'est une caricature du Versaillais insipide et médiocre. En réalité, il a pratiqué une politique tellement réactionnaire sur tous les fronts qu'il est ressorti usé prématurément, jusqu'à la corde, au point que ses propres soutiens le lâchent les uns après les autres.

Vous êtes au chômage et vous cherchez désespérément un boulot, vous n'avez plus les moyens de vous soigner, votre fils voudrait poursuivre ses études mais vous n'en avez pas les moyens financiers, vous êtes mal logé et vous êtes étranglé par un loyer excessif, vous ne parvenez pas à joindre les deux bouts avec votre salaire misérable, vous êtes endetté jusqu'au cou, votre vie n'est faite que de sacrifices, de privations et d'humiliations, bref, vous n'en pouvez plus, vous êtes rendu au bord du désespoir, ne vous tracassez pas, faites preuve de patience Mélenchon vous promet le changement... dans dix ans ! (lire plus loin)

Voyez où en est son modèle, Die Linke en Allemagne, et vous aurez compris que le changement en question qu'il vous promet est renvoyé aux calendes grecques ou à la saint-glinglin.

Cette déclaration peut être interprétée de différentes manières. On pourrait croire qu'il se tire une balle dans le pied, effectivement, pourquoi voter pour un candidat qui renvoie tout changement politique à un futur lointain et hypothétique. Il s'est peut-être rendu compte qu'en faisant naître trop d'espoir dans sa candidature, il pourrait rapidement se retrouver face à des responsabilités et des contradictions qu'il serait incapable d'assumer, dans cette perspective plutôt embarrassante, il serait préférable que le PS obtienne plus de voix et le FdG moins, de façon à la fois à pouvoir se cantonner à un rôle d'opposition parlementaire et entonner le même discours qu'aujourd'hui sans que cela ne l'engage à rien, reportant sur les

électeurs, donc les travailleurs, la responsabilité du statu quo politique qui résultera de la présidentielle et des législatives et la boucle sera bouclée. Reste à savoir qui gèrera ce discours et pendant combien de temps.

Bruit de campagne

Le Radeau de la Méduse

En visite mardi dans le Finistère, Nicolas Sarkozy a affiché sa sérénité. Alors qu'il s'intéresse à des canots de sauvetage, un journaliste lui demande si un candidat a besoin d'être sauvé. "*Quel talent*", lui répond-il et ajoute, en désignant les journalistes: "*Je reviendrai fêter ma victoire avec mes amis qui y croient tellement.*" (lexpress.fr 18.04)

Il n'a même pas le sens de l'humour ! Même là il faut qu'il mente !

Parisot s'accommodera très bien de Hollande. Mode d'emploi.

Après avoir affiché son soutien à Nicolas Sarkozy, la patronne des patrons a fait le premier pas en direction de François Hollande.

A quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, la patronne des patrons a trouvé de bon ton de faire le premier pas en direction de François Hollande. Le Medef est "*prêt*" et même "*impatient*" de travailler avec le prochain gouvernement, a-t-elle clamé mardi matin devant les journalistes.

Mardi, elle a affirmé "*se sentir plus proche*" de François Hollande sur "*le rôle des corps intermédiaires et du paritarisme*". Elle a également trouvé "*très intéressant*" son projet de "*constitutionnalisation du dialogue social*" tout en souhaitant avoir des précisions sur ce dernier.

Hier, la présidente du Medef n'a pas pu s'empêcher de louer le bilan du candidat sortant. "*Le bilan de Sarkozy n'est pas un boulet, (...) mais il a fait un boulot extraordinaire dans des circonstances extraordinaires*", a-t-elle précisé. (lexpansion.com 18.04)

Traduisons : Il n'y a pas de contradictions dans le discours de Parisot. Hollande poursuivra la politique de Sarkozy avec l'aide du PS et ses satellites et des dirigeants syndicaux qui le soutiendront. Elle le sait, et à défaut de voir reconduit au Palais le candidat naturel du capital usé prématurément par cinq ans d'une politique ultra réactionnaire, elle se satisfera de sa copie qui n'a de gauche que le nom.

Elle doit se souvenir que c'est sous une majorité PS-PCF que le démantèlement des entreprises publiques et le saccage de la fonction publique a commencé avec le soutien des dirigeants syndicaux.

Tour de passe-passe.

Le candidat socialiste déclare mercredi au quotidien allemand Handelsblatt qu'il bloquera le pacte budgétaire cher à l'Allemagne s'il "*ne contient pas de mesures de croissance*". (lexpress.fr 18.04)

En réalité, le PS l'a déjà adopté sous la forme d'une résolution déposée à Starsbourg sous la référence B7 0044/2012 et commune avec le Parti populaire européen de Merkel et Sarkozy, les libéraux (Modem) et les Verts.

● Résolution du Parlement européen du 2 février 2012 sur le Conseil européen du 30 janvier 2012 (format pdf - Acrobat Reader)

De son côté, la Gauche Unitaire Européenne dont font partie le PG, le PCF, (le NPA et LO quand ils avaient des députés européens) avait déposé une proposition de résolution dans laquelle on pouvait lire que "*la mise en place d'un mécanisme de réduction de la dette (...) anéantira les efforts des gouvernements pour faire redémarrer leurs économies et sortir de la crise*", ces partis ne se fixant pas pour objectif d'en appeler à la classe ouvrière pour en finir avec le capitalisme, mais d'aider les gouvernements en place à venir au secours de leurs propres capitalistes afin qu'ils disposent des moyens pour "*sortir de la crise*", moyens parfaitement identifiés, qui consistent à réduire les salaires et à détruire ce qui reste de la législation du travail en l'adaptant aux besoins des capitalistes en concurrence avec les pays émergents.

Ainsi, la Gauche Unitaire Européenne en se proposant de résoudre la crise du capitaliste à la place de ceux qui en sont responsables, ne fait rien d'autre que se situer sur le terrain de notre ennemi de classe pour le soulager d'une sale besogne qu'il aurait été incapable de mener à son terme sans son soutien, sans que ces partis mettent la main à la pâte.

Résoudre la crise du capitalisme dans le sens des intérêts des travailleurs nécessite de rompre avec l'ensemble des institutions de l'Union européenne et le capital, ce qui est impossible à envisager pour des partis fondamentalement liés au capital.

En conclusion, les capitalistes sont incapables de résoudre eux-mêmes leur crise sur le plan politique, donc ils s'en remettent à leurs lieutenants au sein du mouvement ouvrier pour faire la sale besogne à leur place. Dit autrement, ils ne peuvent résoudre cette crise qu'en s'attaquant aux droits fondamentaux des travailleurs, en les faisant payer à leur place, pour s'y atteler et leur faire avaler la pillule, rien de tels que leurs représentants ou prétendus tels.

La stratégie de Hollande.

Derrière l'élection présidentielle, ce sont aussi les législatives qui se profilent à l'horizon. La problématique à résoudre dérange les socialistes. Doivent-ils parier sur une majorité absolue socialiste et ainsi se passer des encombrants alliés d'extrême-gauche ? Ou bien profiter du score intéressant que Jean-Luc Mélenchon pourrait faire à la présidentielle et s'assurer une majorité sans accrocs ?

La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann explique la stratégie du candidat. « *Ne pas changer de ligne, ne pas se faire balloter à gauche ou à droite.* » Même discours pour Bruno Le Roux, porte parole de François Hollande. « *Il n'a pas besoin d'aller chercher ici une mesure qui serait plus à gauche et là une mesure qui ferait plus centriste si demain il y avait des ralliements de ce côté-là.* »

L'approche socialiste s'apparente donc à une chevauchée solitaire. Face à une poussée de Jean-Luc Mélenchon aux législatives, un proche de François Hollande relativise. « *Je ne vois pas comment Mélenchon pourrait gagner 200 circonscriptions* » sourit-il.

« *Malgré tout, le PS a intérêt à avoir un accord avec les partenaires de gauche* », juge Marie-Noëlle Lienemann, ce qui pourrait augurer des bras de fer au Parlement. « *Le parti communiste était extrêmement critique avec Mitterrand, avant d'entrer au gouvernement en 1981* » souligne t-elle. En omettant qu'en 1984, les communistes avaient fini par le quitter pour protester contre le virage de la rigueur. (publicsenat.fr 17.04)

Je n'avais pas envisagé le cas de figure où le PS aurait la majorité absolue à l'Assemblée nationale à l'issue des élections législatives. Cela me semble un objectif difficilement atteignable, sauf en cas d'éclatement ou d'effondrement de l'UMP. Tout dépendra aussi de la campagne que mènera le FdG, s'il manifeste la volonté de mobiliser ou non les travailleurs d'ici là, cela semble peu vraisemblable. Je tablerai plutôt sur une majorité relative qui serait tributaire d'un accord entre le PS et le FdG pour former une majorité à l'Assemblée nationale.

Soutiens à Mélenchon.

Un appel intitulé "*pour nous, c'est Mélenchon*" a été lancé mercredi par plus de 1.000 universitaires, chercheurs, artistes et "*travailleurs de la culture*" en faveur du candidat du Front de gauche pour la présidentielle.

Figurent notamment le généticien Albert Jacquard, le biologiste Jacques Testart, pionnier de la fécondation in vitro, le chanteur Bernard Lavilliers ou encore le psychanalyste et chroniqueur Gérard Miller.

Alors que "*les inégalités rongent la société*", "*aggravées au cours de la période récente*" que ce soit en matière d'éducation, de santé ou de culture, "*une vraie politique de gauche doit choisir le partage des richesses et des pouvoirs et la solidarité avec les plus faibles. C'est l'intérêt général*", écrivent-ils dans cet "appel des 1.000".

"*Plus de 1.300 universitaires, chercheurs, enseignants, personnels de santé, artistes, travailleurs de la culture viennent de signer un appel pour soutenir le programme et la pratique politique du Front de gauche et de son candidat commun Jean-Luc Mélenchon*", affirme le FG dans un communiqué.

Parmi eux, plus de 400 enseignants-chercheurs, dont une centaine de professeurs d'université, des centaines d'artistes et de créateurs, précise-t-il. (AFP 18.04)

C'est pour ces privilégiés du régime à la bonne conscience mise à rude épreuve ces derniers temps que le PG avait été fondé, le PS apparaissant ouvertement trop corrompu par le capitalisme et les Verts renvoyés au rang qu'ils n'auraient jamais dû quitter, celui de parasites, l'écologie ne pouvant constituer les bases d'une nouvelle société ou une alternative politique au capitalisme, c'était la moindre des choses de le reconnaître.

Ces gens-là n'ont pas réellement de conscience politique, seuls leurs intérêts comptent à leurs yeux, ils se mobilisent quand ils les sentent menacés, le reste du temps ils sont absents du combat politique, ils ont mieux à faire semble-t-il, ils en ont les moyens contrairement au reste des travailleurs pour lesquels le quotidien est synonyme d'angoisses et de souffrances perpétuelles.

Il faut assumer ce qu'on est.

Présence en 2007 à la remise de la Légion d'honneur à Patrick Buisson, conseiller controversé de Nicolas Sarkozy, déjeuner

avec Henri Guaino en 2010 et photo au côté de Bachar Al-Assad en 2001, Jean-Luc Mélenchon voit dans ces sorties une "*manipulation*" destinée à le faire chuter. (AFP 18.04)

Rien de plus normal, des broutilles, de simples "*rapports républicains*", une simple "*présence protocolaire*", dans ce cas-là pourquoi y avoir participé, d'autant plus qu'"*enfin c'est quand même pas la guerre civile dans ce pays!*"... sinon vous auriez déjà décampé et on n'entendrait pas parler de vous.

Derrière les discours radicaux de Mélenchon, un larbin du régime. Le gouvernement Jospin (1997-2002), qui avait le plus privatisé, avait donné le "**tempo**", le modèle de Mélenchon. Aux millions de travailleurs au bord du désespoir : le changement politique ce sera dans "**dix ans**", autrement dit jamais !

Jean-Luc Mélenchon affirme qu'il appellera à voter pour François Hollande au second tour parce que leur "*programme commun*" est de "*virer*" Nicolas Sarkozy, ce qui devrait permettre à la gauche radicale d'accéder au pouvoir dans dix ans.

"*Mon intention est que nous soyons au pouvoir dans dix ans. Si Nicolas Sarkozy perd l'élection, la brèche est ouverte en Europe. Nicolas Sarkozy est une proie plus tendre pour la finance internationale que ne l'est François Hollande*", dit-il dans son interview aux Echos.

Prié de dire pourquoi, donc, il appellerait à voter pour le favori des sondages, le leader du Front de gauche répond : "*On veut virer Sarkozy ! Cela fait un programme commun !*".

Selon lui, François Hollande sera obligé d'en venir à ses méthodes à l'égard des milieux financiers et "*il suffit d'attendre.*"

"*La finance l'attaquera lui comme elle a attaqué Sarkozy. Il n'aura alors que deux solutions : résister ou capituler. Et je fais le pari qu'il fera le choix de résister. Et il ne fera pas avec les ectoplasmes qui l'entourent*", dit-il.

"*Je ne suis pas candidat pour être le Premier ministre de François Hollande mais pour conquérir le pouvoir, tout le pouvoir*", ajoute-t-il.

Jean-Luc Mélenchon, qui préconise des mesures fortes contre la "*logique libérale*", estime que sous le gouvernement Jospin, de 1997 à 2002, la gauche du PS avait "donné le tempo" avec les 35 heures sans perte de salaire et l'alliance rouge-rose-verte.

"*Nous avons eu une contribution utile. A la fin de la législature, le rapport de force s'est dégradé. Le mouvement socialiste a fini par être contaminé par l'orientation blairiste social-libérale, à laquelle François Hollande est d'ailleurs très lié*", estime-t-il. (Reuters 18.04)

"*Virer Sarkozy ! Cela fait un programme commun !*" pour ceux qui peuvent s'en contenter, ce qui n'est pas le cas de millions de travailleurs. En réalité le programme de Hollande se situe en-deça de celui de Mitterrand en 81, on s'en fout clame Mélenchon et sa clique de bras cassés.

Actualité en titres

Marchands de bestiaux.

- Bayrou compare les ralliements à Hollande à "*la transhumance*" des troupeaux d'ovins - AFP
- Sarkozy appelle clairement les électeurs du Front national à voter pour lui - AFP
- A J-4, Hollande s'adresse aux jeunes tentés par l'abstention et l'extrême droite - AFP

La girouette ne fait pas le printemps

- Hollande gauchise son discours à quelques jours de l'élection - L'Express.fr

Peu importe...

- Une victoire de François Hollande inquiète modérément le marché - Reuters

... il persiste....

- François Hollande: "*Le changement, c'est dimanche*" - L'Express.fr

...peu importe...ce ne sera pas demain la veille :

- Jean-Luc Mélenchon: «*Nous serons au pouvoir dans moins de 10 ans*» - 20minutes.fr

[Décadence.](#)

- Du porno au parlement thaïlandais - L'Express.fr

- Un prêtre et comédien russe se lance en politique - LeFigaro.fr -

[Leur modèle de société.](#)

- Aux Etats-Unis, une fillette menottée pour avoir piqué une colère en classe - L'Express.fr

Elle a six ans, j'ai lu qu'ils l'avaient mise en cage en attendant ses parents.

INFOS EN BREF

Politique

Etats-Unis

Les Etats-Unis et l'Otan ont vigoureusement condamné mercredi des photos de soldats américains posant au côté de cadavres d'insurgés afghans, dont certains démembrés, un scandale qui éclabousse à nouveau l'armée américaine à un moment clé dans le conflit en Afghanistan.

Dans leurs réactions, tant le chef du Pentagone que le porte-parole de la Maison Blanche se sont dits "*décus*" par la publication de ces photographies malgré les demandes du département de la Défense. (AFP 18.04)

Social

1- Slovénie

Des dizaines de milliers d'enseignants, de médecins, de policiers et d'autres fonctionnaires se sont mis en grève mercredi en Slovénie pour protester contre les mesures d'austérité.

Quelque 80.000 employés de la fonction publique ont pris part à la grève, soit un fonctionnaire sur deux, ce qui en fait le mouvement le plus suivi depuis l'indépendance de l'ex-république yougoslave, en 1991. La plupart des écoles sont restées fermées.

"*Cette grève est un message sérieux au gouvernement: nous sommes déterminés à défendre l'Etat social et les critères acquis dans l'éducation*", a dit Branimir Strukelj, qui dirige la confédération des syndicats du secteur public.

Le gouvernement de droite du Premier ministre Janez Jansa, qui a pris ses fonctions en février, a prévenu qu'il mènerait une sévère politique d'austérité dans un pays dont la dette s'est envolée - elle était de 21,9% du PIB en 2008, elle est passée à 47,6% l'an dernier.

L'objectif du gouvernement est de ramener le déficit budgétaire de 6,4% du PIB l'an dernier à 3,5% cette année, au prix notamment d'une réduction des salaires et des pensions de retraite dans la fonction publique.

Le traitement des fonctionnaires pourrait ainsi être réduit de 7,5% au 1er juillet.

"*L'économie slovène est sur le fil*", a répété Janez Jansa mardi à la télévision publique. "*Douze mille entreprises ont fait faillite dans cette crise, nous ne pouvons pas alourdir le fardeau du secteur privé.*"

Après s'être contracté de 8% en 2009, le produit intérieur brut de la Slovénie s'est légèrement redressé en 2010 mais le pays a replongé dans la récession avec une contraction de 0,2% en 2011 et des prévisions de l'ordre de -0,9% cette année.

Selon le gouvernement, 120.000 emplois ont disparu dans le secteur privé ces trois dernières années tandis que les effectifs de la fonction publique passaient de 150.000 à 160.000 employés environ. La Slovénie compte 2 millions d'habitants.

Le chômage frappe lui 12,4% de la population active contre 7% fin 2008. (Reuters 18.04)

2- Grande-Bretagne

Selon le "Times", des centaines de milliers de patients ont été renvoyés chez eux en pleine nuit faute de place à l'hôpital.

Un invalide de 94 ans renvoyé de l'hôpital en taxi à une heure du matin, sans son fauteuil roulant et sans personne pour l'aider à monter les escaliers menant à son appartement ; un patient âgé de 80 ans obligé de repartir tout seul chez lui au milieu de la nuit, en pyjama, après avoir reçu une piqûre de morphine, et qui meurt d'une crise cardiaque dans son appartement quelques heures après... À en croire une enquête menée par The Times, la manière dont sont traités les patients dans les hôpitaux anglais est indigne, nombre d'entre eux ayant ainsi été "jetés dehors" à des heures indues et sans assistance adéquate, même dans le cas de personnes âgées et vulnérables.

Le quotidien britannique a ainsi publié, le 12 avril dernier, un article qui dénonce la pratique, apparemment habituelle, de congédier des patients au beau milieu de la nuit pour libérer des lits. Selon le journal, quelque 400 000 patients traités dans les hôpitaux anglais publics en 2011 seraient ainsi repartis chez eux entre 23 heures et 6 heures du matin, souvent dans des conditions inacceptables. Enquête ouverte

"Il s'agit d'une attitude inconsidérée et choquante, qui ne fait preuve d'aucune compassion envers le patient, a déclaré Katherine Murphy, directrice de Patients Association, une association britannique de protection des droits des patients. Les hôpitaux considèrent sans doute qu'il est acceptable pour eux de renvoyer des patients au milieu de la nuit sans même les prévenir à l'avance, mais est-ce vraiment dans l'intérêt d'un malade qui a peut-être passé un long séjour en hôpital et qui n'est pas forcément prêt à retourner seul dans une maison vide et froide ?" Selon elle, son association reçoit ainsi régulièrement des appels de patients renvoyés en pleine nuit sans notification préalable, se plaignant d'une attitude qu'ils décrivent comme "insensible, irréfléchie et cruelle".

Le gouvernement a demandé l'ouverture d'une enquête. De son côté, Bruce Keogh, directeur médical du NHS (National Health Services, l'équivalent britannique de la Sécurité sociale), a déclaré qu'il se pencherait sur la question. *"Les patients devraient pouvoir quitter l'hôpital quand leurs soins sont terminés, mais aussi quand il est pratique pour eux comme pour leurs familles qu'ils rentrent chez eux", a-t-il ajouté.*

Le NHS a admis sur son site qu'il ne mettait pas en cause la véracité des témoignages de patients renvoyés chez eux pendant la nuit de façon inadéquate. Mais ses responsables notent aussi que la majorité des départs de nuit sont volontaires ou justifiés, citant ainsi le cas de femmes souhaitant rentrer chez elles après un accouchement sans problème, de personnes en état d'ébriété ayant dessoûlé ou de patients soignés après avoir été admis aux urgences pour des blessures mineures. (lepoint.fr 18.04)

Ils ne sont pas parvenus à privatiser le système de santé en Grande-Bretagne, alors ils l'ont laissé pourrir sur place en l'asphyxiant financièrement.

Economie

1- FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) estime que 58 grandes banques européennes pourraient être amenées à réduire leurs actifs de 2.600 milliards de dollars d'ici la fin 2013 pour se conformer aux exigences de l'Autorité bancaire européenne en matière de ratios de fonds propres.

Cela limitera la capacité de financement des banques, en particulier dans les pays où les taux d'intérêt restent élevés et dans les pays émergents d'Europe de l'Est, ajoute le FMI dans son rapport semestriel sur la stabilité financière mondiale, publié mercredi en prélude aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale.

Dans son scénario central, le FMI estime que l'allègement du bilan des banques européennes se traduira par une baisse de 1,7% de l'offre de crédit sur deux ans. Celle-ci baisserait de 1% supplémentaire en Italie.

Il en résulterait une contraction du crédit de 4,4% et un repli du produit intérieur brut (PIB) de 1,4%, ajoute le FMI en recommandant à l'Union européenne d'aider ses banques à se recapitaliser.

L'Union européenne, ajoute-t-elle, devrait aussi envisager d'injecter dans les banques des capitaux venant de fonds publics.

Même si l'UE a convenu d'un pacte européen pour durcir ses règles budgétaires et a lancé des plans de sauvetage financier des pays fragilisés, et même si la BCE a radicalement baissé ses taux d'intérêt et massivement racheté des obligations souveraines, le FMI estime que ces mesures ne suffisent pas.

Il recommande que la zone euro mutualise son risque souverain, une mise en commun qui a déjà commencé avec les rachats de dette souveraine par la BCE et avec les émissions obligataires du Fonds européen de stabilité financière (FESF).

"La crise a montré que les mécanismes de discipline budgétaire ont échoué, que l'intégration économique demeure limitée et que l'intégration financière est difficile si les gouvernements nationaux restent en fin de compte responsables chacun de leur système financier", écrit le FMI dans son rapport. (Reuters 18.04)

2- Italie

Le gouvernement italien a prévu mercredi une aggravation de la récession pour 2012 et retardé ses prévisions de retour à l'équilibre budgétaire, estimant que "*malgré les progrès accomplis, il reste encore beaucoup à faire*".

Dans un communiqué publié à l'issue d'un conseil des ministres, le gouvernement a annoncé une révision à la baisse de ses prévisions de Produit intérieur brut (PIB) pour 2012, prévoyant une contraction de 1,2% contre une baisse de 0,4% lors de la dernière prévision officielle datant de décembre.

Pour le gouvernement, "*l'action de rééquilibrage financier a été accompagnée par l'adoption de diverses mesures de réforme destinées à lever les principaux obstacles qui ont entravé le potentiel de croissance de l'Italie*", en référence aux réformes controversées du marché du travail facilitant les licenciements et aux libéralisations.

"*Cette crise impose un prix très élevé aux familles, aux jeunes, aux travailleurs, aux entreprises et parfois ces expériences s'achèvent dans le désespoir*", a-t-il reconnu sur un ton grave, évoquant la vague de suicides en Grèce et en Italie. (AFP 18.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 avril

CAUSERIE

J'aurais tendance à avoir le même état d'esprit que ces millions de travailleurs qui estiment que voter ou non le 22 avril et le 6 mai prochain ne changera rien à leurs conditions misérables ni demain ni d'ici "*10 ans*" (Mélénchon).

Tactiquement pour un parti combattant pour la révolution socialiste, sans manifester la moindre illusion dans le Front de Gauche dont la nature est clairement contre-révolutionnaire, ses dirigeants l'ont affirmé eux-mêmes, que dis-je, martelé en proclamant que le "*grand soir*", la révolution pour s'emparer du pouvoir n'était pas leur tasse de thé, autrement dit que leur objectif n'était pas d'inverser le rapport de force entre classe dominante et classe dominée, donc leur politique doit être compatible avec la survie du capitalisme, en comparaison l'UMP et le PS figurent dans le camp du capital, de la réaction, tactiquement il était intéressant de soutenir le FdG ou plutôt de participer à sa campagne électorale dans le seul objectif de mettre en lumière ses contradictions, ce qui devait permettre d'aider les travailleurs et les militants qui y sont associés à se défaire des illusions qu'ils avaient placées dans le FdG, de les gagner au socialisme, pas à la version réformiste ou stalinienne du PG ou du PCF, mais à celle des marxistes.

Tactiquement aussi, nous avons estimé que plus le candidat du FdG obtiendrait de voix, outre que cela alimenterait ses propres contradictions, celles du PS en seraient d'autant plus criantes, voire explosives au sein de ce parti, ce qui, étant appelé à gouverner, nourrirait les contradictions du régime avec lequel ce parti se confond ; notre objectif étant de favoriser tout processus qui permettrait de faire sauter les obstacles qui se dressent sur la voie qui conduit à l'éclatement du régime, processus qui ne pourrait se dérouler sans le déclenchement d'une grave crise au sein du PS et ses satellites, crise qui à son tour alimenterait celle du régime.

Contrairement aux renégats et aux traîtres qui parlent en notre nom, nous visons la liquidation du régime et de tous les partis qui le soutiennent. Pour y parvenir, notre objectif principal ou notre stratégie demeure subordonnée à la construction du parti. Démasquer le double langage du FdG ne suffit pas, il faut faire en sorte que la nature du PG qui est un parti récent se manifeste ouvertement, le plus rapidement possible pour en finir avec ce parti qui est une nouvelle excroquerie politique, un pur produit du PS dont est issu son principal dirigeant.

Je suis absolument certain que parmi les militants il y en a qui se demandent si Mélénchon pourrait redevenir Trotskiste sur le

tard... En ayant pour modèle Mitterrand et Jospin selon l'intéressé lui-même, vous y croyez vraiment, dites-nous que c'est une blague ? Pourquoi ne pas croire sur parole Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, comme d'autres ont cru à d'autres époques aux discours de Thorez ou de Marchais auxquels ils n'avaient apparemment pas compris grand chose.

Si je peux me permettre un conseil à ces camarades pour les aider à progresser politiquement. Tout et son contraire est contenu dans les discours de ces charlatans, sous une forme implicite ou explicite tout y est, absolument tout. Et il n'est pas nécessaire de chercher ailleurs ou de recourir à des moyens déloyaux ou malhonnêtes pour les confondre et les démasquer. Il suffit de savoir lire, de prendre le temps de lire attentivement ce qu'ils disent et de réfléchir à ce que recouvrent ce qu'ils disent, pour découvrir la véritable signification de leurs paroles, attention, quoi qu'il en disent par ailleurs qui sera analysé à part et réintroduit si nécessaire dans notre analyse finale.

On a l'habitude de dire que les idées dominantes dans la société correspondent aux idées de la classe dominante. En revanche, on s'attarde beaucoup moins sur le support idéologique qui sert à leur épanouissement et qui plonge au plus profond de l'inconscience humaine, dont l'ignorance est la manifestation vivante. Ignorance que l'on sous-estime en permanence et qui remonte à la nuit des temps, bien avant que l'homme commence à se poser des questions sur ses rapports au monde extérieur. Ignorance qui a survécu jusqu'à nos jours malgré le développement de la civilisation humaine, parce qu'en venant au monde chaque être humain en fait obligatoirement l'expérience, puis tout au long de sa vie, pendant une durée plus ou moins longue à des degrés divers en fonction de ses expériences et la faculté qu'il aura développée ou non pour les analyser, il oeuvrera pour maîtriser ses rapports au monde extérieur, pour façonner son environnement et la société en fonction de ses besoins ou aspirations. L'oeuvre d'une vie consistera à lutter sans cesse pour réduire le champ sur lequel s'exerce l'ignorance pour gagner en liberté.

Mal outillé pour mener à bien cette mission de toute une vie, il va forcément tâtonner, se livrer à des extrapolations, laisser vagabonder son imagination au détriment de la réalité dont il va s'écarter inconsciemment, se fourvoyer, finalement, il va privilégier les apparences souvent trompeuses que peut prendre la matière à défaut d'en percevoir l'intimité ou le mystère.

Les discours ou les théories savantes qu'il sera amené à formuler favoriseront, soit la matière ou les faits, soit l'idée qu'on s'en fait et qui peut se décliner à l'infini, de telle sorte que ces idées pour acquérir une cohérence et une certaine légitimité seront érigées en système.

A l'étape suivante, le sujet d'étude ou de réflexion ne sera plus la matière ou les faits en eux-mêmes, dans leurs rapports, mais portera sur la validité ou non de tel ou tel système élaboré au fil du temps, au point de perdre de vue que le verbe ne précède pas l'action et qu'il n'existe que par lui.

A ce stade, les faits sont déjà devenus intangibles, pour ainsi dire immatériels, alors de là à penser que la connaissance ou la vérité serait également impalpable, impossible à déterminer, au-delà de ce à quoi l'homme peut accéder, il n'y a qu'un pas qui est franchi lorsqu'on déclare que le développement du capitalisme ne correspond pas à un processus historique qui aurait comme tout processus un début et une fin, mais qu'il existerait de tous les temps et qu'il serait voué à exister pour l'éternité.

Il faut être ignorant pour croire une pareille faribole, assurément, cela signifie également qu'on a intégré un mode de pensée qui ne repose pas sur les faits mais sur l'idée qu'on en a, non pas sur une base ou une interprétation scientifique des rapports qui régissent la société et le monde et qui tendent forcément dans une direction donnée, mais sur une interprétation des faits qui favorise l'inconscience ou l'ignorance qui a accompagné le développement de la civilisation humaine jusqu'à nos jours.

Au lieu de se conduire en matérialiste, on adopte l'idéalisme qui conduit à reproduire la société telle qu'elle est.

Alors que le matérialisme dialectique et historique repose sur l'évolution des rapports des différents facteurs qui composent la société et coucourent à sa transformation, pour évaluer la tendance vers laquelle tend son développement au fil du temps, afin d'agir dessus pour la modifier dans un sens favorable à l'épanouissement de l'humanité, l'idéalisme se complait à définir cette tendance dans le monde tel qu'il existe, comme si le système économique en vigueur et tous les rapports qui en découlent étaient figés pour l'éternité, indépassable, etc. Extrapolation à laquelle on ne peut parvenir qu'en niant l'évolution de ces rapports dont les contradictions tendent en permanence à dépasser, à faire éclater ce système dont les contours, les possibilités ou les limites ne sont pas infinies mais correspondent à un moment du développement des forces productives et de la lutte des classes qui eux ne connaissent pas de répit.

Le matérialisme symbolise le mouvement inhérent à toute chose ou être, sans lequel toute existence serait impossible, donc la matière quel que soit l'état ou la représentation sous laquelle elle se présente à nous. L'idéalisme pour exister, doit nier ce mouvement ou l'enfermer dans une construction arbitraire, qui ne prend en compte la matière que pour justifier sa propre existence, tandis que la compréhension des lois de fonctionnement de la matière continuera de nous échapper.

L'idéalisme constitue le principal piège de la pensée humaine, il menace même l'existence de la civilisation humaine depuis qu'elle a développé les instruments de sa propre destruction.

Pour en revenir à notre sujet, les mots ne sont jamais des abstractions en soi, ils renvoient toujours à une réalité, palpable ou

latente, etc. quand bien même serait-elle imaginaire qu'elle sortirait du cerveau d'un homme.

On peut affirmer que l'idéalisme est si répandu de nos jours, qu'au sein même du mouvement ouvrier peu de militants croient encore qu'il serait possible de changer la société, la plupart ont intégré l'idée que le socialisme n'était qu'une utopie ou un système merveilleux imaginé par des penseurs brillants, mais qui finalement n'avaient pas vraiment la tête sur les épaules, démontrant par là qu'ils (ces militants) n'avaient toujours pas compris que le capitalisme correspondait une période historique du développement des forces productives et de la lutte des classes qui constituaient les moteurs du développement de la civilisation humaine depuis le néolithique.

La faute en revient à nos dirigeants, qui en recourant à des méthodes indignes du mouvement ouvrier et se compromettant avec notre ennemi et ses laquais, ont démontré qu'ils étaient incapables d'assumer la continuité du marxisme, de résister à la pression de l'idéologie dominante... Le marxisme est un guide pour l'action, certes, mais c'est aussi une théorie qui intègre tout ce qui a été dit plus haut, qui prend appui sur ce processus historique et la tendance qui s'en dégage au-delà du capitalisme en faveur des exploités et de l'humanité toute entière, pour peu qu'on soit capable de la traduire en terme de tâches politiques et de programme d'action.

Enseignement du marxisme. Le Parti communiste n'a jamais été communiste.

Lénine : discours au comité exécutif de l'Internationale communiste, 17 juin 1921 (Les Cahiers du mouvement ouvrier - n° 22, CERMTRI). Extrait.

- "Prenons un autre exemple, celui de Marcel Cachin et d'autres, qui, au Parlement français, promeuvent l'accord franco-anglais et affirment que cet accord est une garantie de paix. C'est de l'opportunisme, et le parti qui admet cela n'est pas un Parti communiste. Bien sûr, dans notre révolution, nous devons indiquer qu'il faut souligner tels et tels faits, que telles ou telles interventions ne peuvent être admises, que ce n'est pas communiste. Mais la critique doit être concrète. Il faut stigmatiser l'opportunisme.

Mais le véritable opportunisme du parti, qui s'exprime dans le discours de Cachin, n'est pas soumis à la critique. Au lieu de le critiquer, on critique cette expression et on donne de nouveaux conseils. Voilà ce qu'a dit le camarade Trotsky dans son discours.

Le camarade Laporte avait donc complètement tort, et le camarade Trotsky, en protestant contre cela, avait absolument raison. Peut-être la conduite du parti français n'était-elle pas tout à fait communiste. J'étais prêt à l'admettre." (...)

- "Nous devons critiquer ouvertement le Parti communiste français, dire que ce n'est pas un Parti communiste, dire que la politique défendue et représentée au Parlement français par Marcel Cachin sur l'union de la France et de l'Angleterre pour l'exploitation des masses ouvrières (je n'utiliserai pas cette expression officiellement) — par des brigands, et pas par de simples brigands, mais par de gros brigands —, nous devons souligner avec la plus grande précision et la plus grande franchise que cette politique, défendue par Cachin, exprimée dans tel ou tel discours de Cachin dans tel ou tel numéro du journal, n'est pas du communisme, mais de l'opportunisme."

Si même sous l'influence de Lénine et Trotsky le Parti communiste n'était pas parvenu à devenir un véritable Parti communiste, autant dire qu'il ne l'a jamais été... sous Staline ! Alors de là à être nostalgique d'un parti qui n'a jamais existé en tant que tel, nostalgique de quoi, d'illusions ?

Si on en juge par l'absence d'un véritable parti communiste 90 ans plus tard, on aurait tendance à penser que les dirigeants qui ont pris la relève de l'Opposition de gauche après l'assassinat de Trotsky, étaient davantage animés par des illusions que par la réalité à laquelle ils n'ont semble-t-il pas compris grand chose, pas plus qu'aux enseignements de Lénine.

Je voudrais préciser aux camarades qui seraient tentés de télécharger des documents publiés par le CERMTRI, qu'il faudrait peut-être prendre avec du recul ou beaucoup de précautions les articles qui émanent des responsables du CERMTRI pour ne s'intéresser qu'aux articles originaux qu'ils ont traduits et reproduits.

D'où me vient cette mise en garde ? De la lecture de plusieurs articles ou de la présentation de différents documents que je suspecte d'avoir été rédigés pour influencer les lecteurs dans une direction précise, conformément à la politique définie par les dirigeants du POI (CCI) qui dirigent le CERMTRI.

Deux exemple.

Quand Lénine et Trotsky engage le combat contre le gauchisme et l'opportunisme (au IIIe Congrès de l'Internationale communiste), c'est forcément au nom du "*front unique*" qui sert d'unique stratégie aux dirigeants du POI (avant à l'OCI, PCI, PT)... A la lecture de cet article, que confirme la résolution sur la France adoptée par le IIIe Congrès de l'IC, j'aurais plutôt tendance à penser que Lénine et Trotsky avaient engagé ce combat dans l'objectif d'épurer le Parti communiste de ses brebis galeuses

qui avaient davantage leurs places à la SFIO. Quand Lénine dit que "*le véritable opportunisme du parti, qui s'exprime dans le discours de Cachin, n'est pas soumis à la critique*", on a plutôt l'impression qu'il veut aller au bout et avoir sa peau, comme il réclamera l'exclusion des dirigeants engagés dans la franc-maçonnerie ou ayant conservé des liens avec elle.

Dans un autre document, ils volent carrément au secours de Staline accusé d'avoir fomenté une famine en Ukraine et causé des millions de morts... Accusation vraie ou fausse, on s'en fout totalement à vrai dire, cela ne change rien à la nature du bourreau de la révolution russe. En quoi les accusations portées contre lui par des représentants du capitalisme auraient-elles un rapport avec les ennemis du stalinisme que nous sommes ou pourraient-elles nous porter préjudice, en quoi et depuis quand serions-nous comptables des crimes de Staline ? Etrange, non ?

Bref, les staliniens s'en réjouiront. Comment auraient-ils pu imaginer un seul instant il y a à peine trois décennies, que leurs pires "*ennemis*", les "*hitléro-trotskistes*" voleraient au secours du Petit Père des peuples ? Depuis le début des années 80, ces "*trotskistes*" se sont encanaillés de staliniens et néo staliniens jusque dans leur propre parti, ceci explique peut-être cela.

La semaine dernière, dans le numéro 195 d'*Informations ouvrières*, c'était un stalinien repent, membre de la direction du POI, qui s'était ému du manque d'impartialité de son journal envers les anciens dirigeants du PCF, Thorez, Duclos et Cie. Une simple coïncidence sans doute. Dorénavant, il vous faudra prendre des gants et faire preuve de mesure lorsque vous évoquerez les bourreaux du mouvement ouvrier international.

Un luxe dont nous nous passerons, ne serait-ce qu'en mémoire de leurs victimes passés, présentes et à venir. Cela dit, il ne nous viendrait pas à l'esprit de nous livrer à des falsifications envers notre ennemi quel qu'il soit. Que l'on prenne sur le coup la défense de dirigeants réformistes ou staliniens lorsqu'ils sont attaqués par la bourgeoisie, c'est normal puisque cela préfigure une attaque généralisée contre l'ensemble du mouvement ouvrier, syndicats et partis compris. Mais près d'un siècle plus tard, c'est grotesque, d'autant plus que l'anticommunisme continue de s'exprimer à travers le monde sans que le POI ou le CERMTRI ne s'exprime sur cette question pourtant d'actualité.

Deux exemples me viennent à l'esprit.

Récemment il était question de déménager le buste de Marx devenu encombrant dans je ne sais plus quelle ville en Europe, vous en avez entendu parler, non évidemment. L'élection du président allemand qui s'était notamment illustré par sa chasse aux "*communistes*" après la chute de la RDA.

Pour détacher les travailleurs du capitalisme, vous vous y prenez comment : vous vantez ses mérites ou vous mettez l'accent sur les conséquences dramatiques de sa survie ? Il en va de même dans le combat contre le stalinisme et toutes les formes d'opportunisme. (A suivre)

Bruit de campagne

Le prochain Bonaparte s'adresse à sa cour.

Le candidat PS à la présidentielle, François Hollande, a assuré mercredi sur RMC et BFMTV qu'il "*gouvernera à gauche*", "*qu'il n'y aura pas d'ouverture*" et que son Premier ministre "*sera socialiste*" s'il est élu le 6 mai. (AFP 19.04)

Il enfonce le clou.

François Hollande, candidat PS à la présidentielle, affirme dans un entretien à l'AFP avertit qu'il n'y aura "*pas de négociation entre partis dans l'entre-deux-tours*" et que s'il est élu "*c'est son projet qui s'appliquera et pas un autre*". Et d'ajouter "il n'y a pas de place dans une présidentielle pour une négociation entre partis. Pas de troc, de concession, d'échanges". Plus loin : "*François Mitterrand n'avait pas fait différemment en 1981. Il rappelait que c'est sur ses 110 propositions que le gouvernement serait constitué et que l'action serait conduite*". (Reuters 19.04)

Complétons, il semblerait que Hollande ait oublié de préciser que Mitterrand s'empressera de revenir sur l'essentiel de ses "*110 propositions*" pour instaurer... l'austérité !

Réponse de ses laquais

Dans l'entre-deux tours et pour les législatives à venir, M. Mélenchon a aussi assuré qu'il ne se "*dédier(ait) jamais du drapeau*" FG : "*ni à vendre, ni à acheter, ni à domestiquer*". (AFP 18.04)

Il devait tenir les mêmes propos quand il était à l'OCI, puis au PS... Contrairement à ce renégat, je n'ai jamais "*vendu*" mes idées pour faire carrière, pour un siège de député ou de sénateur. On ne sait pas trop de quel drapeau il parle, puisque celui des

Versaillais flotte au vent dans tous ces meetings. A lui tout seul, le Front de gauche est déjà le Front populaire !

"Il n'est question ni de soutien, ni de participation, ni d'opposition (...) Il n'y a pas de combines à l'horizon, il n'y en aura pas!", a affirmé Pierre Laurent mercredi, lors de l'émission "Questions d'info" LCP/Le Monde/AFP/France Info. (AFP 18.04)

Vous avez bien lu, ni soutien ni participation ni opposition, quoi alors ? Rien que du vent, des paroles, de la gesticulation en guise d'action ? Ils soutiendront le gouvernement à leur manière, voilà tout.

Mélenchon gauchit son discours

Le 19 avril 2012. Jean-Luc Mélenchon, lors de son dernier meeting au parc des expositions de la porte de Versailles.

Mélenchon a débuté par un tonitruant "Ha ha ha! On a bien travaillé!". "La France s'est réveillée", "le feu a pris à la plaine, il leur grille les fesses" et "le peuple qui a voté non majoritairement en 2005 (au référendum européen, ndlr) réclame son dû", a-t-il assuré, sous les "résistance, résistance!" de la foule.

Alors, "en chassant Sarkozy, nous n'allons pas seulement nous débarrasser de quelqu'un qui nous a pourri la vie", nous allons surtout mettre fin "à l'axe +Merkozy+, le coeur de l'Europe austéritaire", a-t-il dit, ironisant aussi sur "Sarkozy-rikiki" qui n'ose pas parler d'indépendance de la BCE.

Et de lancer un appel anti-FN. "C'est nous qu'il faut aider parce que c'est en nous aidant qu'on repousse le danger qui accablerait un gouvernement progressiste si après la chute de Sarkozy, la droite pouvait se recomposer" autour du FN, a-t-il mis en garde.

« Vous l'entendrez de nouveau cette voix mièvre qui va vous dire de céder », a-t-il lancé raillant les « éditocrates », les « cire-pompes », les « porteurs de sacoches » qui rejoignent Hollande, « la divine odeur de la gamelle ayant changé de camp ». (comme lorsqu'il quitta l'OCI pour le PS ! - Ndlr)

Et il prépare ses partisans. « Sur vos postes de travail, dans les cités, c'est à vous de porter le programme du Front de gauche maintenant », lance-t-il.

Plus tôt dans la soirée Pierre Laurent, secrétaire national du PC, avait déjà prévenu: « Tout nouveau traité européen devra être soumis au vote des Français. »

Aller dire "à tous les profiteurs de la finance qui se sont gavés depuis 20 ans que la récréation est terminée" et "congédez Nicolas Sarkozy et son club de patrons milliardaires!", a-t-il ajouté. (20minutes.fr et AFP 19.04)

Sachant que le Front de gauche ne mobilisera pas les masses pour imposer les quelques mesures qui seraient favorables à la classe ouvrière, Mélenchon les appelle à "porter" son programme, et si elles ne le font pas, elles porteront la responsabilité des conséquences qui en découleront...

Ne vous laissez pas impressionner par le discours radical de Pierre Laurent, ces prédécesseurs en tenaient un beaucoup plus radical encore, vous alliez voir ce que vous alliez voir, pour finalement se coucher devant la Bourse...

Actualité en titres

L'aristocratie ouvrière loge au Palais

- Petroplus: l'intersyndicale veut être reçue au ministère de l'Industrie - AFP

Au fait, s'il est exact que la majorité des travailleurs vont bien exprimer le rejet de la politique de Sarkozy à travers leur vote, reste encore à déterminer quel contenu politique ils vont lui donner. Donc pas d'emballement, restons lucide...

L'info la plus approximative de la semaine

- 2,5 milliards de personnes sont dépourvus de compte en banque - AFP

Il y a environ 7 milliards d'habitants sur terre. La moitié se compose de mineurs, il ne reste plus que 3,5 milliards d'adultes, il faudrait donc croire, selon un sondage publié jeudi par la Banque mondiale, que deux tiers d'entre eux ne disposeraient pas d'un compte en banque. Je ne fréquente que des prolos en Inde, ils ont tous un compte en banque, seuls les miséreux n'en ont pas. Dans le village de pêcheurs où j'habitais avant, ils avaient tous un compte en banque par exemple.

Il n'est pas venu à l'esprit de ces crétiens de la Banque mondiale que dans certains pays, dont l'Inde, chaque personne ne ressent pas forcément le besoin de détenir un compte en banque, un seul suffit pour un couple ou une famille entière. Cela vaut pour d'autres pays dits développés. Quand je vivais avec mon ex-épouse, nous ne possédions qu'un seul compte commun.

C'est comme lorsqu'ils évaluent la pauvreté, leurs données sont totalement erronées, puisqu'ils ne tiennent pas compte du nombre de personnes qui composent un ménage, ni le nombre de personnes en âge de travailler.

INFOS EN BREF

Politique

L'UE, un organisme policier

L'Union européenne a approuvé jeudi le transfert aux autorités américaines, au nom de la lutte anti-terroriste, des données sur les passagers des vols transatlantiques, malgré les craintes que ce texte porte atteinte au respect de la vie privée.

Le Parlement européen, réuni en session plénière à Strasbourg, a validé par 409 voix contre 226 cet accord négocié entre Bruxelles et Washington, qui autorise durablement le transfert de ces données concernant les quelque 48 millions de passagers qui voyagent chaque année entre les deux continents.

Les Etats-Unis ont immédiatement "*applaudi*" ce vote, qui va permettre de garantir "*la sécurité des voyageurs*", a indiqué dans un communiqué l'ambassadeur américain auprès de l'Union européenne, William Kennard.

Le transfert des données "*a aidé dans pratiquement toutes les enquêtes américaines de premier plan sur le terrorisme au cours des dernières années*" pour arrêter les auteurs d'attentats, a-t-il assuré.

Les données en question, dites "PNR" (Passenger name record), sont fournies par les voyageurs eux-mêmes aux transporteurs aériens: nom et coordonnées du passager, dates et itinéraire du voyage, moyens de paiement utilisés, numéro de la carte de crédit, agence de voyage, informations sur les bagages, menu réservé à bord, etc.

Actuellement, ces informations sont déjà transmises aux autorités américaines, mais dans le cadre d'un accord provisoire contesté. Les eurodéputés avaient rejeté une première mouture de ce texte en 2007, ce qui a forcé la Commission européenne à en négocier l'an dernier une nouvelle version avec Washington.

La commissaire européenne chargée du dossier, Cecilia Malmström, a reconnu que le texte n'était "*pas parfait à 100%*", mais a assuré que pour autant il respectait "*pleinement le droit européen*". (AFP 19.04)

Comme quoi le "*droit européen*" est antidémocratique et policier.

Economie

1- Analyse

Joseph Stiglitz a présenté un exposé intitulé : "*Le mercantilisme est-il condamné à échouer ? La Chine, l'Allemagne et le Japon et l'épuisement des pays débiteurs.*" Pour l'économiste américain, la réponse est clairement oui.

Son raisonnement est simple. Certaines puissances comme la Chine, l'Allemagne et le Japon ont prospéré dans un système mercantile en dominant toutes les exportations, face à quelques pays comme les États-Unis qui, eux, affichent des déficits commerciaux colossaux.

Ainsi, les pays en excédent commercial imposent des coûts aux autres. Or, la persistance de ces excédents a entraîné une situation insoutenable, que Stiglitz baptise "*l'épuisement du débiteur et du déficit*".

Ce système est donc voué à disparaître. En effet, les pays réalisent que leurs déficits commerciaux ne sont pas tenables à long terme, et tentent dans le même temps de retrouver des excédents commerciaux.

Bien sûr, tous ne peuvent pas dégager des excédents. L'économie devient donc un jeu de patate chaude, chacun renvoyant le déficit vers quelqu'un d'autre, par l'intermédiaire de mouvements commerciaux agressifs, tels que des dévaluations de la monnaie.

Le système serait donc au bord de l'effondrement. Afin de mettre fin à ce système instable, il convient pour Stiglitz d'« empêcher les pays excédentaires de dégager un excédent ». Pour cela, une seule méthode : responsabiliser les pays déficitaires. Ces derniers doivent "refuser d'être passifs", "éviter un déficit" de leur côté, rendant ainsi mécaniquement impossible l'excédent de l'autre côté.

Cependant, Stiglitz évoque un début de solution, sous la forme d'un système mondialiste. L'économiste recommande la mise en place d'une monnaie de réserve autre que le dollar, un système de régulation global, et une plus grande coordination de la politique monétaire pour éviter les guerres de devises et les dévaluations compétitives. (Atlantico.fr 19.04)

Encore un économiste véreux. Non ce système n'est pas voué à disparaître, car il est trop juteux pour ceux qui en profitent. Non, les capitalistes les plus puissants ne sont pas des philanthropes. Ils sont déjà à l'origine de deux guerres mondiales, monsieur Stiglitz ne le saurait-il pas ou l'aurait-il oublié ? S'il devait disparaître, ce serait uniquement sous les coups de boutoir de la lutte de classe du prolétariat international combattant sous le drapeau de la révolution socialiste mondiale.

2- Banque (Etats-Unis)

2.1- Morgan Stanley a publié jeudi des résultats trimestriels soutenus par une forte hausse de ses activités de trading et par des signes d'amélioration dans la gestion de fortune.

Les banques d'affaires américaines ont toutes débuté l'année du bon pied grâce à une reprise de l'activité sur les marchés après une année 2011 difficile. Les concurrentes Goldman Sachs, Citigroup et JPMorgan Chase ont indiqué l'une après l'autre ces derniers jours avoir bénéficié du rebond des marchés.

En excluant le coût de la mise en oeuvre de la nouvelle norme comptable DVA (ajustement de la valorisation de la dette), Morgan Stanley a dégagé un bénéfice de 1,4 milliard de dollars.

Le revenu net a atteint lui 6,9 milliards de dollars sur la période. Hors DVA, il ressort à 8,9 milliards, supérieur aux 7,8 milliards de l'année dernière à pareille époque.

Le revenu du trading a bondi de 33% à cinq milliards de dollars, et le bénéfice imposable du trading, hors DVA, a plus que doublé à 1,67 milliard de dollars.

L'activité de gestion de fortune a elle affichée un revenu net de 3,4 milliards de dollars et une marge avant impôt de 11%, en légère hausse d'une année sur l'autre et d'un trimestre sur l'autre. (Reuters 19.04)

2.2- Bank of America a fait état jeudi d'un résultat supérieur aux attentes au titre du premier trimestre, en raison d'une amélioration de la qualité du crédit et d'un rebond de l'activité sur les marchés financiers.

La division marchés de capitaux affiche un chiffre d'affaires de 3,8 milliards de dollars, contre 1,5 milliard au quatrième trimestre 2011. Il est toutefois en baisse sur un an (4,6 milliards de dollars au T1 2011).

Au total, BofA affiche un bénéfice net de 653 millions de dollars, contre 2,05 milliards un an auparavant.

Le produit net bancaire est ressorti à 22,3 milliards de dollars, contre 26,9 milliards de dollars, conformément aux attentes des analystes. (Reuters 19.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 avril

CAUSERIE

J'ai reçu un courriel du groupe CCI-T suite à ma critique de leur appel à voter Hollande, j'y répondrai point par point dans les jours qui viennent. Loin de me poser un problème, leur contribution très argumentée ne me conviait pas du tout, bien au contraire. On n'a pas de courant depuis ce matin 9h, il est 17h40 et je ne peux pas travailler normalement, j'ai commencé à rédiger la réponse que je leur adresserai, elle sera publiée dans le site en même temps que leur lettre.

Chasser Sarkozy est une chose, dans quelle condition en est une autre sur laquelle on ne peut pas faire l'impasse.

On pourrait ou on aurait pu se contenter de déclarer qu'on comprend les travailleurs qui voteront Hollande pour chasser Sarkozy qu'ils honissent, ainsi que sa politique ultra réactionnaire, sans avoir la moindre illusion dans Hollande qui poursuivra sa politique, il l'a annoncé lui-même. Et que pour cette raison, ils comprendront qu'il ne serait pas sérieux ou cohérent pour un parti ou une formation politique combattant au côté de la classe ouvrière pour un changement radical de politique et de société d'appeler à voter pour un candidat qui mettra en oeuvre une politique opposée à leurs intérêts fondamentaux, surtout lorsque l'on se donne comme objectif de gagner ces travailleurs au combat pour le socialisme, la seule alternative possible au capitalisme.

Il me semble qu'une déclaration dans ce genre aurait été correcte, au lieu d'appeler à voter Hollande. Ce sont les travailleurs avec leur état d'esprit et leur niveau de conscience politique qui vont s'exprimer demain et le 6 mai. Leur vote quel qu'il soit, certes de façon déformé, exprimera leur état d'esprit et leur niveau de conscience politique.

Puisqu'aucun des deux candidats qui restera en lice le 6 mai ne représentera leurs intérêts, nous n'avons pas à les influencer dans un sens ou dans l'autre sous peine de nous faire le complice de celui pour lequel nous aurions appelé à voter, les travailleurs auraient raison de nous le reprocher par la suite.

Bruit de campagne

Non, vraiment aucune chance !

"Peut-être que l'erreur que j'ai commise au début de mon mandat, c'est de ne pas comprendre la dimension symbolique du rôle du président et de ne pas mettre assez de solennité dans mon action. Je suis resté, au fond, ministre", a déclaré le président candidat vendredi en fin d'après-midi à un meeting à Nice.

C'est une "erreur dont je voudrais m'excuser (...). Il n'y a aucune chance que je la recommande puisque je connais la fonction, maintenant", a-t-il assuré. (AFP 20.04)

Le modèle de Hollande : La Fed et la Banque d'Angleterre !

Le candidat PS à l'Elysée François Hollande s'est prononcé vendredi sur Europe 1 pour une baisse des taux de la Banque centrale européenne afin de soutenir la croissance.

Interrogé sur les moyens de soutenir la croissance, M. Hollande a affirmé que la BCE avait *"deux moyens de le faire: le premier, c'est de baisser les taux d'intérêt, si nous pensons qu'effectivement il peut y avoir, par ce biais-là, un soutien à la croissance, et moi j'y suis favorable. Donc à la Banque centrale européenne d'aller dans cette direction"*, a déclaré M. Hollande.

"Mais il y a une deuxième façon qui serait de prêter directement aux Etats plutôt que de passer par le truchement qui a été choisi d'un soutien aux banques", a-t-il ajouté.

Selon lui, *"c'est quand même invraisemblable que la Banque centrale européenne inonde le marché de liquidités"* avec des "banques qui empruntent auprès d'elle à 1% et qui prêtent aux Etats, notamment espagnol, à 6%".

"Il y a un moment où on ne peut pas accepter des phénomènes de rente à ce point", a dit le candidat socialiste. Il "serait plus judicieux, plus efficace, plus rapide que la BCE prête en premier et dernier ressort".

"Cette position, je la défends depuis des années, c'est ce qui se passe aux Etats-Unis, c'est ce qui se passe aussi en Grande-Bretagne", a-t-il expliqué. (AFP 20.04) Admirez le cynisme : rentier d'accord, mais pas "à ce point" ! 1% c'est trop, il a raison, les banquiers ne se gavent pas encore assez ! Le reste n'est que du baratin.

Hollande préconise davantage de répression contre les consommateurs de cannabis qui sont en majorité des jeunes.

François Hollande déclaré vendredi sur RTL qu'il ne reprendrait pas, s'il était élu, la proposition visant à transformer en contravention le délit de consommation de cannabis.

"La question de la consommation de cannabis est posée pour beaucoup de jeunes", a-t-il poursuivi sur Europe 1. *"Nous connaissons la question de l'importance, hélas, de cette consommation. Donc je ne veux pas donner le moindre signal de renoncement à une dissuasion par rapport à cette consommation de cannabis"*.

"Nous pouvons rester sur une logique pénale, y ajouter une logique de soin", a dit le député de Corrèze. *"C'est ce que je proposerai dans le cadre de la révision de cette loi"*.

"Il y a 142.000 procédures de consommation de cannabis par an, cela représente des centaines de milliers d'heures de travail pour les policiers et elles ne donnent lieu qu'à 24.000 poursuites", avait-il argumenté. (AFP 20.04)

Hollande, le candidat de la guerre contre le peuple syrien, pour le démantèlement de la Syrie

François Hollande affirme que s'il était élu et si une intervention militaire en Syrie était décidée par l'Onu la France "y participerait" (challenge.fr 20.04)

Pas "**peser**", mais "**instrumentaliser** !

Au cours d'une conférence de presse avec la presse étrangère au siège de campagne des Lilas, interrogé sur sa stratégie par rapport à François Hollande, J-L Mélenchon a déclaré : "*notre stratégie n'est pas de peser sur les socialistes mais de prendre le pouvoir nous-mêmes*". "*Nous ne sommes pas des participants à un congrès du PS, nous sommes autonomes, indépendants et exigeants*", a répété l'ex-socialiste.

Et "*le moment venu, nous instrumentaliserons les socialistes du mieux que nous pouvons pour accélérer le processus vers la révolution citoyenne*", a-t-il argué. (AFP 20.04)

Bosser après la retraite, une excellente idée, mais gratis !

Pierre Laurent interviewé par des internautes de 20minutes.fr.

Nous soutiendrons la reconquête progressive d'un véritable droit à la retraite à 60 ans. C'est pour nous un choix de société. Que des millions de salariés puissent accéder, après leur vie au travail, à une nouvelle période d'activité sociale, ne nous paraît pas un fardeau, mais une chance pour la société tout entière. Nous proposons d'instituer un statut du bénévolat qui permettra d'utiliser à plein cette richesse. (20minutes.fr 20.04)

Pas question de revenir immédiatement à la retraite à 60 ans... que le PCF n'a pas défendu.

C'est la recette qui accompagne le démantèlement des services publics notamment. Les retraités doivent pouvoir choisir librement ce qu'ils comptent faire de leur temps libre, et s'ils occupent l'équivalent d'un poste de travail dans une entreprise ou une association, ce qui est regrettable, ils doivent être rémunérés normalement.

INFOS EN BREF

Politique

1- Egypte

Des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés vendredi 20 avril sur la place Tahrir au Caire pour demander au Conseil suprême des forces armées au pouvoir de tenir ses engagements et de transférer comme convenu le pouvoir aux civils d'ici juillet, à un mois du premier tour de l'élection présidentielle.

"*Non aux vestiges de l'armée, non au régime militaire*", pouvait-on lire sur une pancarte brandie lors de la manifestation qui s'est tenue place Tahrir, au Caire, la première réunissant islamistes et libéraux depuis des mois. Plusieurs milliers de manifestants se sont aussi réunis à Alexandrie, la deuxième ville d'Egypte, et des manifestations ont été organisées dans d'autres villes du pays. (lemonde.fr 20.04)

2- Bahreïn

Les forces anti-émeutes ont dispersé vendredi par la force des milliers de manifestants hostiles au pouvoir dans une banlieue de Manama, à deux jours du Grand Prix de Formule 1 de Bahreïn dont l'annulation a été exclue par le prince héritier de Bahreïn.

Les manifestants, rassemblés en fin d'après-midi dans la région de Boudaya, à 4 km à l'ouest de Manama, ont scandé "*A bas la dictature*", "*Révolte jusqu'à la victoire*". Certains portaient des T-shirts, barrés de l'expression "*Prêts à mourir pour Bahreïn*", selon des témoins.

Plusieurs manifestants ont été blessés par les forces anti-émeutes, intervenues "*violemment*" pour disperser les protestataires, selon un communiqué du Wafaq, principal groupe de l'opposition chiite.

Le prince héritier bahreïni, Salmane Ben Hamad Al-Khalifa, lors d'une conférence de presse improvisée, a écarté toute possible annulation du Grand Prix de dimanche, comme cela avait été le cas l'an dernier en raison des troubles dans son pays. "Une annulation ferait le jeu des extrémistes", a-t-il averti. (AFP 20.04)

Social

1- France

Plusieurs anciens salariés du leader mondial des roulements à billes SKF ont réclamé jeudi et vendredi un dédommagement d'environ 55 millions d'euros à leur ancien employeur à la suite de sa décision de fermer son usine de Fontenay-le-Comte (Vendée) en 2009.

Le conseil de prud'hommes de La Roche-sur-Yon se prononcera sur ce litige, présenté par 259 anciens collaborateurs du groupe suédois, le 20 novembre prochain.

SKF avait décidé de fermer son usine vendéenne, qui comptait près de 400 salariés, pour transférer sa production en Inde et en Bulgarie. (Reuters 20.04)

Après plus d'un an de lutte pour conserver leurs emplois et leur usine, les salariés de l'usine Fralib de Gémenos, près de Marseille, dans les Bouches-du-Rhône, ont été déboutés par le tribunal, vendredi 20 avril. Contre la demande du comité d'entreprise de l'usine, qui appartient au groupe Unilever, le tribunal de grande instance de Marseille a considéré que le troisième "plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)" prévu répondait "aux conditions légales".

Les représentants des salariés CGT et CFE/CGC - qui rappellent leur "détermination pour le maintien de l'activité industrielle" - ont indiqué qu'ils allaient faire appel de cette "décision de justice politique". "Nous continuons de penser que cette troisième procédure d'information et de consultation du CE est entachée d'irrégularités manifestes", écrivent-ils, considérant que cette décision "ne constitue en rien un démenti quant à la rentabilité et à l'efficacité économique" du site.

C'est la troisième fois que les salariés de Fralib contestent devant la justice la procédure de licenciement. A la mi-novembre, la cour d'appel d'Aix-en-Provence avait annulé le second PSE présenté par la direction, estimant que ses propositions de reclassement n'étaient "pas sérieuses". Cette décision avait constitué une victoire pour les salariés et avait obligé les deux parties à reprendre les négociations sur un nouveau plan.

Sur les cent quatre-vingt-deux salariés initialement touchés par le projet de fermeture, cent cinquante-cinq sont déjà licenciés - la production ayant été délocalisée à Katowice (Pologne) et à Bruxelles. Plus d'une centaine, selon les syndicats, réclament toujours le redémarrage de l'activité à Gémenos. Unilever avait annoncé dès septembre 2010 son intention de fermer l'usine de Gémenos pour défaut de compétitivité. (lemonde.fr 20.04)

2- Canada

De violents affrontements entre manifestants et policiers ont éclaté vendredi à l'occasion d'un discours du Premier ministre québécois Jean Charest confronté au plus important mouvement de contestation étudiant de l'histoire de la province francophone.

Une centaine de manifestants a fait irruption vers midi (17H00 GMT) au Palais des Congrès qui accueillait le gotha politique et financier de la province à l'occasion d'un forum stratégique sur le développement minier du Grand Nord québécois (Salon Plan Nord), projet phare de M. Charest.

«La police au service des riches», ont scandé les contestataires alors qu'une manifestation sous le thème «Non à la gratuité minière! Oui à la gratuité scolaire!» avait lieu à l'extérieur de l'édifice situé dans le centre-ville de Montréal.

Les manifestants ont été rapidement expulsés du centre des congrès, mais les affrontements se sont poursuivis à l'extérieur.

Des manifestants ont lancé des pierres, tandis que des policiers utilisaient des gaz irritants. En milieu d'après-midi, des centaines de policiers quadrillaient le centre-ville de la métropole qui vit depuis la mi-février au rythme d'un mouvement de grève étudiant sans précédent au Canada.

Les étudiants dénoncent la décision du gouvernement québécois d'augmenter les droits de scolarité de 325 dollars par an pendant cinq ans à compter de l'automne, soit une hausse totale de 1 625 dollars ou 75%.

Les frais de scolarité dans la province francophone sont beaucoup moins élevés qu'aux Etats-Unis et ailleurs au Canada, mais beaucoup plus onéreux que dans nombre de pays européens, selon les données de l'Organisation de coopération et

de développement économiques (OCDE).

«A ceux qui frappaient à notre porte ce matin on va leur offrir un emploi, dans le Nord autant que possible», a ironisé M. Charest, une boutade qui a fait rire à gorge déployée le parterre d'hommes d'affaires assistant à son discours.

«De voir le Premier ministre tourner ça en dérision c'est extrêmement inquiétant», a réagi à la télévision Gabriel Nadeau-Dubois, un des principaux leaders étudiants.

Le gouvernement québécois a ouvert la voie à un dialogue sur les prêts et bourses pour les étudiants à condition que ceux-ci dénoncent la violence étudiante. Les mouvements étudiants veulent quant à eux discuter des droits de scolarité, et non des seuls prêts et bourses, et refusent de condamner uniquement leur violence.

Une grande manifestation «pour un printemps québécois», regroupant entre autres des étudiants et des opposants au Plan Nord du gouvernement, est prévue dimanche.

Une poignée de manifestants opposés à la réforme du système d'immigration ont par ailleurs fait irruption lors d'une allocution dans un hôtel luxueux de Montréal du ministre canadien de l'Immigration Jason Kenney. (liberation.fr 20.04)

Economie

1- FMI

Le Groupe des Vingt (G20) s'est engagé vendredi à accorder au Fonds monétaire international (FMI) plus de 430 milliards de dollars de ressources supplémentaires afin de circonscrire la crise de la dette de la zone euro. (Reuters 10.04)

2- Grèce

Trois des principales banques grecques ont annoncé vendredi avoir accusé des pertes historiques, pénalisées par le passage de lourdes charges imputables à l'échange de dette grecque organisé le mois dernier.

Alpha Bank et Eurobank ont dit avoir perdu à elles deux 9,3 milliards d'euros, une somme qui représente près de 10 fois leur capitalisation boursière.

Le ratio Core Tier 1 d'Alpha Bank a plongé à 3%. Eurobank, deuxième banque grecque, n'a pas dévoilé le sien, mais elle a indiqué qu'il ne lui restait plus que 875 millions d'euros de fonds propres.

L'échange de dette grecque a contraint les créanciers privés de la République hellénique à accepter une perte réelle de 74% sur la valeur des obligations qu'ils détenaient.

Piraeus Bank, numéro quatre du secteur bancaire grec, a annoncé une perte de 6,6 milliards d'euros en 2011. Comme Eurobank, Piraeus n'a pas dévoilé le montant de son ratio Core Tier 1.

La Banque du Pirée, quatrième établissement bancaire grec, a perdu 6,3 milliards d'euros en 2011 dont 5,9 milliards proviennent de l'opération de restructuration de la dette souveraine du pays, a annoncé le groupe vendredi. (Reuters et AFP 20.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 avril

CAUSERIE

Détendons-nous un peu, c'est dimanche.

Ici soleil et ciel bleu comme tous les jours depuis fin décembre, c'est lassant à la longue, un petit 38°C à l'ombre, c'est presque frais pour la saison, une petite brise qui souffle du sud-est, pas de quoi en faire un drame franchement, il existe pire de par le monde, cette idée ne me lâche jamais sans me pourrir la vie cependant, car je ne me suis jamais pris au sérieux. C'est peut-être un tort au regard de mon activité politique.

Je vais vous avouer un truc, c'est un piège que je tends à mes détracteurs (dans la vie de tous les jours et pas seulement en politique), et pour tout vous dire cela fonctionne à merveille, ils me prennent pour un charlot et je ne fais rien pour les en dissuader, ils prennent des libertés à mon égard et en retour je les matraque proprement. Rien de tel que de mettre les gens en confiance pour qu'ils se livrent. S'ils tombent sur quelqu'un d'honnête comme moi, ils s'en tireront relativement bien, en guise de punition, tout au plus ils devront se regarder en face, et s'ils tombent sur un roublard, ils n'auront qu'à s'en prendre qu'à leur eux-mêmes et leur vanité malade au lieu de s'en prendre à la terre entière.

Le must, c'est encore les gens qui croient pouvoir vous rouler facilement, qui croient avoir détecté une faiblesse chez vous, qui croient vous connaître mieux que vous-même, ils sont si sûrs de leur coup qu'ils débitent leur discours d'un trait sans la moindre retenue, jusqu'au moment où vous dites stop et démontez leur construction qui s'écroule à leurs pieds. Sur le coup ils sont stupéfaits, votre silence les avait encouragés à se découvrir jusqu'à dépasser les limites du raisonnable, au-delà desquelles ils se mettaient eux-mêmes en danger et s'exposaient à des représailles violentes, ce silence avait sa raison d'être il faut croire, mieux par mon approbation trompeuse ils se voyaient triompher, résultat, ils en ressortent vidés, ridiculisés, brisés, anéantis.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit en pensant aux expatriés que l'on rencontre ici et qui croient que tous les Français leur ressemblent ou font preuve d'une compréhension béate envers leur individualisme forcené. J'ai repensé aussi aux rapports houleux que j'avais eu avec mes nombreux patrons et chefs, je rappelle que j'ai bossé dans plus de 45 entreprises différentes, j'ai donc accumulé une certaine expérience des rapports humains, plutôt complexes et bien tordus en général ! Sans compter que par mon boulot, j'étais technicien en bureautique, j'ai été amené à mettre les pieds dans des milliers d'entreprises où forcément là aussi j'ai eu des rapports avec des milliers de chefs d'entreprises ou chefs de services. Je pourrais ajouter les différentes fonctions que j'ai occupées qui m'ont amené à rencontrer toutes sortes de gens à tous les échelons sociaux.

J'ai donc eu une multitude d'occasions de mettre en pratique ce que j'avais appris à travers mes expériences précédentes et accumulées et mes lectures/études, que ce soit en politique, en psychanalyse, en anthropologie, ethnologie, etc. L'école de la vie quoi, que bien des militants méprisent, lui préférant la voix de leurs maîtres, leurs dirigeants. Moi aussi quelque part, sauf que mes maîtres ne font plus partie de ce monde depuis le 20 août 1940. Voilà un enchaînement tout trouvé avec la suite que j'avais rédigée un peu plus tôt dans la journée.

Je peux vous l'avouer maintenant : quelle corvée de devoir couvrir l'élection présidentielle ! Et dire qu'il va falloir se farcir les législatives ! A cause du décalage horaire, je vais devoir veiller jusqu'à une heure du matin ou plus ce soir pour voir les résultats du vote d'aujourd'hui, on frôle la mortification ou le sado-masochisme, c'est mauvais pour la santé mentale.

A lire les commentaires des uns et des autres, on finirait pas croire que le vote est obligatoire en France, si demain il le devenait ils seraient les premiers à gueuler ! Chacun s'emploie à décrier les élections... pour finalement leur trouver quand même un aspect positif pour justifier leur participation ou leur vote. Sur les coups de midi, parce qu'il y a moins de monde sur la route, je suis allé faire mon marché, puis je suis rentré tranquillement chez moi avant de me remettre au boulot après avoir mangé un morceau.

Ah ben oui, je l'avoue, j'ai oublié d'aller voter, finalement je n'ai pas trouvé la motivation suffisante pour voter pour un candidat qui soutiendrait la guerre contre le peuple syrien, ça été plus fort que moi, désolé ! Libre à vous de voter Mélenchon, Poutou ou Arthaud. J'ai davantage agi en militant responsable ou en dirigeant qu'en simple travailleur bourré d'illusions.

C'est marrant, plus personne ne se demande comment Sarkozy a-t-il pu être élu en 2007, est-ce que quelqu'un se l'est vraiment demandé ou en a tiré toutes les conséquences et tous les enseignements, je n'oserais pas l'affirmer. Il y en a que cela a bien arrangé, ils en ont profité pour faire la cour au PS et au PCF, tandis que d'autres en profitaient pour affirmer leur identité, n'allons pas jusqu'à dire affirmer leur indépendance, ce serait proférer un gros mot, une contrevérité.

Hollande élu, toutes ces manoeuvres et combines de boutiquiers vont voler en éclats quand bien même il poursuivra la politique de Sarkozy notez bien ; cela fait penser à la maille d'un pull-over en cours d'achèvement qui aurait sauté, et sur laquelle il suffirait de tirer pour que l'ouvrage disparaisse totalement, pas de bol décidément, rassurez-vous, ils y sont habitués, c'est leur passe-temps préféré.

De son côté, le POI s'est lancé dans une campagne contre le TSCG et le MES sans relier le rejet de ces traités à celui de la Constitution et des institutions de la Ve République qui rendent possible leur ratification, alors qu'ils sont intimement liés, donc campagne dont les travailleurs et militants ne tireront aucun enseignement, inutile puisque le POI n'est pas en mesure de peser sur le cours des choses. Ces dirigeants, qui sont de furieux mégalomanes, estiment le contraire, c'est d'ailleurs sans doute pour cette raison qu'ils n'ont pas relié la campagne contre le TSCG et le MES au rejet de la Constitution, afin que des membres du PS et du PCF ou des "*élus de tous bords*" puissent se joindre à eux. Non, sans façon on ne les enverra pas. Le POI ne combat pas sur le terrain de classe du prolétariat, il défend les intérêts de la nation, de l'Etat français, du lobby nucléaire, etc...

Discussion (légère) avec mon épouse Magueswary :

Elle : Tu as déjà vu des lions blancs ?

Moi : Oui, à la télé. Il y a aussi des éléphants, des tigres, des rhinocéros blancs, mais je ne sais pas s'il y a des singes blancs.

Elle : moi non plus.

Moi : Ce qu'on est bête, bien sûr qu'il en existe : regarde-moi ! Ne te marre pas, toi aussi, tu es la version tropicale, exotique du Blanc, à moins que ce ne soit plutôt le Blanc qui soit la version décolorée du Noir à force de s'éloigner de l'équateur, de vivre sous les nuages au lieu d'être exposé au soleil, en fait j'ignore d'où vient cette différence de pigmentation de la peau.

Je vais te dire un truc, ce qui fait chier les racistes (Blancs), c'est que vraisemblablement les premiers hommes (hominidés) étaient noirs ou colorés, comme nos cousins les singes, le plus proche de nous est même franchement noir, le bonobo ou l'orang-outan. Il y en a même qui disent que Jésus était noir, d'autres chérissent une Vierge noire, tandis que Mickael Jackson a cru bon de devoir virer au blanc, ce qui ne lui a pas vraiment porté bonheur. Comme disait Prévert, on est comme en est et c'est bien suffisant ainsi. Ajoutons : à condition de ne pas s'en contenter quand on n'a pas grand chose dans la cervelle ; qu'on soit un boulet pour soi passe encore si l'on veut, bien que cela soit absurde, mais pour les autres c'est franchement injuste.

Quand on est habitué à penser aux autres de préférence au lieu de penser à soi, on finit par ne plus faire de distinction entre les deux, du coup il ne nous viendra pas à l'esprit de causer du tort aux autres sans se sentir profondément blessé. C'est à peu près mon état d'esprit. Récemment un Indien m'a pris au dépourvu, ici ils vous interpellent n'importe où sans vous connaître. Il m'a demandé qui j'étais et ce que je faisais. J'ai été incapable de lui répondre, j'ai dû lui dire un truc du genre : comme vous ! Pour lui nous sommes différents, pour moi nous sommes pareils. Et ce qui nous différencie ne mérite pas d'être abordé car il ne le comprendrait pas, donc j'évite de me lancer dans ce genre de discussion, surtout avec un inconnu qui en règle générale n'en a rien à foutre de moi ou qui a une autre idée derrière la tête, intéressée dans 99% des cas ! C'est le côté "*mystique*" des Indiens !

Dans ma famille on est de toute les couleurs et de tous les continents à l'exception de l'Amérique, donc on est particulièrement à l'aise pour aborder le thème du racisme. Quand j'en parle avec des Indiens, je leur rappelle que le racisme et l'esclavage existaient en Afrique et en Asie avant même que les occidentaux n'aient découvert ces continents. Je ne vais pas me lancer dans une argumentation anthropologique, on pourrait ajouter que le racisme et la xénophobie ont existé dans la nuit des temps avant même l'existence des classes, l'ignorance de l'homme étant antérieure au néolithique...

Une réflexion

Une réflexion qui m'inspire, extraite de l'article *La course folle de la dépense militaire : "Avant même de tuer quand elle est convertie en armes et armées, la dépense militaire tue en soustrayant des ressources vitales à des milliards d'êtres humains."*.

C'est la méthode de raisonnement que j'ai adoptée pour analyser un fait ou la situation. La plupart des gens se contentent de réfléchir ou commenter les éléments qui leur sont fournis sans chercher plus loin, sans gratter pour découvrir ce qu'ils recouvrent, de ce fait ils ne comprennent pas grand chose ou rien du tout ou encore tout de travers.

La propagande officielle est ainsi faite que votre attention doit se focaliser sur un facteur ou dans une certaine direction de manière à ce que vous ne vous posiez pas davantage de questions, l'opération consistant à justifier ou à vous faire approuver l'ordre existant jusque dans ses moindres recoins.

Ils demandent à la population de se prononcer pour ou contre une guerre comme s'il s'agissait d'une question prioritaire, alors qu'il y a dans le monde des millions d'hommes, femmes et enfants qui crèvent de faim ou de sous-alimentation chaque années dans le monde, question apparemment secondaire ou qu'il est préférable de ne pas se poser avec insistance quand on a le ventre plein et sa bonne conscience pour soi, cela pourrait finir en ulcère de l'estomac ou en migraine, vaut mieux éviter.

Dans le même ordre d'idée, les opportunistes de tous poils s'attardent volontiers depuis des lustres sur l'amélioration des conditions de vie des travailleurs qui est devenu leur seul objectif, pour ne pas dire les couches de la société qu'ils représentent, sans trop se soucier de savoir d'où proviendra leur financement, des travailleurs surexploités aux quatre coins du monde, l'internationaliste au rabais quoi.

Des milliards d'euros ou de dollars sont mis à la disposition des banquiers et des capitalistes, des milliards s'envolent en fumée dans la spéculation financière, des milliards sont engloutis dans des guerres, des milliards sont dépensés pour améliorer le confort des petits-bourgeois, des couches moyennes et de l'aristocratie ouvrière qui assurent la stabilité politique du régime.

Brefs, des milliards sont dilapidés au détriment des déshérités du vieux monde et tout le monde ou presque s'en accommode bassement, hypocritement.

Je ne sais pas si l'homme réfléchit davantage quand il a le ventre plein que lorsqu'il a le ventre vide, il tarde à le prouver en attendant, si j'en crois l'état détestable, répugnant de l'humanité. On pourrait en dire autant des têtes bien pleines qui ne

servent finalement qu'à remplir leurs estomacs et leurs comptes en banque. A force de répéter que personne n'est responsable de rien, le citoyen lambda a fini par le croire, en vérité cela l'arrange bien, ainsi va l'opportunisme et l'ouvriérisme.

On ne peut pas imputer aux travailleurs l'état épouvantable dans lequel se trouve le monde, par contre, on peut leur demander ce qu'ils font pour défendre les droits dont ils profitent, à part justement en profiter, car s'ils ne s'engagent pas pour les défendre leurs enfants ou petits-enfants devront s'en passer et connaîtront des conditions de travail ou d'existence pires que les leurs, est-ce cela qu'ils souhaitent, on se refuse à l'imaginer un seul instant...

Il est donc de leur responsabilité, de leur devoir de se battre pour conserver tous leurs droits et en conquérir de nouveaux, car la société est loin d'être parfaite, c'est un euphémisme ; en réalité elle est de plus en plus irrespirable. Il faudra donc bien un jour se poser la question de la changer, non pas morceau par morceau, on a essayé sans cesse depuis deux siècles pour finalement constater qu'on ne pouvait pas y parvenir par cette voie-là. Il faut donc envisager d'en changer les bases pour qu'un réel et durable changement intervienne.

Et pour que nos droits sociaux et politiques ne fassent plus l'objet d'une remise en cause perpétuelle, pour qu'on ne dépense plus notre énergie et notre temps à les défendre, rien de tel que reconstruire la société sur la base de ces droits, ainsi ils deviendront indestructibles et acquis définitivement, on pourra ainsi avancer sur le chemin conduisant à notre émancipation du règne de la nécessité pour passer à celui de la liberté.

Ce n'est pas par manque d'audace que nos dirigeants ne sont pas capables de tenir un tel discours aux travailleurs, discours qui va beaucoup plus loin que celui de Mélenchon qui s'arrête en cours de route, il n'y a pas pire car cela autorise un retour en arrière à tout moment, mais parce qu'ils ne les croient pas capables de le saisir, autant dire qu'ils ne les croient pas davantage capables d'accomplir les tâches historiques qui découlent de l'évolution de la société, du développement historique du capitalisme devant céder la place au socialisme.

En conclusion, cette réflexion met en relief l'ignorance des masses qu'il nous faut combattre avant de pouvoir envisager sérieusement le renversement du régime. On ne fera pas l'économie de ce combat parce que pour passer au socialisme il est impératif d'élever au préalable le niveau de conscience des masses exploitées.

Mystification.

Avez-vous remarqué que les questions de politique étrangère ont été particulièrement absentes des discours de tous les candidats ?

En réalité, elles ont été soigneusement écartées de l'élection présidentielle pour ne pas montrer aux électeurs qu'il existait un consensus, mieux, une union nationale de l'UMP au NPA sur la question libyenne ou syrienne par exemple. A part cela, ces élections n'auraient pas pour objectif de légitimer la Constitution et les institutions de la Ve République devant lesquels tous les candidats se prosternent.

Pourquoi aborder ces questions embarrassantes puisque les décisions sont prises à Washington, Bruxelles, Jérusalem ou Doha ?

En effet, qu'en aurait-il été du "révolutionnaire" Jean-Luc Mélenchon, du "communiste" Pierre Laurent, si les médias avaient martelé qu'ils étaient alignés sur l'UMP, l'OTAN, l'ONU sur quasiment toutes les questions internationales? Ils seraient apparus aux yeux de bien des militants et des travailleurs comme de vulgaires réactionnaires.

Voilà sur quoi s'asseoient ceux qui veulent croire que l'élection de Hollande redonnera "l'espoir" au travailleurs. Balivernes, en vérité ce qui distingue Sarkozy de Hollande n'est pas plus épais qu'une feuille de cigarette, et entretenir l'illusion qu'il en serait autrement revient à soutenir le régime en place que l'un ou l'autre soit sacré Bonaparte ne changeant ou n'apportant strictement rien aux travailleurs.

On peut en déduire que tous ces partis sont d'accord sur une chose entre autres : rien ne doit changer, le statu quo autour de l'impérialisme américain, le Nouvel ordre mondial sous l'égide de la dictature américaine doit s'appliquer.

De l'appât du gain à la morgue, puis à la poubelle de l'histoire

Aux Etats-Unis, la guerre tue beaucoup plus chez soi qu'au front. Selon les données recueillies par l' « Army Times » on en est même à 950 vétérans étasuniens qui se suicident chaque mois : 18 par jour, un soldat se suicide toutes les 80 minutes. Aux Etats-Unis, les soldats meurent 25 fois plus de leurs propres mains que sur le champ de bataille. (mondialisation.ca 21.04)

De quoi alimenter pendant des années la page nécrologique d'*Informations ouvrières*, ils se lamentent chaque fois qu'un G.I. perd la vie, quel grand malheur à côté du sort de leurs victimes innocentes, on survit comme on peut...

Qui sont-ils, que veulent-ils ?

Quelque 300 militants, selon la police, du mouvement des Indignés ou de simples citoyens, venus d'Ile-de-France mais aussi, à pied, de Toulouse, Bayonne, Marseille, Angers et Lille, se sont rassemblés samedi à Paris pour dénoncer une "mascarade électorale".

"Parmi les candidats, il n'y a jamais le candidat que je voudrais. Et je ne suis pas le seul à penser ça", dit-il. "A nous de nous réorganiser, pour au moins au niveau local, avec des assemblées démocratiques, nous faire entendre et mettre en place des idées alternatives en matière d'environnement, de santé, d'éducation, d'alimentation", ajoute-t-il, avouant que même s'il n'est pas satisfait, il votera quand même, par procuration, "pour un candidat plutôt de gauche et plutôt proche des questions environnementales".

Arthur, 26 ans, de Toulouse, que "dans le panel des candidats, il y ait des idées et des alternatives qu'on ne nous propose jamais, comme par exemple réduire le productivisme".

Selon lui, parmi les manifestants, "certains n'iront pas voter, d'autres voteront blanc ou nul, ou peut-être pour un candidat qui se dit anticapitaliste", ajoute-t-il en souriant.

"Les politiciens portent les attentes des financiers, pas nos attentes, et les décisions se prennent au niveau européen, loin de nous", a déploré Maryline, 38 ans, de Paris. (AFP 21.04)

Membre de la petite-bourgeoisie, des couches moyennes du prolétariat, manipulés par des agents de l'impérialisme arborant le masque des Anonymous (hier à Paris), officine qui a pour tâche de fourvoyer les soulèvements révolutionnaires et de débusquer les hackers indépendants pour le compte des autorités...

Les Indignés, un mouvement qui se revendique apolitique pour mieux tenir à distance les travailleurs et jeunes qui auraient dans l'idée de rejoindre un parti qui se donnerait pour objectif de préparer les conditions pour renverser le régime, régime qui au demeurant les trouve fort sympathiques tant qu'il ne réalise pas sa jonction avec les syndicats et les partis ouvriers. Il faut être repu ou gavé à en vomir pour vouloir "réduire le productivisme". Autour de moi je ne connais que des gens dont la vie est faite de privations ou de frustrations depuis leur naissance.

Mouvement qui s'inscrit volontiers dans le cadre du régime quand il se donne pour objectif, je cite : de "mettre en place des idées alternatives" donc sans le remettre en cause, dans une certaine mesure il remplit le même rôle que les Verts ou le FdG qui préconise des solutions à la crise du capitalisme sans remettre en cause ses fondements.

Socialisme ou barbarie capitaliste, ne cherchez pas ailleurs une alternative qui n'existe pas.

INFOS EN BREF

Politique

1- Bahreïn.

Des milliers de personnes ont manifesté samedi 21 avril en fin de journée dans un village chiite, près de Manama, à l'appel de l'opposition, après l'annonce de la mort d'un protestataire, selon un militant. Rassemblée près de Darraz, un village chiite à 10 km au nord du circuit de Sakhir où doit se dérouler dimanche le Grand Prix de Formule 1 de Bahreïn, la foule a scandé des slogans hostiles au régime, a indiqué le militant. (lemonde.fr 21.04)

Commentaire d'un internaute.

- " De toute façon, la Formule 1 n'est pas un sport, mais un spectacle pour apprentis chauffards overdosés au pétrole, alors on a bien compris que ce qui compte, c'est que la fête continue, que le bon peuple s'abrutisse devant sa télé et que la pub rapporte des millions de dollars. La formule 1, ce sont les jeux du cirque pendant la fin de l'Empire romain. Totalement décadent."

Boycott. Le premier qui regarde ce Grand Prix est fusillé ! C'est une image bien sûr !

2- Tchéquie.

Plusieurs dizaines de milliers de Tchèques ont manifesté samedi dans les rues de Prague pour protester contre les coupes dans les dépenses publiques, la hausse des impôts et la corruption, et réclamer la démission du gouvernement.

Avec 80.000 à 90.000 manifestants selon la police, il s'agit d'une des plus fortes mobilisations dans le pays depuis la chute du communisme en 1989.

Etudiants salariés et retraités ont défilé dans les rues de la capitale pour rejoindre la place Wenceslas, scandant "A bas le gouvernement!" ou "Stop aux voleurs". C'est la troisième fois en un an que les syndicats appellent à manifester contre le gouvernement de centre-droit dirigé par Petr Necas.

"Ce gouvernement détruit les institutions de l'Etat et rabaisse les personnes les moins protégées avec ses réformes antisociales", a déclaré Jaroslav Zavadil, président de la Confédération des syndicats.

Cette manifestation intervient au moment où la coalition au pouvoir est menacée d'éclatement après la décision du parti centriste Affaires publiques de se retirer du gouvernement.

Le gouvernement s'est fixé pour but d'obtenir une large majorité au parlement d'ici lundi, faute de quoi des élections législatives anticipées seront organisées. (Reuters 21.04)

3- Pays-Bas.

Les Pays-Bas s'orientaient samedi vers de nouvelles législatives anticipées, après l'échec des négociations sur la réduction du déficit public entre la coalition gouvernementale de centre droit, minoritaire, et son allié d'extrême droite au parlement.

"Les élections semblent évidentes", a déclaré samedi le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, après avoir annoncé l'échec des pourparlers en cours depuis le 5 mars pour dégager 16 milliards d'euros d'économies pour 2013 afin de respecter les normes européennes en matière de déficit public. (AFP 21.04)

Economie

Etats-Unis

Le directeur général de Motorola Mobility, Sanjay Jha, a perçu une rémunération totale de quelque 47 millions de dollars (35,5 millions d'euros) en 2011, soit près de quatre fois plus que l'année précédente, montre un document boursier publié vendredi. (Reuters 21.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 avril

CAUSERIE

Les résultats du premier tour de la présidentielle en France (Source : AFP - 23/04 à 03h46)

Participation : 80.16%
Nuls et blancs : 2%
Hollande : 28.63%
Sarkozy : 27.08%
Le Pen : 18.01%
Mélenchon : 11.13%
Bayrou : 9.11%
Joly : 2.28%
Dupont-Aignan : 1.80%
Poutou : 1.15%
Arthaud : 0.57%
Cheminade : 0.25%

J'attendrai d'avoir plus d'informations pour commenter ces résultats.

"Celui qui sera élu sera déjà usé !"

Selon une enquête "Présidoscopie 2012" réalisée par l'institut Ipsos et Logica Business Consulting, pour le Centre d'études politiques de Sciences Po (Cevipof), la Fondapol, la Fondation Jean-Jaurès et Le Monde. Sur un panel d'électeurs qui ont accepté d'être interrogés par Internet, depuis novembre 2011 jusqu'à la fin de la campagne présidentielle, sur leurs intentions de vote et leurs évolutions éventuelles. Panel composé de plus de 6 000 personnes, il rassemblait encore, à la mi-avril, 4 354 personnes, soit un échantillon beaucoup plus important que ceux des enquêtes d'intention de vote classiques.

Pascal Perrineau, directeur du Cevipof :

- " ... reste le chiffre-clé, impressionnant : environ un électeur sur deux a changé d'intention de vote depuis six mois. Derrière la relative stabilité des grandes masses, il y a donc un mouvement vibrionnant. Cela fait apparaître qu'en amont du vote il y a de plus en plus d'itinérances qui contribuent à fragiliser le vote. Le vote est de moins en moins investi, de plus en plus fragile, de plus en plus réversible. Selon la terminologie de Pierre Rosanvallon, l'élection est de plus en plus une "désélection". Pour le dire vite, celui qui sera élu sera déjà usé !" (lemonde.fr 16.04)

Dit autrement, les préoccupations ou les difficultés quotidiennes que rencontreront les travailleurs dès le lendemain de l'élection présidentielle primeront sur toute autre considération. Au-delà des discours, des intentions ou des promesses trompeuses, les conditions objectives reprendront le dessus. Bref, la lutte des classes continue.

Sans même analyser les résultats du 22 avril les chiffres parlent d'eux-mêmes, au premier abord on constate que rien n'a changé malgré la crise du capitalisme qui a éclaté en 2007, le niveau de compréhension du fonctionnement de la société des travailleurs n'a pas évolué d'un pouce, soit moins de 2,54 cm ! Gageons encore une fois que les uns et les autres les interpréteront à leur manière et s'en féliciteront, qu'ils aient ou non participé à cette farce misérable, dans le genre : on vous l'avait bien dit.

Je n'avais pas allumé la télévision depuis près d'un mois me contentant d'Internet pour m'informer, quand hier soir à 23h30 je me suis fait violence pour regarder les estimations fournies sur TV5Monde Asie, en réalité France 2, à 20 heures en France. Ensuite j'ai suivi l'émission jusqu'à 2h00 du matin (en Inde).

A entendre les différents intervenants, je me suis dit que j'étais devant un spectacle grotesque, par certains côtés surréaliste, sans même faire allusion à leurs discours, rien qu'en observant leurs mimiques on pouvait percevoir l'hypocrisie qui s'en dégageait, je me suis même fait la réflexion qu'ils ne s'en cachaient même plus et qu'on pouvait en tirer la conclusion qu'on était en présence d'une monstrueuse mascarade à laquelle tous se prêtaient ouvertement. On a l'impression d'être en présence de mauvais comédiens qui débitent leur texte appris par coeur, suffisants, arrogants, écoeurants, puants, stupéfiants de médiocrité. On se dit aussi qu'on est vraiment en présence de pions, de marionnettes, d'hommes de paille, tandis que d'autres tirent les ficelles, ceux qui détiennent le pouvoir économique. Je vous avouerais qu'on bout de dix minutes (en étant généreux) je n'en pouvais plus, je suffoquais !

Au cours des mois précédents je ne suis pas parvenu à visionner des vidéos des différents candidats, à l'exception de quelques images, ma connection Internet étant trop lente. Hier soir je me suis rattrapé en quelque sorte en regardant la télé, au point d'être gavé pour des mois ou des années.

J'ai été surpris de constater en observant attentivement Mélenchon, qu'il était également bourré de tics ou qu'il portait les stigmates de la vieillesse, alors qu'intellectuellement il ne semblait pas atteint ou plutôt pas trop, j'ai cru le surprendre s'écouter parler comme s'il avait besoin de se remémorer ce qu'il venait de dire pour enchaîner parfois maladroitement ou pour ne rien dire de plus au bout du compte.

Il m'a donné l'étrange impression de quelqu'un qui parle dans le but de déclencher un effet qu'il juge par la suite en se posant en auditeur de son propre discours, bref de manquer de confiance en soi ou plutôt de se demander comment son auditoire va réagir pour orienter la suite de son discours dont une partie est préparée et une autre improvisée. Il semblait davantage guidé par la réaction réelle ou attendue, supposée de son auditoire, que par ses propres convictions qui doivent fluctuer en fonction de l'accueil accordé à son discours

Il m'a donné l'impression désagréable de quelqu'un qui se construit un personnage au fil du temps, comme on ajuste un masque pour ressembler au personnage qu'on entend incarner à l'insu de son auditoire, en cela plus proche de l'illusionniste que du dramaturge. On sentait qu'il y avait quelque chose de pas très naturel dans son comportement, de forcé dans sa prestation, ce qui avait de quoi laisser perplexe sur ses réelles intentions.

On pourrait dire la même chose de tous les intervenants, y compris Poutou, bien qu'il ait manifesté une nouvelle fois ne se faire aucune illusion sur sa candidature, à se demander si ses illusions ne se porteraient pas davantage sur son parti et sa stratégie.

Si notre analyse de la situation politique doit intégrer les rapports entre les classes tels qu'ils existent aujourd'hui, pour qu'elle soit complète et parvenir à y comprendre quelque chose au-delà des apparences, il faut se dire aussi qu'elle est le produit d'une conception de la lutte de classe empruntée par les différents partis, en premier lieu ceux qui aspirent à prendre la direction

du mouvement ouvrier, conception de la lutte de classe inadaptée à la société telle qu'elle existe de nos jours ou qui n'a pas intégré les profondes transformations qu'a connues le monde depuis le dernier tiers du XXe siècle ou plus largement au cours de la seconde moitié du XXe siècle.

Il est absolument clair à la lecture des hebdomadaires et des tracts des différents partis qui constituent l'essentiel de la littérature mis à la disposition des travailleurs, qu'ils ne permettent pas de comprendre le fonctionnement de la société, ce n'est pas dû seulement à un problème de terminologie mais à leur incapacité d'aller au bout de leurs analyses en intégrant ou à partir de la situation de leurs lecteurs qui, soit en sont absents, soit n'y trouveront pas leur place, parce qu'ils n'abordent pas les questions qui sont traitées de la même manière que les rédacteurs des discours portés à leur connaissance, pire, certaines questions élémentaire que sont amenés à se poser les travailleurs dans leur vie de tous les jours sont littéralement occultées.

Chaque analyse ou position avancée devrait être présentée avec le mode d'emploi pour permettre au lecteur d'en comprendre les tenants et les aboutissants, de telle sorte que chacun puisse se forger librement sa propre idée sur les questions abordées, ils pourraient ainsi vérifier la cohérence et le sérieux des analyses qui leurs sont proposées et s'y reconnaître éventuellement, pour en tirer la conclusion qu'ils ont trouvé un parti différent des autres qui mérite leur attention et pourquoi pas le rejoindre.

Certes la participation à la lutte des classes est importante, mais l'interprétation qu'on en donne l'est tout autant si ce n'est plus puisque peu de travailleurs finalement y participent et davantage en suivent le déroulement. On ne vise pas seulement la participation des travailleurs à la lutte des classes, on vise aussi la progression du niveau de conscience politique de l'ensemble des masses exploitées, au regard des résultats du vote d'hier, on peut affirmer sans prendre de risque que sur ce plan-là on est vraiment mal barré, il y a donc urgence à redresser la barre.

Le problème, c'est que ce que je viens de décrire ou de proposer correspond à une stratégie à laquelle leur politique devrait être subordonnée et que ne partagent pas les partis ouvriers, le POI, le NPA ou LO. Cette stratégie devrait être axée autour de la construction du parti, si tel était le cas, ils porteraient une attention toute particulière, minutieuse, à la manière de présenter leur politique, leurs positions ou leurs analyses.

Mélenchon est un contre-exemple à ne pas suivre sur ce plan-là. Car finalement il n'a fait qu'enfiler des clichés les uns à la suite des autres, y compris dans son argumentation qui ne dépassait pas le cadre du régime établi, à coup de menaces sans suite, guignolesques, désordonnées ou improvisées pour l'occasion. Il a été jusqu'à se prêter au jeu du chiffage de ses propositions pour rassurer les banquiers et le CAC40, ce qu'il n'aurait pu faire s'il s'était placé sur le terrain de la rupture avec le capital ou si sa politique partait vraiment des besoins des travailleurs pour refonder la société. Sa conception de la "*révolution par les urnes*" ou "*citoyenne*" a fait faillite lamentablement avant même d'éclorre. N'en disons pas plus pour le moment, attendons de voir la suite.

Par ailleurs, les militants, cadres ou dirigeants se connectant sur le site que j'anime continuant de refuser d'y participer ou de manifester leur soutien à la démarche que j'ai empruntée autant qu'aux positions que je défends, je réfléchis au moment de mettre un terme à cette expérience, qui en l'absence de tout soutien ne débouchera sur rien de concret, d'ici les législatives ou juste après je cesserai d'actualiser ce site, à moins que je change encore d'avis, mais franchement je ne vois pas quel intérêt il y aurait à continuer pour vous comme pour moi.

Au lieu de réfléchir à voix haute et d'en rendre compte dans un site, je réfléchirai à voix basse, cela ne changera absolument rien de mon côté. Quant à vous, vous disposez des causeries dans lesquelles j'ai amorcé la discussion sur une multitude de questions, il vous suffira de vous y référer pour les approfondir si vous l'estimez nécessaire, pour le reste vous disposez des liens des portails dans lesquels vous pourrez collecter les données nécessaires à vos analyses.

Bien que je sache que ce soit parfois nécessaire, je ne suis pas du genre à vouloir forcer le destin, ma démarche ou ma personne ou les deux à la fois ne vous convienne pas, c'est votre droit et je le respecte, soit, restons-en là ce sera mieux pour tout le monde.

Parfois, je me disais qu'en continuant cette activité, c'était un peu comme si je voulais imposer ma présence à quelqu'un qui ne le souhaitait pas, or je ne me suis jamais incrusté nulle part, j'ai trop horreur de l'opportunisme. Et puis, je me suis dit aussi à plusieurs reprises, qu'à force d'insister on allait finir par s'imaginer que je voulais me faire passer pour ce que je n'étais pas, alors que cela n'a jamais été mon intention, un tel malentendu me serait insupportable.

Voilà, ma décision n'est pas encore prise, de toute évidence elle ne sera pas le produit d'un état d'âme, mais le fruit d'une réflexion parvenue à maturité et irréversible, je n'ai pas l'habitude faire les choses à moitié, car c'est le meilleur moyen de ne rien faire dans la vie. Je préfère brûler la vie par les deux bouts quitte à ce qu'elle soit plus courte, cela ne regarde que moi.

Actualité en titres

Inouï, délirant en effet !

- Jean-François Copé sent un '*engouement inouï*' pour Sarkozy - LeMonde.fr - (21 avril)

Haut de page ↗

Le 24 avril

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'analyser en détail les résultats du vote de dimanche, on verra par la suite si cela mérite un article. En attendant que je vous en propose deux (plus loin) qui abordent cette question sur le plan politique qui nous occupe et non sur celui des autres partis.

Dans le premier j'aborde la situation en revenant sur la campagne du POI. Dans le second rédigé la veille au soir, je réponds à un courriel de ma fille (institut) et à des réflexions de mon ex-épouse (secrétaire dans une association d'handicapés) qui ont alimenté ma propre réflexion politique.

Je n'emploie pas forcément la même terminologie dans ces deux articles, le premier s'adresse aux militants, le second à quelqu'un qui n'a aucune expérience politique mais possède des connaissances pour me comprendre. Si j'avais dû rédiger les mêmes articles à destination des travailleurs, je les aurais écrit autrement, le contenu aurait été sensiblement le même, à ceci près que j'aurais pris le temps de préciser certains points pour rendre l'ensemble compréhensible.

Je suis heureux de voir que ma fille et sa tendre mère s'intéressent à la politique et se connectent à mon site. Voilà qui serait une excellente motivation pour continuer, parce que si je devais compter sur vous, je n'ose pas en dire plus, vous me connaissez, je vais encore être désagréable... Bonne semaine à tous.

Il y avait peu d'infos en bref et je n'ai pas eu le temps de faire autre chose.

Résultats définitifs du 1er tour de la présidentielle

Le taux d'abstention s'est établi à 20,53%. (20minutes.fr 23.04)

François Hollande a obtenu dimanche 28,63% des voix, Nicolas Sarkozy 27,18%, Marine Le Pen 17,90% , Jean-Luc Mélenchon a recueilli 11,11% et François Bayrou, 9,13%, selon les résultats pour la France entière communiqués lundi par le ministère de l'Intérieur. (Reuters 23.04)

Mystifications.

1- Quand la "**révolution par les urnes**" en Islande tourne à la mauvaise farce.

L'ancien Premier ministre islandais Geir Haarde a échappé lundi à une sanction de la part du tribunal spécial chargé de le juger pour son rôle dans la crise financière de 2008.

Aucun des dirigeants des banques impliquées n'a été jugé, même si quelques poursuites ont été engagées et que des enquêtes sont en cours. (Reuters 23.04)

2- Quand on ne demande rien, on la ferme !

Mélenchon lance un "*appel*" pour "*s'accorder*" avec la direction du PS... mais il ne lui "*demande*" rien ! (AFP 23.04)

3- Mise au point.

Extrait de l'éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du jeudi 19 avril 2012 et reçu hier soir.

- "*Les dérives du système capitaliste financier déréglementé ont conduit au défaut de remboursement de ménages américains et provoqué une crise majeure, à la fois financière, économique et sociale dans le monde entier, une crise du système.*

Puis, sous le diktat des marchés, la plupart des chefs d'Etat et de gouvernement se sont appliqués à affirmer que les

mesures d'austérité constituaient l'inévitable contrepartie de cette crise.

En réalité, la crise a bon dos. L'austérité imposée est d'autant plus inacceptable qu'elle repose sur le diagnostic mensonger selon lequel les causes de la crise sont à trouver dans une dérive des finances publiques. Comme Force Ouvrière l'a affirmé et démontré, le problème de la dette publique française vient surtout d'un transfert de dettes privées et d'une baisse des recettes publiques, conséquence d'une politique du moins-disant fiscal qui a multiplié les cadeaux fiscaux de façon accélérée ces dix dernières années (représentant 20 points de PIB!). "

La première proposition est fausse.

C'est l'accumulation du capital impossible à placer dans d'autres conditions pour continuer à engrener des profits qui est à l'origine de cette crise d'une part. Comment ? Sans se soucier de savoir si le parc immobilier correspondait à un besoin réel, les capitalistes ont investi massivement dans ce secteur économique qui devait théoriquement leur assurer une rente pendant des décennies.

D'autre part, c'était sans compter sur la paupérisation croissante des acquéreurs potentiels de ces habitations autant que leur endettement ayant atteint des sommets au point de les rendre vulnérables à l'évolution du marché et rapidement insolubles.

La crise est la conjonction de ces deux facteurs qui à un moment donné se sont télescopés. On en revient donc aux fondements du capitalisme, ainsi qu'à ses contradictions, qui conduisent à avoir à un pôle une classe ultra minoritaire concentrant les richesses au point de ne plus savoir comment les employer pour les accroître encore, et à l'autre pôle une masse grandissante de travailleurs réduits à la pauvreté.

C'est donc le système capitalisme qui est en cause ici et non un aspect isolé de celui-ci qu'il faudrait "*corriger*", mieux "*encadrer*" ou "*réformer*" pour donner un visage "*humain*" au capitalisme.

Messieurs Mailly, Thibault et consorts, il n'y a plus de "*grain à moudre*", rien à gratter, votre temps est désormais compté, révolu, tout comme celui du capitalisme dont vous êtes des lieutenants au sein des syndicats. Encore une chance pour vous que des "*trotskistes*" vous soutiennent ou font le gros du boulot pour faire tourner votre boutique, profitez-en, vous avez mangé votre pain blanc, l'heure des comptes approche...

Analyse du 1er tour de la présidentielle. Le POI : surtout évitons de nous situer sur le terrain politique.

D'autres s'en chargent à notre place, par exemple (lu dans le portail national du POI) :

- "*François Hollande a déclaré que « le premier tour représente une sanction du quinquennat qui s'achève et un désaveu du candidat sortant dont le discours tout au long de ces derniers mois a fait le jeu de l'extrême droite ». Il s'est jugé comme « le mieux placé pour devenir le prochain président ».*"

Puis dans un communiqué, un constat ou une interprétation du vote de dimanche dernier :

- "*C'est un immense rejet qui s'est manifesté ce 22 avril lors de ce premier tour de l'élection présidentielle où près de 80 % des électeurs inscrits ont refusé d'apporter leur voix au président Sarkozy...*"

- "*Une volonté majoritaire s'est affirmée, par le vote, comme par l'abstention : « Nous voulons chasser Sarkozy, mais aussi sa politique ».*"

C'est bien beau de prononcer le mot "politique", d'évoquer ce que pourrait être une autre politique, jusque là rien à redire tout le monde se livre à cet exercice qui ne coûte finalement rien. Maintenant, c'est une autre paire de manches quand il s'agit d'aborder la question déterminante des objectifs politiques qu'il faudrait atteindre pour pouvoir réellement changer radicalement de politique, c'est là que les choses se gâtent ou partent en vrille.

Sur cette question précise, du côté du NPA et de LO, c'est le néant, ils sont incapables de se fixer le moindre objectif politique en dehors des élections.

Avant d'en venir aux objectifs politiques définis par le POI il faut préciser un point important pour comprendre la suite.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que les résultats du premier tour de l'élection présidentielle expriment un profond rejet de la politique de Sarkozy et de ses prédécesseurs, mais vous aurez noté qu'absolument personne n'ose ou ne souhaite caractériser le contenu politique de ce rejet. Attention, nous abordons ici un tabou. Pourquoi ? Parce que cela permettra à chacun de l'interpréter à sa manière, non pas en fonction des rapports politiques qu'il reflète, mais en fonction des intérêts ou de la stratégie adoptée par les appareils de chaque parti, ensuite, afin d'éviter que ne soit mis en lumière qu'aucun parti n'intègre ces rapports dans

leurs stratégies ou leurs combats, leurs objectifs n'étant manifestement pas de les changer.

On comprend parfaitement pourquoi tous les partis passent sous silence ces rapports politiques, car il suffit de les évoquer pour que saute aux yeux l'inanité de leurs stratégies ou qu'elles ne situent pas dans la perspective du renversement de l'ordre établi, ce que révèle le contenu politique de ce rejet exprimé le 22 avril. Les masses ont voté pour un changement social, pas pour un changement politique, conformément à leur nature actuelle dominée par leur soumission aux institutions, à l'Etat.

Soyons honnête et lucide au lieu d'écouter les balivernes de tous ces charlatans, c'est la stricte réalité, osons la regarder en face. Les masses se sont embourgeoisées, elles pensent comme les bourgeois, elles rêvent d'imiter leur mode de vie, mais en aucun cas elles n'entendent remettre en cause les institutions ou l'Etat dans lesquels elles conservent de profondes illusions, illusions que tous les partis s'emploient à alimenter en permanence, ce qui prend ici la forme d'un refus de caractériser politiquement la nature de leur rejet de la politique de Sarkozy.

En participant à cette élection, les travailleurs ont signifié qu'ils remettaient entre les mains de l'Etat capitaliste leur propre sort, voilà la terrible vérité qu'il faut cacher, réalité insupportable à entendre pour beaucoup de militants qui préfèrent se réfugier dans des chimères ou s'en remettent aveuglément aux fables que leur servent leurs dirigeants.

Quand on parle de la politique mise en oeuvre par celui ou ceux qui gouvernent le pays, il ne faut pas se tromper de sujet, on fait référence aux mesures qu'ils ont prises et qui touchent à la fois à nos conditions de travail ou de vie, qui sont davantage d'ordre social, mesures qui n'ont donc rien à voir avec les institutions et leur fonctionnement, avec l'Etat. Or c'est à ce niveau-là ou sur ce plan-là que se déroule le combat politique entre les classes, terrain qui a été abandonné aux représentants politiques de la classe dominante ainsi qu'à leurs valets. Ce qui est somme toute normal, en présence de partis ouvriers qui n'entendent pas modifier fondamentalement les rapports entre les classes que l'Etat incarne.

On peut donc constater que le mot politique est généralement employé dans ses différentes assertions ou usages, sauf celui qui touche précisément à l'Etat. Dans le cas du POI cela se traduit par la remise en cause du rôle de l'UE, de la BCE et du FMI, mais pas de l'Etat qui étrangement est épargné. Il en fait encore la démonstration ici, je n'invente rien.

Dès lors, place à l'opportunisme, au social-chauvinisme, au nationalisme :

- "Une exigence s'exprime : il y a urgence à inverser le cours des choses, à en finir avec la dictature de la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne qui veut imposer les politiques de privatisation, de misère et de chômage. En finir avec cette dictature et ses directives qui interdisent d'interdire les licenciements, renflouent les banques à coups de milliards et disloquent les droits et garanties des travailleurs et de la jeunesse !

Il y a urgence à décréter nuls et non avenues les plans dictés par des institutions supranationales et à rétablir la souveraineté des peuples sur les décisions qui les engagent. Cela s'appelle la démocratie."

La "dictature" imposée aux travailleurs n'est pas celle du capital et de son relais politique, l'Etat ou les institutions, mais celles "de la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne", autrement dit le combat politique contre notre propre bourgeoisie est détournée, elle passe à la trappe. La troïka "interdit d'interdire les licenciements", mais dans quel cadre juridique, les directives ou les traités européens adoptés antérieurement, mais encore, conformément à la Constitution de la Ve République qui incarne la domination de classe des capitalistes.

Entre nous, la troïka n'existerait pas que rien n'interdirait aux représentants du capitalisme dans chaque pays de mettre en oeuvre la même politique réactionnaire. La troïka a justement pour fonction politique d'épargner autant que faire se peut les Etats, de détourner l'attention du prolétariat de l'Etat, c'est en cela que le POI vient à son secours et soutien l'air de rien le régime en place.

Face aux institutions supranationales, ce n'est pas la "souveraineté des peuples" qui n'a jamais réellement existé que le POI entend rétablir, mais la souveraineté des Etats (capitalistes) auxquels le POI est si attaché, ce que traduit la "souveraineté des peuples" qui correspond en fait à la domination de la classe des exploités, aussi bien au sein des rapports sociaux de production que de l'Etat.

Pire encore si c'était possible, le POI est un facteur de démoralisation et de démobilité des masses quand il explique qu'une fois un traité signé, il serait impossible de s'en affranchir, passons sur les inexactitudes incluses dans leur communiqué, ils évoquent la signature du TSCG par 27 Etats pour qu'il s'applique, alors qu'en réalité il suffira qu'il soit ratifié par 12 parlements pour entrer en vigueur. A entendre le POI, dès lors que le TSCG et le MES seront ratifiés, les carottes seront cuites, autant aller se couche tout de suite ! J'aborde plus loin ce que cela implique sur le plan pratique.

La question de la ratification d'un traité pose chaque fois la question de l'Etat, de sa Constitution et ses institutions, qui le signe, le ratifie, selon quelle procédure, etc. Qui se prononce sur son adoption (ou non), selon quelles prérogatives, ce qui nous ramène inévitablement à la Constitution de la Ve République. Est-elle légitime, quoi et qui représentent-elles ? Franchement, en

voilà des questions inutiles !

La mystification va encore plus loin.

- "*La démocratie exige qu'il soit répondu à cette volonté majoritaire, que le président élu renonce à engager le processus de ratification : et, alors, le traité ne sera pas ratifié et il ne s'appliquera pas à la France et, de ce fait, il sera difficile de l'imposer aux autres peuples d'Europe.*".

Alors qu'Hollande a déjà annoncé qu'il pourrait s'en passer si nécessaire, et que cela ne l'empêcherait pas d'appliquer sa politique, alors que chacun sait qu'elle s'inscrit dans le prolongement de celle de Sarkozy, le POI feint de l'ignorer et se fout ouvertement des militants et des travailleurs.

Cela ne vous convainc pas encore, vous faites peut-être partie des illuminés qui suivez aveuglément la politique impulsée par D. Gluckstein et sa clique, voyez quelle politique est appliquée par Cameron en Grande-Bretagne, pays opposé au TSCG et au MES, pays qui n'a pas adopté l'euro, comme c'est bizarre j'ai l'impression qu'il applique la même politique d'austérité que dans les autres pays de l'UE, pincez-moi si je me trompe, j'ai hâte de sortir de ma crasse ignorance. Un autre exemple qui dément l'assertion du POI, en Allemagne la "*règle d'or*" qui encadre les dépenses publiques a été adoptée en 1949, cela n'a pas empêché les syndicats de revendiquer des augmentations de salaire des fonctionnaires, notamment. Toute la politique des dirigeants du POI repose sur la falsification ou la manipulation honteuse des faits, l'ignorance de leurs militants.

Très logiquement, dans la foulée le POI appelle Hollande à prendre ses responsabilités, ce qu'il ne manquera pas de faire comme on vient de le souligner. C'est ainsi que le POI soutient le régime et Hollande au passage et la boucle de l'opportunisme est bouclée.

Parler de tout et de rien, éviter de parler de l'essentiel, il en restera toujours quelque chose, et peu importe le turnover important à l'intérieur des partis, leur objectif n'est pas de construire un parti révolutionnaire pour prendre le pouvoir, l'Etat les finance dès lors qu'ils participent aux élections législatives ou par le biais des syndicats, pour eux la vie continue comme avant.

Quelle illusion criminelle de vouloir faire croire aux militants et travailleurs qu'il suffirait d'"*en finir avec la politique de misère, de chômage et de déchéance de l'Union européenne*" pour qu'elle ne soit pas appliquée d'une manière ou d'une autre en France, autant dire pour qu'elle disparaisse des programmes des partis institutionnels qui se relaient au pouvoir depuis 1958.

Autres arguments en faveur de la position et de la stratégie que je défends.

On nous rétorque qu'il serait plus facile de combattre contre la ratification de ces traités ou pour des revendications sociales, plutôt que de combattre dans la perspective de renverser le régime, un objectif lointain, etc. Bien, cela implique qu'il serait possible d'obtenir le rejet de ces traités et la politique qu'ils sous-tendent ou la satisfaction de revendications sociales collectives ou qui concernent l'ensemble des travailleurs (Sécu, retraite, santé, etc.) dans le cadre du régime en place, or il s'avère que c'est impossible, ces revendications politiques ou sociales étant incompatibles avec les besoins du capitalisme à ce stade de son évolution à l'échelle mondiale.

En situant ces objectifs dans le cadre du régime actuel, cela permet d'éviter de les poser au-delà de l'existence du régime, de poser la question des moyens qu'il faudrait mettre en oeuvre pour abattre les obstacles qui se dressent sur le chemin qui mène à son renversement, c'est la démarche traditionnelle de réformistes et non de révolutionnaires. Cette manière de procéder présente un autre avantage pour les renégats, elle permet de faire une dichotomie, de séparer les objectifs qu'il serait possible d'atteindre dans le cadre de l'ordre établi, de ceux qui se situeraient au-delà et qu'il faudrait poser plus tard... ou jamais, dont la liquidation des institutions. En procédant de la sorte, on se prive des moyens de poser la nécessité d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul permettrait de répondre positivement à l'ensemble de ces revendications sociales et politiques en s'attaquant aux fondements du capitalisme et en abolissant la Constitution de la Ve République. Répétons-le encore une fois, c'est seulement sur cet axe qu'il serait possible de construire un véritable parti communiste, or ce n'est l'objectif d'aucun parti, y compris LO qui ignore jusqu'à l'existence des institutions aux crochets desquelles cette organisation vit depuis des décennies.

Donc, quand on nous oppose des objectifs qu'il serait possible d'atteindre à ceux qui devraient attendre une durée indéterminée avant de pouvoir être posés, on s'aperçoit qu'il s'agit là d'un tour de passe-passe qui consiste à éviter de poser la question du pouvoir ou de l'Etat qui concentre toutes les autres, puisque ni le retour à la Sécu de 1945 (entre autres), ni la rupture avec l'UE, ni l'abolition de la Constitution de la Ve République ne sont réalisables sans balayer l'ordre établi, sans une révolution socialiste.

Le problème auquel sont confrontés tous ces partis, c'est qu'ils ont vu le jour et se sont construits à une époque où il y avait du "*grain à moudre*", où des avancées sociales étaient encore possibles, c'est d'ailleurs en grande partie, mais pas seulement, ce facteur qui a déterminé leur nature, autour duquel ils se sont forgés, pour ne plus apparaître au fil du temps que comme des supplétifs des syndicats, des trade-unionistes, et que cette époque est définitivement révolue. Il ne leur reste plus qu'à défendre des revendications sociales isolées, catégorielles, et le reste du temps à brasser du vent en guise de politique, à jouer les aventuriers en tournant le dos aux enseignements de la Commune de Paris et de la révolution russe de 1917, leur régression ou décomposition politique les ramenant au Moyen-Age de la lutte des classes.

Le dernier argument pour aujourd'hui appartient au même registre que le précédent. On nous explique qu'il ne faut surtout pas avancer des objectifs politiques, parce que les masses ne pourraient pas s'en saisir, ce serait verser dans le gauchisme, etc. En passant le rejet du TSCG et du MES est bien un objectif politique, sauf qu'il se situe à côté de la plaque, passons pour avoir déjà abordé cette question plus haut.

Bien avant que la révolution russe ne pointe son nez, les bolcheviks combattaient sur le mot d'ordre suivant : la paix, du pain et la liberté. Les deux premières revendications répondaient à des préoccupations ou aspirations sociales, tandis que la troisième concentrait son aspiration politique à se libérer du joug du régime d'exploitation et d'oppression qui lui rendait la vie impossible. Finalement elles ne sont parvenues à satisfaire les deux premières qu'une fois réalisée la troisième qui était de nature politique.

De février à octobre 1917, le gouvernement de Front populaire a démontré son incapacité autant que son refus de rompre avec la bourgeoisie, condition pour mettre fin à la guerre et satisfaire les besoins élémentaires du prolétariat des villes et des campagnes, du coup, et parce qu'il existait un véritable parti communiste incarnant leurs besoins, elles le renversèrent et prirent le pouvoir afin de liquider les restes du régime féodal ainsi que celui embryonnaire qui incarnait le pouvoir de la bourgeoisie. Une fois Nicolas II ayant pris la fuite, trompées par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, les masses placèrent leurs illusions dans un gouvernement impérialiste (Lénine). Ne voyant rien venir et s'impatientant, leur situation ne cessant de s'aggraver, organisées dans les soviets ou comités, sous l'impulsion du parti bolchevik elles parvinrent à se libérer de leurs illusions et à réaliser l'objectif politique qui allait leur permettre d'obtenir la paix et le pain qui leur faisaient tant défaut...

La stratégie de Lénine était basée sur le fait qu'il serait impossible au gouvernement de front populaire de rompre avec le capitalisme et de briser les institutions, de remettre le pouvoir à la classe ouvrière et à la paysannerie pauvre, donc de satisfaire les revendications sociales des masses, et qu'il reviendrait au parti bolchevik en s'appuyant sur le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie d'accomplir cette tâche, qu'il n'existait pas d'autre voie.

Camarades, c'est la voie que je vous propose d'emprunter pour vaincre notre ennemi, celle du socialisme.

Réponse à ma fille. Des illusions qui se paient cash, sur le champ, un moindre mal.

Il ne fallait se faire aucune illusion sur le vote d'hier. Personnellement j'avais envisagé Mélenchon à 12% ou davantage et Le Pen à 20%, Sarkozy et Hollande autour de 25%.

En dehors du mouvement contre la "réforme" des retraites, il n'y a eu aucun mouvement de masse en France malgré la politique d'austérité et le chômage, contrairement à tous les autres pays en Europe, excepté l'Allemagne. Quand j'ai expliqué que le prolétariat s'était embourgeoisé, on m'a insulté, alors que c'est l'un des facteurs qui explique pourquoi les masses ne bougent pas, l'autre explication tient au consensus avec le régime de tous les partis, y compris les syndicats.

Un jour dans le site j'ai raconté que lorsque j'avais cessé de militer, avec mon ex-épouse nous vivions bien, comme de bons petits-bourgeois qui ne s'occupaient que de leurs petites affaires, etc. nous ne nous posions pas trop de questions, surtout pas d'ordre politique, et que j'avais très bien vécu ainsi jusqu'en 2001, date de mon retour au militantisme...

Depuis plus de 30 ans, plus aucun parti ne combat pour le socialisme, déjà auparavant plus personne ne savait ce que signifiait le socialisme. J'ai un pote qui a près de 70 ans qui m'a dit qu'il avait adhéré au PCF il y a plus de 40 ans et qu'à l'époque déjà il ne croyait pas que le PCF combattait pour changer radicalement la société. Si tu t'en souviens Papi n'était pas vraiment un révolutionnaire endiablé !

Lorsque j'explique qu'il faut populariser le socialisme, qu'il faut expliquer à chaque couche de travailleurs ce que changerait le socialisme dans leur vie de tous les jours, personne ne m'écoute, les travailleurs devraient croire dans quelque chose qui devrait rester pour eux un mystère, c'est délirant !

Lorsque j'explique qu'il faudrait rédiger un projet de Constitution, on me rit au nez, pourtant la politique a horreur du vide, si l'on milite pour liquider la Ve République, il paraît souhaitable et cohérent que l'on devrait être en mesure de proposer une autre Constitution aux travailleurs, eh bien non, ils doivent se contenter d'un discours partisans qui les laissent sur leur faim ou auquel ils ne comprennent pas la finalité ou encore qui les laisse perplexe, normal, ils ont raison de ne pas faire confiance aveuglément à des partis, on oublie qu'ils sont vaccinés.

Tout est du même tonneau. En fait de discours radical, Mélenchon n'a fait qu'enfiler des clichés sans jamais aller au bout de ses analyses, et pour cause, il se serait démasqué lui-même. Poutou et Arthaud ont tenu des discours de militants à des militants, insaisissables par les travailleurs, inaudibles.

Le POI, davantage pour des raisons financières qu'autre chose apparemment, avait décidé de ne pas participer à cette mascarade,

à la place il a lancé une campagne contre les deux derniers traités (TSCG et MES) sans les relier à la Constitution qui autorise leur ratification, c'est leur manière de combattre le régime... tout en soutenant ou épargnant le régime.

Ensuite, ensuite rien, on a fait le tour des partis, le néant, on est face à une impasse.

Il ne faut pas désespérer, ce qui ne se réalisera pas par la voie des élections se réalisera par celle de la révolution, ceci explique cela. Baroin a dit quelque chose d'intéressant hier soir : "*constatez-le vous-même, vous ne trouverez pas un seul pays en Europe qui augmente les dépenses*", contrairement à Hollande qui voudrait les augmenter a-t-il ajouté. Effectivement, tous sabrent dans les budgets sociaux de l'Etat, tous remettent en cause le droit à la santé, à l'école, à la retraite, etc. Et Hollande n'a pas du tout l'intention de faire autre chose quand on lit ses propositions ou son programme dans lequel il s'engage à respecter le traité de Maastricht...

On nous dit que les résultats du vote d'hier exprime un "*profond rejet*" de la politique de Sarkozy, en réalité il s'agit d'une nouvelle mystification ou d'une interprétation erronée des faits, une manipulation. Les travailleurs qui ont voté Poutou, Arthaud, dans une large mesure ceux qui se sont abstenus, dans une moindre mesure ceux qui ont voté Mélenchon ou Le Pen ont manifesté qu'ils étaient prêts à en découdre avec le régime, peut-être pas jusqu'à envisager de le renverser, mais certainement pas ceux qui ont voté Hollande, ce que tu confirmes en signalant "*quand t'entends les gens te dire que Mélenchon fait peur et que Hollande est plus sûr... si déjà Mélenchon fait peur avec sa VIème République, ça promet*", c'est exactement cela, le vote Hollande signifiait : "*il semble le mieux placé pour que l'on conserve notre niveau de vie et si possible pour qu'il s'améliore à la marge*" et pas davantage, c'était un vote non de rejet de la politique de Sarkozy mais corporatiste, individualiste.

Ce que j'explique ensuite met en relief l'aspect qu'ailleurs j'ai appelé criminel de la prestation de Mélenchon, qui a fait naître des illusions dans la tête de millions de travailleurs et la vôtre, qu'il serait possible de changer la société par un bulletin de vote, ce type-là est un charlatan, car il sait pertinemment que cela n'a jamais existé, que ce sera toujours impossible et que seule une révolution permettra de venir à bout du régime et des institutions, d'avancer sur la voie du socialisme

Mélenchon a profité du fait que les nouvelles générations n'ont pratiquement aucune expérience du combat politique, qu'elles sont dépolitisées, qu'elles ignorent ou n'ont pas à l'esprit que seule la lutte de classe a permis d'améliorer la condition ouvrière au fil des ans et des décennies tout au long des 80 premières années du XXe siècle, depuis, nous sommes entrés dans une nouvelle période dont la principale caractéristique porte la marque d'une régression sociale généralisée, une déconstruction de tous les acquis ouvriers pour nous ramener un siècle en arrière sur le plan social et politique.

Il est donc important d'avoir à l'esprit qu'aucun des droits (collectifs) dont nous profitons encore n'ont été obtenus par un bulletin de vote, ils ont tous été arrachés par la lutte de classe des générations passées ou concédés dans le cadre d'un marchandage pour garantir la pérennité du régime, en un mot l'essentiel pour la classe qui détient le pouvoir. C'est donc dans le cadre et au moyen de la lutte de classe que nous arracherons de nouveaux droits ou que nous pourrons sauver ceux qui existent encore, mais ni par des élections ni par des négociations avec le gouvernement et le patronat qui ne servent finalement qu'à brader nos droits, les dirigeants syndicaux s'alignant systématiquement sur les besoins des capitalistes et non sur ceux des travailleurs.

L'heure est à la remise en cause de tous nos droits et nous sommes encore loin d'en avoir vu le bout, comme en Grèce. J'ai lu qu'en Grèce un fonctionnaire avait vu son salaire passer de 2.300 euros à 750 environ au cours des deux dernières années, une architecte décrivait avoir subi un nivellement vers le bas de ses revenus dans les mêmes proportions au point de ne plus pouvoir se loger et envisageait de retourner vivre chez ses parents avec ses enfants. C'est pour te donner une idée de ce que signifie une brutale régression sociale sans précédent dont les travailleurs en France ignoreront tout tant qu'ils n'y seront pas confrontés eux-mêmes, on y arrivera.

Jusqu'à présent les capitalistes considéraient les travailleurs comme des Kleenex à l'intérieur du pays, ils embauchaient par nécessité et licenciaient pour le même motif, désormais c'est à l'échelle d'un continent ou du monde entier qu'ils agissent de la sorte, les travailleurs du monde entier étant en concurrence. Ils ont commencé par délocaliser des pans entiers de l'économie, puis ils ont développé une puissante classe moyenne en Chine, Inde, Brésil, etc., ce processus est toujours en cours (coïncidence, le titre d'un article de l'agence Reuters d'aujourd'hui : "*Les constructeurs parient sur les voitures haut de gamme en Chine*"), du coup l'économie des vieux pays capitalistes est davantage pour eux un boulet qu'un marché prometteur, ils n'ont plus aucune raison de soutenir la production et des salaires élevés en Europe, ils ne peuvent concevoir le marché de ces pays-là (de l'UE) qu'à condition qu'il leur rapporte autant que dans les pays émergents, d'où la nécessité pour eux d'augmenter la productivité, donc baisser le coût du travail et de liquider ce qui reste de la législation du travail encore trop favorable aux travailleurs selon eux, etc.

Avec la mise en concurrence des travailleurs du monde entier, il n'y a plus de place pour le réformiste, il n'y a plus de "grain à moudre", la part des profits qu'autrefois les capitalistes réservaient généreusement aux travailleurs a disparu ou ils ne sont plus disposés à leur céder selon les cas, car ils se livrent à une concurrence acharnée pour conserver ou renforcer leurs places sur le marché mondial face à de nouveaux concurrents qui ont émergé en imposant des conditions de travail et de rémunération à leurs travailleurs dignes de la fin du XIXe siècle en Europe, ils se livrent donc entre eux à une guerre sans merci dans laquelle le sort de la classe ouvrière ou des travailleurs en général est sacrifié.

Les travailleurs n'ont pas été du tout préparés à affronter cette situation. Pire, tout a été fait minutieusement pour qu'ils soient broyés lorsque les capitalistes engageraient leur offensive contre l'ensemble de nos droits. On leur a fait croire que leur niveau de vie était garanti pour l'éternité, qu'il continuerait de progresser mécaniquement, qu'il suffirait de négocier avec le gouvernement ou le patronat, de signer des pétitions ou éventuellement, mais vraiment en dernier ressort, pour ainsi dire à reculons, qu'ils se mobilisent, pas trop quand même et "", de préférence chacun dans son coin, même pas par secteur économique, de glisser le "bon" bulletin l'urne une fois tous les 7 ou 5 ans, pour qu'ils soient assurés de connaître des conditions stables ou meilleures.

Au lieu de les aider à se saisir de leur propre destin et de le forger en fonction de leurs propres besoins ou aspirations, tout a été entrepris pour qu'ils se laissent vivre et que d'autres s'en chargent à leur place, hélas pas vraiment dans le sens qu'ils espéraient. Ils ont été sans cesse trompés ou trahis, au point de développer une méfiance quasi pathologique, malade, obsessionnelle envers tous les partis politiques, plus ou moins à juste titre, plutôt plus que moins.

Maintenant, pour essayer d'être tout à fait impartial, il faut toutefois préciser que tous les partis ouvriers se sont retrouvés face à des difficultés qu'ils n'ont pas su aborder correctement selon moi, qu'il s'agisse de la lutte conjointe contre le stalinisme et le réformisme, toutes les formes d'opportunisme, et la situation née du rétablissement du capitalisme en Russie et les républiques qui y étaient associées au sein de l'URSS, on pourrait ajouter la prise du pouvoir de l'aristocratie financière au sein du capitalisme mondial à peu près à la même époque. Ce tournant opéré au début des années 80 dans la stratégie du capitalisme mondial, qui correspondait déjà à une crise, s'est poursuivi jusqu'à nos jours.

Pour conclure, on pourrait dire que la division du travail poussée à l'extrême à l'échelle mondiale et qui se traduit par la mise en concurrence des travailleurs du monde entier, parce qu'il est impossible aux capitalistes de liquider du jour au lendemain l'ensemble du prolétariat des vieux pays capitalistes où le coût de la main d'oeuvre ou de la production est plus élevé que dans le reste du monde, les conséquences sociales dramatiques de cette situation pour les travailleurs ne peuvent plus être combattues ou freinées par les moyens classiques ou habituels de la lutte de classe du prolétariat dans le cadre du régime en place. Pour être combattues efficacement, elles nécessitent de leur part un niveau de conscience et d'engagement politique supérieur se situant dans la perspective du renversement du régime et des institutions, car c'est seulement dans le cas où le régime se sentirait menacé jusque dans ses fondements qu'il capitulerait sur telle ou telle revendication, ce qui nécessite une mobilisation générale de la classe dans l'unité de ses partis et organisations, unité qui ne peut se forger qu'autour de l'objectif politique d'en finir à la fois avec le capitalisme et les institutions, car c'est la condition sans laquelle il demeurera impossible de satisfaire l'ensemble de nos besoins ou aspirations, ce qui nécessite de la part du mouvement ouvrier de revenir à sa tradition révolutionnaire et socialiste, dans le cas contraire, il sera amené à périr et à connaître défaite sur défaite.

Pourquoi est-il impératif de subordonner nos revendications à la chute du régime, parce que leur satisfaction est incompatible avec son existence, sauf exception qui confirme la règle, exception dont on n'a pas vu la queue au cours des dernières décennies.

Autre argument en faveur de cette stratégie, l'extrême hétérogénéité des masses exploitées, il est extrêmement difficile de les mobiliser sur une revendication qui ne concernera pas ou pas de la même manière toutes les couches de travailleurs, par contre elles peuvent toutes se retrouver autour d'objectifs politiques, ce qui est logique puisqu'ils ont vocation à s'attaquer aux fondements du capitaliste, au pouvoir de la classe dominante, aux rapports sociaux de production qui déterminent tous les rapports dans la société, donc qui concernent tous les aspects de l'existence des travailleurs toutes catégories confondues.

On a parfaitement conscience de la difficulté à faire admettre aux travailleurs qu'ils ne pourront plus maintenir ou améliorer leur condition dans le cadre du régime et des institutions et qu'il va falloir les renverser pour y parvenir. En même temps, plus on sera nombreux à combattre ensemble pour cet objectif, plus il leur apparaîtra à portée de la main, d'où la question déterminant de leur organisation et du parti.

La question est de savoir quel parti s'engagera résolument dans cette voie, quel parti aura la volonté et la capacité de regarder la réalité en face, de l'exposer simplement devant les travailleurs.

L'issue à la crise du capitalisme est politique, c'est donc à ce niveau-là qu'il faut la traiter. On ne peut la concevoir sérieusement qu'en rompant avec le capitalisme et les institutions (nationales, européennes et internationales) qui ne servent qu'à légitimer (sur le plan juridique) son existence. Tous les travailleurs en Europe étant confrontés à la même politique de régression sociale généralisée, on ne peut concevoir cette issue politique qu'à l'échelle de l'Europe, donc dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

INFOS EN BREF

Politique

Bahreïn.

Des centaines de manifestants ont affronté lundi la police anti-émeute à Bahreïn après les obsèques d'un manifestant décédé au cours du week-end, a constaté un journaliste de Reuters.

Les manifestants ont jeté des cocktails molotov et des pierres contre un commissariat du quartier d'Al Bilad al Kadim, à Manama. La police a répliqué avec des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes.

Auparavant, 15.000 personnes ont participé aux obsèques de Salah Abbas Habib, dont le corps criblé de grenaille a été retrouvé au lendemain de sa participation à des affrontements avec les forces de l'ordre. (Reuters 23.04)

Social

Arabie Saoudite.

Un enfant saoudien âgé de 4 ans est accusé d'avoir tué son père d'une balle dans la tête pour une console de jeu qu'il n'a pas pu obtenir, rapporte aujourd'hui la presse saoudienne.

Le quotidien Asharq, citant la police de Jizan (sud), a précisé que le garçon âgé de 4 ans et sept mois avait saisi le pistolet de son père avant de lui tirer une balle sous l'arcade sourcilière, le tuant sur le coup.

L'enfant avait demandé à son père de lui acheter une Playstation mais ce dernier était revenu sans la précieuse console. Quand le père s'est défait de son arme pour se déshabiller le fils a saisi le pistolet et abattu l'homme à bout portant. (elle.fr 23.04)

Leur monde dégénéré, quoi.

[Haut de page ↗](#)

Le 25 avril

CAUSERIE

(Je termine l'actualisation du site, il est 21h (locale))

On n'a pas de courant depuis ce matin 2h, il est 17h20. Il fait 40°C et je n'ai pratiquement pas dormi. J'essaie tout de même de travailler normalement. La batterie de secours est vide et je viens de mettre en route le générateur. Je suis passé d'un ordinateur à l'autre en passant par une clé USB. Bon vous excuserez si mon boulot est un peu bordélique, je fais ce que je peux.

Quelques réflexions en vrac.

1- Au-delà du rejet qu'inspire Sarkozy et sa politique, l'illusion qu'Hollande pourrait faire mieux ou une autre politique tiendra-t-elle jusqu'au 6 mai ? C'est ce à quoi se consacre dorénavant Mélenchon en maniant lui-même un double langage.

2- Nous avons dit que participer à cette élection présidentielle et aux législatives de juin prochain revenait à légitimer les institutions de la Ve République, le régime. Les faits nous ont donné raison au regard des résultats du 1er tour de la présidentielle. Comment cela ?

Au regard des résultats misérables obtenus par les deux seuls candidats qui avaient présenté une candidature axée sur la rupture avec le capitalisme, Poutou (NPA) et Arthaud (LO), ce qu'on peut contester à juste titre mais c'est autre chose, les travailleurs qui ont voté, ont porté leurs voix sur des partis qui avaient manifesté leur intention d'assurer la pérennité du régime en place. Or il n'existe et il ne peut exister aucune voie conforme aux intérêts des travailleurs dans le cadre ce régime qui se prépare à broyer les droits qu'il leur reste.

Tous ces partis dit de gauche ont récolté ces voix dans le seul but de permettre au président qui sera élu de poursuivre l'offensive contre la classe ouvrière engagée depuis plusieurs décennies par le capital et qui s'est violemment accélérée au cours du mandat de Sarkozy, le représentant de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme mondial.

Où et par quel moyen ? Justement au sein et à l'aide des institutions de la Ve République dont le président de la République est un des principaux piliers, institutions dans lesquels les partis (toutes tendances confondues) se répartissent les rôles et les postes afin de mieux combattre la classe ouvrière pour le compte du capital.

On nous dit qu'un rejet massif de la politique de Sarkozy s'est exprimé lors de ce premier tour, il est toutefois à relativiser. D'une

part parce que Hollande n'a pas présenté un programme différent de celui de Sarkozy, d'autre part parce qu'il était parfaitement clair que les partis dit de gauche s'empresseraient d'appeler à voter Hollande au second tour, comme s'ils en étaient des alliés ou des complices plutôt que des ennemis. Hollande pas plus que Sarkozy n'ayant manifesté la moindre intention de remettre en cause les institutions de la Ve République, finalement quel que soit le vote qui s'est exprimé le 22 avril, il aura servi à les cautionner.

Vous vous demandez peut-être pourquoi depuis 50 ans vous entendez dire que les institutions de la Ve République sont en crise, que le régime se décompose, qu'il serait à l'agonie, pour finalement constater qu'il est toujours bel et bien présent et apparemment toujours aussi actif, vous avez là une partie de la réponse.

Le plus choquant, ce n'est pas ce discours, c'est qu'il y en a encore pour le gober, à croire qu'ils n'ont aucun esprit critique...

Quand le 6 mai au soir on va vous annoncer Hollande 51% ou plus et Sarkozy 46% ou plus, le total fera une fois décomptés l'abstention et les votes nuls ou blancs, 78, 80, 82% qui auront participé à cette mascarade, légitimer les institutions bonapartistes puisqu'aucun des deux candidats n'envisagent de les remettre en cause. Que vaudront alors les discours des uns et des autres sur le "rejet" de la politique de Sarkozy ? Aux oubliettes, on tourne la page, on passe à autre chose, vaut mieux en effet... Ainsi va l'opportunisme dans toute sa splendeur.

A propos des législatives.

Le parlementarisme, mot devenu apparemment tabou puisque plus personne ne l'emploie, présentait autrefois l'avantage d'offrir une tribune aux partis ouvriers, avant qu'ils ne passent avec armes et bagages dans le camp de notre ennemi. Cette époque est révolue, mais on continue de faire comme si rien n'avait changé, aucun parti parti n'a appelé à boycotter la présidentielle ou les législatives depuis l'avènement de la Ve République, cela ne tient certainement pas du hasard.

Le PS et ses satellites à la solde du régime servent à faire barrage aux autres partis tels le POI, le NPA ou LO. Du coup aucune voix ouvrière ne peut plus se faire entendre dans le Parlement, elle doit passer par le filtre du PS et ses satellites qui la dénature et l'instrumentalise au service du régime. Participer aux législatives est au mieux une preuve d'impuissance, au pire, se faire les complices des partis qui soutiennent l'ordre établi.

3- Cela vous choque que Le Pen et Sarkozy se présentent comme les représentants du "travail", le "vrai", pas moi. Ils se sont bien rendus compte qu'aucun candidat n'était parvenu à convaincre la majorité des travailleurs, je dis bien la majorité, et que dans ces conditions ils avaient encore leur chance, qu'il existait encore un espace, en réalité un boulevard pour l'incarner.

Ce sont les dirigeants syndicaux contre-révolutionnaires pour avoir abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du salariat, donc le renversement du capitalisme, qui livrent la classe ouvrière à la réaction, avec la complicité des militants, cadres et dirigeants du POI, du NPA et de LO qui participent à leurs appareils ou votent leurs résolutions au niveau confédéral.

Le PS, puis le PCF et la LCR, dorénavant le PG, se sont employés à instrumentaliser les thèmes de prédilection sur lesquels le FN a germé tout en assurant la survie du régime. Du coup l'extrême droite et l'UMP s'estiment légitimes pour revendiquer ouvertement ces thèmes racistes et xénophobes derrière lesquels ils visent l'ensemble de la classe ouvrière.

Mystification. Illusionnisme

1- En régime capitaliste, c'est la loi du profit et la concurrence sur le marché mondial qui dicte uniquement le destin des grandes entreprises.

Jean-Marc Ayrault, conseiller spécial de François Hollande, s'est engagé mardi à faire voter par "la future majorité parlementaire de gauche" une loi obligeant les groupes industriels à céder les usines "rentables" qu'elles voudraient fermer en France sans pour autant accepter de les vendre.

"Cette disposition législative, voulue par François Hollande et très attendue, s'inscrit dans notre stratégie de ré-industrialisation et de relocalisation des entreprises", a précisé le député-maire socialiste de Nantes devant des journalistes à Metz.

Le 24 février à Florange (Moselle), M. Hollande avait déclaré devant les métallurgistes de l'aciérie ArcelorMittal --menacée de fermeture, selon les syndicats-- que lorsqu'une firme ne voulait plus d'une usine "rentable" et qu'elle ne voulait pas non plus la céder, il lui serait fait "obligation de la vendre pour que les repreneurs viennent".

M. Ayrault a rappelé cet engagement du candidat socialiste aux ouvriers d'ArcelorMittal qu'il a rencontrés en début de soirée à Florange. (liberation.fr 24.04)

Prenons le cas cité d'une entreprise de la sidérurgie. On nous dit qu'elle est rentable. Alors pourquoi ses actionnaires propriétaires veulent-ils s'en séparer ? Parce qu'il est possible de produire les mêmes produits moins cher ailleurs.

Le capitalisme est en situation de surproduction à l'échelle mondiale. Les capitalistes ont donc tout intérêt à conserver les entreprises qui dégagent le plus de profit et à installer de nouvelles unités de production uniquement dans les pays qui leur garantissent les profits les plus élevés.

Dans ces conditions que deviendront par ailleurs des usines concurrentes pourtant ultra modernes mais moins rentables ? Elles sont vouées à disparaître, et si elles devaient survivre artificiellement, ce ne pourrait être que pendant une période limitée, à moins de vendre à perte, d'accumuler des dettes ou d'être nationalisées.

Quel "repreneur" sera assez fou pour reprendre une usine qualifiée de rentable dans de telles conditions ? Deux hypothèses.

1- Si leurs actionnaires propriétaires s'en séparent, c'est au profit d'une autre usine dégageant plus de profit, donc disposant d'une marge de manoeuvre que n'auront pas forcément ses concurrents pour baisser ses prix.

2- Autre cas de figure, les actionnaires propriétaires veulent s'en séparer parce qu'elle dégage du profit mais pas suffisamment par rapport à ses concurrents avec lesquels à terme ils savent qu'ils ne pourront pas rivaliser.

Donc qu'est-ce qui détermine l'attitude des actionnaires propriétaires ? La concurrence sur le marché mondial et l'évolution de ce dernier. Est-ce que ce type d'usines est voué à la fermeture ? Cela semble évident, non ? Sauf dans une société où ce ne serait pas le profit qui déterminerait la production, mais les besoins de la population, ce qui impliquerait que les producteurs détiendraient le pouvoir ?

Question : Est-ce dans cette voie que monsieur Ayrault prétend que le gouvernement présidé par Hollande pourrait s'engager ? Le croire serait se faire de graves illusions. Depuis quand le PS serait-il disposé à s'engager sur la voie du socialisme ?

2- Le "**sérieux budgétaire**", cela porte un nom : l'austérité !

Interrogé sur TF1 sur Angela Merkel qui soutient son adversaire Nicolas Sarkozy, François Hollande a répondu : "*Elle a fait son choix. Elle a dirigé l'Europe avec Nicolas Sarkozy. On en voit les résultats!*".

"*Si je suis élu président de la République, il y aura un changement de la construction européenne*", a-t-il promis.

"*C'en en sera fini du libre échange, de la concurrence sans limite, ça en sera fini d'une austérité --je suis pour le sérieux budgétaire, je suis pour le rétablissement des comptes publics*", a dit le candidat socialiste.

"*Le sérieux budgétaire oui, l'austérité à vie, non*", a-t-il déclaré. (liberation.fr 24.04)

On connaît la musique. Mitterrand s'était engagé à s'attaquer au capitalisme pour finalement poursuivre la politique de son prédécesseur. Précisons : ce qui figurait en toutes lettres dans son programme contradictoire qui ne laissait aucun doute sur ses réelles intentions, ce que confirmera la suite quand il mettra en place une politique d'austérité.

Hollande voudrait nous refaire le même coup : voyez-vous chers concitoyens, je m'étais engagé devant vous à mettre en oeuvre une politique qu'il m'est désormais impossible d'appliquer parce qu'entre temps la situation a évolué défavorablement, patati patata, je n'y suis pour rien, croyez-moi sur parole...

3- Nouvelles de l'affaire Merah

Après un mois d'enquête, les quatre juges antiterroristes ont en leur possession 1.300 procès-verbaux et 750 scellés.

Les policiers s'intéressent particulièrement à Abdelkader Merah, le frère de Mohamed. Incarcéré à Fresnes (Val-de-Marne), il est mis en examen pour «*complicité d'assassinats*» et «*association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme*». Les policiers pensent qu'il a aidé son frère à passer à l'acte, matériellement mais aussi psychologiquement.

Abdelkader a assuré aux juges qu'il n'était pas au courant des projets de son frère. Et qu'il avait repris contact avec lui quelques jours seulement avant les faits. «*C'est faux, nous avons la preuve qu'ils s'étaient vus physiquement en janvier. Donc, bien avant les tueries*», rétorque un proche du dossier.

Certains proches étaient d'ailleurs sous la surveillance de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI). «*On va*

attendre qu'ils se dévoilent pour les entendre. Ce n'est pas la peine de faire comme la DCRI et d'arrêter prématurément des gens avant de les relâcher sans aucune charge», tacle un policier.

Une source judiciaire estime que cette enquête *«n'est pas près d'être bouclée»*. (20minutes.fr 24.04)

Et pour cause. Les policiers prétendent qu'Abdelkader Merah était en relation avec son frère, tu parles, parce qu'ils se seraient rencontrés une fois en trois mois, en voilà un élément probant ! Ils voudraient piéger "*certaines proches*" de Mohamed Merah... en prenant soin de leur communiquer leur intention sur Internet, grotesque !

Bruit de campagne

Craquement à l'UMP

Intervenant lundi sur RTL, Alain Juppé a déclaré que l'espoir était "*fort*" dans le camp du président candidat sur ses chances de victoire le 6 mai pour ajouter toutefois que, en cas de défaite, ils seraient "*un certain nombre à tout faire pour que l'UMP garde sa cohésion*".

Interrogé sur ces déclarations, Nicolas Sarkozy, qui intervenait lors de l'émission Les Quatre Vérités sur France 2, a déclaré : "*On est exactement dans ce qui n'intéresse nullement les Français.*"

"Il ferait mieux de se concentrer sur le deuxième tour", a-t-il ajouté à propos d'Alain Juppé.

"Il faut se battre et je regarde ce deuxième tour avec confiance mais ce qui compte, ce n'est pas l'avenir de Nicolas Sarkozy, encore moins l'avenir de l'UMP, ce qui compte c'est l'avenir du pays, où voulons-nous aller nous les Français", a-t-il encore dit. (Reuters 24.04)

Daladier introduisant le maréchal Pétain et légitimant les cagouleurs.

Mardi à Longjumeau (Essonne), Nicolas Sarkozy a jugé Marine Le Pen "*compatible avec la République*".

Que pense-t-il de la "*préférence nationale*" prônée par Mme Le Pen, lui demande-t-on? "*Moi, je suis pour la préférence communautaire, mais je ne vois pas au nom de quoi on n'aurait pas le droit de dire ça*", a-t-il répondu. (AFP 24.04)

Par contre lui balancer "*pauvre con*" vous vaudra un procès en diffamation ! C'est cela un dictateur.

A ce propos, Bayrou qui n'est pas vraiment un révolutionnaire ou réputé pour être dans notre camp a tenu des propos terribles sur Sarkozy dans un livre paru en 2009 *Abus de pouvoir*(Plon). Un extrait tiré du figaro.fr du 24 avril :

- L'ouvrage de Bayrou est un pamphlet d'une rare violence à l'égard d'un président en exercice. "*Jamais démocratie ne porta si mal son nom. Jamais République ne fut moins publique*", écrit-il. Bien sûr, tempère le président du Modem, il ne s'agit pas d'une "*dictature franche*", mais il entend toutefois entrer en "*résistance*". "*Vraiment, croyez-vous qu'on en soit là? Oui, on en est là. Oh, ce n'est pas la dictature franche que nous avons en face de nous. Non, c'est seulement la privation de notre capacité de citoyens*".

Bref, c'est l'amorce d'une dictature "*franche*". J'ai failli mettre cet article dans la page d'accueil, puis je me suis ravisé car Bayrou risque d'appeler malgré tout à voter Sarkozy, dans le cas contraire, il est vraisemblable qu'il disparaisse de la scène politique ou qu'il soit encore plus isolé.

Bayrou n'a semble-t-il pas compris que l'époque où le capitalisme pouvait encore se payer le luxe d'arborer certains principes ou certaines valeurs est révolu : place à la barbarie sous l'égide des régimes dictatoriaux ou semi-féodaux asiatiques ou moyen-orientaux, dégénérés, sous l'égide de l'impérialisme américain, le régime le plus décomposé de la planète.

Parfois vous pouvez me trouver un peu ou très excité et vous avez raison, je le suis effectivement, ce qui ne serait pas normal ce serait de ne pas l'être, venez donc passer quelque temps en Inde, venez partager la vie d'un peuple qui doit passer sa vie à courber l'échine, ce qui ne l'empêche pas de recevoir des coups de bâtons, vous serez révoltés au dernier degré, et l'Inde est loin d'être le pire exemple dans ce genre, on n'ose même pas imaginer ce que subissent d'autres peuples dans la région ou en Afrique.

Vous vous souvenez peut-être avec quelle violence Marx et Engels évoquaient les féodaux, les aristocrates ou les bourgeois au XIXe siècle, parce que leurs sujets ou la plèbe croupissant dans une misère noire et soumise à une oppression féroce étaient sans défense pour leur résister ou les combattre. C'est un peu ce que je vis quotidiennement tout en étant impuissant à y changer quoi que ce soit, on se sent rabaisser, humilier, un cauchemar, oui, c'est cela, un cauchemar, car on sait qu'il n'existe aucune issue

à l'horizon.

Je fonde tous mes espoirs sur la lutte de classe en France et en Europe, car c'est encore là que le prolétariat est le plus ou le mieux organisé, peut-être pas vu de chez vous mais d'ici c'est évident. Si je devais continuer à vivre en Inde sans avoir aucune activité politique, pour le coup je pourrais me dire que franchement la vie ne vaut vraiment pas le coup d'être vécue, qu'elle n'a aucun sens.

Je crois qu'on a du mal à imaginer ce que signifie vivre dans un pays pourri jusqu'à l'os où il est quasiment impossible d'espérer tirer la plus infime satisfaction sans qu'elle soit immédiatement gâchée. J'en suis arrivé à faire abstraction de tout ce qui m'entoure, cela va très loin, c'est difficile à décrire, cela touche à la vue, à l'odeur, vaut mieux regarder la cime des arbres ou le ciel tellement le pays est dégueulasse, immonde, une vraie décharge, se boucher le nez parce que cela pue partout, c'est l'été en ce moment, comble du raffinement, le fumage est en cours, au moment où j'écris ces lignes je sens l'odeur qui s'échappe du tuyau de la fausse septique de la maison située en face de la mienne, à une trentaine de mètres, le tuyau est trop court, le riche propriétaire a dû vouloir faire des économies, j'en ai causé deux mots à mon propriétaire il y a deux mois environ, il s'en fout évidemment, il m'a dit qu'il avait le même problème chez lui !

Sans exagérer parce que j'ai pris l'habitude de tout relativiser pour pouvoir continuer à vivre à peu près normalement, j'ai définitivement tiré un trait sur tout plaisir qui pourrait venir de l'extérieur, y compris des gens ou surtout venant des personnes que je suis amené à rencontrer, je n'en attends rien, je tiens le coup uniquement en vivant sur mes réserves, ma faculté à analyser et comprendre le monde dans lequel nous vivons, par contre je continue de donner aux autres le meilleur de moi-même.

Vous m'excuserez cet aparté, autour de moi ou dans la famille de mon épouse, je ne connais que des gens profondément malheureux, d'une ignorance effrayante, ce qui n'a rien de désobligeant ou de péjoratif dans ma bouche ; je vous avais raconté qu'à l'âge de 19 ans j'avais été stupéfait de découvrir que j'étais habité par une crasse ignorance, humilié au plus profond de moi-même de devoir garder le silence en présence de potes qui parlaient d'un tas de choses auxquelles je ne comprenais pas un mot, et parce que je n'ai rien oublié de mon passé, je respecte évidemment les gens dont je vous parle, et quand un nantis s'avise à en dire du mal devant moi, vous imaginez le sort que je lui réserve, comme dirait Lénine : fusillé !

Les nantis n'ont pas plus d'éducation que les ouvriers en Inde, je m'en suis fait un samedi dernier. J'avais remis en place une bonne femme qui voulait me passer devant à la caisse d'un magasin, elle n'était manifestement pas du peuple, il venait de passer à la caisse et a entendu mes propos. Il m'a interpellé une fois sorti dans la rue en me disant que je n'avais pas à tenir ce discours en Inde, je lui ai répondu que ce n'était pas une question de pays ou de culture ou je ne sais quoi, mais de respect que cela lui plaise ou non.

Les nantis sont de véritables ordures en Inde, ils ont l'habitude de piétiner les plus faibles, même entre eux ils se comportent comme des rats. A dire vrai, je préfère encore les rats. C'est un plaisir de les remettre à leur place, c'est-à-dire leur signaler qu'ils ne sont pas supérieurs aux Indiens de condition inférieure, que leurs privilèges de classe ne les autorisent pas à manquer de respect aux autres, et que c'est à eux de montrer l'exemple au lieu de se comporter comme des vauriens, effet garantie, je vous assure qu'ils apprécient, souvent je me fais insulter ! Vous voyez où va se nicher mon plaisir en Inde.

L'enfumage

Jean-Luc Mélenchon met François Hollande en garde contre la tentation de courir derrière les 6,4 millions d'électeurs du Front national pour laisser Nicolas Sarkozy, dont le camp va selon lui "*exploser*", s'enfoncer seul dans ce *piège*".

Le candidat du Front de gauche a également déclaré dans une interview à Reuters qu'il se plaçait dans une "*stratégie d'autonomie conquérante*" face au Parti socialiste, dont il exige des gages pour obtenir l'adhésion de ses quatre millions d'électeurs.

"*Je pense que François Hollande a intérêt à situer le vote du 6 mai dans son contenu social*", a-t-il dit en parlant des salaires, des minimas sociaux et de la situation européenne.

"*Que veulent faire les autres? Parler du Front national, et si vous parlez du Front national, terminé, au revoir les questions sociales*", a estimé l'ancien socialiste qui ne veut pas dire pour l'instant ce que le Front de gauche fera, lors des législatives, en cas de duel entre un candidat UMP et un FN.

Le front de gauche a appelé le PS à négocier pour les circonscriptions où un candidat FN risque d'être élu.

"*Le Front de gauche doit à chaque étape trouver son point de passage entre une sorte de gauchisme sans perspective, une espèce de bourdonnement autour du mouvement socialiste et puis la récupération et l'alignement qui anéantirait immédiatement notre force*", a-t-il ajouté sans cacher son objectif.

"*Le but c'est de prendre le leadership à gauche*" parce qu'il n'est d'après lui "*pas possible*" de changer la politique du PS de

l'intérieur. *"Il ne peut pas gagner sans nous, nous ne pouvons pas gagner sans lui."*

L'Europe sera un test important et Jean-Luc Mélenchon met François Hollande au défi de respecter sa revendication d'un rôle plus grand de la Banque centrale européenne (BCE) pour soutenir la croissance dans une Union engagée sur la voie de l'austérité par le pacte de discipline budgétaire.

"Il faut qu'il enfonce le clou sur une position à laquelle il s'est rallié avant le premier tour, la BCE doit prêter directement aux Etats", a-t-il expliqué. "Je ne lui demande pas de se convertir à mon hostilité au traité de Lisbonne."

Le député européen dit toujours réfléchir à ce que sera son rôle futur et, notamment, s'il se présentera aux législatives.

"Mon statut est à cette heure un peu incertain", a-t-il dit. "Je vois bien que la bataille, elle a lieu là", a-t-il toutefois ajouté, en faisant référence à l'Assemblée nationale.

"Toute ma hantise, c'est de ne pas me laisser enfermer dans un coin." (libération.fr 24.04)

1- Le FN, en fait de *"piège"*, en admettant qu'il en soit un, il n'aurait pas existé ou n'aurait pas pris une telle dimension si le Front de gauche s'était engagé à combattre la politique de Sarkozy en appelant la classe ouvrière à se mobiliser dans l'unité comme lui avait proposé le POI. Le score électoral du FN est le produit du refus des satellites du PS de rompre avec le capital et les institutions, l'UE et l'ONU notamment, du manque de détermination de leurs dirigeants de s'engager dans cette voie.

S'agissant du PS, c'est une constante chez lui depuis près d'un siècle, il a toujours frayé la voie à la dictature ou au fascisme.

2- Après avoir affirmé qu'il ne demandait rien au PS en échange de son soutien, à peine 48h plus tard voilà que Mélenchon fait volte-face !

3- Pour le renégat Mélenchon, toute position incompatible avec tout soutien au PS doit être qualifiée de *"gauchisme"*. Nous lui répondons que toute position compatible avec le maintien du régime en place et prise au nom des travailleurs ou du socialisme est une imposture, une escroquerie politique, une capitulation, une trahison.

4- Quand il dit à propos du PS inféodé au capitalisme *"nous ne pouvons pas gagner sans lui"*, il avoue que son intention n'est pas de mettre fin au régime mais bien de l'accompagner dans sa descente aux enfers. Il estime qu'il est impossible de faire l'économie d'un gouvernement de Front populaire ou qu'il est impossible d'envisager la formation d'un gouvernement ouvrier sans passer obligatoirement par cette étape. Or, cette expérience, elle a eu lieu à plusieurs reprises en France (notamment) de 1936 à 1995, sous la troisième, la quatrième et la cinquième république. Et chaque fois, elle ne s'est pas soldée par la constitution d'un gouvernement ouvrier mais par le retour du parti de l'ordre au pouvoir ou pire encore (la guerre, Vichy).

Donc sans même avoir besoin de polémiquer, l'expérience passée a prouvé à de multiples reprises, à des périodes différentes, que cette stratégie était foireuse. Peu importe, Mélenchon - qui n'a jamais coupé le cordon ombilical avec l'idéologie dominante du PS, nous la ressort parce qu'il n'en a pas d'autre, parce qu'il n'en existe pas d'autres entre soutenir le régime ou combattre pour le renverser, et comme Mélenchon refuse de rompre avec le capitalisme, il est obligé de faire avec le PS qui l'incarne.

Mélenchon a été militant de l'OCI. Finalement, il ne dit rien d'autre que ce qu'a toujours soutenu ce courant trotskiste depuis l'après-guerre dorénavant organisé dans le POI (CCI), ainsi que l'ensemble des groupes qui sont issus de l'OCI-PCI ou du PT (CCI) à travers le front unique, leur appelle à la formation d'un gouvernement PS-PCF de 1945 à 1981, leurs appels en directions des dirigeants de ce parti pour qu'ils aient la bonté de bien vouloir se placer au côté de la classe ouvrière qu'ils n'ont eu finalement de cesse de combattre en soutenant le régime et les institutions.

En réalité, après avoir tout fait pour rendre inévitable un nouveau Front populaire histoire de dire ensuite : vous voyez, on vous l'avait bien dit que cette étape était incontournable, même Trotsky soi-disant, rendez-vous compte, pour qu'on ne se pose pas la question de savoir s'ils ne porteraient pas la responsabilité de cette situation. D'ailleurs c'était bien joué, plutôt sordide ou cynique, puisque l'immense majorité des militants de ce courant rejettent cette analyse et rejoignent ou partagent la stratégie énoncée ici par Mélenchon, précisons, tout de même pas au point de participer à un tel gouvernement, mais qui sait maintenant...

5- En annonçant qu'il se satisferait d'un gouvernement ne rompant pas avec le traité de Lisbonne, Mélenchon capitule en rase campagne, ni plus ni moins. De mémoire, c'est bien ce traité qui se donnait pour objectif de faire de l'UE la région la plus compétitive du monde, donc devant les Chinois, l'*"usine du monde"* qui recourent à une armée d'esclaves pour produire. Un détail pour Mélenchon, on comprend, on comprend.

Quant à la BCE, peu importe qu'elle prête ou non directement à l'Etat, Mélenchon dit qu'il faudra rembourser la dette coûte que coûte, or, à raison de 50 milliards d'euros par an, la dette s'élevant à quelque 1.700 milliards d'euros, il faudra 34 ans pour la rembourser, période qui dans le meilleur des cas correspondra à la durée de l'austérité. Décidément monsieur Mélenchon vous

ne manquez pas de bonnes intentions à notre égard.

6- Quant à ce qu'il deviendra après les législatives, on a envie de lui répondre qu'on s'en fout éperdument, il retournera dans l'ombre dont il n'aurait jamais dû sortir, au lieu de faire naître de cruelles illusions dans la tête de millions de travailleurs.

Actualité en titres

Tout est possible

- A Longjumeau, Sarkozy juge Le Pen «compatible avec la République» - Liberation.fr

- France : Sarkozy et Hollande chassent sans complexe les voix de l'extrême droite - AFP

Hypocrisie

- Zéro marge de manœuvre budgétaire pour le prochain Président : une bonne nouvelle pour les marchés financiers ? - Atlantico.fr -

Ingratitude. Le visage hideux du capitalisme

- États-Unis : elle donne un rein pour sauver sa patronne avant de se faire virer - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le Front de gauche organise un meeting le 4 mai à Paris "pour battre Nicolas Sarkozy", a-t-on appris mardi à l'issue d'une réunion au siège du PCF à Paris, place du Colonel Fabien, en présence de Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) et Pierre Laurent (PCF).

"On sera rassemblés le 4 mai sur nos propres objectifs, nos propres revendications pour le lendemain aller voter Hollande contre Sarkozy", a annoncé sur BFM-TV M. Mélenchon.

A deux jours du deuxième tour, le meeting qui sera conclu par le candidat, devrait "vraisemblablement" se tenir Place Stalingrad

Ce meeting servira à "appeler à battre Sarkozy et à se mobiliser pour continuer à porter notre programme, L'Humain d'abord, aux législatives" qui suivent en juin, a dit à l'AFP Eric Coquerel, conseiller de M. Mélenchon.

D'ici le 4 mai, le FG lance également un "appel à se mobiliser derrière les syndicats le 1er mai à partir du moment où Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen en font un enjeu d'affrontement social", a-t-il ajouté.

"Ce jour-là c'est un jour de bras de fer, on va faire du judo. Puisque Sarkozy a décidé de chercher la châtaigne avec les syndicats et bien il va nous trouver sur son chemin", a souligné M. Mélenchon. (AFP 24.04)

2- Pays-Bas

Les principaux partis d'opposition des Pays-Bas ont refusé mardi d'apporter leur soutien à un programme de coupes budgétaires, menaçant d'enfoncer encore un peu plus le pays dans la crise politique au lendemain de la démission du gouvernement de centre-droit.

Le Premier ministre libéral Mark Rutte a présenté lundi à la reine Beatrix la démission de son gouvernement après l'échec des négociations entamées début mars sur les économies budgétaires avec le Parti pour la Liberté (PVV) de Geert Wilders.

L'alliance entre le parti de Wilders, qui n'appartient pas au gouvernement mais soutenait ce dernier au parlement, et la coalition au pouvoir a volé en éclats lors des négociations sur les moyens de dégager 14 à 16 milliards d'euros d'économies budgétaires.

Ces économies sont jugées nécessaires pour ramener le déficit budgétaire sous le plafond des 3% du PIB, conformément au pacte européen de stabilité. Le Parti de Geert Wilders a fait savoir qu'il ne souhaitait plus se soumettre aux exigences de l'Union européenne.

Depuis la rupture avec son allié parlementaire, Mark Rutte s'efforce d'obtenir le soutien des partis d'opposition pour faire adopter au parlement un budget d'austérité qui devra être soumis à la Commission européenne d'ici lundi prochain.

La coalition au pouvoir, qui réunit les Libéraux de VVD et les Chrétiens-Démocrates de CDA disposent de 52 sièges sur les 150 que compte le parlement. Elle doit donc s'assurer le soutien d'au moins 24 députés de l'opposition d'ici la semaine prochaine.

"L'immobilisme n'est pas bon pour les Pays-Bas. Les problèmes sont graves, l'économie est en berne, l'emploi est sous pression et la dette publique augmente plus vite que ce que les Pays-Bas peuvent se le permettre", a déclaré Mark Rutte au parlement, en exhortant ses membres à soutenir son plan d'économies.

Lors du débat parlementaire, Dieterik Samson, chef du groupe travailliste, a rappelé que la règle européenne des 3% pouvait ne pas être respectée en cas de *"circonstances exceptionnelles"*.

"Je comprend qu'il vous faut remettre les finances en ordre mais vous ne pouvez pas procéder à des coupes drastiques parce qu'elles affectent l'économie et les gens. Trois pour cent, ce n'est pas réalisable", a renchéri le leader du Parti socialiste Emile Roemer.

Mark Rutte a annoncé par ailleurs s'attendre à ce que le Conseil des ministres décide de fixer vendredi la date d'élections législatives anticipées au 12 septembre prochain.

"Il n'y a pas de majorité automatique pour des élections avant l'été. En tenant compte de tous ces éléments, j'aboutis à la date du 12 septembre", a-t-il dit devant le parlement.

Le gouvernement devrait prendre une décision définitive ce vendredi, a-t-il ajouté. (AFP 24.04)

3- Israël

Israël a autorisé mardi trois colonies sauvages, une décision condamnée par le président palestinien Mahmoud Abbas qui attend un arrêt de la colonisation pour reprendre les négociations de paix.

Le gouvernement israélien a autorisé a posteriori les colonies de Bruchin (350 habitants), Rechelim (240 habitants), dans le nord de la Cisjordanie et Sansana (240 habitants), dans le sud du territoire palestinien.

Un comité ministériel ad hoc a *"décidé de formaliser les statuts de trois communautés établies dans les années 90 à la suite de décisions de gouvernements précédents"*, a indiqué le bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

"La décision de légaliser trois colonies sauvages est la réponse prévue à la lettre du président Abbas au Premier ministre Netanyahu", a déclaré à l'AFP le porte-parole de M. Abbas, Nabil Abou Roudeina.

Dans un communiqué, le gouvernement palestinien a *"condamné la poursuite par Israël du développement de la colonisation"*, ainsi que *"la +légalisation+ d'enclaves de colonisation"*, affirmant qu'elle *"détruit les chances de paix et d'une solution à deux Etats"*.

M. Netanyahu a reçu le 17 avril une lettre de M. Abbas exigeant pour reprendre les négociations de paix une série d'engagements, dont la reconnaissance des lignes de 1967 comme base de discussions et le gel de la colonisation.

Aux yeux de la communauté internationale, toutes les colonies sont illégales, qu'elles aient ou non été autorisées par le gouvernement israélien.

Plus de 340.000 colons israéliens habitent en Cisjordanie et plus de 200.000 dans des quartiers de colonisation à Jérusalem-Est. (Reuters 24.04)

4- Etats-Unis

Le Pentagone compte désormais un service de renseignement supplémentaire, le Defense Clandestine Service (DCS). Créée par le secrétaire à la Défense, Leon Panetta, l'agence a pour vocation d'étendre le renseignement militaire à des régions se situant en dehors des zones de guerre. Dans le collimateur de cette nouvelle agence figurent l'Iran, dont la marche vers la bombe nucléaire s'est récemment accélérée, la Chine, dont les efforts militaires inquiètent Washington. La Corée du Nord, qui poursuit ses programmes balistiques et nucléaires. Et la région du Sahel, nouveau sanctuaire d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

La naissance du Defense Clandestine Service, rapportent les médias américains, est une réponse à un rapport confidentiel réalisé

l'an dernier par la Direction du renseignement national et qui préconisait que les renseignements militaires sortent de leur mission traditionnelle - fournir des informations opérationnelles aux forces déployées dans les opérations extérieures - pour s'intéresser à des sujets plus stratégiques. L'annonce de la création du DCS intervient une semaine après la nomination du nouveau directeur des renseignements militaires (DIA), Michael Flynn. Ce général, qui a une solide expérience des opérations spéciales, a critiqué l'action du renseignement américain en Afghanistan, qui manque, selon lui, de compréhension du contexte politique local.

Cette réorganisation du renseignement américain correspond également à une évolution des priorités de la Maison-Blanche. Après avoir lancé le désengagement des conflits - Irak et Afghanistan - qui ont dominé le paysage sécuritaire des dix dernières années, Barack Obama a amorcé un recentrage stratégique de son pays vers l'Asie, où menace l'immense Chine et où couvent de nombreuses crises. (lefigaro.fr 24.04)

Social

France

Le numéro deux français de la sécurité, Neo Sécurité, s'est déclaré mardi en cessation de paiement auprès du tribunal de commerce de Paris, a-t-on appris auprès d'un porte-parole du groupe.

"*Nous avons fait la déclaration de cessation de paiement aujourd'hui à 17H00. Le compte à rebours est lancé*", a dit à l'AFP le porte-parole du groupe qui emploie environ 5.000 salariés.

Vu le nombre d'emplois en jeu, si la faillite ne peut être évitée, "*cela va être la plus grosse du quinquennat*", a-t-il souligné.

"*On ne demande pas le monde, on demande juste un prêt relais de 15 millions d'euros*", a-t-il ajouté, appelant l'Etat à limiter la casse sociale.

Le patron de l'entreprise de sécurité, Jean-Michel Houry, demande également à bénéficier de la suspension provisoire de sa dette fiscale et sociale (40 millions d'euros), selon la même source. (AFP 24.04)

Economie

1- Espagne

L'Espagne a levé mardi 1,933 milliard d'euros en bons à 3 et 6 mois (respectivement 0,634% contre 0,381%, et 1,580% contre 0,836%), dans le haut de la fourchette visée, mais a dû concéder des taux d'intérêt en forte hausse dans un climat de tension sur les marchés, avec une Bourse madrilène à ses plus bas niveaux en trois ans. (Reuters 24.04)

Soit des taux d'intérêt en augmentation de 100%.

2- Grèce

La Grèce verra son PIB chuter de «près de 5%» en 2012, soit plus que les estimations initiales, après un recul de 6,9% en 2011, a prévu mardi la Banque de Grèce dans son rapport annuel sur l'économie du pays.

L'institution dépeint les autres ravages de la crise, affectant aussi les banques qui ont vu le total de leur dépôts chuter de «plus de 70 milliards» depuis le début de la crise entre la fin 2009 et février 2012, soit «l'équivalent d'un tiers du PIB». (Reuters 24.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 avril

CAUSERIE

Précisions, le site a été actualisé hier tard dans la journée. Je mettrai en ligne de nouveaux articles dans l'après-midi.

[Comment désarmer la classe ouvrière.](#)

1- Mode d'emploi de J-C Mailly.

Extrait de l'Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 25 avril 2012 (sur Internet)

- *"Alors, à l'heure où la campagne électorale présidentielle bat son plein, il serait important que les responsables politiques conjuguent effectivement volontarisme et action pour préserver la démocratie et la République, et pour assurer le progrès économique et social."*

Envisager de mobiliser les travailleurs, en option, au cas où :

- *"En ce qui nous concerne, nous saurons rappeler au futur gouvernement nos positions, dont notre refus de l'austérité, conjuguant analyses, revendications et, si nécessaire, action."*

Il en est déjà effrayé ! Avec la complicité des dirigeants du POI, une constante depuis la création de FO, il faut rappeler.

Nous condamnons sans appel la politique dite contractuelle qui consiste à négocier avec le gouvernement et le patronat, à diviser les travailleurs, à affaiblir leur résistance, pour ensuite les appeler éventuellement à se mobiliser et constater que le rapport de force n'est pas en leur faveur et qu'il est impossible d'empêcher l'application de leur politique antisociale.

2- Mode d'emploi des jaunes.

Un titre suffira : Les syndicats de Néo Sécurité ont été reçus à l'Elysée - Reuters

La croissance : la dernière mystification en date de Hollande.

Avant-propos.

L'AFP : Pour le président de la BCE, il est question d'un pacte de croissance qui mette l'accent sur la flexibilité dans l'emploi par exemple, et non d'un pacte qui suspende pour un temps les mesures de rigueur.

Qu'a dit Mario Draghi ?

Le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi a plaidé mercredi pour un nouveau "*pacte de croissance*", faisant écho aux préoccupations du candidat socialiste à la présidentielle François Hollande, mais son entourage a assuré qu'il ne fallait pas y voir un inflexion de son message.

"Nous avons un pacte budgétaire (...). Nous devons revenir en arrière et en faire un pacte de croissance", a dit M. Draghi lors d'une audition au Parlement européen à Bruxelles, tout en martelant un message allant à l'encontre des tenants d'une relance par la dépense publique.

M. Draghi a insisté comme à son habitude sur la discipline budgétaire qui a été renforcée au prix de la plongée en récession de certains pays.

"Nous sommes au milieu du gué" et devons persévérer, a-t-il dit, estimant qu'il en allait de la crédibilité financière de la zone euro sur les marchés.

Les effets néfastes sur la croissance ont ravivé en Europe le débat sur le bien-fondé de l'austérité, mais M. Draghi a justifié les sacrifices de court terme par l'objectif d'arriver à une économie plus compétitive.

Il faut *"mettre en place (...) des réformes structurelles qui libèrent les énergies"*, même si elles *"font mal"* et *"heurtent de vastes intérêts"*, a-t-il dit. En particulier, il faut *"faciliter l'entrepreneuriat, l'établissement de nouvelles entreprises et la création d'emplois. Là, les gouvernements devraient être plus ambitieux"*.

Fidèle à cette politique de l'offre, M. Draghi plaide régulièrement pour une plus grande flexibilité du marché du travail en Europe, indispensable selon lui pour réduire le chômage.

"Les valeurs d'intégration sociale et de solidarité appartiennent toujours à ma culture (et) je ne suis pas du tout contre le modèle social européen", a assuré M. Draghi. *"Mais tout modèle social doit être soutenable"* et ne peut pas être fondé sur l'endettement, selon lui.

Tenante de la rigueur, la chancelière allemande a applaudi ce programme économique. "*Nous avons besoin de croissance, de croissance sous forme d'initiatives pérennes, pas juste de programmes de conjoncture - qui creuseraient encore la dette publique - mais de croissance, comme Mario Draghi l'a dit aujourd'hui, sous forme de réformes structurelles*", a déclaré Angela Merkel.

"*Il est clair que cet appel répond aux craintes que certaines économies ne puissent pas revenir à une croissance durable*", analysait Julian Callow de Capital Economics.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, M. Hollande s'est félicité de la reconnaissance par M. Draghi que "*le pacte budgétaire devait être complété par un pacte de croissance*". M. Draghi "*a ajouté même qu'il serait utile de revenir en arrière et de donner la priorité à l'éducation, la recherche, les grandes infrastructures*", a relevé le candidat.

Mais M. Draghi a renvoyé dans leurs buts ceux qui plaident pour que la BCE, qui a pour mandat principal le contrôle de l'inflation, soutienne davantage la croissance, par exemple par une politique de taux plus accommodante ou une monétisation de la dette, interdite par les traités.

Mario Draghi "*n'a pas changé son message*", a précisé à l'AFP un porte-parole de l'institution monétaire. "*Il a été cohérent avec le message traditionnel de la BCE*", a-t-il souligné.

Fidèle à ses habitudes, M. Draghi n'a ni exclu, ni annoncé de nouvelle injection de liquidités sur trois ans dans le secteur bancaire, l'une des mesures exceptionnelles qui a le plus impressionné les marchés, ni de reprise des rachats d'obligations souveraines, notamment espagnoles. (AFP 25.04)

Le commentaire d'un internaute ignorant, trompé :

- "*Draghi, cet ancien de Goldman Sachs qui n'a aucun mandat électif dans son pays et a été coopté par ses semblables devra réaliser que l'ère Sarkozy est terminée, qu'il a face à lui le représentant d'une nation de 66 millions d'habitants. Qui a choisi une autre direction. Mélenchon avait raison sur la forme, nous ne sommes ni à leurs ordres, ni à leur service, ILS sont là pour servir les peuples. Cette première confrontation devra être pour le nouveau président le moment de montrer sa détermination.*"

Goldman Sachs, les gangsters de la finance mondiale, "*ils sont là pour servir les peuples*", on ne peut pas imaginer mieux comme témoignage de sa subordination au capitalisme, de son incompréhension du fonctionnement de la société.

En effet, Mélenchon a fait du "*bon*" boulot en vous faisant croire que les banquiers étaient au service du peuple, vous allez tomber de haut, très rapidement et brutalement.

Le "*rejet*" de la politique de Sarkozy était bourré d'illusions. Le réveil va être rude, violent :

Le journal Le Point d'hier apportait la précision suivante :

Au final, seuls les sociaux-démocrates allemands (dans l'opposition), ainsi que la quasi-totalité de la classe politique grecque, soutiennent réellement la position de François Hollande. Réaliste, celui qui a menacé de ne pas ratifier le traité de discipline budgétaire s'il n'était pas amendé, pour y intégrer un volet sur la croissance, pourrait en fait se contenter d'un protocole ayant force juridique, font savoir ses envoyés dans les capitales européennes. (lepoint.fr 25.04)

Jean-Paul Betbèze, Chef économiste et directeur des études économiques de Crédit Agricole SA. enfonce le clou.

Surtout, pour aller au-delà de ces vérités premières, il faut se demander comment réfléchissent ces fameux « *marchés financiers* ». La réponse est : très simplement. Ils se disent que la croissance est la mère des solutions. S'il y a croissance, et qu'elle accélère, la productivité monte, les coûts salariaux unitaires baissent, la compétitivité se renforce, le déficit extérieur se réduit.

Attention donc à répondre vite et bien aux questions qu'ils nous posent, car le nombre de jours pour infléchir le discours (et l'analyse) se réduit, si l'on oublie ce qu'ils demandent, et qui nous va : la croissance et l'emploi, autrement dit les entreprises et leur compétitivité. Car les marchés ne sont pas fous. Ils comprennent les discours politiques, mais ils mesurent aussi l'éloignement par rapport à ce qu'ils savent nécessaire pour financer l'ajustement, et donc le risque de rupture. Il a fallu plus d'un an, en 1981, pour passer de la relance à la rigueur. Cette fois, nous n'aurons pas autant.

La politique à mener, en France et ailleurs, est en effet un mélange d'autant plus facile à mettre en œuvre qu'il est bien présenté et accepté. Il est en revanche d'autant plus « *dur* » s'il est mal préparé et surtout mal présenté et mal accepté. La politique, c'est un mélange entre des économies à faire dans le domaine public et le soutien à renforcer dans l'activité privée. D'un côté il s'agit de moderniser les structures administratives et d'économiser l'argent public, de l'autre il s'agit de flexibiliser les rapports au sein

de l'entreprise et d'adapter le dialogue social au terrain. (Atlantico.fr 25.04)

Finalement c'est très clair et facile à comprendre : la croissance, c'est augmenter la productivité des entreprises en baissant les salaires tout en liquidant ce qui reste de la législation du travail encore favorable aux travailleurs.

Bruit de campagne

Flagrant délit. Affolement, marche arrière, mensonge grossier.

Invité du journal télévisé de 20 heures de TF1, le président-candidat était questionné sur ce rassemblement à son appel: "*Non, non je n'ai pas dit du vrai travail, je veux faire du 1er Mai une fête du travail*", a répondu Nicolas Sarkozy.

Lundi, le chef de l'Etat avait déclaré: "*Le 1er mai, nous allons organiser la fête du travail, mais la fête du vrai travail, de ceux qui travaillent dur, de ceux qui sont exposés, qui souffrent, et qui ne veulent plus que, quand on ne travaille pas, on puisse gagner plus que quand on travaille.*" (Voir la vidéo ci-dessous de BFM-TV).

Mercredi soir, sur le plateau de TF1, il a précisé le sens de ce rassemblement. "*Les Français [...] travaillent dur. On parlait tout à l'heure des enseignants, c'est pas un métier facile. Mais vous admettez avec moi qu'il y a une différence entre les Français sous statut et les Français qui travaillent dans les entreprises. C'est que quand la crise frappe que le carnet de commande diminue, il y a du chômage partiel, le salaire n'est plus versé ou il est versé à 30% ou à 40%*", a-t-il dit. (lexpress.fr 25.04)

Et bien faisons en sorte que travailleurs du privé et du public s'unissent et se mobilisent pour que pas un seul travailleur de ce pays ne voie amputer sa feuille de paie même lorsque "*le carnet de commande diminue*", pour que pas un seul travailleur ne soit privé de feuille de paie, pour que pas un seul travailleur ne puisse pas se soigner, se loger, etc. vivre dignement.

Question : quel parti, quel syndicat osera reprendre ce mot d'ordre révolutionnaire ?

Voilà la seule réponse à apporter à ce nazillon.

Vous qui refusiez il y a peu encore de voir dans Sarkozy un dictateur, qui lui donniez volontiers du "*monsieur le Président de la République*", soyez lucides, ravisez-vous avant qu'il ne soit trop tard, car en attendant que le "*spectre du communisme hante*" l'Europe, c'est la peste brune qui donne de la voix, la pire réaction qui se mobilise. Interpellez vos dirigeants, chassez-les si nécessaire, réappropriez-vous vos partis et vos syndicats...

Vous en êtes responsable !

Conférence de presse de Hollande hier.

Pour expliquer le haut niveau du Front national (17,9%), qui fait la "*une*" des médias depuis deux jours, il répond "*crise financière, économique, sociale*", "*défiance à l'égard de l'Europe*" et "*peur du monde*".

"*L'accumulation des promesses non tenues y est pour beaucoup, la responsabilité du candidat sortant est grande*", a-t-il aussi dit, pointant du doigt la quête des électeurs d'extrême droite menée par Nicolas Sarkozy. (Reuters 25.04)

En guise de "*promesses non tenues*", le PS doit détenir le record toutes catégories confondues. Pas une voix !

Quand le POI falsifie les résultats du 22 avril.

L'épouvantail du FN est agité par les uns pour justifier leur ralliement à Hollande, tandis que d'autres (le POI) le minimisent pour justifier leur incurie politique.

Dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (197), le POI s'est encore livré à une manipulation des résultats obtenus par le FN depuis 2002, cette fois en privilégiant le pourcentage de voix que Le Pen a obtenu au détriment du nombre de voix qui invalide la conclusion à laquelle le POI arrive : "*Marine Le Pen réalise donc aujourd'hui un score inférieur de 1,32 point*" à celui de son père en 2002, affirment-ils.

En additionnant les voix de Jean-Marie Le Pen et de Brunot Mégret "*l'extrême droite (totalisait) 5,48 millions de voix (19,22 %) Au second tour de l'élection de 2002, Jean-Marie Le Pen, face à Jacques Chirac, recueillait 5,53 millions de voix, soit 17,79 % des suffrages exprimés.*".

Et le POI de conclure, ne rigolez pas l'affaire est sérieuse : "*Conclusion : si le FN progresse significativement par rapport à 2007, il retrouve en fait son poids électoral de 2002.*". Par quel tour de passe-passe parviennent-ils à cette "conclusion" qui relève de la falsification ?

En attribuant arbitrairement au FN des voix qui s'étaient portées sur Sarkozy en 2007, dans quelle proportion, nous n'en savons rien au juste, il n'existe aucune donnée permettant de le savoir précisément, peu importe, le POI va remédier à sa façon à cette lacune.

"*Lors du premier tour de la précédente élection, en 2007, son père avait recueilli 3,84 millions de voix (10,44 % des suffrages exprimés). Mais 2007 avait été une mauvaise année pour le Front national, le candidat de l'UMP, Nicolas Sarkozy, ayant dès le premier tour capté une part significative de l'électorat du FN.*", et le tour est joué.

Or lors du premier tour dimanche dernier elle a obtenu 6,42 millions de voix, soit 17,90 % des suffrages exprimés, c'est-à-dire, environ 1 million de voix en plus qu'en 2002, et près de trois millions en plus qu'en 2007. A part cela, la progression du FN serait pour ainsi dire insignifiante, pour ne pas dire qu'elle serait plutôt en baisse !

Allez, le POI, tout comme le NPA et LO, vous portez la coresponsabilité de la situation sociale et politique actuelle, on comprend que devant vos militants vous fassiez tout ce qui est en votre pouvoir pour éviter qu'ils en arrivent à cette conclusion. Franchement, nous n'aimerions pas être à votre place.

La "**responsabilité budgétaire**", c'est l'austérité !

François Hollande appartient à la "*gauche sérieuse*" soucieuse de "*responsabilité budgétaire*" et le déficit sera inférieur à 3% du PIB en 2013, si le candidat socialiste est élu, a affirmé mercredi sur RTL son directeur de campagne, Pierre Moscovici.

Pierre Moscovici a enfin estimé que la CGT était dans son droit, dans son appel mardi à "*battre*" Nicolas Sarkozy le 6 mai.

"*Un syndicat, a-t-il dit, peut expliquer que la politique qui a été suivie depuis cinq ans est une politique qui, du point de vue social, du point de vue du chômage et des inégalités, a échoué de manière consternante.*" (AFP 25.04)

A soutiens-gorge déployés...

Quelque 150 féministes, issues de la société civile, ont lancé mercredi une campagne de mobilisation en vue du second tour de la présidentielle, estimant que "*les droits des femmes passent par la gauche*" et appelant à voter pour François Hollande.

Dans un texte publié sur le site de Libération, elles estiment que l'arrivée de la gauche au pouvoir "*est une condition importante de l'égalité entre les femmes et les hommes*".

Rédigé à l'initiative de Caroline de Haas, fondatrice d'Osez le féminisme et soutenu par les militantes "*historiques*" Françoise Picq et Martine Storti, il a déjà été signé par plusieurs personnalités, telles l'écrivain Laure Adler, la réalisatrice Zabou Breitman, l'avocate Gisèle Halimi ou le comédien Philippe Torreton. (AFP 25.04)

Amertume, ignorance, ignominie

M. Delapierre estime que "*la progression de Mme Le Pen correspond à la chute de Sarkozy*" : "*c'est le vote ouvrier de droite qui est très élevé*", "*un vote d'adhésion au racisme*" où la "*lutte du peuple contre l'oligarchie*" est "*remplacée par un duel Français-immigrés*". (AFP 25.04)

Quel pauvre type celui-là, ils sont décidément tous formatés sur le même modèle ! Vous ne savez même pas de quoi vous causez.

Mes parents, ouvriers pauvres (menuisier en bâtiment), ont toujours voté UDR-RPR-UMP. Ils sont restés fidèles toute leur vie au "*libérateur*" de la France, Charles de Gaulle, dont le portrait trônait dans la salle à manger qui faisait aussi office de chambre à coucher de mes parents, c'était dans les années 60 quand nous habitons une chambre de bonne mansardée sous les toits de Paris, au 6e étage sans ascenseur, dans le 9e arrondissement de Paris, à deux pas de l'Opéra. Je m'en souviens encore "*Charlot*" comme il l'appelait saluant la foule en descendant la rue de Rivoli...

En 1967, un oncle mettait une petite maison en bois et sans confort (sic!) à notre disposition, à Rueil dans le 92.

Jusque là j'avais toujours entendu mes parents parler à propos des maghrébins des "*bicots*", des "*bougnoules*" et j'en passe... Ce petit pavillon était situé à une cinquantaine de mètres d'un café occupé par de "*bons*" Français, je jouais dans la rue avec leurs deux fils. Plus tard, j'étais déjà adolescent, quand ils vendirent leur café à des Algériens. Ils transformèrent le café et se mirent à

servir du couscous.

Mes parents qu'on aurait cru jusque là racistes jusqu'à la moelle à les écouter, se convertirent à ce plat national, n'en déplaise à madame Le Pen, sous l'impulsion de ma grand-mère maternelle qui était camelot et anarchiste sans le savoir, qui avait sillonné la France tout au long de sa vie et rencontré toutes sortes de gens. Ils devinrent amis avec ces Algériens.

J'ai un autre exemple à citer.

Quand j'étais technicien en bureautique, j'avais un pote qui ne cessait de sortir des conneries sur les Arabes, un de ses frères faisait partie d'une organisation d'extrême droite, j'ai oublié laquelle. On se connaît depuis 1980. A l'entendre on était assuré qu'il était foncièrement raciste. Je l'ai revu en 2002, son discours n'avait pas changé. Or, alors qu'il habitait à Nanterre, il déménagea un jour dans le XIe arrondissement de Paris et emménagea avec sa futur épouse. En face de chez eux, il y avait un café restaurant dont le propriétaire était Algérien ou Marocain, je ne sais plus au juste. Ils en firent leur cantine et ils devinrent amis, ils le sont toujours.

Je partage la vie de Magueswary qui est noire, ma soeur Catherine vit ou a vécu avec un Algérien, mon autre soeur est marié à un Portugais, mon père disait les "*Portos*" autrefois, il est décédé maintenant, mes parents ont dû s'y faire et l'on relativement bien accepté à l'arrivée, mieux que ce que l'on aurait pu imaginer à entendre leurs discours racistes, xénophobes, antisémites.

Voilà monsieur Delapierre ce qu'il en est réellement du "*vote d'adhésion au racisme* avec lequel vous nous rabattez les oreilles.

Tenez, il est déjà 13h50 et je n'ai pas encore déjeuné, je viens me servir un verre et je raconte à Magueswary ce que vous venez de lire. Elle me dit : "*le jour de l'enterrement de ton père on est tous allés au restaurant manger un couscous*". Je crois que c'était le plus beau démenti que l'on pouvait infliger à monsieur Delapierre en hommage à mon père, avec lequel je ne me suis jamais entendu et que j'ai trop souvent jugé à tort autrefois, par ignorance, la même ignorance qui habite Delapierre, sauf qu'à son niveau c'est autrement plus grave.

Actualité en titres

Appel à la délation.

- Catalogne: la police lance un site web pour dénoncer les auteurs de violences urbaines Lluís Guinot - AFP
- Le 1er mai, Sarkozy parlera aux salariés du privé plutôt qu'aux fonctionnaires - L'Express.fr

Tension et tentation.

- FN et l'UMP: les digues entre les deux partis vont-elles céder? - L'Express.fr
- Pour Juppé, "*pas question d'alliance avec le Front national*" - AFP
- Luca (UMP, Droite populaire - Ndlr) n'écarte pas l'idée d'accord à la marge UMP-FN aux législatives - L'Express.fr
- Bayrou prend clairement ses distances avec Sarkozy - AFP

Chercher le coupable.

- Copé met en cause le traitement de la présidentielle par France 2 et d'autres médias - AFP
- Copé: « *Libération est l'organe de propagande du PS* » - Public Sénat
- Copé demande un décompte du "*temps de parole*" de la CGT - Reuters
- L'UMP affirme que des '*mosquées*' ont appelé à voter Hollande - LeMonde.fr
- La majorité des associations homosexuelles appelle à voter Hollande - AFP

Il aura tout tenté, on aura tout entendu

- Nicolas Sarkozy, candidat contre le «système» - 20minutes.fr
- Sarkozy: entre déficits et immigration, "les préoccupations des électeurs de Bayrou et Le Pen sont les mêmes" - AFP
- Sarkozy pas opposé à une réforme du statut du chef de l'Etat - Reuters
- Sarkozy prêt à soumettre la «règle d'or» à référendum si le Sénat s'y oppose - Liberation.fr

Il lui reste encore une expérience inoubliable à tester :

- Sarkozy sanctionné à Fleury-Mérogis, ville de gardiens de prison - AFP

La peste brune réhabilitée.

- "Mein Kampf" pourrait être enseigné dans les écoles bavaroises - Reuters

Tandis que dans l'ex-RDA, il faudrait faire disparaître toute référence au marxisme, dont les bustes de Marx encore présent sur certaines places publiques ou jardins.

L'embrouille

- Hollande séduit la BCE avec son Pacte de croissance - Lexpansion.com
- Croissance - Hollande-Draghi, le grand malentendu - LePoint.fr
- Moscovici: Hollande appartient à la "gauche sérieuse" soucieuse de "responsabilité budgétaire" - AFP

INFOS EN BREF

Politique

France

La France et ses alliés envisagent un recours à la force si la médiation de l'Onu vient à échouer en Syrie, a dit mercredi le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé.

"Ça ne peut pas durer indéfiniment. Nous souhaitons que les observateurs en nombre suffisant, au moins 300 (...) puissent se déployer dans les meilleurs délais", "dans la quinzaine", a dit Alain Juppé, à la presse à l'issue d'une rencontre à Paris avec des représentants de l'opposition syrienne.

Le rapport de l'envoyé spécial de l'Onu et de la Ligue arabe pour la Syrie, Kofi Annan, devant le Conseil de sécurité de l'Onu, le 5 mai, sera "le moment de vérité", a souligné le chef de la diplomatie française.

"Si ça ne fonctionne pas, on ne peut pas se laisser défier par le régime. Il faudra passer à une autre étape sous chapitre 7 des Nations unies pour franchir un nouveau pas pour l'arrêt de cette tragédie", a-t-il ajouté.

Le chapitre VII de la Charte des Nations Unies traite des conditions de l'action du Conseil de sécurité "en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'actes d'agression".

Un dirigeant de l'organisation libanaise Fatah al Islam, Abdel Ghani Djaouhar, a par ailleurs péri en Syrie alors qu'il déposait une bombe, dans le cadre de la lutte aux côtés des insurgés, dit-on de source proche des services de sécurité libanais. Djaouhar est mort vendredi dernier à Koussaïr, à quelques kilomètres de la frontière libanaise, ajoute-t-on. (Reuters 25.04)

Je rappelle que Hollande a déclaré qu'il engagerait la France dans la guerre contre le peuple syrien si l'ONU en prenait l'initiative. Mais surtout ne vous passez pas du bonheur de voter Hollande le 6 mai...

Social

1-France

Des surveillants pénitentiaires ont poursuivi mercredi, devant différentes prisons, leur mouvement national de protestation entamé le 4 avril à l'appel de FO et de la CGT pour réclamer un meilleur statut et des recrutements, à l'approche du second tour de la présidentielle.

Le syndicat majoritaire chez les personnels pénitentiaires, l'Ufap-Unsa, ne participe pas à ce mouvement qui doit se poursuivre jeudi. (AFP 25.04)

2- Grande-Bretagne

HSBC prévoit de supprimer jeudi quelque 2.000 emplois (sur 52.000) au Royaume-Uni dans le cadre d'un plan de réduction des coûts et d'amélioration de la rentabilité censé permettre à la première banque européenne de mieux résister aux effets de la crise financière, a déclaré mercredi une source proche du dossier.

Le directeur général du groupe, Stuart Gulliver, entend supprimer au total 30.000 emplois d'ici la fin 2013 et adapter la banque aux changements de réglementation en Grande-Bretagne, a-t-on ajouté de même source.

HSBC a déjà supprimé 7.000 postes dans le monde l'an dernier, essentiellement à Hong Kong, aux Etats-Unis, au Brésil, au Canada et au Mexique et dans des sièges sociaux. A fin décembre 2011, l'effectif de HSBC totalisait 288.000 personnes.

Plusieurs centaines d'emplois pourraient également être supprimés prochainement en Inde, selon la presse locale. (Reuters 25.04)

3- Grèce

L'Etat grec a cessé le versement de diverses prestations sociales, dont des pensions de retraite, à 200.000 personnes soit coupables de fraude soit décédées, a annoncé mercredi un responsable du ministère du Travail.

Ce chiffre représente environ 2% de la population grecque.

Le gouvernement a mis fin au versement des pensions de retraite que des proches de défunts continuaient indûment de percevoir et a cessé le versement d'aides sociales à des Grecs ayant fait de fausses déclarations pour pouvoir en bénéficier.

Les fraudeurs "ont été découverts lors de l'enquête et l'Etat est en train de leur réclamer l'argent qu'ils ont illégalement perçu", a déclaré un responsable du ministère du Travail qui a requis l'anonymat.

L'assainissement du système des retraites et des prestations sociales devrait permettre à Athènes d'économiser jusqu'à 800 millions d'euros par an, a précisé ce responsable. Avec près d'un quart des 11 millions de Grecs à la retraite, le versement des pensions pèse lourdement sur les caisses de l'Etat. (Reuters 25.04)

Economie

1- Espagne

L'Espagne doit aller plus loin dans l'assainissement de ses banques afin de "remédier aux faiblesses qui demeurent" malgré une grande réforme du secteur financier, a estimé mercredi le FMI après une mission d'inspection.

"L'évaluation confirme le besoin de poursuivre et d'approfondir la stratégie de réforme du secteur financier pour remédier aux faiblesses qui demeurent" et renforcer leur capital, selon le rapport du FMI.

Les banques espagnoles doivent déjà mettre de côté 53,8 milliards d'euros avant la fin de l'année dans le cadre d'un plan d'assainissement lancé par le gouvernement en février.

Celles qui décident de fusionner pour renforcer leurs bilans auront, elles, deux ans pour respecter cet objectif.

Selon le FMI, l'Espagne pourrait en outre avoir à déboursier plus que prévu pour assainir son secteur, une sombre perspective alors que ses finances publiques étaient plombées par un déficit de 8,51% du PIB fin 2011.

"Une plus grande dépendance au financement public pourra être requise, une fois que les options pour la recapitalisation privée seront épuisées", précise le rapport.

La réforme du secteur financier espagnol est en partie financée par les banques elles-mêmes, via le fonds de garantie des dépôts. L'Etat intervient à travers un fonds public d'aide au secteur (Frob).

Le FMI estime que "*pour protéger la stabilité financière*", l'Espagne pourrait être poussée à injecter plus de fonds.

L'organisme reconnaît cependant que le plan d'assainissement déjà engagé par l'Espagne est "très important et bienvenu".

"*Les plus grandes banques semblent être suffisamment capitalisées et disposent d'assez de bénéfices pour résister à la détérioration attendue des conditions économiques*", souligne le rapport.

Mais "*un groupe de dix banques, dont la plupart ont reçu une aide de l'Etat*" semble "*vulnérable*", selon les inspecteurs du FMI.

"*Il est crucial que ces banques, surtout la plus grande, prennent rapidement des mesures décisives pour renforcer leurs bilans et améliorer leur gouvernance et leur gestion*", souligne le rapport.

Le FMI semble ainsi montrer du doigt Bankia, la plus grande union de caisses d'épargne espagnole (en termes d'actifs), réputée pour être, parmi les grandes banques du pays, la plus exposée au secteur immobilier sinistré.

Le secteur bancaire espagnol est l'une des grandes sources d'inquiétudes des marchés, car il est fragilisé depuis l'éclatement de la bulle immobilière en 2008: son taux de créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, qui n'était que de 3,37% fin 2008, s'est fortement détérioré depuis et atteignait 8,15% en février, un record depuis 18 ans.

Les actifs considérés comme "*problématiques*" --car à la valeur incertaine-- représentaient au total 176 milliards d'euros en juin 2011, un chiffre qui a sûrement grimpé depuis: les nouvelles statistiques sur ce sujet seront connues en mai. (AFP 25.04)

2- Grande-Bretagne

L'économie britannique a replongé dans la récession au premier trimestre, montrent les statistiques officielles publiées mercredi, qui risquent d'accroître encore les difficultés du gouvernement de coalition de David Cameron.

Le produit intérieur brut (PIB) de la Grande-Bretagne s'est contracté de 0,2% sur les trois premiers mois de l'année après avoir diminué de 0,3% au dernier trimestre 2011.

Ces mauvais chiffres sont un coup dur pour la coalition gouvernementale réunissant les Conservateurs et le Parti libéral. Sa popularité s'est encore dégradée dans les sondages après l'annonce très mal reçue du projet de budget en mars et elle risque de se trouver en difficultés aux prochaines élections locales, le 3 mai.

Le gouvernement doit aussi affronter des révélations sur ses liens étroits avec le magnat de la presse et président du groupe de médias NewsCorp, Rupert Murdoch.

L'économie britannique s'était contractée de 7,1% lors de la précédente récession, en 2008-2009.

Les données publiées mercredi montrent que le PIB britannique reste inférieur de 4,3% à son pic du premier trimestre 2008. L'économie du pays n'a progressé que de 0,4% depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel gouvernement, au deuxième trimestre 2010.

Sur janvier-mars, l'activité dans le secteur des services, qui représente plus de 75% du PIB, a enregistré une croissance symbolique de 0,1% après un repli de même ampleur sur les trois derniers mois de 2011, en raison de la baisse d'activité dans les services aux entreprises et le secteur financier.

L'activité du secteur industriel a baissé de 0,4% et surtout, celle de la construction - qui pèse à elle-seule à hauteur de 8% dans le PIB- s'est contractée de 3%, sa plus forte baisse depuis le premier trimestre 2009.

L'Office pour la responsabilité budgétaire table sur une croissance de 0,8% cette année.

De son côté, la Banque d'Angleterre a averti d'un risque d'une nouvelle contraction du PIB au deuxième trimestre 2012, conséquence indirecte d'un jour férié supplémentaire par rapport à l'an dernier. (Reuters 25.04)

3- Inde

L'agence de notation Standard and Poor's a dégradé mercredi les perspectives sur la dette à long terme de l'Inde, citant l'affaiblissement de l'économie et un large déficit public mais elle maintient, pour le moment, la notation du pays à BBB-.

Standard and Poor's a prévenu que le pays avait une chance sur trois de perdre cette notation si sa situation financière continuait de se détériorer.

Si la note était descendue ne serait-ce que d'un cran, les obligations souveraines indiennes passeraient alors dans la catégorie des investissements spéculatifs. L'Inde devrait alors payer plus cher pour financer ses emprunts.

La troisième puissance économique d'Asie fait face à une inflation tenace (+6,9% en mars sur un an), le déficit public le plus important des économies émergentes, une situation budgétaire fragile et un ralentissement de sa croissance.

Les réformes promises par le gouvernement de Manmohan Singh, jugées indispensables pour ouvrir l'économie indienne aux investissements étrangers, sont gelées depuis plusieurs mois, combattues par l'opposition sur fond d'affaires de corruption éblouissant le sommet de l'Etat, ainsi que par des alliés du Premier ministre Singh. (AFP 25.04)

Haut de page ↗

Le 27 avril

CAUSERIE

Le PS : Un parti inoxydable paraît-il.

Les uns et les autres empêtrés dans leurs contradictions et leurs mensonges affirment que le PS serait bien de "*gauche*", bien qu'il ne soit pas la "*vrai gauche*" contrairement à eux qui représenteraient la "*vraie voix de gauche*". Franchement, comment voulez-vous que les travailleurs accordent la moindre confiance à ce genre de discours, qu'ils s'y retrouvent ?

Le PS, c'est un parti d'aristocrates ou de grands bourgeois destinés à gouverner le pays pour le compte des capitalistes, issus pour la plupart des grandes écoles d'où sont sortis ministres, députés et technocrates depuis 1958. C'est donc un parti fondamentalement étranger à la classe ouvrière, dont l'existence se confond avec celle du régime en place.

Sa principale fonction consiste à se présenter comme un parti ouvrier ou populaire pour le compte du régime. C'est lui qui se définit ainsi, qui se présente comme un parti soi-disant favorable aux masses exploitées et non l'inverse. Pourquoi cette précision est capitale ?

Parce qu'à entendre ceux qui le définissent comme un parti ouvrier, ce serait ses origines lointaines qui en feraient (toujours) un parti ouvrier autant que la représentation qu'en ont une partie des travailleurs. Ce qui signifie que finalement rien au cours de son existence qui remonte à plus d'un siècle, ne devait corrompre sa nature sociale, quoi qu'il ait pu faire, tout comme la politique qu'il avait adoptée pendant 105 années, il serait resté fidèle à lui-même, même si entre temps il est devenu un parti social-libéral, de la même manière que ses trahisons d'autrefois n'auraient pas altéré sa nature plus résistante qu'un diamant. Nous rejetons cette prétention et cette caractérisation.

Pour nos adversaires, le PS serait ce qu'en disent eux-mêmes ses dirigeants et une partie des travailleurs, tel qu'ils se le représentent, et non la politique qu'il applique avec constance depuis un siècle au service du capital, ce que nos détracteurs se refusent d'admettre. Alors que notre définition repose sur des facteurs objectifs, des faits connus et vérifiables, celle de nos détracteurs repose sur des facteurs subjectifs, l'idée qu'on peut se faire de ce parti, d'où le double langage permanent qu'ils sont obligés de tenir à son propos, ce serait un parti de gauche mais qui ne serait pas vraiment de gauche, pas tout à fait à gauche, pas suffisamment à gauche, qui se comporterait parfois comme un parti de gauche, pour résumer. Bref, il en ressort qu'on ne sait plus très bien quoi en penser ni où il faudrait le situer.

Mais ne serait-ce pas justement ce pourquoi il existe, sa fonction principale pour empêcher que la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie proche du prolétariat se rassemblent dans un véritable parti ouvrier combattant pour le socialisme ?

En s'adressant à lui comme s'il était un parti ouvrier, on lui reconnaît un statut qu'il a usurpé, on se fait les complices de cette illusion qu'on alimente au lieu de la combattre. On légitime la nature sociale à laquelle il prétend être attachée ou telle que des travailleurs peuvent se la représenter par ignorance, de telle sorte que ce n'est pas le PS qui est remis en cause en le mettant soi-disant au pied du mur, mais ce qu'il prétend représenter, le socialisme, c'est le socialisme la véritable victime de cette politique

et non le PS.

C'est ainsi que le front unique depuis 1945 n'a servi qu'à remettre en selle, à légitimer l'existence d'un parti contre-révolutionnaire, pendant que le socialisme était défiguré, traîné dans la boue, rendu méconnaissable, cela vaut également pour le PCF, dont le parcours diffère, mais dont l'objectif était le même.

On conçoit parfaitement qu'il ait pu en être ainsi indépendamment des appels en direction du PS, mais rien ne nous forçait à nous en faire le complice, ce qui est d'une gravité exceptionnelle et doit être condamné sans réserve.

Imaginons que nous fassions face à un homme qui se dit honnête alors que nous savons pertinemment qu'il ne l'est pas. On devrait s'adresser à lui comme si on l'ignorait de façon à ce qu'il puisse nous rouler, pour ensuite déclarer qu'il n'est pas si honnête que cela. Mais peut-être l'est-il autrement, à sa manière, ce sont les circonstances qui l'ont conduit à agir de la sorte, d'autres auraient agi de la même manière à sa place, finalement on peut lui accorder le bénéfice du doute, il a peut-être effectivement des circonstances atténuantes, personne n'est parfait dans ce bas monde, on peut commettre des erreurs dans la vie, s'égarer ou s'engager ponctuellement dans une mauvaise voie, ce n'est pas si grave que cela, pas suffisant pour en déduire quoi que ce soit à son encontre et la boucle est bouclée... jusqu'à la prochaine fois et ainsi de suite.

Un jour j'étais coursier en mobylette à Paris. Au moment de me garer devant la Bourse Viarmes (de commerce) rue du Louvre, je remarque un type louche d'une cinquantaine d'années, habillé à l'anglaise, costume et casquette en tweed, grosse moustache, il faisait les cent pas en jetant un oeil discrètement sur les véhicules qui étaient stationnés là. Je ne sais pas pourquoi, je me suis dit ce mec-là était un voleur. Mais voilà comment en être sûr ? J'ai eu alors l'idée de ne pas mettre l'antivol à ma mobylette pour voir si elle serait encore là quand je ressortirai de la Bourse, j'avais juste une enveloppe à déposer. Cela n'a pas manqué, à mon retour elle avait disparu et notre bonhomme aussi, j'étais satisfait, mon intuition avait été la bonne. De retour à la boîte qui m'employait, j'ai été viré sur le champ, je m'en foutais la mobylette ne m'appartenait pas et à cette époque et j'étais sûr de retrouver un boulot aussitôt, il n'y avait pas de chômage, c'était en 1976.

S'agissant maintenant du PS, on n'a pas besoin de le tester ou de tester notre intuition pour en déduire que c'est un parti contre-révolutionnaire, il a eu l'occasion de le démontrer à une multitude de reprises dans le passé, hier encore en emboîtant le pas de Sarkozy et Le Pen, on n'a donc pas besoin de lui accorder une nouvelle occasion pour arriver à cette conclusion.

Quant à estimer que les travailleurs y gagneraient quelque chose à le placer face à ses contradictions, et que pour cette raison il faut s'adresser à lui, on pourrait en dire autant de l'UMP ou pourquoi pas du FN en suivant ce raisonnement jusqu'au bout. Mais là on nous rétorquera qu'un tel parallèle serait inopportun ou grotesque parce que l'UMP et le FN ne sont pas des partis ouvriers. Parce que nos détracteurs ne peuvent se départir de cette caractérisation purement subjective concernant le PS comme nous l'avons souligné plus haut.

Un parti, ses militants, des travailleurs, les dirigeants du PS et ceux du parti de l'ordre estiment que c'est un parti ouvrier, donc on devrait marcher dans la combine et le considérer comme tel pour ensuite seulement déterminer quels rapports on devrait avoir avec lui. En fait, cela revient à nier ou ne pas tenir compte de la caractérisation qu'on en fait, pour adopter celle la plus communément admise, même si elle ne correspond pas à la réalité. J'interprète cela comme une capitulation. Au lieu de s'en tenir aux faits et d'en faire la base de notre combat, on s'efface au profit d'une escroquerie politique ou d'illusions qui tiennent lieu de réalité.

Par hasard, vous n'avez quand même pas la prétention de vouloir construire un parti sur cette base frelatée, vous n'espérez quand même pas que les travailleurs pourraient vous accorder plus de confiance qu'ils n'en accordent au PS, pour quelle raison dites-vous.

Je me souviens, lors des diffusions, lorsque nous battions campagne pour un gouvernement PS-PCF avant mai 81, de la perplexité quasi unanime exprimée par les travailleurs que nous abordions face à ce mot d'ordre, il fallait se battre pour leur faire avaler, alors que manifestement ils n'en attendaient rien, ils se moquaient de nous. Le plus fort, c'est que c'étaient eux qui nous accusaient d'avoir des illusions dans le PS et le PCF, quand nos dirigeants leur prêtaient ces illusions, c'est pour dire à quel point les Lambert et Gluckstein étaient à côté de la plaque ou nous manipulaient, le seul mot d'ordre qui avait leur approbation, c'était chasser Giscard. Vous croyez que ces dirigeants en ont tiré des leçons ? Vous voulez plaisanter ou quoi, même ceux qui ont rompu avec l'OCI-PCI ou le PT ont continué sur le même refrain, front unique, front unique... Vous vous étonnez qu'on en soit toujours au même point, ne cherchez pas plus loin.

Quand j'ai un projet en tête, tout d'abord je me demande si j'ai une chance de le mener à son terme. Une fois que j'ai déterminé que c'était possible, qu'est-ce qui l'emporte dans ma démarche : mes doutes, les contradictions que j'ai pu déceler et qui pourraient m'empêcher d'aboutir ou ma ferme résolution de vaincre tous les obstacles qui se présenteraient sur mon chemin ? Ceux qui jettent les travailleurs dans les sales pattes du PS (et du PCF) n'estiment pas que les travailleurs parviendront à se défaire de tous ces obstacles pour construire le parti, ils privilégient le doute qui est présent dans la tête de chaque travailleur et que je nie pas, parce qu'eux-mêmes sont dominés par cet affreux doute qui leur obscurcit l'horizon, ils projettent leurs propres illusions sur les travailleurs.

Il existe bien d'autres angles sous lesquels on pourrait aborder la question qui a été évoquée rapidement ici. Comment se fait-il que des travailleurs rejoignent des partis comme le POI, le NPA ou LO, sans être passés par le PS ou le PCF? Comment se fait-il qu'un grand nombre de travailleurs refusent de se reconnaître dans le PS ou le PCF ? Comment se fait-il que des travailleurs sans expérience politique en arrivent aux mêmes conclusions que nous ? Voilà qui tient du mystère ou d'un miracle, dès lors que ce n'est pas le sacro-saint front unique qui les a conduit à ces conclusions politiques. Il va falloir leur dire de faire marche arrière et de passer au choix selon leur sensibilité par la case PS ou PCF, ils doivent bien avoir des illusions dans ces partis qu'ils ignorent, on va les aider dans ce sens, car de toute évidence ils ont brûlé une étape, ce n'est pas bien, les malheureux ils croient avoir compris quelque chose mais ils se leurrent, cela se mérite de devenir révolutionnaire, non mais ! Non merci, vous avez raison.

Dans l'autre camp. Ce qu'il disait déjà de Sarkozy il y a quelques années.

Ca va mal finir, de François Léotard, publié chez Grasset en mars 2008.

L'obsession policière du chef de l'Etat : « *Sarkozy ne parle pas de la police. Il est la police. Il est l'ordre. L'ordre seulement, mais l'ordre complètement* ». (blogs.lexpress.fr 26.04)

Abus de pouvoir, de François Bayrou, publié chez Plon au printemps 2009.

"*Tout n'a pas commencé au Fouquet's, résume Bayrou, mais simplement, au Fouquet's, tout s'installe et tout s'étale. [...] La France des nantis, des privilégiés, des débordants. [...] Ils étaient les maîtres de l'argent, ils deviennent les maîtres du pays*". Pour lui, le programme sarkozyste est "*une entreprise de mainmise, de connivence, de domination de la France politique et de la France des affaires*".

Pour Bayrou, le "*sarkozysme est l'exercice du pouvoir considéré comme n'ayant pas de borne, pas de limite, pas même celle de la loi, surtout pas celle des principes*". (lexpress.fr 24.04)

L'Etat policier de l'UMP légitimé, revendiqué par le PS.

Les faits

Le policier, qui a tué Amine Bentounsi, un délinquant multirécidiviste de 29 ans en fuite, samedi à Noisy-le-Sec, dit avoir agi en légitime défense, une version contredite par un témoignage et l'autopsie révélés par le parquet, selon lesquels il a été tué d'une balle dans le dos.

"*Les conclusions de l'autopsie établissent que (la victime) a été mortellement touchée par une balle entrée à l'horizontal dans son dos*", écrit le parquet, qui souligne "*la contradiction*" avec les déclarations du policier.

L'avocat du policier, Me Daniel Merchat, veut lui faire appel vendredi devant la chambre de l'instruction, arguant que "*le projectile a ricoché*" avant de toucher la victime "*donc, ce n'est pas un tir direct*".

Alors que le ministre de l'Intérieur Claude Guéant avait dit espérer "*de tout coeur*" un appel du parquet sur la qualification d'homicide volontaire retenue contre le policier, ce dernier a annoncé en début d'après-midi qu'il n'en ferait rien.

Sa mise en examen assortie d'un contrôle judiciaire lui interdisant d'exercer, ce qui le prive de son salaire, avait déclenché des manifestations spontanées de centaines de policiers, mercredi soir à Bobigny et sur les Champs-Élysées à Paris, où une centaine de véhicules banalisés ou siglés "*police*" avait fait irruption toutes sirènes hurlantes.

Les syndicats de magistrats ont déploré jeudi la nouvelle polémique police/justice ainsi déclenchée. L'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire) a défendu la décision du juge d'instruction de mettre en examen le policier pour homicide volontaire. Le Syndicat de la Magistrature (SM, gauche) a jugé "*aberrant que le ministre de l'Intérieur donne des instructions au parquet*", y voyant une "*récupération politicienne de bas étage*".

La soeur de la victime, Amal Bentounsi, a elle estimé "*honteux, inadmissible*" que M. Sarkozy intervienne dans ce qu'elle juge être une "*bavure*". "*Ce policier n'en est plus un, il a sali l'uniforme, c'est un meurtrier qui a volontairement tué mon frère en lui tirant dans le dos*", a-t-elle accusé. (AFP 26.04)

Sarkozy et Hollande cautionnent cet assassinat.

Nicolas Sarkozy reprend une proposition du volet sécurité du programme du Front National, en défendant une "*présomption de légitime défense*" pour les policiers. "*J'ai simplement à dire ma confiance, mon soutien et la compréhension des collègues de*

ce *policier aujourd'hui mis en examen*", a auparavant déclaré Nicolas Sarkozy lors d'une réunion publique au Raincy.

Le 10 janvier dernier, Claude Guéant, sur BFM/RMC, s'était opposé à "*la présomption de légitime défense*" défendue par Marine Le Pen. Le ministre de l'Intérieur avait estimé qu'on ne pouvait pas donner "*un permis de tuer aux policiers*" et que "*l'état actuel du droit, même s'il est difficile pour les policiers, représente un bon équilibre*".

Dans la matinée, Claude Bartolone, le président PS du Conseil général de Seine-Saint-Denis, avait dit comprendre "*la colère, la frustration*" des policiers et a jugé "*urgent*" de "*renforcer*" le service public de sécurité.

François Hollande (PS), interrogé ce jeudi sur la colère de policiers après la mise en examen d'un des leurs pour homicide volontaire, a préconisé qu'ils bénéficient dans ces circonstances d'une "*protection administrative*" et ne perdent pas leur salaire.

Le candidat socialiste à l'Élysée était interrogé par France Info sur la manifestation spontanée de centaines de policiers à Paris et Bobigny la veille contre la mise en examen d'un de leurs collègues pour avoir tué un multirécidiviste en fuite en Seine-Saint-Denis.

"*Je sais qu'ils font un travail très difficile, notamment dans un certain nombre de quartiers dans nos villes, notamment en Seine-Saint-Denis, travail qui peut les conduire à se mettre eux-mêmes en danger lorsqu'ils poursuivent des malfaiteurs qui sont prêts à tout*", a dit François Hollande.

"*Je veux leur dire ma compréhension par rapport à leur colère, de voir leurs moyens réduits*", a insisté le député de Corrèze. "*En même temps, il y a l'indépendance de la justice, elle est là, personne ne peut la mettre en cause et encore moins celui qui se présente au suffrage des Français pour être leur prochain président de la République*", a-t-il observé.

Après une mise en examen, c'est "*une présomption d'innocence qui demeure*", a dit François Hollande. "*Ce que demandent ces policiers, qui doivent être entendus, c'est une protection administrative. C'est-à-dire que lorsqu'il y a une mise en examen, le fonctionnaire concerné ne doit pas perdre son salaire, son traitement, et doit être défendu par l'administration*". (lexpress.fr 26.04)

S'en tenir aux faits : la victime a été atteinte par "*une balle entrée à l'horizontal dans son dos*", écrit le parquet, c'est clair, net et précis, il s'agit bien d'un meurtre.

Sarkozy et Hollande le cautionne.

Vous voulez appeler à voter Hollande prêt à vous tirer une balle dans le dos ?

Le PS se place sur le même terrain politique que l'UMP, du coup la réaction se lâche.

Le député UMP Lionnel Luca s'en est pris en meeting à la compagne du candidat PS François Hollande, Valérie Trierweiler, la surnommant "*Rottweiler*" en allusion au chien féroce, s'attaquant aussi au physique de Fadela Amara, qu'il trouve «moche».

Ces propos, tenus par le député des Alpes-Maritimes mardi soir lors d'un meeting UMP en faveur du président-candidat Nicolas Sarkozy et rapportés par le quotidien Nice Matin, ont été confirmés jeudi à l'AFP par l'intéressé.

L'élu, membre de la Droite populaire, aile droite de l'UMP, a tout d'abord attaqué François Hollande, un "*candidat édredon*" sur lequel on "*peut toujours taper : il répondra toujours noir ou blanc*". "*Hollande qui a retrouvé une femme, Valérie Rottweiler. Et c'est pas sympa pour le chien, ça !*".

Interrogé par l'AFP, Lionnel Luca a confirmé avoir tenu ces propos, "*très amusants*". "*Et c'est vrai que le chien rottweiler, il demande rien à personne, alors qu'elle...*", a-t-il ajouté.

Le député s'en est aussi pris à l'ancienne secrétaire d'Etat de Nicolas Sarkozy, Fadela Amara, qui soutient le candidat socialiste. "*Fadela Amara, ben moi, j'ai toujours préféré Rachida Dati, d'abord parce qu'elle est moins moche et parce qu'elle a fait campagne pour le président*", a-t-il dit en meeting.

"*Si Amara fait campagne pour Miss France, elle aura quand même un handicap*", a-t-il ajouté auprès de l'AFP.

L'équipe de campagne de François Hollande a qualifié jeudi d'"*injures abjectes*" les propos de l'UMP Lionnel Luca, et demandé à Nicolas Sarkozy de "*condamner immédiatement cette déclaration*".

"*La droite s'affole. Elle montre son vrai visage dans l'agressivité et ce qui s'apparente désormais à une stratégie de tension délibérée. Elle tombe toujours plus bas et n'a plus que la haine comme ultime stratagème*", déclarent dans un communiqué

Delphine Batho et Bernard Cazeneuve, porte-parole de François Hollande.

« Qu'elle s'en prenne, par des injures abjectes, à la compagne de François Hollande, Valérie Trierweiler, est absolument inqualifiable. Les propos du député UMP Lionnel Luca témoignent d'une dérive d'une extrême gravité, sans précédent dans la vie politique française », dénoncent-ils.

Selon les deux responsables socialistes, *« s'il reste un minimum de principe et de dignité au candidat sortant, Nicolas Sarkozy, il doit condamner immédiatement cette déclaration de l'un des siens »*. (liberation.fr 26.04)

Sarkozy est pareil à lui-même, rien de surprenant de sa part. La comédie du PS est misérable, abjecte, il fraie la voie au fascisme ou à la dictature encore une fois.

Ce parti qui passe son temps à couvrir la politique réactionnaire de Sarkozy (et ses prédécesseurs depuis des lustres) sert de voile à la dictature du régime, de caution morale au régime et couvre tous ses crimes.

C'est ce parti auquel vous vous adressez, avec lequel vous fricotez, avec lequel vous n'hésitez pas à vous associer, que vous appelez de vos vœux à réaliser le front unique avec le parti stalinien qui a exterminé l'Opposition de gauche, liquidé l'Internationale communiste, qui ensemble ont frayé la voie à Hitler, Pétain, Franco, Mussolini, Salazar, Pinochet et j'en passe. Ce sont eux qui arment vos bourreaux, quand ils ne commettent pas leurs crimes eux-mêmes.

Il y en a toujours sous des prétextes (politiques) falacieux ou par mansuétude pour faire preuve de compréhension à leur égard. Attendez d'avoir un pistolet sur la tempe, ce jour-là, vous vous direz que vous vous êtes peut-être trompé, mais il sera hélas trop tard !

Dans de toutes autres circonstances, j'ai été amené à être menacé de mort par des gens pour lesquels la vie n'avait pas vraiment de valeur, tout en sachant pouvoir agir pratiquement en toute impunité, sans être inquiétés par une justice laxiste et corrompue. En Inde, pour un homicide, l'assassin encourt trois ans de prison maximum seulement s'il a un bon avocat, autant dire une petite parenthèse dans sa vie vite oubliée. Je n'invente rien, car le plus incroyable c'est qu'ils le savent et s'en vantent devant vous. C'est à ce moment-là que vous prenez vraiment conscience qu'il s'agit d'une menace sérieuse ou qu'il y a danger.

Dans ces moments-là, vous vous dites : bordel, parfois agir à la légère ou se faire des illusions peut coûter très cher, si maintenant je n'ai pas le bon réflexe, le pire peut se produire. Vous faites abstraction de vos considérations habituelles et vous vous concentrez sur ce que vous êtes en train de vivre, le rapport qui existe à l'instant présent pour le gérer au mieux. Gare à celui qui n'a pas les pieds par terre !

Cette expérience qui s'est renouvelée au moins quatre fois m'a semble-t-il servi de leçon sans avoir été confronté à un régime militaire ou militarisé, ouvertement policier, un peu ce qui se passe en France dans certains quartiers quand la police vous demande vos papiers plusieurs fois par jour, par exemple. Dans plusieurs pays ils existent déjà des milices fascistes, en Autriche, en Italie, en Suisse, en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne et en Grèce, à l'état passives ou déjà actives, en Grèce notamment, car ils ont le droit à tout en Grèce, sauf à un parti révolutionnaire.

Ce n'est pas la même chose quand c'est la réaction ou le prolétariat qui a l'initiative de la guerre civile, sans forcément l'avoir déclenchée, il y a été poussée, il est donc en état de légitime défense, il lutte pour sa survie, tandis que la réaction veut l'anéantir ou le réduire en esclavage.

Pour que la guerre civile se propage, la réaction attise la haine qui habite la population en lui fournissant des boucs émissaires sur lesquels s'exciter ou se venger : l'Arabe, le Nègre, le Juif, l'Asiatique, l'Etranger, le syndicaliste, le militant ouvrier, ses dirigeants. Remarquez que c'est ce que fait déjà le TPI, le mouvement ouvrier est épargné jusqu'à présent, mais le tribunal existe déjà pour le juger. Il ne leur reste plus qu'à enclencher la batterie de lois répressives qu'ils ont adoptées ces dernières années. Le dispositif est au complet. Alors qu'est-ce qui manque pour qu'ils passent à l'action ?

Le dingue qui décidera qu'il a un pouvoir illimité dont celui justement de passer à l'action et diriger ces lois contre le mouvement ouvrier et ce qui gravite autour, des journalistes, des magistrats, des juges, des avocats, etc., abolissant ce qui restait de démocratie dans le pays. Ensuite il s'attaquera à ses voisins ou à d'autres pays, aux institutions internationales, mais s'il est reconnu comme l'un des leurs ou l'une de leurs créations par les maîtres du monde, elles lui faciliteront la tâche tout en le condamnant publiquement, à ce stade toute est permis, voyez Sarkozy, Obama, Cameron, Berlusconi protégé par la mafia. On a du mal à se l'imaginer avant que cela survienne, jusqu'au jour où cela se produit sous nos yeux. On est en plein dedans quand Sarkozy déclare qu'il faut étendre le champ d'application de la légitime défense des policiers, ce qui revient à leur accorder l'impunité pour tous leurs crimes à venir.

Quand la légitime défense est établie, l'impunité n'a pas lieu d'être appliquée, la question ne se pose pas, et quand elle n'est pas établie non plus, c'est à la justice d'établir si la légitime défense avait lieu de s'appliquer ou non, si elle décide que non, le délit

doit être caractérisé comme un crime, la présomption d'innocence ne peut pas s'appliquer ou plutôt a cessé de s'appliquer au moment où il a été établi qu'on n'était pas en présence d'un état de légitime défense. On ne peut pas avoir tiré dans le dos de quelqu'un et prétendre être en état de légitime défense, prétendre au statut d'innocent, il n'y a que dans les dictatures que cela existe.

Après une mise en examen, c'est "une présomption d'innocence qui demeure", a dit François Hollande. Une personne vous tire dans le dos devant des témoins et elle demeure présumée innocente, attendez il y a quelque chose que je ne comprends pas, il aurait dû être incarcéré en attendant d'être jugé, c'est un criminel. Merah, lui il a été exécuté selon un ordre de l'Elysée, personne d'autre que Sarkozy pouvait prendre cette décision. La police l'imite et fait des cartons, pas des bavures. C'est cela que Hollande couvre.

Suite de l'affaire d'Etat Merah

Le journaliste Salim Koudil a découvert que le seul passeport valable détenu par Mohamed Merah était algérien, délivré par le consulat de Toulouse en juillet 2005, et renouvelé au même endroit le 20 mars 2010.

Le passeport français de Mohamed Merah, délivré en 1998 à Toulouse – lorsqu'il avait 9 ans -, avait expiré en avril 2008, et n'avait pas été renouvelé. Merah serait donc allé en Israël, Syrie, Jordanie, Irak, Afghanistan, Pakistan... etc... avec un passeport algérien, sous la houlette de la DCRI... (www.france-irak-actualite.com, www.liberte-algerie.com et lanationdz.com 31.03)

Dans un autre article, j'ai appris que le dossier Merah avait été classé "Secret défense", la chape de plomb quoi.

Bruit de campagne

Sarkozy voterait Rocard

Nicolas Sarkozy n'a pas exclu jeudi soir que les électeurs UMP soient invités à voter blanc ou à s'abstenir en cas de duels Front National-Parti socialiste lors des élections législatives de juin prochain, en fonction de la personnalité du candidat PS.

Invité de France 2, le chef de l'Etat, qui brigue un second mandat, a réaffirmé qu'il n'y aurait ni alliance, ni accord de désistement avec le parti d'extrême droite.

"*La position sera très simple*", a-t-il dit : "*Nos candidats se maintiendront partout et je souhaite que nos électeurs votent pour des candidats qui défendront mon projet.*"

Dans le cas où le candidat UMP ne pourrait pas se maintenir, Nicolas Sarkozy a déclaré que la décision dépendrait, au cas par cas, de la personnalité du candidat PS.

Il a cependant souligné que faire voter pour un candidat comme l'ancien Premier ministre socialiste Michel Rocard ne lui poserait "*absolument aucun problème*". (Reuters 26.04)

La "**vraie-fausse**" remise en cause du TSCG par Hollande

Extrait d'un article de L'Expansion.

La vraie-fausse renégociation du pacte budgétaire.

François Hollande ne dit ni ne propose rien de révolutionnaire. Un volet croissance a toujours fait partie des négociations européennes ayant débouché sur le nouveau pacte budgétaire.

A écouter Laurent Fabius jeudi au micro de Radio Classique et de Public Sénat, toutefois, le candidat socialiste semble être revenu sur l'idée de renégocier le traité de discipline budgétaire, lequel a déjà été ratifié par plusieurs pays. "*On peut tout à fait envisager qu'il y ait un instrument juridique de même valeur que la partie budgétaire et qui aborde toute la question de la croissance*", a en effet confié l'ancien premier ministre. En clair, il s'agirait donc d'un traité parallèle.

Un recyclage de propositions existantes.

Les quatre idées avancées mercredi par François Hollande visent surtout à donner une nouvelle impulsion à des dossiers européens déjà en discussion. Tous ces points "*font partie soit de notre stratégie soit de propositions que nous avons faites*", a d'ailleurs commenté jeudi la porte-parole de la Commission européenne, Pia Ahrenkilde. (lexpansion.com 26.04)

INFOS EN BREF

Politique

1- Pays-Bas

Le Parlement néerlandais est parvenu jeudi soir à un accord sur un budget de rigueur pour 2013, réclamé par la Commission européenne, qui devrait permettre de ramener le déficit public des Pays-Bas sous les 3% du PIB, la limite en vigueur dans la zone euro.

Un vote destiné à entériner l'accord était attendu dans la soirée à la chambre basse du Parlement, mais ne devrait être qu'une formalité, selon les chefs des cinq groupes parlementaires parvenus à l'accord.

Le gouvernement ne disposait plus de la majorité absolue à la chambre basse au Parlement après que son allié, le parti d'extrême droite PVV de Geert Wilders, eut quitté samedi la table des négociations, entamées début mars, sur la réduction du déficit public sous la barre des 3%.

Les deux partis de la coalition gouvernementale, les libéraux (VVD) du Premier ministre démissionnaire Mark Rutte et les chrétiens-démocrates du CDA, ont obtenu le soutien jeudi de trois petits partis de l'opposition : les centristes de D66, les écologistes et le parti chrétien ChristenUnie.

Ces cinq partis, qui totalisent ensemble 77 des 150 sièges de députés, se sont mis d'accord sur des mesures prévoyant notamment une augmentation de la TVA, une réduction du budget alloué à la santé et un gel des salaires de certains fonctionnaires.

"*Nous sommes dans une crise profonde, et des mesures douloureuses sont nécessaires*", a déclaré Jolande Sap, chef du groupe parlementaire écologiste, à la chaîne de télévision NOS.

Le ministre des Finances Jan Kees de Jager doit, tout comme ses homologues européens, soumettre d'ici à lundi à la Commission européenne une ébauche de budget pour 2013. (AFP 26.04)

2- Syrie

Deux semaines après la conclusion d'un cessez-le-feu resté théorique, le gouvernement syrien a imputé jeudi aux "*terroristes*" insurgés et non à un bombardement de l'armée la responsabilité d'une explosion qui a tué au moins 16 personnes dans un immeuble de Hama, ville rebelle dans le centre du pays.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé à Londres, a reconnu que les causes de l'explosion de mercredi après-midi n'étaient pas claires.

Pour les autorités de Damas, ce sont des "*terroristes*" qui préparaient un engin explosif dans le bâtiment qui sont à l'origine du carnage.

A Douma, dans la banlieue de Damas, un employé bénévole syrien du Croissant-Rouge a été tué par balles et trois autres ont été blessés, a annoncé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

L'agence de presse officielle syrienne affirme que Kadraa a été tué par les membres d'un "*groupe terroriste armé*" qui ont ouvert le feu sur une ambulance du Croissant-Rouge. (Reuters 26.04)

Social

1- France

1.1- Chômage toujours en hausse.

Le nombre de chômeurs sans activité a grimpé à 2,884 millions de personnes fin mars en métropole, 16.600 de plus qu'en février, selon le ministère du Travail.

Il est en nette augmentation par rapport à février (+0,6%) même si la hausse reste inférieure à celle du 4e trimestre 2011 (+23.200 en moyenne chaque mois).

Si on inclut les demandeurs ayant une activité réduite, Pôle emploi comptait 4,309 millions d'inscrits fin mars (4,582 millions Outre-mer compris), soit 30.700 de plus.

En un an, le nombre des demandeurs de catégorie A (sans activité) a crû de 7,2%. Et depuis le début du quinquennat, la France compte dans cette catégorie 747.000 chômeurs de plus en métropole (+35%).

Relativement épargnés depuis janvier, les moins de 25 ans ont été de nouveau frappés (+1%), signe que leur situation "reste durablement dégradée depuis le 1er semestre 2009", relève Mme Cochard, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Les seniors également (+1,1%, +15% en un an).

L'augmentation continue des chômeurs de longue durée, avec ou sans activité (+0,6% en un mois, 7% en un an) "montre que les chômeurs vieillissent au chômage", observe l'économiste. (AFP 26.04)

1.2- L'explosion à venir du chômage... après les élections.

Pour Pierre Ferracci, président d'Alpha, l'un des grands cabinets d'expertise pour les CE et de conseil en relations sociales, «il est évident qu'il va y avoir une vague de restructuration au second semestre». «On a toujours la pause électorale qui joue», explique-t-il, «avec cette année une pression du pouvoir politique peut être un peu plus forte car la conjoncture est plus dégradée qu'en 2007 et 2002». (20minutes.fr 26.04)

1.3- Austérité oblige.

Les ménages français se sont rarement aussi peu endettés pour financer leur consommation. La production de crédits conso, pourtant en net recul depuis presque un an, a encore plongé de 14 % en mars. Et de 10,5 % au cours du premier trimestre, par rapport à la même époque de 2011, selon l'Association française des sociétés financières (ASF), qui regroupe les établissements de crédits spécialisés et couvre environ 60 % du secteur. Au total, les établissements de crédit spécialisés ont prêté 37,3 milliards d'euros au cours des douze derniers mois. Ce qui représente le plus faible niveau «de production depuis 14 ans», souligne l'ASF.

Sans surprise, les prêts destinés à l'achat d'une voiture neuve ont plongé de 24,7 % en mars. Et ceux consacrés au financement de biens d'équipement du foyer, tels que l'électroménager ou les meubles, ont reculé de 3,8 %. Les prêts personnels, souvent utilisés pour financer des dépenses imprévues, sont également en chute libre (- 16,3 % en mars). «Les ménages, inquiets des conséquences de la crise économique et de la montée du chômage, préfèrent différer leurs achats importants», décrypte Michel Mouillart, professeur d'économie à Nanterres Paris-Ouest. Nombre d'entre eux en profitent aussi pour continuer à épargner. En 2011, ils ont mis de côté près de 17 % de leurs revenus disponibles. Un attentisme renforcé par la période électorale. (lefigaro.fr 26.04)

2- Grèce

Les salariés du secteur privé en Grèce ont vu leurs salaires plonger de 25% l'année dernière, subissant ainsi de plein fouet l'effet de la récession dans laquelle le pays est plongé depuis plus de quatre ans, selon un rapport de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) publié jeudi.

Le salaire brut moyen d'un salarié à plein temps a ainsi baissé de 23,1% en 2011 et de 25,3% après prise en compte de l'inflation, lit-on dans ce rapport. (Reuters 26.04)

Economie

1- Banque

Barclays a enregistré au premier trimestre une hausse de 22% de son bénéfice. Le bénéfice imposable ajusté atteint 2,45 milliards de livres (2,99 milliards d'euros).

"Les résultats de Barclays au premier trimestre constituent un début d'année encourageant et montrent les progrès permanents de nos priorités d'exécution", explique le directeur général Bob Diamond dans un communiqué.

La banque d'investissement Barclays Capital a vu son bénéfice atteindre 3,46 milliards de livres. Il est en hausse de 91% par rapport au quatrième trimestre 2011.(Reuters 26.04)

2- Espagne

Standard & Poor's a abaissé jeudi la note de la dette souveraine espagnole à "BBB+" contre "A", avec perspective négative, évoquant des risques de dérapages budgétaires qui risquent d'être plus importants que prévu.

L'agence de notation juge probable que Madrid doive apporter une aide à son secteur bancaire qui continue de payer le prix de l'éclatement de la bulle immobilière.

Les difficultés du secteur bancaire espagnol ont trouvé une nouvelle illustration jeudi avec la publication des résultats de Santander.

L'établissement de crédit, première banque de la zone euro, a annoncé une baisse de près d'un quart de son chiffre d'affaires, conséquences de provisions constituées en partie pour couvrir une augmentation des défauts en Espagne.

Les banques espagnoles augmentent leurs fonds propres pour couvrir un déficit de financement représentant des dizaines de milliards d'euros, ceci résultant d'une situation où elles avaient prêté à tout-va à un secteur immobilier en pleine expansion jusqu'en 2008 mais devenu depuis sinistré. (Reuters 26.04)

3- Allemagne

Porté entre autres par la vigueur de ses ventes hors d'Europe, Volkswagen a annoncé jeudi une hausse inattendue de ses bénéfices au premier trimestre.

Son bénéfice d'exploitation a ainsi progressé de 10% au premier trimestre à 3,21 milliards d'euros.

Le chiffre d'affaires, lui, a bondi de plus de 25% à 47,3 milliards d'euros, reflet de l'intégration du constructeur de camions MAN, au capital duquel Volkswagen est monté à près 74% il y a quelques jours après en avoir pris le contrôle en novembre.

PSA Peugeot Citroën, numéro deux européen du secteur, et Renault, ont ainsi fait état cette semaine d'une baisse de leur chiffre d'affaires de 7% et 8,6% respectivement, qui reflète leur exposition aux marchés du sud de l'Europe.

Volkswagen, lui, bénéficie d'une diversification géographique engagée plus tôt: comptant sur la poursuite du développement de ses activités en Asie, aux Etats-Unis, en Amérique latine et en Russie, il compte bien battre cette année son record de ventes inscrit l'an dernier avec 8,3 millions de véhicules.

"Les résultats sont extraordinaires", a commenté Franz Schwope, analyste de NordLB à Hanovre. "Il est temps qu'ils revoient à la hausse leurs objectifs à long terme."

Le groupe a réaffirmé sa prévision pour 2012, visant un bénéfice d'exploitation au même niveau que celui de 2011, soit 11,3 milliards d'euros, et une hausse de son chiffre d'affaires, ressorti l'an dernier à 159,3 milliards.

Les ventes du groupe ont progressé de 9,6% au premier trimestre, à 2,16 millions de véhicules, un chiffre sans précédent sur trois mois.

Volkswagen veut devenir d'ici 2018 le numéro un mondial du secteur, avec un objectif de 10 millions de véhicules, tout en devenant le plus rentable. Pour Franz Schwope, ce double objectif pourrait être atteint dès 2016.

Le président du directoire de VW, Martin Winterkorn, précise dans le communiqué de résultats que le groupe prévoit de lancer cette année plus de 40 nouveaux modèles ou nouvelles versions de modèles existants.

Le groupe a également l'intention d'investir quelque 15 milliards d'euros d'ici 2016 pour moderniser ses usines. (Reuters 26.04)

4- Italie

Le groupe automobile italien Fiat a vu son bénéfice net multiplié par dix au premier trimestre grâce à la prise de contrôle de l'américain Chrysler, sans qui il serait dans le rouge, et a confirmé ses objectifs malgré ses difficultés en Europe, a-t-il annoncé jeudi.

Le bénéfice net du groupe de Turin (nord de l'Italie) a bondi à 379 millions d'euros contre 37 millions au premier trimestre 2011, grâce à l'apport de l'américain Chrysler, dont les résultats sont consolidés dans les comptes de Fiat depuis l'acquisition par l'italien de la majorité du capital en juin 2011.

Chrysler, qui a déposé le bilan en 2009 après la crise financière et a opéré depuis un spectaculaire redressement sous la houlette

de Fiat, a publié jeudi matin un bénéfice net multiplié par quatre au premier trimestre à 473 millions de dollars.

Sans Chrysler, Fiat aurait accusé une perte nette de 273 millions d'euros sur les trois premiers mois de l'année, a précisé le groupe dans un communiqué.

Toujours grâce à l'intégration de Chrysler, le bénéfice courant de Fiat - indicateur clé de la gestion industrielle - a bondi de son côté à 866 millions d'euros contre 251 millions un an plus tôt et son chiffre d'affaires à 20,221 milliards d'euros contre 9,21 milliards.

Au chapitre des perspectives, Fiat a confirmé ses objectifs financiers pour l'ensemble de l'exercice "malgré l'absence de visibilité concernant le niveau minimum que pourrait toucher le marché européen".

Le groupe table donc toujours sur un bénéfice net compris entre 1,2 et 1,5 milliard d'euros, un bénéfice courant allant de 3,8 à 4,5 milliards et un chiffre d'affaires supérieur à 77 milliards.

Fiat a pris les commandes opérationnelles de Chrysler en juin 2009 et est depuis monté progressivement à 58,5% de son capital. Ensemble, les deux groupes comptent devenir un géant de l'automobile, produisant 6 millions de véhicules par an en 2014. (AFP 26.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 28 avril

CAUSERIE

10%, c'est la hausse minimum du salaire en 2012.

François-Henri Pinault a fait approuver par les actionnaires du groupe PPR l'augmentation de sa rémunération pour 2011, qui s'établit désormais à 3 millions d'euros. Soit une hausse de 10%. (source : liberation.fr 27.04)

Défense du marxisme

Extrait de L'opportunisme et la faillite de la II^e Internationale (Lénine, 1916)

"La IIe Internationale a-t-elle réellement cessé d'exister ?

Ses représentants les plus autorisés, comme Kautsky et Vandervelde, s'obstinent à le nier. Mais il ne s'est rien produit, si ce n'est une rupture de relations; tout est pour le mieux; tel est leur point de vue."

En 2012, tout est pour le mieux, leurs descendants appellent à voter Hollande.

"Un des membres de la social-démocratie allemande a, en avril 1915, sous le pseudonyme de « Monitor », publié dans la revue réactionnaire Preussische Jahrbücher un article dans lequel, avec une franchise digne d'éloges, il exprime le point de vue de opportunistes de tous les pays du monde. Monitor estime qu'il serait très dangereux pour la bourgeoisie que la social-démocratie aille encore plus à droite : « Elle (la social-démocratie) doit conserver son caractère de parti ouvrier avec ses idéals socialistes, car le jour même où elle le perdra, surgira un nouveau parti qui reprendra, sous une forme plus radicale, le programme abandonné. » (Preussische Jahrbücher, 1915, n° 4, p. 51.)

Monitor a touché juste. C'est ce que de tout temps ont désiré libéraux anglais et radicaux français : des phrases à résonance révolutionnaire pour tromper les masses, afin qu'elles fassent confiance aux Lloyd George, aux Sembat, aux Renaudel, aux Legien et aux Kautsky, aux hommes capables de prêcher « la défense de la patrie » dans une guerre de rapine.

Mais Monitor ne représente qu'une des variétés – franche, grossière, cynique - de l'opportunisme. D'autres agissent à couvert, subtilement, « honnêtement ». Engels a dit un jour : les opportunistes « honnêtes » sont les plus dangereux pour la classe ouvrière..."

Ce n'était pas une prédiction, l'auteur ne décrivait pas quelque chose qui allait se passer naturellement, mais quelque chose d'orchestré pour tromper les masses et leur interdire de construire un parti indépendant de l'Etat, révolutionnaire.

Que compte faire Mélenchon et le groupe parlementaire du Front de gauche ?

"Pour sauver l'unité, Kautsky s'applique à convaincre la majorité du Reichstag d'autoriser la minorité à prononcer quelques discours parlementaires radicaux. C'est dire que Kautsky entend à l'aide de quelques discours parlementaires radicaux, concilier les masses révolutionnaires avec les opportunistes qui « n'ont rien de commun » avec la révolution ; qui depuis longtemps déjà dirigent les syndicats et qui, aujourd'hui, s'appuyant sur leur alliance étroite avec la bourgeoisie et le gouvernement, se sont aussi emparés de la direction du Parti. Au fond, en quoi cela diffère-t-il du « programme » de Monitor ? En rien, si ce n'est par des phrases doucereuses prostituant le marxisme."

96 ans plus tard, on se demande si c'est vraiment arrivé.

"Après 25 années d'existence de la IIe Internationale, après le manifeste de Bâle, les ouvriers ne croiront plus aux phrases. L'opportunisme déjà putrescent a définitivement passé dans le camp de la bourgeoisie ; il s'est transformé en social-chauvinisme : socialement et politiquement, il a rompu avec la social-démocratie. Il rompra aussi avec elle en matière d'organisation."

Même à l'état de putréfaction et dégageant une odeur pestilentielle, les partis de la IIe Internationale ont continué d'être fréquentables, même que ceux qui y ont adhéré et qui y sont restés pendant de longues décennies n'ont absolument rien senti ou qu'ils s'y sont accommodés sans avoir à trop se forcer du moment qu'ils y trouvaient leur compte. Lequel ? Il est donc normal que ceux qui les ont quittés n'en conservent pas un si mauvais souvenir et souhaitent généreusement nous faire profiter des miasmes qui s'en échappent encore.

Les partis de la IIe Internationale ont rompu avec la social-démocratie pour devenir des partis réformistes, puis socio-libéraux. En rompant avec la social-démocratie, graduellement ils ont changé de nature sociale pour devenir des partis bourgeois, selon le processus dialectique de la transformation de la quantité en qualité. A cet titre l'article de Reuters du 18 avril était éloquent *Hollande cultive discrètement ses relations avec le patronat.*

S'il suffisait qu'une ou des couches d'une classe se reconnaissent dans un parti pour en déterminer la nature sociale, autant dire que cette détermination serait fluctuante et impossible à établir. Sa composition détermine son état à un moment donné ou son évolution, c'est d'ailleurs ce qu'avait dû vouloir dire Trotsky dans *Où va la France* en 1936, mais pas davantage. Sinon, à ce compte-là il faudrait affirmer que le FN est un parti ouvrier en 2012, c'est grotesque.

Si « *Le parti socialiste n'est un parti ouvrier ni par sa politique, ni par sa composition sociale. C'est le parti des nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc., partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière. Une analyse sérieuse des statistiques électorales démontrerait sans aucun doute que les socialistes ont cédé aux communistes une fraction importante des voix des ouvriers et des paysans pauvres et qu'ils ont en échange reçu des radicaux celles de groupes importants des classes moyennes.* » (Trotsky dans *Où va la France*, en 1936), où le FN a-t-il été pêcher plus de 6 millions de voix sinon au sein des classes ou couches citées par Trotsky. Est-ce que cela en fait pour autant un parti ouvrier ? Non, ce sont bien les rapports de subordination qu'il entretient avec la classe des capitalistes et l'Etat qui en fait un parti bourgeois.

Cette citation de Trotsky a vieilli ou est obsolète, elle était plutôt ambiguë ou erronée. A l'époque il existait une distinction entre ouvrier et employé qui n'a plus lieu d'être de nos jours, les fonctionnaires n'avaient pas non plus le statut qu'ils ont depuis l'après-guerre. Il disait que ce n'était "*ni par sa politique, ni par sa composition sociale*" qu'on pouvait déterminer la nature d'un parti pour immédiatement après faire référence aux "*nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc., partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière*".

Qu'est-ce qui permettait de caractériser les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires et de les distinguer du parti bolchevik, sinon leurs rapports à la bourgeoisie et à l'Etat, les premiers refusant que le prolétariat prenne le pouvoir et que les institutions soient abolies au profit des soviets qui constituaient les piliers du nouvel Etat socialiste. Lénine les caractérisera de différentes manières au fur et à mesure que se développait la lutte des classes, partis démocratiques petits-bourgeois, partis contre-révolutionnaires, il ne les a pas défini comme des partis bourgeois puisqu'en principe ils combattaient pour un Etat socialiste, ce qui n'est pas le cas du PS qui s'est accommodé successivement des institutions de la troisième, de la quatrième puis de la Ve République.

L'objectif du combat du mouvement ouvrier, c'est l'abolition du capitalisme et de l'Etat qui a été fondé pour permettre à la classe des exploités d'asseoir et pérenniser sa domination de classe sur le prolétariat.

Autre élément sur lequel on peut réfléchir. On a vu plus qu'il serait absurde de vouloir définir tous les partis à partir des mêmes critères, auquel cas on aboutirait à caractériser le FN comme un parti ouvrier. On doit donc en tirer la conclusion qu'il faut les définir en fonction du critère ou des dominants qui influencent leur politique. Par exemple, on ne peut pas définir de la même manière le PCF, même si sa base ouvrière a été amputée au fil des ans, sa composition n'en demeure pas moins majoritairement ouvrière, même si la classe ouvrière est faiblement représentée à sa direction, alors qu'elle est quasiment inexistante au PS. Sur quelle base peut-on définir le PCF comme un parti ouvrier (dégénéré) ? Pas sur sur son

programme ou son orientation politique, pas sur ses rapports au capitalisme ou à l'Etat, il a abandonné la dictature du prolétariat et il ne combat plus pour le socialisme depuis les années 30, on ne peut le qualifier d'ouvrier uniquement parce qu'il continue d'organiser des pans de la classe ouvrière. On ne peut pas caractériser le PS sur cette base-là puisqu'il est étranger à la classe ouvrière, on ne peut le définir que par ses rapports à l'Etat et au capitalisme auquel il est totalement soumis, et comme il ne combat plus pour le socialisme ou pour renverser le capitalisme, on est bien obligé de le qualifier de parti bourgeois, y compris en prenant en compte les masses petites-bourgeoises qui se reconnaissent en lui, non pas au titre de parti socialiste mais bien de parti inféodé au capitalisme, à moins de vouloir nous faire croire que les adhérents du PS seraient des révolutionnaires.

On aurait pu aborder cette question sous un autre angle encore, la nature des classes qui composent la société. Il a été établi par les marxistes qu'il n'existait que deux classes indépendantes dans la société au regard de la position qu'elles occupent au sein du procès de production, la classe des capitalistes et la classe ouvrière, tandis que la petite-bourgeoisie occupait une place intermédiaire entre les deux, balotée, tiraillée entre l'une et l'autre selon le contexte... On ne peut donc définir la nature d'un parti qu'à partir de ses rapports à ces deux classes indépendantes, la bourgeoisie et la classe ouvrière, ce qui nous donne un autre éclairage sur la citation de Trotsky. Ni l'UMP, ni le MoDem, ni le FN et ni le PS n'entendent renverser la bourgeoisie. Le PCF non plus, tout en continuant d'organiser des pans de la classe ouvrière. Le PG est à classer au côté du PS, bien qu'il se soit encanaillé avec le PCF, pourquoi, parce qu'ils incarnent les couches moyennes et les pans de la petites-bourgeoisie en cours de prolétarianisation, ce qui n'en fait pas pour autant un parti ouvrier. Le PCF a repris à son compte le créneau qui était celui du PS autrefois qui permet de le définir comme un parti ouvrier.

Cette discussion semble sans fin et c'est sans doute là où voulait nous entraîner nos détracteurs, alors qu'il suffirait de s'en tenir aux faits pour caractériser précisément chaque parti.

Le PS est un parti bourgeois pour avoir géré la société à plusieurs reprises pour le compte des capitalistes au cours du XXe siècle, le PCF est un parti ouvrier bourgeois ou traître dans la mesure où il continue d'organiser des pans de la classe ouvrière tout en ayant marché dans les pas du PS et abandonné la dictature du prolétariat, autrement dit le combat pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière ou la perspective d'inverser les rapports de domination de classe en faveur de la classe ouvrière.

Moi, ce qui m'effraie, ce n'est pas le discours de Sarkozy ou la montée du FN, mais d'entendre le même refrain au sein de l'avant-garde au bout de 30, 50, 70 ans, sachant qu'il nous a conduit à la situation actuelle. En réalité, nous en sommes où nos dirigeants voulaient nous mener. Pourquoi ne pas l'admettre ? Pourquoi persister dans une voie qui manifestement nous a mené dans une impasse ? Qu'est-ce que cela recouvre ? Je vous laisse y réfléchir.

Opération réhabilitation du stalinisme.

Lu dans le n°197 d'*Informations ouvrières*, page 5, sous la plume du "trotskiste" Marc Gauquelin (Lacaze pour les intimes)

"...ces élections viennent de confirmer la puissance du rejet par les masses de la politique de « consensus » menée depuis trente ans, au nom du respect des traités de l'UE, par l'UMP et le PS, avec le soutien « critique » du PCF."

Avec le soutien du PCF tout court, car au-delà de ses manoeuvres, auxquelles on a bien compris il faudrait accorder désormais davantage de crédit, il a toujours soutenu l'Union européenne. Difficile ou impossible à écrire quand on lorgne sans cesse vers le PCF... Encore une manipulation.

L'appareil du POI a sans doute ses raisons pour faire des concessions au PCF, nous aucune.

En famille. Monsieur Hollande, Claude Guéant vous a entendu.

A propos du policier qui a tué Amine Bentounsi d'une balle tirée dans le dos.

Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a regretté vendredi que le parquet n'ait pas fait appel de la mise en examen pour "*homicide volontaire*".

Jeudi, M. Guéant avait espéré "*de tout coeur*" que le parquet fasse appel de la qualification de la mise en examen pour un motif qu'il juge "*malheureux*". "*Je le regrette, mais c'est son libre arbitre*", a-t-il déclaré, "*parce que la mise en examen s'est faite sur un chef extrêmement lourd*".

Ces propos ont fait réagir l'Union Syndicale des Magistrats (USM). "*Ca serait bien que Claude Guéant reste à sa place. Il est ministre de l'Intérieur, il n'a absolument pas à intervenir comme ça dans les affaires judiciaires*", a déclaré à l'AFP la secrétaire générale de l'USM, Virginie Duval, qui a regretté "*un dérapage*".

Claude Guéant a confirmé que le policier serait muté et garderait son salaire: "*je le confirme, effectivement, l'administration le soutient pour qu'il puisse assurer sa défense dans les meilleures conditions*", a-t-il déclaré. Le policier doit être muté en Rhône-

Alpes, la région où vit sa famille. (AFP 27.04)

Dans une entreprise quand un salarié est mis à pied, il n'est pas payé, c'est normal, mais quand cela arrive à un pauvre gardien de l'ordre...

Bruit de campagne.

Record d'impopularité sous la Ve République.

"Je pense que les records sont faits pour être battus. Et donc, par conséquent, on ne peut pas être triste que quelqu'un d'autre prenne votre place parce que de toute manière, c'est la règle", a-t-il confié à l'occasion d'une rencontre avec la rédaction du quotidien sportif L'Equipe à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). (lemonde.fr 27.04)

Quand la réaction soutenait les staliniens en déclarant Trotsky persona non grata.

En meeting à Dijon, Nicolas Sarkozy a répondu à ces accusations (de Mélenchon et l'Humanité - Ndlr), s'emportant contre un "procès stalinien". "Depuis lundi, c'est un déchaînement, j'aurais durci et extrémisé mes propos (...) On me fait un procès d'intention, un procès stalinien, comme à la belle époque", a-t-il protesté.

Ode à Marine Le Pen

« Une position claire de Marine Le Pen en faveur de Nicolas Sarkozy me paraît très logique, a expliqué Philippe Marini, sénateur UMP de l'Oise. Je crois que chacun resterait soi-même mais nous sortirions de cette espèce de malédiction de François Mitterrand qui a créé dans la république française une dissymétrie. » « La droite n'a pas le droit de solliciter au second tour le renfort de l'extrême droite alors que la gauche a totalement le droit de solliciter le renfort des trotskystes de tout poil, » a-t-il souligné. « Marine Le Pen a le droit et même le devoir de faire prévaloir le bleu, blanc, rouge sur le rouge. Il y a des gens qui se sont promenés pendant tout le premier tour sous le drapeau rouge. Pour moi, c'est une différence historique, morale et idéologique considérable. » (publicsenat.fr 27.04)

En aparté, que faut-il penser de ceux qui mêlent le drapeau des Versaillais assassins de la Commune de Paris au drapeau rouge ?

Sarkozy jugé "**effrayant**" parmi les siens

"Effrayé" par la campagne du président-candidat de l'UMP et ses "gages à l'extrémisme", l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, sans aller jusqu'à donner de consigne de vote, s'est prononcé clairement vendredi contre Nicolas Sarkozy.

"Halte au feu ! (...) Mon rôle n'est pas de dire pour qui voter, car chacun doit prendre ses responsabilités" mais "le 6 mai, que chacun vote en pensant à la France et à ce qu'elle a toujours porté de meilleur, à ses valeurs de respect, de dignité et d'humanisme, parce que, en conscience, il faut bien choisir", déclare-t-il dans une tribune au vitriol contre M. Sarkozy, intitulée "La droite m'effraie, la gauche m'inquiète", publiée vendredi sur LeMonde.fr.

Après une campagne de premier tour "indigente", celle du second "devient indigne", a asséné dans Le Monde Dominique de Villepin, muet depuis le début de la campagne officielle. "Instrumentalisation de faits divers", "improvisation de bien des propositions" du FN, "débauchage sans vergogne de voix extrémistes", a-t-il énuméré, "les lignes rouges républicaines sont franchies une à une".

Sarkozy ou le clone de George W. Bush.

"La dérive électoraliste qui s'est engagée est un processus incontrôlable et sans fin. Une concession en entraînera toujours une autre. Un gage à l'extrémisme toujours un plus grand encore. Une digue rompue en fera céder une autre".

Il va jusqu'à établir un parallèle entre Nicolas Sarkozy et l'ancien président américain George W. Bush: "c'est la même spirale qui a entraîné la guerre en Irak et qui nourrit l'islamisme au nom du choc des civilisations". (AFP 27.04)

La stratégie de l'échec.

Renaud Donnedieu de Vabres, ex-ministre de la culture (2004-2007) de Jacques Chirac estime que la "stratégie choisie par Nicolas Sarkozy" consistant à aller "vers le Front national" va le mener "à l'échec", et assure que "le malaise est évident" au sein de la majorité, dans un entretien jeudi à La Nouvelle République. (lemonde.fr 27.04)

Quand Sarkozy va trop loin. Plusieurs témoignages de dirigeants de l'UMP

1-«*Sur l'immigration, plutôt que faire la course à l'échalote avec le FN, il y a d'autres réponses*», déplore le sénateur UMP Jean-René Lecercq. Ce proche de l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, dénonce la campagne droitière de Nicolas Sarkozy, estimant que «*les valeurs du FN ne sont pas les nôtres. Et toute démarche à l'égard du FN me paraît inutile*». (liberation.fr 27.04)

2-L'ancien secrétaire national de l'UMP à la Justice est «*en total désaccord*» avec la proposition du président-candidat d'instaurer une présomption de légitime défense pour les policiers, une mesure formulée de longue date par le Front national. (liberation.fr 27.04)

3-«*Les thèses qui rejoignent celles du FN, je ne peux pas me les approprier*» fait savoir Dominique Paillé, membre du parti radical de Jean-Louis Borloo. Cet ancien porte-parole de l'UMP critique la droitisisation de la campagne de Nicolas Sarkozy. (liberation.fr 27.04)

4-«*Je regrette qu'on reprenne aujourd'hui ce qu'on a rejeté, à savoir certaines thématiques de Marine Le Pen (...). On se trompe*», a déclaré le député Etienne Pinte, un proche de François Fillon. (liberation.fr 27.04)

Le Syndicat de la Magistrature appelle à voter contre Sarkozy

Le Syndicat de la Magistrature reproche au chef de l'Etat d'avoir bafoué l'indépendance de la justice et mené une politique partisane de nomination des magistrats. Le Syndicat de la Magistrature (SM) a appelé ce vendredi à voter contre Nicolas Sarkozy le 6 mai, afin de ne pas le laisser "récidiver".

"*Nicolas Sarkozy annonçait une 'République irréprochable'*" mais il "*n'a fait que bafouer l'indépendance de la justice, mener une politique partisane de nomination des magistrats et délégitimer les contre-pouvoirs ainsi que les institutions en charge de la probité publique*", ajoute-t-il.

"*Alors que le discours de Grenoble et le débat sur l'identité nationale avaient déjà entaché de brun ce quinquennat marqué par la peur et le rejet de l'autre, et que l'extrême droite a fait un score très inquiétant au premier tour de l'élection présidentielle, le candidat Nicolas Sarkozy a choisi de sortir définitivement du front républicain en misant sur la stratégie indigne du 'Front compatible'*", déplore-t-il. (lexpress.fr 27.04)

Hollande prêt à voter UMP, tandis que Sarkozy voterait blanc ou s'abstiendrait.

François Hollande a déclaré vendredi qu'il appellerait à voter pour l'UMP en cas de duels entre le parti de Nicolas Sarkozy et le Front national aux élections législatives de juin prochain, soulignant que la dirigeante du FN Marine Le Pen était "*autorisée*" dans la République française.

Le président sortant, qui sera opposé le 6 mai au candidat socialiste pour le second tour de l'élection présidentielle, a annoncé jeudi soir sur France 2 qu'il inviterait à voter blanc ou à s'abstenir en cas de duels entre le FN et le Parti socialiste aux législatives.

"*Je l'ai déjà fait, c'était en 2002. Ce n'est pas facile*", a-t-il expliqué sur RTL.

"*Je ferai, si je suis dans ce cas de figure, pareil*", a précisé François Hollande.

Prié de dire s'il considérait que Marine Le Pen n'était pas républicaine, François Hollande a répondu: "*Elle est autorisée dans la République, elle s'est présentée au suffrage, elle n'a pas la même conception, c'est le moins qui puisse dire, que moi, des valeurs de la République*".

"*Elle se considère républicaine. Ce n'est pas que je ne lui accorde pas ce brevet, je dis que je n'ai pas les mêmes valeurs que Mme Le Pen*", a-t-il dit.

Nicolas Sarkozy, invité de RTL avant François Hollande, a estimé que "*la candidature*" de Marine Le Pen était "*compatible*" avec la République. "*Il y a un distinguo entre sa candidature et ce qu'elle dit*". (Reuters 27.04)

Finalement, Hollande va encore plus loin que Sarkozy dans l'infamie.

L'illusionniste remet le couvert.

Jean-Luc Mélenchon a accusé Nicolas Sarkozy d'emprunter au vocabulaire de la Collaboration et d'"*extrême-droitiser la droite*" en France. "*La phrase qui consiste à dire 'se faire traiter de fasciste par un communiste est un compliment' est une reprise mot*

pour mot de Pierre Laval le collabo, de la même manière que parler de Fête du travail et dire que c'est le 'vrai travail', c'est mot pour mot le texte de l'affiche du Maréchal Pétain en 1941", a déclaré le chef de file du Front de gauche sur France Inter.

"Lui il sort des mots, des phrases, des expressions qui sont directement tirés de la collaboration, pourquoi le fait-il? A qui parle-t-il? A qui veut-il inoculer ce poison?", a demandé M. Mélenchon.

"La situation est d'une gravité exceptionnelle", selon l'ex-PS, "le sujet c'est donc de battre Nicolas Sarkozy" et de "distribuer le contre-poison à la tâche abominable" du candidat UMP qui est, selon lui, "d'opposer les Français entre eux".

Pour M. Mélenchon qui a déjà appelé à voter François Hollande, *"c'est une oeuvre de salubrité publique" de "faire battre" M. Sarkozy.* (AFP 27.04)

Allez donc dire aux Grecs que voter PASOK serait une *"c'est une oeuvre de salubrité publique" ?*

INFOS EN BREF

Politique

Roumanie

Le gouvernement roumain a perdu un vote de confiance au parlement vendredi, deux mois après son entrée en fonctions, ce qui augure de longs mois de remous politiques et d'interrogations sur l'avenir du plan d'austérité.

Deux cent trente-cinq députés ont voté contre le gouvernement dirigé par Mihai Razvan Ungureanu, soit quatre de plus que le seuil de 231 nécessaire pour le faire tomber.

Après ce vote, le Fonds monétaire international (FMI) a décidé de suspendre son réexamen du plan d'aide à la Roumanie, d'un montant de cinq milliards d'euros, en l'attente de la formation d'un nouveau gouvernement.

"Le réexamen (qui avait débuté le 24 avril) ne peut pas être achevé comme prévu", a dit à Reuters le représentant de la Roumanie auprès du FMI à Washington, Mihai Tanasescu. "Le FMI attend désormais d'avoir un nouvel interlocuteur au niveau gouvernemental", a-t-il ajouté. (Reuters 27.04)

Social

Espagne

A la fin du premier trimestre 2012, l'Espagne comptait 5,7 millions de chômeurs, soit 24,4% de la population active. Un niveau record pour le pays, le plus élevé depuis le début de la série statistique en 1996, selon les chiffres officiels publiés vendredi.

La progression du chômage s'est encore accélérée puisque 374.000 personnes ont perdu leur emploi au premier trimestre de cette année, contre 295.300 durant le dernier trimestre 2011. (lexpansion.com 27.04)

Economie

1- France

L'ancien trader Jérôme Kerviel a lancé vendredi une offensive contre la Société générale en annonçant le dépôt de deux plaintes contre la banque, à cinq semaines de son procès en appel, dont une pour faux et usage de faux.

Cette dernière plainte vise à démontrer que les enregistrements sur lesquels la banque a fondé toutes les poursuites ont été *"trafiqués"*, a expliqué son avocat.

L'avocat a expliqué avoir réussi le 18 avril dernier à se faire communiquer par la cour d'appel les scellés du dossier et avoir découvert que le CD-Rom censé contenir les aveux supposés de son client, la veille de son licenciement, en janvier 2008, avait été manipulé.

Selon lui, ces scellés n'avaient jamais été ouverts. *"Sur 12 heures de bande, il y a près de 6 heures de blancs. La conclusion des experts que nous avons désignés est sans appel : une manipulation des bandes a bien eu lieu"*, a dit l'avocat.

Les passages effacés concerneraient les moments où l'ancien opérateur de marché, interrogé par ses supérieurs, disait par exemple "*Mais tu étais au courant*", a expliqué Me Koubbi.

"*Je n'ai jamais perdu espoir, je continue à croire en la justice et j'espère que la vérité éclatera*", a dit l'ancien trader, qui juge "hors de question de payer" pour la Société générale, "*qui était informée de tout ce que je faisais*".

"*Pour moi, ces quatre dernières années ont été un enfer, pour mes proches également. Mon nom a été sali et traîné dans la boue. Pourtant, je ne comprends toujours pas pourquoi ce dossier s'appelle Kerviel et pas Société générale*", a-t-il dit.

"*Je n'ai jamais, jamais, volé ou détourné le moindre centime et pourtant j'ai été condamné comme personne ne l'avait été auparavant*", a-t-il ajouté.

Dans sa plainte du 20 avril pour escroquerie au jugement, Jérôme Kerviel estime que la banque a manipulé le tribunal en lui dissimulant certaines informations, comme le remboursement par le fisc d'une partie des pertes qui lui sont imputées, et ce avant son premier procès.

La Société générale avait annoncé dans la foulée qu'elle porterait plainte à son tour pour dénonciation calomnieuse mais David Koubbi a dit ne pas avoir eu vent de cette plainte jusqu'à présent.

L'avocat, qui multiplie les angles d'attaque, dit avoir la preuve que la Société générale a procédé à des opérations fictives de même nature que celles reprochées à Jérôme Kerviel. "*Le résultat net de la perte a été corrigé par des opérations fictives*", a-t-il dit.

David Koubbi conteste que la perte de 4,9 milliards d'euros reprochée à l'ex-trader "*soit imputable à Jérôme Kerviel*". "*Quand on veut se faire rembourser, il faut prouver que le préjudice existe. Là, ça n'a pas été prouvé*".

"*On n'envoie pas quelqu'un neuf mois en prison pour neuf faux mails*", s'est élevé l'avocat, qui assure que son client a été "*condamné sur les déclarations pures et simples de son adversaire*".

Selon lui, le "*discrédit*" des enregistrements effectués en janvier 2008 à l'insu du trader "*a eu pour conséquence la manipulation de la justice lorsqu'elle a condamné*" son client. (Reuters 27.04)

2- Espagne

L'économie espagnole, grand malade de l'Europe, est confrontée à une "*crise de proportions immenses*", a estimé vendredi un ministre, alors que le taux de chômage a atteint son plus haut niveau en vingt ans.

Le taux de chômage espagnol, l'un des plus élevés du monde, a bondi à 24% au premier trimestre, son plus haut niveau depuis le début des années 1990. Les ventes au détail ont quant à elles reculé pour le 21e mois d'affilée, à mesure que le pays traverse sa deuxième récession en trois ans.

"*Les chiffres sont terribles pour tout le monde et terribles pour le gouvernement (...) L'Espagne est dans une crise de proportions immenses*", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, José Manuel Garcia-Margallo, lors d'une interview radiophonique.

"*C'est une situation très difficile. Je ne pense pas que les banques soient piégées, mais il faut que le gouvernement fasse rapidement savoir comment il compte s'y prendre à leur égard*", souligne Gilles Moec, économiste pour Deutsche Bank.

Les banques espagnoles pourraient nécessiter davantage de fonds publics, a déclaré dans la matinée le secrétaire d'Etat à l'économie Fernando Jimenez Latorre, tout en excluant le recours à des fonds européens.

Les banques espagnoles accumulaient dans leurs bilans pour 184 milliards d'euros d'actifs immobiliers problématiques fin 2011, soit 60% de leur portefeuille, a indiqué vendredi la Banque d'Espagne, révélant les fragilités de ce secteur depuis l'éclatement de la bulle en 2008.

Les banques du pays ont sur les bras des crédits risquant de ne pas être remboursés, ainsi qu'un stock d'immeubles et de terrains saisis: ces actifs considérés comme "*problématiques*" --car à la valeur incertaine-- représentaient déjà 176 milliards d'euros en juin 2011, et ce chiffre a donc encore augmenté.

Le gouvernement espagnol envisage aussi de créer une structure de défaisance pour les actifs immobiliers toxiques des banques, trois séries de nettoyage et de consolidations du secteur financier du pays n'ayant pas suffi à rassurer les investisseurs

sur sa solidité.

Madrid est déjà venu au secours de plusieurs banques ravagées par l'éclatement de la bulle immobilière en 2008 et les investisseurs redoutent, au vu de la contraction économique actuelle, une nouvelle vague de défauts de crédit qui fragiliserait encore davantage le secteur financier du pays.

La contraction de l'économie signifie aussi que l'Espagne a peu de chances d'atteindre ses objectifs budgétaires cette année malgré une sévère cure d'austérité.

Son gouvernement s'attend à ce que les réformes de flexibilisation du marché du travail adoptées au premier trimestre produisent des résultats l'an prochain. Pour l'heure, de nombreuses entreprises ont surtout profité des nouvelles règles pour licencier davantage. (Reuters et lexpansion.com 27.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 avril

CAUSERIE

Il n'y aura qu'un seul vainqueur à l'issue de l'élection présidentielle : les institutions de la Ve République qui auront été légitimées une nouvelle fois, sans lesquelles le capitalisme ne disposerait d'aucune légitimité juridique pour assurer son existence.

En toile de fond, l'ignorance du fonctionnement de la société sur laquelle repose le régime et contre laquelle nous avons été incapable de lutter efficacement. De quoi réfléchir sérieusement à la stratégie que les uns et les autres ont adoptées, à leurs analyses de la situation, à leurs interprétations du monde, à leurs conceptions de la lutte de classe... Vous rêvez ou quoi ? Les uns et les autres en sont satisfaits, rien ne doit changer.

C'est suicidaire ? Sans aucun doute possible. Peu importe, puisque leurs vérités sont à ce prix-là ! Ils ne nous en voudront pas d'estimer que c'est un peu trop cher payé pour nous, c'est au-dessus de nos moyens.

Ce qui est écrit dans le bandeau défilant pourrait nous servir de ligne politique ou de mot d'ordre - un peu long, pour le 1er mai :

"Travailleurs du secteur privé et public unissez-vous, mobilisez-vous pour que pas un seul travailleur de ce pays ne voie son statut rogné, remis en cause, disparaître, pour que pas un seul travailleur ne voie amputer sa feuille de paie même lorsque *"le carnet de commande diminue"*, pour que pas un seul travailleur ne soit privé de feuille de paie, pour que pas un seul travailleur ne puisse pas se soigner, se loger, etc. vivre dignement.

Le capitalisme à la base de toutes les inégalités et injustices sociales n'a aucune légitimité en dehors de celle que lui donnent les institutions de la Ve République à son service."

Virer Sarkozy nous soulagera assurément, car l'individu est d'une médiocrité et d'une vulgarité insolente, insupportable. Comment cela se voit-il ? Parce qu'il ne s'en rend même pas compte. Quant à l'élection de Hollande, qu'est-ce qu'il faut en attendre ?

Cela me fait penser à un malade à qui on a annoncé que le médecin avait été appelé et qui s'en trouve mieux... sans toutefois être guéri. La vraie bataille n'a pas encore commencé, et comme le médecin ne pourra pas et ne voudra pas traiter le mal à la racine, ce sera au malade de s'en sortir par ses propres moyens ou y passer, sous les Fourches Caudines d'une austérité redoublée, pas mortel mais tout comme.

Léthargie ou bouillonnement révolutionnaire ? Parfois je me fais volontiers l'avocat du diable ou j'explore des hypothèses qui ne mènent à rien, uniquement pour mettre en relief les arguments de ceux qui les retiennent pour mieux les combattre. Je suis loin de la France et je me pose beaucoup de questions sur la réalité de la situation et comment elle est vécue dans chaque classe et couche.

Chaque fois qu'on lit quelque chose il faut se demander quelle est la part des faits et quelle est celle de l'auteur, qui il est et dans quelle direction il aurait tendance à vouloir nous entraîner. Quand on analyse la ligne politique d'un parti, on doit se demander quel est son rapport avec la situation actuelle, avec chaque classe ou parti, les institutions, si elle n'est pas dicté par les intérêts de son appareil, de ses militants.

Tout cela a été passé au crible par les commentateurs qui ont suivi la campagne électorale de l'excité du Palais, jusqu'à

envisager sérieusement l'explosion de l'UMP après le 6 mai. En même temps, il faut convenir que La Talonnette leur sert de fusible ou d'idiot utile.

Si les cancrenards qui n'étaient pas capables de faire l'ENA ont atterri à Sciences Po, les avocats d'affaires sont les punaises qui n'étaient pas capables de faire avocat pénaliste, punaise dans la définition de 1836, une personne vile, méprisante, sans scrupule ni principe, comme Sarkozy ou Copé, les représentants du lumpenprolétariat de la bourgeoisie, plutôt tendance Le Pen que Pinault le milliardaire.

Mais qu'est-ce que le milliardaire Pinault reproche à Sarkozy ?

Pinault a déboursé 2 millions d'euros pour acquérir une oeuvre de l'artiste français d'origine algérienne Abdessemed, dans laquelle selon lui, il a fait une synthèse entre la religion chrétienne et musulmane. En haut lieu, les maîtres du monde ont élaboré une stratégie consistant à utiliser les religions pour mieux asservir les peuples, et voilà que Sarkozy passe son temps à briser leur plan, à croire qu'il a attaqué la Libye sans comprendre qu'il faudrait assurer le service après-vente pour consolider ce qui avait été acquis pour poursuivre cet oeuvre en Syrie, au Mali, au Nigéria, etc.

Je ne sais plus qui avait parlé de croisade, c'est exactement cela, sauf qu'à l'époque du capitalisme mondialisé au niveau que nous connaissons aujourd'hui, les religions ne doivent plus servir à opposer systématiquement les peuples entre eux pour assurer leur domination, après que les monarques s'en soient emparés pour asseoir leur pouvoir, que la République s'en soit accommodée, c'est au tour de l'oligarchie financière de s'en servir pour soumettre la planète entière, ce qui nécessite plutôt une entente cordiale entre elles, des relations apaisées comme ils disent, teintées d'hypocrisie une fois que le bruit des armes s'est tu.

Une fois les tyrans ou les dictateurs usés, la religion peut servir de guide spirituel pour gouverner le bon peuple. C'est d'autant plus utile pour eux que le capitalisme dans sa version barbare est de plus en plus contesté à travers le monde. Il faut à tout prix que les institutions qui craquent un peu partout tiennent le coup, trouvent un nouveau souffle, divin, qui sait pour l'éternité, la légitimité du capitalisme étant impossible à établir et à être adoptée aveuglément par la plèbe, la religion s'en chargera, à chaque souffrance son saint, à chaque interrogation son mystère, et puis la religion présente un autre avantage, si elle ne répond pas à toutes les questions qu'on peut se poser ou à toutes les situations que l'on peut rencontrer, elle peut préconiser de l'imiter pour trouver la paix intérieure et surtout la paix sociale dans le pays.

Dans sa grande ingéniosité et générosité, la religion a cela d'extraordinaire qu'elle est active et soulage même quand elle ne fait rien ; imaginez un peu le profit que peut en tirer un milliardaire, c'est du pain béni pour lui, et voilà que Sarkozy pisse dans le bénitier. Du coup Pinault en tire la conclusion logique qu'il est "cuit" !

Sarkozy a commis l'erreur fatale de privilégier ses convictions et ses intérêts personnels au détriment de ceux qui l'avaient placé au sommet de l'Etat, peut-être même de s'accrocher au pouvoir. C'est sans doute son manque de culture qui l'a fait trébucher, il a été incapable de concilier le combat contre le terrorisme initié par Bush avec la nécessité d'inculquer à la population la doctrine sociale de l'Eglise sans négliger aucune religion, sans les monter les unes contre les autres. On pourrait croire que Bush a été particulièrement mauvais sur ce plan-là, sauf en Amérique où il a passé le témoin à Obama dont un quart des Américains pensent qu'il est musulman, il s'est servi des musulmans comme boucs émissaires pour justifier sa guerre en Irak et en Afghanistan, tout en s'associant avec les pétro-monarchies du Golfe et ses liens avec la famille Ben Laden étaient un secret de polichinelle.

On peut concevoir aussi que les maîtres du monde soient partagés entre deux stratégies pour continuer à régner indéfiniment. L'une basée sur un consensus entre les religions, l'autre les opposants sans cesse, toujours pour servir le même objectif : soumettre les peuples en esclavage. Dans les deux cas, instrumentaliser les religions nécessitait un certain doigté, un subtil dosage entre provocation et rédemption qu'un rustre et sioniste surtout comme Sarkozy ne pouvait manier sans se mettre à dos les représentants ou les fidèles de marque de toutes les religions, excepté celle du "peuple élu" qui comme lui était appelée à dominer le monde, plus modestement en ce qui le concerne sur le confetti que représente la France à l'échelle de la planète.

Sarkozy a commis l'erreur impardonnable pour Pinault et sans doute pour Parisot (Medef), d'avoir été incapable de maintenir jusqu'au bout des relations consensuelles avec les dirigeants syndicaux. En considérant qu'il était autorisé à faire feu de tout bois pour assurer sa réélection, il a placé son intérêt personnel au-dessus de ceux de ses mentors. Pire, il a réussi pour ainsi dire à réaliser l'unité des syndicats et des partis dits de gauche contre un pan du capitalisme, la finance, tout du moins en parole, "gauche" qui forte de cette unité retrouvée est tentée de faire dans la surenchère en ressortant tout un catalogue de revendications qu'ils espéraient enterrées, Hollande s'étant engagé dans ce sens-là en modérant ses promesses.

Quelque part c'était inévitable, dès lors que l'élection présidentielle devait forcément prendre la tournure d'un affrontement entre les deux principales classes sociales, celle des capitalistes et celle des exploités, quand bien même qu'aucun des deux principaux candidats susceptible de l'emporter ne représenterait les intérêts de la classe ouvrière.

Bien que la situation sociale et la base poussaient les dirigeants syndicaux à radicaliser leur discours, il lui était encore possible de contenir leurs velléités belliqueuses à son encontre dans des limites acceptables, par exemple en les menaçant de rappeler

qu'ils avaient fait preuve de responsabilité en concourant activement à l'application de sa politique, qu'ils critiquaient naturellement par ailleurs, angle sous lequel les dirigeants syndicaux n'avaient pas vraiment intérêt à ce que la discussion se déroule dans leur syndicat respectif.

Au lieu d'agir de la sorte et de se servir subtilement des contradictions existant entre les dirigeants syndicaux et une partie de leurs bases, il les a cloué au pilori. Pire encore, il a forcé les dirigeants syndicaux à radicaliser leur discours et d'une certaine manière à donner raison à ceux qui leur reprochent leur collusion avec le régime, alimentant la contestation dans tous les syndicats et au-delà la lutte de classe dans les entreprises et les administrations, ce qu'aussi bien Pinault, Parisot ou Hollande voulaient éviter à tout prix.

En conclusion, son camp ou une partie de son camp ne lui reproche pas d'avoir fait preuve de maladresse, mais d'avoir fait preuve d'une volonté délibérée de servir en priorité ses propres intérêts, comme un véritable dictateur, et d'offrir sur un plateau la présidence à leur ennemi commun, qui dans l'imagerie collective et de façon déformée incarne le travail contre le capital. Il a peut-être confondu l'Amérique de Georges W. Bush avec la France tel qu'il rêvait qu'elle devienne ou croyant être suffisamment avancé dans cette voie pour pousser son avantage encore plus loin ; il a ignoré ou il a confondu qu'il était plus facile de libéraliser à outrance l'économie que les esprits, qui demeuraient attachés plus ou moins consciemment, non pas aux valeurs de la Révolution française ou américaine que la droite piétine, mais plutôt à celles de la Commune de Paris, osons le dire en ce qui concerne particulièrement notre classe, à celles du socialisme.

Un pédalo à la dérive, Sarkozy "**perd les pédales**", il est "**cuit**" !

Titre du Monde : A Colmar, François Pinault "*crucifié*" Nicolas Sarkozy.

François Pinault était venu au Musée Unterlinden de Colmar qui expose pour le 500e anniversaire du Christ en croix peint en 1512, chef-d'oeuvre de Grünewald, fameux retable d'Issenheim, ainsi que l'oeuvre d'Abdessemed, récemment exposée à New York et achetée 2 millions d'euros par François Pinault, quatre figures du Christ en fil de fer barbelé du camp de Guantanamo, lames brillantes et polies comme des pièces d'orfèvrerie.

L'artiste français, né en Algérie en 1971, a voulu, lui aussi, exprimer "*le cri de ce jeune homme sacrifié comme l'agneau. Un cri à venir. Pour moi, l'avenir est fantôme, comme chez Derrida. Je ne sais pas de quoi il sera fait. Ce n'est pas le passé qui nous domine, mais les images du passé.*"

Cette "*conversation*" Grünewald-Abdessemed est-elle une coïncidence, en pleine campagne présidentielle, précisément en Alsace, où le Front national a remporté, au premier tour, 22 % des suffrages ?

François Pinault, qui organisait le déplacement à Colmar, répond tout net : "*Dans le contexte actuel, c'est important, les choses sont rarement une coïncidence. C'est une façon de me révolter contre les gens qui ne savent pas pour qui ils votent. Qu'ils viennent ici devant les Christ*". Le milliardaire tire ses salves en direction du président sortant dont il moque la dernière formule : "*Présomption de légitime défense, c'est comme au Far West, il faut dégainer le premier ! Il perd les pédales. Les gens proches de lui pensent qu'il pourrait encore gagner. Il est cuit ! C'est comme dans le bunker de 1945.*" (lemonde.fr 28.04)

A la mi-mars le milliardaire avait dit qu'il voterait Hollande, la première fortune de France. Voilà qui va donner envie aux salariés de la FNAC de voter pour Hollande !

Hollande dans le rôle de Pinot simple flic !

François Hollande, candidat socialiste à la présidentielle française, se trouve conforté par les propos d'Angela Merkel sur la croissance au sein de l'Union européenne, se félicitant qu'elle "*bouge*" et estimant qu'elle "*bougera encore*" après le second tour de l'élection le 6 mai.

(Dans quel sens ? Vaut mieux pas pose la question, n'est-ce pas monsieur Hollande ? - Ndlr)

"*Je ne sais pas si je vais gagner l'élection présidentielle*" mais la chancelière allemande et les dirigeants européens ont considéré cette victoire "*comme une hypothèse suffisamment sérieuse pour déjà modifier les calendriers et le contenu même de l'agenda européen*", se réjouit-il dans un entretien à Radio J enregistré samedi et diffusé dimanche.

(Ne serait-ce pas par hasard les 10 millions de grévistes en Espagne, les 90 000 manifestants à Prague le 20 avril, etc. qui leur poserait problème et les forcerait non pas à changer de stratégie mais de tactique ? - Ndlr)

"*Mme Merkel, reprenant une initiative souhaitée par le président (Herman) Van Rompuy pour le Conseil européen, dit qu'elle est prête à mettre davantage de croissance. Rien que pour cela, la campagne aura été utile et, si j'en suis le vainqueur, encore davantage puisque j'irai encore plus loin. Il y aura renégociation et il y aura un pacte de croissance*", assure-t-il.

(Admirez le casuiste, sa "*campagne aura été utile*" pour remettre le couvert sous un masque encore plus trompeur ! - Ndlr)

"*Nous préparons un agenda croissance pour le sommet européen de juin*", a déclaré la chancelière allemande dans un entretien samedi au quotidien allemand Leipziger Volkszeitung.

Pourtant elle ne veut pas d'une renégociation ? "*A ce stade. Mais qu'est-ce qu'elle disait encore il y a quelques semaines ? Qu'elle ne voulait même pas entendre parler de mot comme celui de la croissance tant elle était attachée à celui de l'austérité. Ca bouge et ça bougera encore après l'élection*", juge le candidat socialiste.

(Jésuïtisme, un numéro d'illusionnisme, car leur discours ne sert qu'à masquer que leur version de la croissance est synonyme d'austérité. -Ndlr)

Ira-t-il jusqu'au bras de fer ? "*Bras de fer, je ne sais pas s'il faut utiliser ces mots qui, souvent, sont ceux de la gesticulation d'avant-match*", dit-il.

"*Ce que je dis, c'est que Mme Merkel ne peut pas à la fois vouloir le statut de la Banque centrale européenne actuel, interdire à cette même Banque centrale de prêter directement aux Etats, ne pas vouloir qu'il y ait des eurobonds, être prudente sur la taxe des transactions financières. Non ! Il y a un moment où une négociation, c'est chacun met sur la table ce qui peut être une avancée et une concession*", ajoute M. Hollande qui, lui, apporte l'engagement "*que nous redresserons les comptes publics de la France d'ici à 2017*".

(En vérité, il s'agit pour eux uniquement de s'entendre sur la meilleure façon de faire passer leur politique antisociale en gardant le contrôle de la situation sociale et politique, et si possible avoir une chance de se maintenir au pouvoir. Par quel bout s'y prendre pour parvenir aux objectifs qu'ils ont en commun, ce qui peut être contrarié par un seul facteur : la lutte de classe du prolétariat. - Ndlr)

La chancelière "*doit avoir davantage confiance dans le propos que je tiens que dans celui de Nicolas Sarkozy*". "*C'est le premier chef d'Etat arrivé aux responsabilités qui soit allé devant l'eurogroupe dire +je ne respecterai pas le pacte de stabilité, je m'affranchirai des règles de discipline budgétaire+. Nous avons vu le résultat... Ce n'est pas la crise seulement qui a provoqué ces déficits, ce sont aussi les allègements fiscaux et les promesses aventureuses du candidat Sarkozy élu en 2007*".

(Hollande se veut volontiers plus réactionnaire que Sarkozy, ce qui ne nous étonne pas, cela correspond à la caractérisation que nous en avons donnée, il se fait fort de réussir là où Sarkozy a échoué et d'aller encore plus loin, voilà ce qu'il dit clairement ici. - Ndlr)

"*Dans l'amitié franco-allemande*", souligne M. Hollande, "*il y a eu très souvent, et ce fut parfois fructueux, des relations qui se sont institutionnalisées entre des personnes qui n'avaient pas la même sensibilité politique: Schmidt-Giscard, Kohl-Mitterrand*". (AFP 28.04)

C'est bien la raison pour laquelle (notamment) nous vous situons dans le même camp. - Ndlr)

Lire plus loin ce qu'entend Merkel par "*croissance*" et ce dont Hollande se félicite, c'est édifiant.

Bruit de campagne

Licencié !

Le président-candidat de l'UMP, Nicolas Sarkozy, juge que la politique ne rend pas "*heureux*" et utilise le mot de "*licenciement*" lorsqu'il est interrogé sur son éventuelle défaite, dans un entretien à Radio J enregistré samedi et diffusé dimanche. (AFP 28.04)

Son solde de tout compte est déjà prêt, en guise d'indemnités de licenciement il s'est enrichi de quelque 630.000 euros en 5 ans, officiellement. La politique ne fait pas le bonheur, mais l'argent que l'on peut gagner en en faisant y contribuera largement. Sans oublier que cela lui a permis de se recaser avec un laidron qui avait déjà bien servi et issu d'une famille riche. Franchement, elle n'est pas belle la vie !

Décidément, les affaires ressortent au mauvais moment.

Le site d'information Mediapart a publié samedi un document attribué à un ex-dignitaire libyen affirmant que le régime de Mouammar Kadhafi avait accepté en 2006 de financer à hauteur de «*50 millions d'euros*» la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007.

Dans ce document en arabe, signé de Moussa Koussa, ex-chef des services de renseignement extérieur de la Libye, l'auteur fait état d'un « accord de principe » pour « appuyer la campagne électorale du candidat aux élections présidentielles, M. Nicolas Sarkozy, pour un montant d'une valeur de cinquante millions d'euros ». Le 12 mars, M. Sarkozy avait qualifié de « grotesque » un éventuel financement de sa campagne présidentielle de 2007 par Mouammar Kadhafi. (liberation.fr et AFP 28.04)

Il a dû piocher ce qualificatif dans les commentaires qui reviennent le plus souvent le concernant.

A bon entendeur salut !

Pour Mme Merkel: "*la croissance ne coûte pas forcément de l'argent*", vendredi dans un entretien à la radio allemande régionale NDR.

Normal, c'est nous qui allons payer :

Pour MM. Barroso et Monti, "*la croissance doit se faire en se concentrant progressivement sur la compétitivité et non en augmentant les niveaux d'endettement*" étatique, ont-ils affirmé, écartant ainsi toute idée d'une relance par la dépense publique.

Elle y insiste sur une relance de l'économie européenne portée par des "*réformes structurelles*", notamment en flexibilisant le marché de l'emploi.

Et de citer notamment les réformes engagées par un ancien chancelier allemand, le social-démocrate Gerhard Schröder, baptisées "Hartz IV", qui ont facilité le recours au travail à temps partiel et par ricochet contribué à faire baisser le taux officiel de chômage en Allemagne.

Dans son entretien au quotidien Leipziger Volkszeitung, Mme Merkel met une fois de plus en garde M. Hollande: "*il n'y aura pas de nouvelles négociations sur le traité budgétaire. Vingt-cinq chefs de gouvernement l'ont signé. Au Portugal et en Grèce, il a déjà été ratifié, en Irlande il fera l'objet d'un référendum fin mai*".

Et d'ajouter: "*Dans beaucoup de pays membres, aussi en Allemagne, le traité budgétaire est dans les mains des parlements*". (AFP 29.04)

Excellent : A bon entendeur salut !

Pour Merkel, la recette européenne de la croissance, c'est Hartz IV, les petits boulots à 1 euro de l'heure, la régression sociale généralisée avec le complicité, que dis-je, l'aval des syndicats. Mais bon, il ne faudrait pas qu'en Allemagne les travailleurs se mobilisent, cela ferait désordre...

A la gamelle !

La première secrétaire du PS "*Martine Aubry m'a appelé parce que, si j'ai bien compris, François Hollande lui a demandé de le faire pour répondre à l'appel que j'ai lancé*" de s'unir contre le FN aux législatives afin de "*ne pas avoir le ridicule de choisir entre le FN et la droite populaire alors que tout ça c'est tout du pareil au même*", a dit Jean-Luc Mélenchon à des journalistes en marge du Conseil national de son Parti de gauche réuni à l'Espace Robespierre d'Ivry-sur-Seine.

Lors de l'émission Des paroles et des actes jeudi soir sur France2, M. Hollande avait estimé, en réponse à M. Mélenchon : "*c'est tout à fait clair, lorsqu'il y a un risque d'élimination de la gauche au second tour des élections législatives, de nous mettre ensemble dès le 1er tour. Ça peut arriver dans certaines circonscriptions, je suis tout à fait favorable à cette démarche*".

Mme Aubry a également pris contact avec Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a précisé M. Mélenchon qui a recueilli 11,1% au premier tour de la présidentielle.

D'ici la réunion avec les délégués aux élections du PS et du FG qui se tiendra "*en début de semaine prochaine*", les socialistes "*font tourner les ordinateurs*", a-t-il ajouté alors qu'une réunion de travail au sein du Front de gauche se tiendra sur le sujet lundi.

M. Mélenchon s'est félicité de pouvoir avoir cette discussion, souhaitant que PS et FG "*s'accordent partout où le risque FN existe*" pour des candidatures uniques.

Selon les estimations, la probabilité que la gauche ne soit pas présente au second tour des législatives pourrait concerner de 60 à 100 circonscriptions. (AFP 28.04)

Pourvu que le PS n'obtienne pas la majorité absolue aux législatives et qu'il ait absolument besoin des voix du FdG pour gouverner... S'il n'obtenait pas la majorité absolue et qu'il devrait s'appuyer sur des voix provenant de l'UMP ou des centristes, cela ne ferait que précipiter la crise au sein de la droite.

Nous serions frustrés dans la mesure où le soutien du FdG au gouvernement n'apparaîtrait pas aussi clairement que dans notre première hypothèse, lui permettant ainsi de faire vivre plus longtemps l'illusion qu'il constituerait une véritable opposition au régime.

Actualité en titres

Mimétisme (1)

- Pour Sarkozy, Mélenchon est "en dessous" de ce qui fait un "républicain" - AFP

- Pour Montebourg, Sarkozy 'déshonore la droite française' - LeMonde.fr

Mimétisme (2)

- Sarkozy : "Trop, c'est trop ! M. Strauss-Kahn, expliquez-vous avec la justice !" - LePoint.fr

- Kadhafi: Cazeneuve (PS) demande à Sarkozy de «s'expliquer devant les Français» - Liberation.fr

Question : finalement Sarkozy ne s'en est pas trop mal sorti au premier tour avec à peine 1,5 point de retard sur Hollande. Bien sûr, le report de voix sur lequel il peut compter au second tour est réduit, il peut l'être autant pour Hollande s'il parvient à l'entraîner dans la surenchère à laquelle il se livre.

Souhaite-il vraiment séduire les abstentionnistes ou en procédant de la sorte, n'estime-t-il pas au contraire qu'une accentuation de l'abstention lui serait plutôt profitable ? Il a tout intérêt à ce que son adversaire et ses complices montent au créneau et dévoilent un peu plus leur véritable nature, cela pourrait servir de repoussoir à une partie de ceux qui avaient envie de voter Hollande.

Je pense qu'il est tellement détesté dans le pays, que rien n'y fera et que l'envie de le virer l'emportera sur tous les autres facteurs. Il le sait, d'où sa rage.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le Conseil national des barreaux ne décolère pas contre le "décret passerelle" signé dans l'urgence par Fillon et Mercier. "Nous ne sommes pas un hospice pour les recalés UMP des prochaines législatives" s'emporte Christian Charrière-Bournazel.

Le président du Conseil national des barreaux ne décolère pas contre le "décret passerelle", signé, le 3 avril, par François Fillon et Michel Mercier, qui permet aux parlementaires d'intégrer directement la profession d'avocat. Il accuse l'exécutif d'avoir fait pression afin que ce texte soit publié avant la présidentielle, malgré l'opposition des professionnels. (lexpress.fr 28.04)

2- Malaisie

La police antiémeute a fait usage de gaz lacrymogène et de canons à eau samedi à Kuala Lumpur, en Malaisie, pour disperser quelque 25.000 manifestants venus réclamer des élections justes et une réforme du système électoral.

Des heurts ont éclaté lorsque des manifestants ont tenté de pénétrer sur la place historique de Merdeka (Indépendance) dont l'accès avait été bloqué conformément à une décision de justice.

Les forces de l'ordre, qui avaient bouclé le centre de la capitale, ont tiré plusieurs dizaines de gaz lacrymogènes et ont pourchassé les manifestants dans les rues adjacentes. (Reuters 28.04)

3- Maroc

Rachid Nini, journaliste et polémiste marocain, a recouvré samedi la liberté après avoir purgé une peine d'un an pour avoir critiqué les autorités.

Selon Amnesty International, il s'agit d'un "*prisonnier de conscience*" injustement sanctionné pour avoir dénoncé la corruption et les abus par les autorités, notamment au sein des services de sécurité du royaume.

Rachid Nini avait été interpellé en avril 2011. Un tribunal l'a jugé coupable de crimes pour avoir jeté le discrédit sur une cour, cherché à influencer le cours de la justice et publié des informations sur des délits criminels erronés. (Reuters 28.04)

Un régime fréquentable pour Sarkozy comme pour Hollande.

4- Syrie

L'armée libanaise a saisi samedi trois containers d'armes en provenance de Libye et destinées à la rébellion syrienne à bord d'un navire arraisonné la veille dans le nord du pays, a annoncé à l'AFP une source des services de sécurité.

Ce chargement se composait de mitrailleuses lourdes, d'obus, de roquettes, de lance-roquettes et d'explosifs, a précisé cette source.

Un autre responsable de la sécurité a affirmé que le navire, qui battait pavillon du Sierra Leone, avait obtenu un permis d'accoster dans le port de Tripoli (nord).

Les autorités syriennes et des sources au sein de la sécurité libanaise ont à plusieurs reprises affirmé que des armes étaient acheminées clandestinement depuis le Liban pour venir en aide aux rebelles qui cherchent à renverser le régime du président Bachar al-Assad.

Le "*Lutfallah II*" est parti de Libye avant de faire une escale au port égyptien d'Alexandrie, avant d'être intercepté et fouillé par la marine libanaise dans le port de Selaata, à environ 50 km de Beyrouth, selon la même source. (AFP 28.04)

Les armes livrées par Sarkozy, Obama et Cameron et leur allié l'émir du Qatar aux gangsters du CNT en Libye, transitent par l'Egypte toujours dirigés par les militaires gagnés à leur cause, avant d'atterrir entre les mains des mercenaires qu'ils ont engagés pour déstabiliser la Syrie et renverser le régime en place car trop favorable aux intérêts économiques des Chinois et des Russes.

5- Egypte

L'Arabie saoudite a décidé de rappeler pour consultation son ambassadeur en poste au Caire et de fermer toutes ses représentations diplomatiques en Egypte à la suite de manifestations anti-saoudiennes dans ce pays.

Il s'agit de la première crise diplomatique de cette ampleur entre Ryad et Le Caire depuis la chute du président Hosni Moubarak en février 2011.

Le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, numéro un du Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui dirige l'Egypte depuis quatorze mois, a aussitôt pris contact avec le gouvernement saoudien pour tenter de le faire revenir sur cette "*décision surprise*", a déclaré l'agence de presse égyptienne Mena.

En réponse, le roi Abdallah d'Arabie a déclaré qu'il étudierait la question dans les jours qui viennent, rapporte l'agence de presse saoudienne SPA.

Des manifestations ont récemment été organisées devant l'ambassade d'Arabie saoudite au Caire pour dénoncer l'arrestation le 17 avril, à son arrivée à l'aéroport de Djeddah où il se rendait en pèlerinage, de l'avocat égyptien Ahmed el Guezaoui.

L'agence SPA explique les décisions du gouvernement saoudien par ces "*manifestations injustifiées*" et par les tentatives répétées de la foule de pénétrer à l'intérieur des missions diplomatiques saoudiennes, "*ce qui constitue une menace pour la sécurité des employés*".

Pour tenter de calmer les choses, le ministère égyptien des Affaires étrangères a dénoncé dans un communiqué les "*actes irresponsables*" des manifestants, "néfastes pour les relations étroites et profondes entre l'Egypte et l'Arabie saoudite", présentée comme un "*pays frère*".

Guezaoui, accusé d'avoir insulté le roi Abdallah, avait été condamné par contumace par la justice saoudienne à un an de prison et à vingt coups de fouet, selon ses proches, mais n'avait pas été informé de ce jugement avant de se rendre ce mois-ci en

Arabie saoudite.

Toujours selon sa famille, cette condamnation est due à ses critiques concernant les conditions de vie des détenus égyptiens dans les prisons saoudiennes.

Dans un communiqué, le parti politique des Frères musulmans a estimé que les manifestations devant l'ambassade d'Arabie saoudite au Caire avaient traduit *"le souhait des Egyptiens de préserver la dignité de leurs citoyens dans les pays arabes"*.

"Nous appelons le Conseil suprême des forces armées à prendre des mesures pour résoudre le problème Guezaoui d'une façon qui garantisse la dignité des Egyptiens et préserve dans le même temps la vitalité des relations égypto-saoudiennes", a indiqué le Parti de la liberté et de la justice. (Reuters 28.04)

Social

1- France

Plus de deux tiers (67%) des Français se déclarent *"inquiets et pas rassurés"* quant à l'évolution de leur propre situation économique et financière pour les prochaines années, selon un sondage Ifop à paraître dans Sud Ouest dimanche. (AFP 28.04)

2- Espagne

C'est dans ce climat tendu que le ministre de l'économie, Luis de Guindos, a annoncé une hausse des impôts indirects en 2013. *"Le gouvernement modifiera la structure du système d'imposition en Espagne, avec une réduction des charges sur le travail et une augmentation des impôts sur la consommation"*, a-t-il expliqué. Objectif : économiser 8 milliards d'euros et respecter l'objectif de déficit de 3 % du PIB en 2013 (contre 8,5 % en 2011).

Le gouvernement n'a pas précisé s'il augmenterait la TVA, actuellement de 18 %, ou bien les impôts sur le tabac, l'alcool et l'essence, ou la totalité des impôts sur la consommation, ce qui semble le plus probable étant donné l'ampleur des économies prévues.

Le projet, qui s'oriente vers une TVA sociale, est une *"recommandation"* du Fonds monétaire international (FMI), a précisé M. de Guindos, qui s'était opposé jusque-là à toute hausse de la TVA. *"L'augmentation des impôts indirects dans un contexte de récession accélère la chute de l'économie, raison pour laquelle elle ne sera appliquée qu'en 2013"*, a-t-il précisé.

La TVA sociale n'est pas non plus accueillie avec enthousiasme par les économistes. *"C'est une bonne mesure qui permettra au pays de regagner de la compétitivité, estime Pierre-Olivier Beffy, chez Exane BNP Paribas à Londres, mais cela ne résoudra pas tout."* (lemonde.fr 28.04)

Grande-Bretagne

Les personnes les plus riches de Grande-Bretagne ont vu leurs fortunes s'accroître l'an dernier et atteindre des niveaux record, selon la liste annuelle des grandes fortunes que publie le Sunday Times.

La fortune cumulée des mille personnes les plus riches a augmenté ainsi de près de 5%, atteignant 414 milliards de livres sterling (508 milliards d'euros), soit le plus haut niveau en 24 ans de listes annuelles, précise le Sunday Times.

Soixante-dix-sept des personnes figurant dans le club très fermé des plus grandes fortunes sont des milliardaires, soit deux de plus que lors du précédent record en la matière, en 2008.

Lakshmi Mittal, magnat d'origine indienne de la sidérurgie, conserve sa place d'homme le plus riche de Grande-Bretagne, bien qu'il ait perdu près d'un quart de sa fortune au cours de l'année dernière en raison de la chute de l'action ArcelorMittal, premier groupe mondial de l'acier. (Reuters 28.04)

Commentaire d'internautes.

1- *"Et la GB rentre en récession ! Cherchez l'erreur !"*

2- *"Et pendant ce temps leur pays se plante économiquement... Cherchez l'erreur ! Ces gens ne créent pas de la richesse nationale, ils créent juste leur propre richesse. Ce sont des parasites économiques."*

Question pourquoi les partis ouvriers n'expliquent-ils pas cela simplement aux travailleurs ? Un tract reprenant ce genre d'infos devrait être distribué à des millions d'exemplaires dans tout le pays, les travailleurs ne sont pas idiots, ils comprendraient au quart de tour qu'on se fout d'eux.

Permettez-moi de vous dire, qu'à côté messieurs ou camarades, vos tracts ne valent pas un pied de lapin, que dalle, inaudibles, archinuls ! Ils les rédigent pour se faire plaisir en s'imaginant que les travailleurs ont leur niveau politique.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 avril

CAUSERIE

Le chômage, la précarité et la pauvreté (salaires), trois thèmes sur lesquels le combat devrait être mené en les reliant à l'illégitimité des institutions et du capitalisme posant la question de la nécessité d'un Etat ouvrier, d'un gouvernement des seuls partis ouvriers reprenant à leur compte l'ensemble des revendications sociales des travailleurs, le combat pour le socialisme.

Pourquoi faire référence au socialisme ? Parce que sans théorie pour armer et orienter la mobilisation des masses, c'est laisser le champ libre à toutes les formes d'opportunisme et s'interdire de vaincre à l'arrivée.

On se lasse à répéter sans cesse les mêmes choses. Je vous mets en ligne quelques documents que j'ai trouvés sur Internet sur les grèves et les mouvements sociaux en France depuis les années 70, parfois avant. Pour interpréter correctement les données qu'ils renferment, il faut notamment tenir compte des intérêts spécifiques des appareils du PS et du PCF ainsi que des syndicats, de la période de cohabitation entre 86 et 88.

Ces données montrent clairement que le nombre de millions de journées non-travaillées dans le privé, formule employée par le ministère du Travail, a diminué après le 10 mai 81 par rapport à la période allant de 1970 à fin de l'année 1980, pour s'effondrer devrait-on dire dès 1981 à l'exception de 1982, année de la mise en oeuvre de la politique de "rigueur" par le gouvernement Mauroy-Delors.

A partir de 1985, le nombre de journées de grève retombera au niveau ou même en-dessous de celui du début des années 60, à l'exception de 1963 et la grève des mineurs, pour finalement s'effondrer de moitié par rapport à cette période (années 60). Si l'on ajoute que le nombre d'actifs a considérablement augmenté depuis le début des années 60, ce n'est pas par deux, mais par quatre qu'il faut diviser le nombre de grève à partir de 1990. Consultez le tableau intitulé Mouvement social en France pour le vérifier vous-même. Les chiffres ne sont pas disponibles pour la fonction publique avant 1986. Ils montrent que de 1986, en dehors de quelques pics, que ce soit sous Mitterrand ou sous Chirac, le nombre de journées de grève a été sensiblement le même.

Voilà pour la théorie foireuse qui consisterait à vouloir nous faire croire que l'élection de Hollande stimulerait la lutte de classe du prolétariat, et qu'accompagnent leurs auteurs d'un appel pathétique à voter Hollande.

Faire croire que l'élection de Hollande pourrait stimuler la lutte de classe est une contrevérité, une vue de l'esprit qui ne repose sur aucun exemple dans le passé dans un contexte similaire ou comparable, c'est d'ailleurs plutôt le contraire qui s'est produit chaque fois.

On nous dit que si Sarkozy était élu, la classe ouvrière serait abattue, etc. Les faits, rien que les faits.

Or, c'est dans l'Espagne de Mariano Rajoy occupant les mêmes responsabilités que Sarkozy et issu du Parti populaire, l'équivalent de l'UMP, que deux millions de travailleurs sont descendus dans la rue et 10 millions ont observé une grève de 24h le 29 mars dernier. En Italie, sous Berlusconi, puis sous Monti, d'importantes manifestations ont eu lieu, idem au Portugal ou en Grèce, Cameron en Grande-Bretagne a dû faire face récemment à une des plus importantes mobilisations depuis des décennies, or dans tous ces pays ce sont des gouvernements de droite qui sont aux commandes. Donc cet argument est contredit par les faits.

En réalité, en France, les plus grandes grèves ou les plus importants mouvements sociaux ont eu lieu sous des gouvernements de droite depuis 1958.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les masses se reconnaissent dans les partis qu'elles enverraient à l'Assemblée nationale et le président qu'elles porteraient au pouvoir, or ce n'est pas du tout le cas. Ce fut le cas en 1936, d'où les grèves de masse qui éclatèrent dans la foulée du Front populaire. Etions-nous dans cette situation en 1981, en 1988, le sommes-nous en 2012, de toute évidence non, ils n'existent plus de partis ouvriers de masse.

L'attitude des masses est tout à fait compréhensible et logique, elles estiment que puisque des partis censés représenter leurs intérêts sont au pouvoir, elles n'ont pas besoin de se mobiliser pour qu'ils soient satisfaits, et s'ils ne le sont pas, c'est que cela n'est pas possible pour une raison qui leur échappe. Pourquoi ? Parce qu'elles sont subordonnées au capitalisme ou ne comprennent pas le fonctionnement de la société, des institutions.

En 1936, les travailleurs considéraient encore le PC et le PS comme des partis ouvriers, donc ils se mobilisèrent pour qu'ils puissent appliquer le programme sur lequel ils avaient été portés au pouvoir. Depuis la fin des années 50, la majorité des travailleurs a cessé de prêter à ces partis l'intention ou l'objectif de changer la société, pour ne plus en attendre que des améliorations à la marge de leur condition dans le meilleur des cas, la préservation de leur acquis dans le pire des cas, dans le cadre du capitalisme et non plus dans la perspective du socialisme. Ce qui en passant renvoie la théorie de "*l'imminence de la révolution*" de Lambert et Gluckstein (OCI-POI) au rang de pure fabulation.

Voilà ce que ceux qui nous sortent ces balivernes ne veulent pas admettre. Pourquoi ? Parce qu'ils prêtent à la classe ouvrière un niveau de conscience politique qui n'est pas le sien, quelque part ils prennent leurs désirs pour la réalité, ce qui par ailleurs se retrouve en permanence dans leur discours insaisissable par les masses.

Ils démontrent par là aussi qu'ils prennent les problèmes à l'envers ou privilégient un facteur subjectif, qui finalement ne joue qu'un rôle secondaire, à côté des conditions objectives qui sont le facteur déterminant les poussant à passer à l'action.

Il faut se mettre à la place des travailleurs, se demander comment ils perçoivent les choses. C'est pourtant facile. Si le président qui se dit de gauche, que l'on dit de gauche, c'est ce qu'ils entendent tous les jours raconté par les médias, s'il fait cette politique (droitière), c'est qu'il n'est pas possible de faire autrement ou il y a quelque chose qu'on ne comprend pas, ce serait sans doute pire avec un président de droite donc prenons notre mal en patience, laissons-lui un peu de temps, on verra par la suite à se reposer toutes ces questions...

Alors pourquoi des partis ou des formations politiques avancent-ils cet argument qui est balayé dès lors qu'on analyse de quelle manière les masses interprètent la situation ?

Voter PS (ou PCF) , adressez-vous à leurs élus, front unique de ces partis, gouvernement de ces partis, cette orientation politique va de pair avec la caractérisation qu'ils en font, à savoir que le PS serait encore un parti issu de la classe ouvrière, un parti ouvrier, traître, certes, mais tout de même un parti ouvrier, ils n'en démordent pas depuis 70 ans ou plus !

Comment ne pas constater et comprendre que cela ne correspond pas à la réalité, mais à l'idée erronée que s'en font les masses, même si elles ont perdu l'essentiel de leurs illusions dans le PS (et le PCF), attitude qui ne peut que les conforter, les encourager à reproduire sans cesse la même erreur qui les conduit finalement dans une impasse politique.

La vie serait plus douce sous un gouvernement de gauche que sous un gouvernement de droite, on pourrait s'en accommoder plus facilement, lui soutirer quelques miettes supplémentaires sans même avoir besoin que la classe se mobilise, le pendant de sa gestion de la société pour le compte des capitalistes, certaines couches d'exploités s'en tireraient mieux que les autres et on ferait avec à défaut de mieux, en attendant des jours meilleurs qui n'arriveront finalement jamais. Comment ne pas voir que la plupart des mobilisations du secteur public ont lieu sur fond de corporatisme, totalement déconnectées du sort des travailleurs du secteur privé qui rassemble 75% des salariés du pays, que leur orientation politique est bourgeoise ou s'inscrit dans le cadre de la préservation de l'Etat des capitalistes, leur patron.

Hollande a commencé sa campagne en cageolant les enseignants, en leur promettant la création de 60 000 postes, est-ce vraiment un hasard, certainement pas, il s'appuie sur eux (notamment) pour assurer la stabilité du régime. Et ceux qui appellent à voter Hollande ou qui s'adressent aux élus du PS, à ses dirigeants, qui entonnent le ronron du front unique sont justement des enseignants à la tête de partis ou de formations politiques (Gluckstein, Arthaud, Mélenchon, hier Bensaid, etc.), pure coïncidence sans doute aussi.

Au sein de l'Assemblée nationale, après les cadres du public ou fonctionnaires territoriaux ou d'Etat, les enseignants forment le groupe parlementaire le plus important avec 86 députés, tiens donc, pure coïncidence également. (source : www.assemblee-nationale.fr/)

On nous dit aussi que l'école formerait des hommes et des femmes libres de penser par eux-mêmes, pour un peu, de telle sorte qu'ils pourraient déterminer librement leur destin, avec des profs qui dans 99,99% des cas ignorent que ce sont les rapports sociaux de production qui régissent tous les rapports dans la société, on a de quoi douter de cette affirmation pour le moins farfelue. C'est à peu près le niveau où en est rendu le mouvement ouvrier et son avant-garde.

Pour finir, les enseignants bénéficient du statut le plus avantageux parmi la totalité des travailleurs, encore une pure coïncidence.

Une telle somme de coïncidences doit bien avoir une signification, non ? Attention, on aborde un sujet tabou !

Cela les porterait-il davantage à en faire des révolutionnaires ou plutôt à s'accommoder de la société telle qu'elle est ?

On constatera qu'ils adhèrent et votent majoritairement PS, donc de là à penser que la stratégie et la conception de la lutte de classe des partis dits de gauche sont conçues ou modelées à leur image et à leur usage, jusque dans la syntaxe de leurs discours, disons qu'il y a de fortes présomptions en faveur de cette hypothèse.

On se dit que cela n'a pas vraiment un rapport avec le marxisme, mais plutôt avec le réformisme, ce qui expliquerait en partie qu'on ne soit jamais parvenu à construire un parti ouvrier révolutionnaire.

Mélenchon a voulu jouer au pédagogue, et il n'a fait qu'aligner des clichés dont certains étaient particulièrement indigestes ou pire encore. Dans le site du POI, Gluckstein répond à une question qu'il a lui-même formulée en une minute et vingt quatre secondes à l'écran. Ils sont fortiches quand même ! Quant à Arthaud, elle vit carrément sur une autre planète !

Je ne crache pas sur les enseignants, je l'ai été brièvement et je regrette de ne pas avoir obtenu un poste à temps complet et permanent, ma fille est institutrice et il y a d'autres profs qui se connectent régulièrement sur le site, ils comprennent parfaitement que je n'ai aucun intérêt à m'en prendre à cette couche de la classe ouvrière et que ce n'est pas mon propos.

J'essaie de comprendre et je pense à voix haute, cela m'aide aussi à détecter et corriger certaines erreurs que je n'aurais peut-être pas vues autrement.

Durant cette expérience, je me suis fait deux potes, deux profs de français et de maths, par contre j'ai eu des relations déplorables avec des représentants de syndicats, enseigner sans le CAPES, c'était une hérésie, j'étais un paria, une erreur quoi, sans le sacro-saint diplôme tu es forcément inférieur, tu n'a même pas droit à la parole, c'est marrant j'ai l'impression que c'est ce que pensent justement les patrons qui voudraient bien se passer de diplômés pour abaisser le coût du travail, je suis pour la défense de tous les diplômés, mais contre l'exclusive sachant qu'elle s'appliquerait avec parcimonie, dans le sens que n'importe qui ne peut pas postuler au poste d'enseignant, donc il n'y aurait aucun danger à ce que des non diplômés puisse accéder en masse à certains postes du moment qu'ils possèdent les qualités requises pour exercer une fonction.

En suivant à 42 ans un cursus universitaire (sciences du langage), j'ai pu me rendre compte à quel point il formait les esprits dans une direction bien déterminée, en vous forçant à adopter un point de vue. Comment ? En intégrant certains éléments dans ce qui était supposé indispensable à votre réflexion ou formation, de telle sorte qu'il ne reste plus qu'une pensée unique à l'arrivée.

Cela va très très loin, en linguistique par exemple, cela va jusqu'à intégrer, légitimer des facteurs de dislocation de la langue en faisant pour ainsi dire l'apologie du langage déstructuré (syntaxe) ou anarchiques (sémantique) des jeunes ou tout du moins en le traitant de telle sorte qu'il est mis sur le même pied d'égalité que le langage que j'emploie ici ou les trois niveaux de langue reconnus ou habituellement employés par l'ensemble de la population.

On vous oblige à étudier ce verbiage compréhensible uniquement par leurs locuteurs, mieux encore si je puis dire, il fait l'objet d'une épreuve de la licence ! Je n'ai pas pu m'y résoudre, j'ai refusé d'entrer dans cette logique et au moment de passer la licence, par ironie du sort ou par manque de bol, la première épreuve qui m'était soumise portait justement sur ce sujet, je me suis levé et je suis parti ! Cela dit, j'ai suivi ensuite les cours préparant à la maîtrise en auditeur libre, en n'étudiant que les matières qui présentaient pour moi un intérêt.

Lorsque j'ai enseigné au lycée français de Pondichéry, je me suis agrippé avec des profs qui considéraient sans aucun esprit critique les textes que les éditeurs avaient inclus dans les manuels de français, s'ils y figuraient, c'est qu'ils avaient une bonne raison d'y figurer, point barre.

Dans une autre causerie, j'avais relaté une autre expérience, toujours dans le même établissement, où des élèves devaient passer un contrôle sur la "*guerre froide*". Nous étions en cours de français, en 10 ou 15 minutes je leur ai fait un cours d'histoire en mettant au coeur de la situation d'après-guerre la lutte de classe internationale. Ils devaient traiter cette question et ils ignoraient jusqu'à l'existence des accords de Yalta et Potsdam, notamment, je me suis demandé (à voix basse) ce que leur enseignant avait bien pu leur raconter comme salades, j'étais stupéfait par ce constat. Que leur prof d'histoire n'ait pas été marxiste, c'est une chose, mais qu'il occulte ou qu'il ignore des faits qui ont scellé le sort de la planète pour ainsi dire, le nouveau partage du monde à l'issue de cette guerre pour de longues années, c'était intolérable, car finalement cela revenait à interdire à ces élèves de se poser des questions sur les véritables intentions ou rapports entre Staline, Churchill et Roosevelt, il devait adopter la version officielle.

Des hommes et des femmes libres de penser par eux-mêmes quand on leur inocule l'idéologie dominante ? Grotesque, quelle ignorance !

A tout considérer, c'est encore l'ignorance qui est la faculté la plus répandue dans la société, y compris à la direction des partis et des formations ouvrières.

Je n'ai pas voté le 22 avril et je n'irai pas voter le 6 mai, sinon à quoi bon soutenir qu'il n'y a rien à attendre des institutions de la Ve République ?

Les appels à voter Hollande répondent à des préoccupations qui n'ont rien à voir avec les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, ils servent juste à défendre des intérêts d'appareils ou de micro-appareils ou corporatistes, à justifier une ligne politique ou une stratégie qui jusqu'à preuve du contraire nous a mené sans cesse dans une impasse politique, à la situation actuelle, ne me demandez pas les cautionner. Dans ces conditions, on ne voit pas très bien comment le parti révolutionnaire que nous devons construire impérativement pourrait être issu des partis ou des groupes politiques qui existent aujourd'hui, c'est un nouveau parti (communiste) qu'il nous faut construire.

Si Hollande est élu, il sera à l'ordre du jour de camoufler la subordination des masses au capitalisme et aux institutions, et si Sarkozy était élu, ce serait déjà beaucoup plus difficile de continuer de l'ignorer. Nos braves anticapitalistes ou révolutionnaires ont démontré malgré les terribles coups portés à la classe ouvrière au cours des cinq dernières années qu'ils étaient incapables de s'entendre entre eux pour combattre la politique ultra réactionnaire de Sarkozy, on en déduit donc logiquement qu'ils ont l'esprit ailleurs.

J'arrête-là, je dois m'occuper de mes affaires que je néglige.

Bruit de campagne

Il y a le socialisme, le communisme, le règne de la liberté !

"*Sans frontière, il n'y a pas de nation, pas d'Etat, pas de République, pas de civilisation*", a dit Sarkozy en meeting à Toulouse. (AFP 29.04)

INFOS EN BREF

Social

Espagne

Sous le mot d'ordre "*on ne joue pas avec l'éducation et la santé*", des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche à Madrid et dans plusieurs villes d'Espagne contre les nouvelles mesures d'austérité du gouvernement qui visent ces domaines très sensibles.

"*C'est criminel de couper dans la santé*" et "NON", pouvait-on lire sur les pancartes brandies par les manifestants sous la pluie.

En tout, des manifestations étaient organisées dans 55 villes d'Espagne par une "*plateforme sociale de défense de l'Etat providence et des services publics*", qu'ont rejoint les deux principaux syndicats espagnols, CCOO et UGT.

A Madrid, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé, selon les journalistes sur place, 40.000 selon les syndicats.

En Andalousie, la plus grande région au sud de l'Espagne, les syndicats ont recensé 30.000 manifestants, la police réduisant ce chiffre à 11.500.

A Valence, le cortège a rassemblé entre 15.000 et 40.000 personnes, selon différentes estimations syndicales.

A Barcelone, seuls 700 manifestants se sont rassemblés, d'après la police, 4.000 selon les syndicats.

Certains participants aux manifestations de dimanche n'ont pas caché leur déception face au faible nombre de personnes venues soutenir leur mouvement, avançant en guise d'explication la pluie et la lassitude face à la durée de la crise.

"*Nombreux sont ceux qui ne comprennent pas les décisions adoptées*", a reconnu dimanche le chef du gouvernement, Mariano Rajoy.

"*Mais le problème, c'est la crise, le chômage, la récession, le désordre dans les comptes publics, il faut opérer des changements structurels*", s'est-il justifié, affirmant que son gouvernement continuera à adopter des réformes "*très importantes*", "*chaque vendredi*" lors du Conseil des ministres. (AFP 29.04)

[Haut de page ↗](#)